Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12430 – 4 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens — MARDI 15 JANVIER 1985

L'avertissement de M. Gromyko aux Etats-Unis

Les points sur les « i »

Il est encore trop tôt pour dire si les déclarations de M. Gromyko à la télévision soviétique mettent en cause la reprise des négociations entre les Deux Grands décidée il y a une semaine à Genève ou s'il s'agit d'un ultime avertissement destiné à dissiper les interprétations quelque peu euphoriques données outre-Atlantique de cette rencontre. Les propos du ministre soviétique rappellent en tout cas que les positions en présence restent parfaitement contradictoires et rendent le succès de la négociation – sinon la négociation elle-même – hautement problématique.

M. Gromyko ne cache pas en effet que son but principal est d'abord d'arrêter les recherches mises en route par M. Reagan dans le cadre de son initiative de défense stratégique (IDS). De là le lien très fort – baptisé « interdépendance » – entre les divers chapitres de la négociation envisagée, au point que la conclusion d'un accord sur les armements offensifs est pratiquement exclu par le Kremlin si un accord n'est pas signé en même temps sur l'IDS. M. Gromyko ne le dit pas explicitement, mais il confirme par là l'extrême probabilité de la riposte que déciderait son gouvernement en cas de constitution autour des Etats-Unis d'un bouclier antimissile. Cette riposte consistera en une multiplication des engins offensifs afin de saturer la défense adverse, et elle ne saurait donc s'accommoder d'une limitation de ces types d'armements.

Le durcissement est-il aussi net à propos des euromissiles ? M. Gromyko lance un avertissement qui peut paraître de mauvais augure en affirmant que la poursuite du déploiement des Pershing et autres missiles américains en Europe occidentale va non seulement « aggraver la situation » mais « mettre en question les négociations ». Comme d'autre part le ministre soviétique a reposé le problème de la prise en compte des forces françaises et britanniques et repris longuement les anciennes revendications soviétiques sur les « systèmes avancés » américains (porte-avions et réseau de bases militaires en Europe), on peut se demander si les négociations ne sont pas en effet « remises en question ».

Une telle conclusion serait néanmoins prématurée en l'état actuel des choses. En premier lieu, M. Shultz a balayé d'un revers de main l'objection sur les Pershing en déclarant que son interlocuteur de Genève avait été parfaitement informé de la détermination américaine de poursuivre le déploiement décidé par l'OTAN tant qu'un accord n'aura pas été conclu sur les armements intermédiaires. En second lieu, l'insistance de M. Gromyko semble refléter surtout une volonté de lancer un ultime appel aux opinions publiques, de laisser planer un doute sur ses intentions avant ce que Moscou considère comme des échéances importantes : la décision qui doit être prise en mars par la Belgique de déployer ou non son contingent de missiles de croisière sur son territoire ; dans le domaine spatial, les essais d'armes antisatellites préparés par le Pentagone.

Le pari soviétique semble en mesure de produire des résultats dans le premier cas ; il est plus problématique dans le second. Mais il n'est pas inutile, pour la diplomatie soviétique, d'accentuer sa pression sur les Etats-Unis, en particulier en mettant en lumière les divergences qui opposent sur beaucoup de ces points les conseillers même du président Reagan.

Pour Moscou, le succès des négociations avec Washington dépend de l'arrêt du programme spatial américain

M. Andréï Gromyko, ministre des affaires étrangères d'URSS, a lancé dimanche 13 janvier à la télévision soviétique une mise en garde aux Américains pour le cas où le déploiement des euromissiles de l'OTAN ne serait pas interrompu, et où des recherches sur la défense spatiale seraient entreprises par Washington. Il a également demandé que les forces nucléaires française et britannique soient prises en compte dans les négociations Est-Ouest, ce qui a provoqué un rappel des positions de Londres, dimanche, et de Paris, ce lundi.

A Washington, l'administration américaine, dont deux hauts responsables ont été interrogés « à chaud » par la presse, n'a pas voulu dramatiser la menace formulée par M. Gromyko. Mais de nettes divergences entre les différents courants de l'entourage présidentiel ont été confirmées à cette occasion.

De notre correspondant

Moscou. – M. Gromyko a eu recours, dimanche 13 janvier, à une des plus vieilles recettes de la diplomatie soviétique : poser des conditions exorbitantes à la veille d'une négociation de façon à « déstabiliser » le partenaire, avant même que le travail sérieux n'ait commencé. Cette technique, qui s'apparente au judo, n'est cependant payante que si l'« autre » est pressé. Est-ce le cas actuellement des Etats-Unis ? Le ministre soviétique des affaires étrangères a exécuté dimanche une manœuvre d'intimidation à la fois classique et brillante.

Au cours d'un entretien télévisé sans précédent de près de deux heures avec quatre journalistes soviétiques, M. Gromyko a pris à contre-pied ceux qui, en URSS comme en Occident, croient à un retour rapide à la détente. L'inamovible chef de la diplomatie soviétique a, en effet, fait peser une série de menaces sur les futures négociations avec les Etats-Unis, dont le principe a été décidé les 7 et 8 janvier à Genève, lors de sa rencontre avec le secrétaire d'Etat américain.

Ces menaces ne sont pas toutes identiques. La première, la plus « grosse », porte sur l'ouverture même des pourparlers. « *Si les Etats-Unis continuaient à déployer leurs systèmes nucléaires de portée moyenne en Europe, ils mettraient en question les négociations qui doivent commencer conformément à l'entente intervenue à Genève* », affirme M. Gromyko. Plusieurs interprétations sont possibles. Le ministre soviétique veut-il dire que ces négociations pourraient tout simplement ne pas s'ouvrir si de nouveaux missiles de croisière et Pershing-2 étaient installés sur le sol européen dans les semaines qui viennent ? C'est la version la plus dure et probablement celle que M. Gromyko souhaite voir retenir dans l'immédiat par ses interlocuteurs occidentaux.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(*Lire la suite page 3.*)

La dernière chance du plan Pisani

Après la mort d'Eloi Machoro les indépendantistes calédoniens durcissent leur position

Les corps d'Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, les deux dirigeants indépendantistes canaques tués samedi 12 janvier par des éléments du GIGN, ont été ramenés dans leur tribu de Canala, sur la côte est du territoire, sans incident. Les obsèques doivent avoir lieu mardi matin 15 janvier. Une fois les cérémonies terminées, les dirigeants du FLNKS feront connaître leur nouvelle position. Il est cependant à craindre que les conditions dans lesquelles les deux dirigeants canaques ont été tués – qui soulèvent de graves questions *(lire page 8 l'article de Daniel Schneidermann)* – n'incitent la communauté mélanésienne à refuser le processus d'autodétermination qu'avait proposé M. Pisani.

En dépit d'un jugement du tribunal correctionnel de Nouméa remettant en cause le fondement légal de l'état d'urgence, celui-ci est maintenu dans toute sa rigueur, a aussitôt fait savoir M. Pisani.

« *Humilité, prudence, modération* » : ces trois vertus devraient, selon M. Bernard Stasi, animer les responsables politiques dans le débat sur la Nouvelle-Calédonie. Enième vœu pieux d'un éternel centriste ? Hélas oui, si l'on s'en tient à la forme de la déclaration de M. Giscard d'Estaing, qui met les morts au compte de l'« *idéologie* » et de l'« *irresponsabilité* » socialistes. Le sondage de la SOFRES pour *le Point* selon lequel une nette majorité de Français imputent au septennat précédent l'origine de la situation actuelle est, en soi, une réponse à l'argumentaire trop rapide de l'ancien chef de l'Etat.

Une fois n'est pas coutume, la réaction de M. Jacques Chirac – demandant l'élaboration en métropole d'une solution de consensus – témoigne de la « *modération* » souhaitée par M. Stasi. Le président du RPR invite le chef de l'Etat, comme il est normal lorqu'on aspire à le remplacer, à prendre ses responsabilités. Ce faisant, M. Chirac ne prend pas grand risque : M. Mitterrand s'exprime mercredi soir à Antenne 2.

Sur le fond, RPR et UDF font une même critique : M. Pisani et le gouvernement avec lui seraient coupables de ne pas avoir tenu la balance égale entre les deux communautés en pesant de tout leur poids en faveur de l'une, donc au détriment de l'autre.

Certes ! Mais on ne peut reprocher au gouvernement tout et son contraire ; lui reprocher de ne pas affirmer l'« *autorité de l'Etat* » (aux dépens, soit dit en passant, de l'une des deux communautés) et s'indigner que M. Pisani applique cette maxime bien connue : « *Gouverner, c'est choisir.* » Or, le choix, en Nouvelle-Calédonie, doit être commandé par la conscience qu'il s'agit d'un problème de décolonisation.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(*Lire la suite page 8 et en page 2 le point de vue d'Eliane MÉTAIS.*)

Sacilor et Usinor : fusion probable

Les PDG et Mme Cresson d'accord pour le rapprochement

Les présidents-directeurs généraux des groupes sidérurgiques nationalisés, M. Claude Dollé pour Sacilor et M. René Loubert pour Usinor, ont écrit à Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, pour lui indiquer qu'une fusion de leurs entreprises leur paraissait désormais inévitable. Cette fusion ne changerait rien au plan acier actuel arrêté le 29 mars 1984, mais elle est la seule solution envisageable, selon eux, pour mettre fin à la « *guerre* » qui préside aux rapports entre le groupe du Nord et celui de la Lorraine, et pour éviter un gaspillage des fonds publics, investis trop souvent « *en double* ».

La lettre des PDG, datée de la fin novembre, n'a pas encore reçu de réponse officielle du gouvernement. Mais Mme Cresson est très favorable à cette opération, et elle l'a fait savoir à M. Fabius au retour de son voyage en Lorraine, à la mi-décembre.

La fusion de Sacilor et d'Usinor fait partie de ces projets « serpents de mer » qui ressortent par intermittence depuis 1981. Elle fut repoussée jusqu'ici parce que l'on craignait qu'elle ne se solde pas par une perte de marché : un et un font rarement deux dans l'industrie. Les clients s'approvisionnent en effet toujours auprès de deux fournisseurs par mesure de sécurité, pour faire jouer la concurrence et obtenir de meilleurs prix.

Une « sidérurgie de France » risque de pousser les clients à chercher leur deuxième source d'approvisionnement à l'étranger. Le pays y perdrait au total, soulignaient les adversaires d'une fusion.

Les arguments favorables ont néanmoins gagné du terrain avec le temps, à tel point qu'aujourd'hui celle-ci emporte l'adhésion du plus grand nombre.

Un premier pas a été franchi en 1983, lorsqu'il a fallu réviser deux volets du premier plan acier défini en 1982, sur les aciers longs et spéciaux de construction (1), pour répondre aux exigences de la Communauté européenne mais aussi, et surtout, parce que les déficits de ces secteurs étaient devenus structurels.

ERIC LE BOUCHER.

(*Lire la suite page 38.*)

(1) La sidérurgie se divise en produits plats (les tôles), longs (rails, fils, poutrelles...) et spéciaux.

Voyage au bout de la faim

I. – *Misérables d'Ethiopie*

La famine qui ravage l'Ethiopie a déjà provoqué la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Fuyant leurs terres sans récoltes, des milliers d'affamés convergent soit vers les villes ou villages d'Ethiopie où sont organisées des distributions de vivres, soit, du fait de la guerre qui sévit en Erythrée et au Tigré, vers le Soudan.

Nos envoyés spéciaux ont rendu visite, en Ethiopie comme au Soudan, aux « fuyards de la faim ».

De notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX

Korem (nord de l'Ethiopie). – La nuit est glaciale, et seule la lune qui découpe les montagnes permet de distinguer le cirque de Gando. Ils sont aujourd'hui environ trente mille à être venus s'échouer sur ce plateau à 2 500 mètres d'altitude, poussés par la faim et la soif qui ont jeté sur les routes éthiopiennes des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

Dans des trous creusés dans la terre durcie par le gel, protégés seulement d'une toile plastique noire ou verte, ils sont recroquevillés les uns sur les autres, à quarante par trou de 4 mètres sur 3, pour se protéger du froid et du vent qui balaie le plateau embrumé.

Ce lundi matin, jour de Noël en Ethiopie (1) – mais qui pourrait ici croire encore à la fête ? – l'équipe de Médecins sans frontières a décidé de distribuer des couvertures aux plus démunis. Opération délicate, tant les besoins sont énormes et les moyens dérisoires. Juste avant le lever du soleil, l'équipe est sur place. « *A cet instant*, explique Brigitte, *les gens sont encore sous les tentes et il est plus facile de voir ceux qui sont le plus dans le besoin.* » Chacun s'assigne une rangée et pose sur les épaules de ceux qui sont presque nus – une majorité – sa couverture. Au début tout se passe bien, mais bientôt l'agitation gagne. L'espoir jette hors des tentes femmes en haillons et enfants décharnés qui implorent du regard ou du geste, s'agrippent aux jambes des donateurs impuissants.

Quand le soleil embrase la montagne, on frôle l'émeute. Les couvertures non distribuées sont rangées. « *Maintenant, c'est trop tard* dit Pierre. *Il faudra revenir un autre matin.* » Que faire, face à un tel dénuement ? « *Le mieux serait sans doute*, suggère Brigitte, *que chaque personne qui arrive et se fait inscrire pour avoir droit une fois par mois – quand il y a quelque chose – à une distribution de vivres reçoive une couverture. Mais c'est impossible. Il n'y en a pas assez.* » De toute façon, c'est mieux que rien.

Le soleil brille haut dans le ciel et découvre l'immensité du camp, qui s'étend sur tout le plateau cerné de montagnes.

(*Lire la suite page 4.*)

(1) L'ancien calendrier copte est en retard de treize jours sur le calendrier grégorien.

AU JOUR LE JOUR

Foule

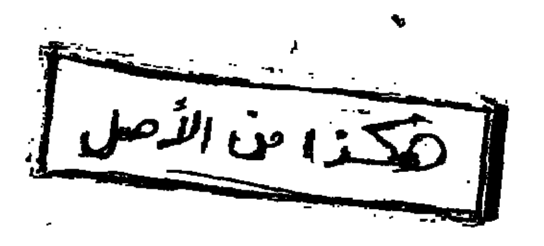
Des Européens rassemblés sur une place, samedi à Nouméa, ont salué par des acclamations et des cris de joie la mort d'Eloi Machoro, le leader indépendantiste canaque tué par des gendarmes d'élite.

L'avenir se chargera de conclure sur le point de savoir s'ils avaient raison ou tort de se réjouir ainsi.

L'Histoire, en tout cas, l'enseigne : quand la peur inspire la foule, la foule aime le sang. Et c'est ainsi que, de siècle en siècle, on entend partout des « vivats » pour la mort !

BRUNO FRAPPAT.

LIRE EN PAGES INTÉRIEURES



هكذا من الأصل

Le Monde

commentaires

INVITÉE

« On ne voit pas clair en vous, les Blancs », disent les Mélanésiens de la Nouvelle-Calédonie dont la société traditionnelle a été bouleversée par la colonisation

Les racines de l'insurrection canaque

par ELIANE MÉTAIS (*)

LES Mélanésiens gardent, *malgré* cent quarante ans de présence française, leur vieux socle culturel. Dans leur conception, non *pas symbolique mais bien réelle, ils* sont « sortis » du sol de l'île avec les arbres, les ignames, les taros et les « vrais » *bananiers : ils sont les pro*duits spécifiques de cette terre. Le paysage est encore marqué par les rochers, montagnes sacrées d'où *sont issus mythiquement les pre*miers « noyaux » de population, et qui authentifient l'identité de chaque peuple canaque. *C'est* le mythe de l'autochtonie : *« une terre, une langue, un peuple, donnée de la nature et tout insécable ».* Répartis non en *familles mais en clans de cent à cent* cinquante personnes, ensemble de parents descendant d'un même ancêtre, ils sont liés par le mariage à *tous* les clans d'une *même* religion linguistique et géographique. La citoyenneté, chez eux, c'est la *parenté ; le Canaque-individu n'existe* pas. Il est un parent dans une toile d'araignée de parents ; cela l'enchaîne à des comportements obligatoires *de partage des biens, d'hos*pitalité, de dons et de services illimités, avec lesquels il ne peut transiger. La société mélanésienne *est, structurellement, inégalitaire* : un « pays » (ou région), une hiérarchie de clans ; un clan, une hiérarchie de lignages (le *sol se lit selon* cette hiérarchie sociale), une société d'hommes enracinés dans un large espace bien délimité ; les femmes *n'ont aucun droit à la terre : élé*ments mobiles entre les clans qu'elles unissent et qu'elles contribuent, par leurs enfants, à faire *durer, elles sont des aides et* des procréatrices ; elles ouvrent, par leur mariage, les routes des échanges économiques.

La voracité des grands espaces

Peuple de paysans sur cette île de 16 890 kilomètres carrés, dont 83 % *sont faits de montagne et le reste* de terres sèches les trois quarts de l'année, ils ont recherché les vallées avec des rivières, des sources, les flancs de *montagne pour* les plantations d'ignames et les tarodières. La nécessité viscérale pour eux, leur voracité *de grands espaces viennent* de leur tradition de cueilleurs, ramasseurs, chasseurs, pêcheurs, mais aussi de la recherche de la paix par la *dissémination des lieux d'habitation* pour éviter les jalousies, très vives chez eux, les conflits, la surveillance réciproque. Ils ont élaboré une philosophie de l'*existence, des croyances* religieuses, une langue, une structure de pensée et un droit coutumier à partir de cette *expérience* paysanne, très *différents* des nôtres. Et c'est de cet univers qu'ils pensent les problèmes et les rapports avec les étrangers : *Français, Wallisiens, Tahitiens,* etc.

Les *premiers temps* de la colonisation ont été marqués par la constitution de réserves (1867) délimitant des terres *pour les Canaques qui* fuyaient devant le bétail, plus avide de leurs jardins que d'herbe brûlée. Des révoltes ont eu lieu, dont la principale fut menée par le chef de guerre Ataï (1878). Devenu héros légendaire, il symbolise maintenant le destin canaque, *la révolte* contre la servitude et devient, dans le soulèvement actuel, Arès, guide et *inspirateur de Machoro. Démographi*quement, la population canaque a chuté de 50 000 à 25 000 entre 1860 et 1925 par suite de l'*intro*duction *de maladies nouvelles.* Les autochtones se sont vécus comme inéluctablement voués à la disparition, cherchant une explication dans un regain de sorcellerie. Ils n'ont retrouvé l'espoir qu'à travers la présence et l'action des missionnaires *catholiques et protestants : par eux,* ils ne mourraient pas et deviendraient des hommes nouveaux.

Avec l'arrivée des Américains en 1940, le rappel des travailleurs de l'Insulinde, des hommes et des femmes entrent nombreux dans le *monde* des Blancs et prennent conscience qu'ils sont une force de travail. Le droit de vote leur est donné, l'école (la même pour tous) *devient obligatoire*. Tout va changer très vite. Beaucoup de jeunes femmes quittent les tribus pour Nou*méa ; elles y découvrent l'esthétique* occidentale, la sexualité, la libre disposition de leur corps, la vie plus facile, leur réalisation par le travail *salarié, échappent aux conflits matri*moniaux et aux mariages imposés. Elles seront femmes de ménage, vendeuses, infirmières, institutrices, plu*sieurs iront à l'université.* Les hommes y deviendront maçons, conducteurs de « bull », gendarmes, etc., des étudiants viendront en France. *Peu seront instituteurs, car* non motivés. La vocation religieuse restera limitée. Une bourgeoisie mélanésienne se crée (membres de l'*Assemblée territoriale, employés* d'UTA, du Nickel, d'Enercal, des banques, etc.). N'appliquons pas uniformément notre qualificatif de *« frustrés », notre classification* des métiers à cette réalité, ce serait faux. Il reste des salaires très bas, trop bas, c'est vrai. *Le travailleur mélané*sien *jouit des mêmes avantages* sociaux que l'ouvrier français, sans avoir eu à se battre pour les obtenir (Sécurité sociale, congés payés, *retraite,* etc.). A ce titre, il est un citoyen français. Mais il y a un chômage important, car l'économie de l'île est à construire.

En tribu, pas de travail salarié, car on ne fait pas payer un parent. On *reste* paysan *de petits champs. Le* travail à la barre à mine régresse ainsi que les rites agraires. Les produits sacrés se vendent. On va tra*vailler chez les Blancs*. L'*argent* est plus abondant (salaires, retraites, aides aux vieux, ventes de produits, etc.). Le village canaque se modifie *et s'inspire du modèle européen,* l'ameublement aussi. Il s'ouvre maintenant au monde : routes, électricité (télévision, radio), téléphone, véhi*cules personnels,* cars de *ramassage* scolaire, lignes de cars dans toute l'île. On vend, on achète : le magasin du village blanc est un centre attrac*tif où l'on se rencontre.* La France a créé des dispensaires où les soins sont gratuits. L'alcoolisme est extrêmement *élevé, source de problèmes* et de violences. La jeunesse actuelle, de la guitare, de la voiture, de l'amour et du mariage libres a pour *soucis majeurs l'argent, un métier* ou des diplômes, le sport et la promenade. Les jeunes ont oublié beaucoup des traditions, ils veulent être comme les Européens dont *ils* ont déjà *le* calendrier, *les préoccupations* et les distractions.

Tout cela a profondément bouleversé le monde canaque. Il n'est plus noir, il n'est pas blanc. Il essaie de *rester fidèle aux ancêtres,* mais la vieille religion n'est plus que bribes ; les règles de respect, lois tribales rigoureuses, ne *sont plus suivies. La famille* de type clanique se désagrège, l'ordre ancien s'écroule, c'est l'anomie. *« Notre jeunesse est comme du bétail qui va en tout sens. »* La liberté individuelle, la mobilité sociale que les Blancs diffusent, apparaissent dans la concep*tion mélanésienne* comme un désordre dont nous sommes rendus responsables. Des problèmes nouveaux *surgissent pour lesquels il* n'existe pas encore de solution légale, et ils demeurent irrésolus et insupportables. Le programme de Tji*baou : réorganiser* la société mélanésienne !

Nos systèmes économique, commercial et monétaire sont totalement étrangers à leur système structurel : comment créer un magasin où *toute* la *tribu viendrait se servir gratuite*ment ? Je connais une institutrice mélanésienne qui travaille pour faire vivre dix-sept personnes. *Il y a une* tentative actuelle, chez beaucoup de Mélanésiens, d'individualiser les profits et les salaires, mais elle a de la *difficulté à aboutir. Là encore* il manque des règlements, des protections. La France a toujours été comprise comme apportant une civilisation *forte parce que riche de biens presti*gieux, riche de techniques puissantes : *« On vous a laissé la terre, notre eau, notre soleil, la mer, vous deviez tout nous donner en échange ! » ; « On ne voit pas clair en vous, les Blancs, il fallait nous montrer ! »* Ils nous font grief de ne pas les avoir fait passer (en quarante ans) de *l'autoconsommation,* de l'économie de prestige, à notre « savoir-faire » les richesses : *« Vous avez tout gardé pour vous. »* Alors, la France doit donner des compensations, et elle en donne (bourses d'enseignement, service sanitaire, subventions *lors de catastrophes naturelles, voies* de communication, etc.) : une mentalité d'assistés est née. Le complexe aigu et social d'infériorité s'est *aggravé malgré cela.*

Les difficultés scolaires du Mélanésien l'ont encore amplifié : une pensée affective et concrète, des langues vernaculaires *multiples, un sys*tème d'explication mythique sont autant d'obstacles, pour les jeunes Mélanésiens, à l'utilisation et à la *compréhension de nos formes intel*lectuelles, de nos abstractions et de notre méthode scientifique. Leurs échecs, nombreux, ont été attribués *« au racisme des maîtres qui empêche les petits Canaques d'avoir des diplômes et de gros métiers »* (sic). Faire obstacle à la « montée » des *Canaques est devenu, pour eux,* la définition du mot colonialiste. Le vandalisme dans les écoles, par besoin de se venger, ne date pas *d'aujourd'hui.*

« Deux couleurs, un seul peuple »

En bref, les Mélanésiens ont vu entre eux et les Blancs ou la modernité un énorme fossé creusé par ces derniers et qu'ils ne parviendraient pas à franchir : *« Si j'obéis aux ordres du gouvernement et du sous-préfet, je resterai dans le fossé »* (sic). Les partis ont donné une réalité politique à tous ces mécontentements. Les « nationaux », attendant les réformes de la France et malgré leur *évidente* sympathie pour *les autochtones, ont* manqué de vue d'ensemble de la société mélanésienne, de son évolution, de ses ambitions, de ses moti*vations et d'un programme* indigène. L'Union calédonienne, créée par les Eglises catholique et protestante *pour lutter contre l'extrême droite* et un communisme naissant et afin de faire entrer les Mélanésiens dans les institutions, a *adhéré profondément à eux ;* sa devise : *« Deux couleurs, un seul peuple »,* visait à constituer une Calédonie pluri-ethnique. Beaucoup *d'avantages obtenus par les* Mélanésiens l'ont été par elle. Mais, progressivement, sous l'influence *prépondérante* de l'Eglise évangéli*que, le mythe de libération qu'*elle avait aidé à faire éclore est devenu celui de l'autochtonie : une *terre,* une ethnie, ce qui plus *simplement* signifie l'île aux *Mélanésiens.*

La France (M. Dijoud), *dans* un souci de décolonisation, a amorcé une procédure de restitution des *terres à des tribus* enclavées, à des clans trop à l'étroit. Mais pourquoi avoir dit : *« Nous allons vous rendre vos souches ! »* Cette phrase a été *interprétée par les Mélanésiens* comme une promesse de récupération de la totalité des terres : ils sont retournés cent ans en arrière et la France de de Gaulle, dont ils étaient fiers de faire partie parce que forte et glorieuse, pour eux a eu l'air de plier le genou. *Alors a commencé, par des* Blancs de France et des métis, fixés dans les tribus ou à Nouméa, une manipulation des masses indigènes, *les précipitant dans une dialectique* de combat. On a hypostasié la coutume pour bien accentuer le concept *de différence.* Sous les propriétés *européennes, on leur fit réapparaître* les larges espaces claniques des chasseurs-cueilleurs du passé, sans parler de mise en valeur, une sorte de cadastre canaque reconstitué à *grand-peine, porteur d'innombrables* conflits inter-tribaux en germes. La solution pacifique est venue par la création de l'Office foncier (article du *Monde* du 15 décembre 1984). On leur fit même reprendre possession de ce sol (par exemple à la fête du *24 septembre 1982, reprise de Nou*méa par les clans du sud de l'île) et, depuis deux ans, toute l'île est redevenue symboliquement canaque. On a même placé Jésus au-devant de la revendication indépendantiste comme initiateur, dans son Evangile *de la libération de l'homme sur le* plan politique et social, et de celle du Canaque plus particulièrement. L'Eglise catholique s'est désolidari*sée de cette position. Une répartition* de ce que la terre portait (maisons, mines, etc.) a été faite sur plan, et entre les clans, dans toute *la Calédo*nie. Le mot magique d'indépendance s'est répandu et a pris le sens *« être seuls sur l'île, mettre les Blancs et les autres dehors, profiter de leurs biens, prendre leur place et devenir riches et puissants comme eux ».* Le mythe du « cargo-cult » ! *Pour créer et parler d'un peuple canaque au lieu de* « peuples canaques », on a employé le ciment de la haine du Blanc et l'espoir de la redistribution de leurs *biens présentée comme légitime.*

Après le vote du statut Lemoine et pour la création d'un nouvel Etat, des dissensions profondes sont apparues, le FLNKS (à *peu près un tiers* des Mélanésiens indépendantistes) a choisi la voie de la guerre et de la violence, et une devise : le *sol et le* drapeau canaques, des nationaux canaques soit par naissance, soit par choix. Les autres se sont ralliés à la voie démocratique ; *beaucoup (toutes ethnies confondues)* veulent un sol, un Etat calédonien, des Calédoniens de toutes races pour l'habiter et un interlocuteur privilégié, la France.

(*) Professeur d'ethnologie à l'université de Bordeaux-II.

COURRIER

Par tous les moyens

Je sais l'intérêt que porte votre journal aux problèmes humains et à *ceux du tiers-monde en particulier.*

Personne ne peut rester indifférent devant le spectacle de populations entières qui meurent ou vont mourir de faim en Afrique, et en particulier en Ethiopie. *Il s'agit* aujourd'hui d'un problème d'urgence. Certes les organismes internationaux acheminent des vivres, mais, semble-t-il, les secours ne parviennent pas jusqu'aux villages. Or nous serions en temps de guerre ou plus simplement nous aurions, « à défaut » de militaires, des civils français en difficulté, nous mettrions tout en œuvre (avions, porte-avions, hélicoptères, etc.) pour les sauver là où ils se trouvent. (La télévision réussit bien à nous donner des images des populations en exode.)

La France doit se faire un devoir de réaliser *par tous les moyens* les secours indispensables et intervenir auprès des organismes internationaux pour que *d'autres nations* en fassent autant. Israël l'a bien fait – et au-delà – pour sauver la communauté juive d'Ethiopie.

ALBERT GALOPIN
(Vincennes).

Une morale de cinéma

Je me permets de commenter l'article paru dans *le Monde* du samedi 22 décembre 1984 et concernant l'*expulsion* de M. Fedorenko, ancien gardien au camp de concentration de Treblinka, vers l'URSS.

Car de telles choses font bouillir le sang ! Et surtout réfléchir sur certaines *ententes misérables* d'Etat à Etat dont un, fût-il le plus démocratique du monde, n'hésite pas à passer très au-dessus de l'individu, de l'histoire, collective et personnelle, et de la morale.

L'individu ? Un Ukrainien contraint de s'engager dans l'armée rouge en 1941 ; *capturé* par les Allemands, il suit un « entraînement spécial » pour se retrouver gardien de camp de concentration à Treblinka. *Mais quel choix cet homme a-t-il eu ?* Celui de ces milliers de prisonniers russes, affamés dans les mouroirs allemands. Et cela parce que *« l'URSS ne reconnaît pas la signature, par la Russie, de la convention de La Haye sur les prisonniers de guerre, ce qui veut dire (...) qu'elle ne prétend pas défendre ceux de ses fils qui sont tombés aux mains de l'ennemi. L'URSS ne reconnaît pas la Croix-Rouge internationale. L'URSS ne reconnaît pas ses soldats d'hier : elle n'a aucun intérêt à leur venir en aide dans leur captivité. »* (A. Soljenitsyne, *l'Archipel du goulag.*)

S'évader ? Considérés comme traîtres à la patrie, ceux qui réussissent à rejoindre l'armée rouge sont happés sans attendre par le contre-espionnage militaire et déportés ou tout simplement hâtivement fusillés. Enfin, pour quelques-uns, il y eut la possibilité de la collaboration avec l'Allemagne nazie, *mais ce n'était ni* une décision des prisonniers ni une alternative ; plus réellement, c'est le hasard qui décidait. Fedorenko fut enrôlé, et c'est ainsi qu'il survécut. *Au prix de sa participation* aux huit cent mille morts de Treblinka, comme le suggère l'article ? Non, car Fedorenko n'a *« jamais été reconnu coupable de quelque crime que ce soit ».* Il survit donc à Treblinka (ce doit être son principal tort, sûrement) et arrive aux Etats-Unis en 1949, où il travaille jusqu'en 1976 *comme ouvrier (ni en Amérique* du Sud ni milliardaire). C'est enfin par hasard qu'on découvre son passé.

Assurément, un tel destin mérite qu'on s'empare de ce vieillard (soixante-dix-sept ans) et qu'on l'expédie comme criminel de guerre en URSS, où il finira ses jours dans Dieu sait quel cul-de-basse-fosse. *Qu'il est simple,* pour un Etat, de jouer avec l'existence humaine et avec l'histoire. Il lui suffit de jeter en l'air les mots de « criminel de guerre », « nazi », « camp de concentration » pour tirer de sa retraite anonyme un vieil homme inoffensif, proie faible et facile, afin de laisser croire, peut-être, à une espèce de justice immanente qui assurerait de la victoire finale du bien sur le mal, pourchassé quarante ans après la fin des hostilités dans toutes les parties du monde.

Cette morale de basse raison, que vaut-elle en face de la solitude d'un Fedorenko expulsé vers ses premiers *bourreaux* ?

Morale de cinéma qui désigne à l'opinion le coupable expiatoire et justice de théâtre qui repasse à d'autres le soin des sales besognes.

Philippe MATTIOLI
(Montreuil).

« La France aggrave le mal des Canaques »

Afin de mieux comprendre ce qui se passe entre Kanaks et caldoches, *j'ai relu quelques classiques : La terre à vol d'oiseau* et *Nos colonies,* écrits par O. Reclus en 1896 et 1892.

Voici quelques-uns des écrits de cet auteur peu suspect d'anticolonialisme ou de partialité envers les indigènes :

« La Nouvelle-Calédonie déploie peu de plaines (...). Elle est presque toute en montagnes avec profusion de fer, de cuivre, de nickel, de cobalt, d'antimoine, d'or... Cette nature riche sans opulence méritait de servir d'asile à nos meilleures familles de paysans, mais la France, ici installée depuis 1853, n'a pu qu'y verser des condamnés politiques et qu'y vomir des galériens, voleurs, incendiaires, parricides, assassins qui sont des déments (...).

» Aux 16 000 Blancs font face 23 000 Calédoniens : laids sont ces hommes qui se rasent avec des tessons de bouteille, affreuses leurs femmes à cheveux crépus, à poitrine pendante et toujours la pipe à la bouche (...).

» La France aggrave le mal des Canaques en rejetant vers les hauts de l'intérieur les tribus qui demeuraient jadis dans les terres basses du pourtour de l'île (...). Le voisinage des colons, l'intervention de la France, ont frappé de mort leur organisation sociale (...). L'iniquité du partage des terres a attribué les meilleures aux plus cyniques : deux concessions ont plus de 20 000 hectares, une plus de 12 000, quatre plus de 6 000, onze plus de 3 000, etc. Seuls 313 737 hectares sont réservés, pâturages arides, aux Canaques et 220 000 aux colons (...). »

ALAIN MUSY
(Saint-Martin-de-Vaulserre).

Les phalangistes et l'Etat libanais

Suite à l'article sur le Liban paru dans *le Monde* du 20 décembre, où vous utilisez l'expression *« le parti phalangiste au pouvoir »,* je m'étonne qu'avec votre bonne connaissance des affaires libanaises vous puissiez émettre un tel non-sens. L'appareil d'Etat au Liban n'est pas phalangiste. Le gouvernement (un ministre phalangiste sur dix membres) n'est pas phalangiste, *pas plus que le Parlement, d'ailleurs* élu avant la guerre, ou l'administration, dans laquelle la répartition numérique reflète toutes les tendances du pays.

MICKAËL HAGE-CHAHINE
(Paris).

Origines celtiques ?

La langue dans laquelle je vous écris serait, paraît-il, d'origine celtique (*le Monde* du 14 décembre). J'ai lu et relu cet article d'Yves Florenne citant Granier de Cassagnac, *dictionnaire étymologique à la main.* En dehors des noms propres, je n'y ai, sauf erreur ou omission, pas trouvé un mot dont l'origine soit celtique. Alors ? De qui se moque-t-on ?

ROBERT OLIVIER
Niamey (Niger).

Inciviques, les jeunes ?

A lire certains journaux, certains de vos lecteurs et voire certains *ministres, sans doute mal informés,* l'instruction civique aurait disparu. Professeur de collège, je ne peux que m'étonner de tout ce que j'entends. Car qu'est-ce que l'étude de la commune en 6e, du département en 5e, de la CEE en 4e, ou de la Ve République en 3e, sinon de l'instruction civique ? Quelle surprise pour le *professeur de 4e que de découvrir* que la notion de pouvoir exécutif ou législatif qu'il tente de faire saisir à ses élèves se résume à un contenu historique dépourvu d'instruction civique !

Enfin, soyons sérieux et posons les vraies questions ! D'abord aux enseignants, dont je me sens solidaire, et demandons-leur de s'interroger sur leurs éventuelles carences puisqu'il semble y avoir problème. Mais tout professeur d'histoire-géographie sait bien que l'instruction civique est omniprésente dans son cours. La question qui vient alors à l'esprit est celle-ci : pourquoi l'élève ignore-t-il qu'il apprend de l'instruction civique comme M. Jourdain ignorait qu'il faisait de la prose ?

Cette absence de civisme imputée aux jeunes serait-elle donc liée seulement à une question de vocabulaire ? Mais existe-t-elle cette indifférence à l'esprit civique alors que les jeunes sont de plus en plus sensibles aux problèmes du monde, et notamment du tiers-monde ? Témoignage d'un civisme international qui heurte peut-être les consciences trop hexagonales des aînés.

Et si cette prétendue absence de civisme chez les jeunes n'était qu'un moyen pour leurs parents, à qui on a pourtant enseigné l'instruction civique, de trouver des boucs émissaires à une « radicalisation de la vie politique » dont ils apparaissent davantage responsables que les générations montantes. Attitude civique celle-là ?

CHRISTIAN DAVID,
professeur de collège
(Cuiseaux).

Le Monde

étranger

L'ACCORD DE GENÈVE ET LES DÉCLARATIONS DE M. GROMYKO

Avant que soient connues les déclarations de M. Gromyko, et sa remise en question de l'accord conclu mardi 8 janvier à Genève entre Américains et Soviétiques en faveur de la reprise des pourparlers stratégiques, plusieurs capitales avaient encore fait connaître, samedi et dimanche, leur satisfaction. C'est notamment le cas de Hanoï, qui a publié une déclaration dans laquelle le Vietnam se félicite de cet accord, et ajoute : *« Pour que le dialogue débouche sur un succès, il est nécessaire que les Etats-Unis fassent preuve de bonne volonté et de responsabilité. »* Tokyo s'est également déclaré pleinement favorable à la réouverture du dialogue américano-soviétique. M. Richard Burt, secrétaire d'Etat adjoint américain, chargé des affaires européennes, est allé informer dimanche le gouvernement japonais des perspectives de l'accord conclu à Genève entre M. Shultz et M. Gromyko. Le ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, a déclaré à cette occasion que son pays soutenait pleinement les efforts américains en faveur de la limitation des armements.

Le pape Jean-Paul II, de son côté, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux du corps diplomatique au Vatican, a estimé que cet accord autorisait *« un optimisme prudent »*. Evoquant la *« responsabilité énorme »* des Etats-Unis et de l'URSS, il a toutefois ajouté que cette bipolarisation ne devait pas limiter la libre expression et les initiatives d'autres pays.

A Londres, le Foreign Office a réaffirmé dimanche, aussitôt après la diffusion des propos de M. Gromyko par la télévision soviétique, sa position sur l'éventualité de la prise en compte de la force nucléaire britannique dans les négociations Est-Ouest sur la réduction des armements. Un porte-parole officiel a déclaré : *« Nous n'avons jamais dit qu'il était hors de question d'inclure nos forces »* dans les négociations, mais les armes nucléaires britanniques et françaises *« représentent environ 3 % »* des effectifs américains et soviétiques, et les deux Super-Puissances doivent d'abord diminuer leurs forces.

L'avertissement de l'URSS aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Le chantage est évident : il s'agit d'empêcher la poursuite du déploiement des euromissiles et de réaliser ainsi, par la crainte d'une rupture du processus de détente en cours, ce que n'avaient obtenu ni les grandes manifestations pacifistes de l'année 1983 ni les pressions plus ou moins subtiles exercées par le Kremlin sur les gouvernements européens. A un autre moment de son intervention, le ministre soviétique des affaires étrangères s'est contenté d'affirmer plus vaguement que *« la situation allait s'aggraver »* si le déploiement des euromissiles se poursuivait.

La deuxième menace concerne la « guerre des étoiles ». *« Si les Etats-Unis s'engageaient dans la voie de la violation de l'entente établie* [à Genève] *sur la nécessité de prévenir la course aux armements dans l'espace, les négociations seraient torpillées »*, déclare M. Gromyko. La méthode est cette fois plus subtile. Le ministre soviétique affirme que les Américains, à Genève, ont donné une garantie « morale » de ne pas se lancer dans la militarisation de l'espace. M. Gromyko considère que cette « garantie » est incompatible même avec des « recherches » dans ce domaine et ironise à ce sujet : à quoi peuvent, selon lui, servir de telles « recherches » si les Américains ne veulent pas les concrétiser. Il leur demande donc d'observer une « entente » à laquelle ils n'ont pas souscrit.

M. Gromyko met davantage l'accent sur les euromissiles que sur la *« guerre des étoiles »*. *Il revient* ainsi à ce qui fut la préoccupation majeure d'Andropov. S'agit-il, chez le ministre soviétique, d'un quelconque passéisme ou de la difficulté à assimiler des faits nouveaux ? Il faudrait alors créditer M. Tchernenko d'une plus grande aptitude à s'adapter à la situation créée par les progrès des études américaines en matière d'armes antimissiles et antisatellites. Une hypothèse plus vraisemblable consiste à voir dans cette insistance sur les euromissiles un retour à la réalité. Actuellement, la poursuite du déploiement des Cruise et des Pershing-2 en Europe gêne directement les Soviétiques, alors que la « guerre des étoiles » les inquiète certes considérablement, mais n'hypothèque qu'un avenir encore lointain.

Les forces française et britannique

La troisième menace n'est qu'implicite, mais elle intéresse particulièrement les Français. *« Les moyens nucléaires britanniques et français doivent être pris en compte* [lors des futures négociations]. *La Grande-Bretagne et la France font partie de l'alliance nord-atlantique. Il serait extrêmement injuste que celle-ci obtienne une sorte de prime sous la forme des forces nucléaires britannique et française »*, affirme M. Gromyko. La volonté soviétique d'inclure les forces de dissuasion française et britannique dans le grand marchandage stratégique n'est pas nouvelle. Elle a même été un des leitmotiv de la politique étrangère d'Andropov, mais la réaffirmation solennelle de ce désir dans la période actuelle est évidemment destinée à mettre en difficulté le partenaire américain.

Il s'agit de semer la discorde dans le camp adverse. On sait que Français et Britanniques refusent que leurs forces soient comprises dans les négociations tant que subsiste chez chacun des Deux Grands un potentiel nucléaire totalement disproportionné. M. Gromyko connaît parfaitement cette argumentation qu'Américains, Français et Britanniques lui ont répétée à maintes reprises. Mais il considère que les Américains seront moins fermes que les intéressés à défendre le principe de la non-inclusion de ces forces. Il ne coûte rien, en tout cas, d'essayer. Le ministre soviétique ne présente pas cette question comme un obstacle insurmontable aux négociations, *mais on peut être certain que celle-ci* figurera au « passif » des Américains.

On retiendra de l'étonnante prestation télévisée de M. Gromyko, la capacité d'un homme de soixante-quinze ans à se livrer pendant près de deux heures et sans consulter ses notes à un exercice argumenté et documenté. La déférence appliquée de ses quatre interlocuteurs ne risquait cependant pas de le mettre en difficulté. Leur rôle semblait surtout de lui permettre de reprendre son souffle et d'articuler les différentes parties de son propos. Les déclarations du ministre soviétique ont été publiées intégralement ce lundi 14 janvier par *la Pravda*.

Un gigantesque bluff ?

L'impression prévaut que – conformément d'ailleurs à son style, – le ministre soviétique s'est livré à un gigantesque bluff. Le Kremlin fait peser sur les prochaines négociations stratégiques des menaces qu'il n'est probablement pas désireux de mettre à exécution. Dans la seule séquence de son « entretien » télévisé *où il a esquissé ce qui* ressemblait à un sourire, M. Gromyko a reconnu que, à Genève, il n'avait certes pas frappé du poing sur la table, mais qu'il n'avait pas fait de « politesses ». Il n'en a pas fait non plus dimanche. Le plat de résistance des négociations elles-mêmes est encore à venir. Le ministre soviétique n'a encore offert qu'un hors-d'œuvre, même si celui-ci est singulièrement épicé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Il n'est pas question que la force française de dissuasion puisse être prise en compte dans des négociations menées par des tiers

rappelle le Quai d'Orsay

Au ministère des relations extérieures, indique une déclaration publiée ce lundi 14 janvier en fin de matinée au sujet des propos tenus la veille à la télévision soviétique par M. Gromyko, *« on rappelle l'intérêt manifesté par la France pour la reprise du dialogue américano-soviétique et pour le résultat des conversations de Genève. On forme le vœu que l'esprit qui a marqué ces conversations prévaudra et inspirera le développement des perspectives intéressantes ouvertes par cette première réunion.*

» En ce qui concerne la France, celle-ci réaffirme qu'il ne peut être question de comptabiliser dans des négociations menées par des tiers la force nucléaire française. Celle-ci est strictement indépendante et relève de sa seule souveraineté. La France n'exclut pas de participer, le jour venu, à une éventuelle négociation incluant l'ensemble des pays dotés d'armes nucléaires. Les conditions d'une telle avancée en ce domaine ont été exposées à plusieurs reprises, et notamment à Moscou au mois de juin 1984 par le président de la République : 1) que l'écart entre l'arsenal des Deux Grandes Puissances, d'une part, et celui de la France, d'autre part, ait été sensiblement réduit ; 2) qu'ait été corrigé l'important déséquilibre existant en matière d'armement conventionnel et chimique ; 3) qu'aucun système nouveau, aboutissant à déstabiliser les fondements actuels de la dissuasion et de la paix, n'ait été installé. »

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Laurens, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Directeur de la rédaction :
Thomas Ferenczi.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX[e]

1983

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

ACCUEILLIE SANS ÉMOTION A WASHINGTON

La déclaration de M. Gromyko a mis en lumière les divergences entre dirigeants américains

De notre correspondant

Washington. – Accueillie sans émoi notable par les Etats-Unis, la lecture de l'accord de Genève donnée, dimanche 13 janvier à Moscou, par M. Gromyko, n'en a pas moins fortement souligné les divergences entre dirigeants américains sur le degré de concessions à l'URSS dont serait susceptible le programme d'initiative de défense stratégique (la « guerre des étoiles »). De tous les points développés par le ministre soviétique des affaires étrangères, c'est en effet son refus explicite d'accepter la poursuite des recherches américaines sur l'IDS et le lien contraignant qu'il a établi entre un accord sur les armes spatiales et les possibilités d'en conclure un sur les armes stratégiques qui ont le plus frappé à Washington tant la presse que les autorités.

L'avertissement, pourtant d'importance, qu'a lancé M. Gromyko sur les euromissiles en déclarant que la poursuite de leur déploiement par les Etats-Unis *« mettrait en question les négociations »* décidées à Genève a ainsi été balayé d'un revers de la main par le secrétaire d'Etat. *« Nous avons l'intention*, a dit sans s'étendre M. Shultz, *de mener à bien ce déploiement, à moins qu'un accord ne soit atteint »* [sur les armes à moyenne portée], et M. Gromyko, a-t-il ajouté, *« le sait très bien »*.

Voilà qui était clair – sur la position américains, sinon sur ses implications, – mais les réactions aux questions soulevées par M. Gromyko sur l'IDS l'ont en revanche été beaucoup moins : interrogés « à chaud », et à peu près à la même heure, sur deux chaînes de télévision différentes, le secrétaire d'État et le secrétaire à la défense n'ont pas du tout fait les mêmes commentaires.

Pour M. Weinberger, le lien fait par Moscou entre les résultats sur les armes spatiales et les armes stratégiques est un *« élément nouveau »*. *« Il m'est désagréable de me trouver en désaccord avec M. Gromyko avant que les conversations ne commencent*, a-t-il dit, *mais ce n'est indiscutablement pas la position* [à laquelle nous étions arrivés] *puisque les conversations de Genève ne portaient que sur la voie par laquelle reprendraient les négociations elles-mêmes (...). Il n'y a eu aucun accord d'aucune sorte nous faisant convenir de bannir ou d'interdire une chose* [l'IDS] *à laquelle tient le président, et qu'il regarde comme l'une de ses plus hautes priorités. Nous refusons spécifiquement*, a ajouté le secrétaire à la défense, *de donner notre accord à aucune sorte de préalable à la tenue des négociations – à une interdiction, autrement dit, de poursuivre les recherches pendant les pourparlers. Nous nous refusons absolument à cela. »*

L'habileté de M. Shultz

Pour M. Shultz, au contraire, *« lier les choses dont on parle a un sens »*. C'est là le point de vue des États-Unis comme de l'URSS, et cela *« ne condamne absolument pas une quelconque chance »* de succès des futurs pourparlers, même s'*« il reste à voir »* si un échec sur l'un des trois dossiers séparément discutés (les armes spatiales, stratégiques et à moyenne portée) pourrait les bloquer sur les deux autres. *« La relation entre ces domaines correspond tout à fait à ce que le président propose »*, a poursuivi M. Shultz avec une grande sérénité et en déclarant à la fois que le gouvernement américain attachait une grande importance aux armes spatiales défensives ; que l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou entamerait cette semaine les contacts nécessaires au choix du lieu et de la date des négociations et que M. Gromyko lui avait fait à Genève des déclarations semblables à celles de dimanche mais assorties d'une liste de points qui pourraient être acquis s'il y avait accord sur eux. Le secrétaire n'a pas été plus précis mais il a – comme pour mieux marquer sa confiance – laissé entendre qu'il pourrait lui-même se rendre à Moscou pour de nouvelles conversations avec le ministre soviétique.

Très habilement, M. Shultz s'est contenté d'en revenir au flou que M. Gromyko et lui-même avaient choisi mardi dernier à Genève, en parlant, dans leur communiqué officiel, d'une *« interdépendance »* entre les trois corbeilles de la négociation. Ce flou avait l'avantage de montrer que, si Moscou ne veut rien céder sur les armes stratégiques sans obtenir ce qu'elle désire sur les armes spatiales, Washington ne veut, elle, rien promettre sur les armes spatiales tant que ne se dessineront pas les concessions soviétiques sur les armes stratégiques. Utile à masquer, la différence globale d'approche entre les deux capitales, l'artifice diplomatique permettrait aussi à une administration américaine divisée d'être d'accord.. pour ne pas laisser voir ce que serait son attitude si, un jour, un accord sur le stratégique ne dépendait plus que d'un accord sur le spatial.

Bien que M. Reagan ait tranché en faveur du Pentagone, qui refuse d'envisager, ne fût-ce qu'un ralentissement des recherches sur l'IDS et que cela soit donc la position officielle américaine, le département d'Etat penche en effet pour faire, le moment venu, une monnaie d'échange de ce programme qui inquiète Moscou au point de l'avoir fait revenir à la table des négociations sans avoir obtenu ce retrait des euromissiles de l'OTAN qu'elle exigeait auparavant.

Par ses déclarations de dimanche – et il a été à ce propos très explicite en parlant des mouvements pacifistes européens qui n'avaient pas encore *« dit leur dernier mot »* – M. Gromyko a en fait voulu commencer à faire peser dans la balance les opinions publiques occidentales en disant qu'il n'accepterait pas d'accord à Genève qui n'impliquerait pas une limitation au moins des recherches sur la « guerre des étoiles ». Ce n'était certainement pas une révélation pour M. Shultz (ni d'ailleurs pour M. Weinberger), mais la vigueur et la rapidité de la première salve avait valeur d'avertissement sur la dureté de la bataille à venir.

En réclamant à nouveau la prise en compte des forces nucléaires française et britannique dans la définition de l'équilibre stratégique entre les deux superpuissances, M. Gromyko a accessoirement essayé d'aviver la méfiance entre Washington, d'une part, Paris et Londres de l'autre. En déclarant, la veille du jour où M. Reagan reçoit le premier ministre belge pour le convaincre d'accepter le déploiement des euromissiles prévus dans ce pays, que ce déploiement mettrait en danger les négociations, le ministre soviétique met aussi de l'huile sur le feu entre Washington et Bruxelles. Tout cela était parfaitement bien pensé, et les divergences qui se sont aussitôt manifestées entre M. Shultz et M. Weinberger n'avaient certainement rien de décevant pour Moscou.

BERNARD GUETTA.

L'IMPLANTATION DES EUROMISSILES ET LA SITUATION INTÉRIEURE EN BELGIQUE

M. Martens tente de trouver avec Washington une formule qui ne compromette pas l'avenir électoral de sa majorité

De notre correspondant

Bruxelles. – Au cours de sa rencontre, ce lundi 14 janvier, avec le président Reagan, le premier ministre belge, M. Martens joue une partie extrêmement serrée. La Belgique, en effet, n'a toujours pas arrêté sa décision à propos des quarante-huit missiles de croisière qui devraient commencer à être déployés sur son territoire à partir du mois de mars prochain, en vertu d'une décision collective prise par l'OTAN en décembre 1979. S'il respecte strictement la discipline atlantiste, le gouvernement Martens risque de perdre les élections générales prévues pour la fin de l'année, ce qui amènerait au pouvoir à Bruxelles une nouvelle coalition fondamentalement hostile à toute installation d'armes nucléaires américaines sur le territoire belge.

Le problème, bien entendu, est encore modifié par les dernières déclarations de M. Gromyko, indiquant que l'URSS pourrait suspendre les négociations Est-Ouest si les Occidentaux devaient poursuivre le déploiement des armes nucléaires en Europe. Paradoxalement, ce durcissement de l'attitude du Kremlin pourrait donc faciliter la tâche de M. Martens à Washington.

A première vue, les thèses américaine et belge paraissent incompatibles. Du côté américain, on fait observer que, si les Soviétiques ont accepté de revenir à la table des négociations à Genève, c'est parce que les alliés ont tenu bon en n'acceptant pas de suspendre l'implantation en Europe des Pershing-2 et des missiles de croisière pour répondre à la menace des fusées soviétique SS-20. Le moment serait donc mal choisi pour leur faire un « cadeau » en ajournant l'installation des euromissiles sur le territoire belge. La politique de fermeté ayant été payante, il importerait plus que jamais de maintenir la cohésion de l'alliance atlantique. Tel est, en tout cas, le discours auquel M. Martens et son ministre des affaires étrangères, M. Léo Tindemans, peuvent s'attendre à Washington.

Les interlocuteurs du président américain ont la tâche (difficile !) d'expliquer la *« complexité extraordinaire »* de la politique intérieure belge. Soumis à la pression des socialistes et des nationalistes flamands, le Parti chrétien-social de Flandre (celui du premier ministre) craindrait, s'il acceptait dès maintenant le déploiement des missiles américains, de perdre presque inévitablement les prochaines élections. Une coalition politique différente au pouvoir à Bruxelles renierait les engagements pris dans le cadre atlantique. Ce qui autorise M. Martens à revendiquer auprès du président Reagan une certaine liberté de manœuvre. Cela d'autant plus que, à en croire le dernier soudage publié sur ce sujet par *la Libre Belgique*, 45 % des citoyens seraient opposés à l'implantation des missiles de croisière.

De toute manière, la Belgique poursuit les travaux nécessaires pour installer les missiles sur le bassin de Florennes. Sera-t-il possible de trouver une formule qui permettra cette installation, mais de manière échelonnée et non définitive ? Les responsables belges et américains, à l'occasion de cette visite d'Etat, disposent de deux jours pour trouver une solution.

JEAN WETZ.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AFRIQUE

République sud-africaine

La visite du sénateur Kennedy a conforté la position des dirigeants opposés à la politique d'apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. – La visite de huit jours du sénateur Edward Kennedy en Afrique du Sud s'est terminée sans que le leader démocrate ait pu s'adresser à la foule rassemblée à la cathédrale Regina Mundi de Soweto, dimanche 13 janvier à midi. Les services de sécurité sud-africains lui ont déconseillé de se rendre dans la cité noire satellite de Johannesburg en raison de troubles qu'aurait pu provoquer sa venue. Une bonne centaine de militants de l'AZAPO (Organisation du peuple d'Azanie) et du Forum national, organisations radicales de la *conscience noire*, avaient en effet pénétré dans le lieu de culte, scandant les slogans et brandissant des banderoles hostiles à la présence du sénateur Kennedy sur le sol sud-africain. Il n'y a pas eu de heurts, mais un beau *tohu-bohu*.

L'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, a essayé de calmer l'ardeur des manifestants, mais Ted Kennedy n'est pas venu et la réunion s'est terminée sans incident. Ce fut donc une victoire pour ces mouvements qui, tout au long de la visite du sénateur du Massachusetts, ont organisé des protestations contre celui qui, selon eux, reste un symbole du capitalisme et de l'impérialisme. *Kennedy-Botha sont les deux facettes d'un même visage !* », proclamait un calicot.

Le voyage de cet homme politique qui se voulait un messager de la liberté et de la démocratie n'a pas fait l'unanimité au sein de la communauté noire, y compris parmi les membres du Front démocratique uni (UDF) du pasteur Allan Boesak, qui fut l'un des invitants. Certains étaient partagés sur l'opportunité d'une telle visite et sceptiques sur les résultats à en attendre.

Malgré tout, nombreux sont ceux qui ont apprécié ce soutien venu d'outre-Atlantique, d'autant que le sénateur américain a volontairement mis l'accent au cours de ses déplacements sur certaines résultantes de la politique de l'apartheid : violation des droits de l'homme, déplacement forcé de population, manque de liberté des syndicats, ségrégation de l'habitat.

L'importante couverture de la presse anglo-saxonne, à laquelle le pouvoir est très sensible, a permis de focaliser l'attention de l'opinion publique sur certains aspects du développement séparé des races. Et ce voyage a conforté la position de dirigeants opposés au régime de l'apartheid comme Mgr Tutu, Allan Boesak et Beyers Naude, secrétaire général du conseil des églises sud-africaines. Dans la communauté blanche et dans la presse locale, les critiques ont souvent été acerbes à l'encontre de ce qui a été qualifié de « *Circus Kennedy* ».

Des échanges tumultueux ont eu lieu avec certains responsables locaux, et les entretiens que le sénateur a eus avec trois membres du gouvernement n'ont servi qu'à constater l'ampleur des divergences. « *Nous ne sommes d'accord sur rien* », a indiqué M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, après une heure et demie de discussions. Ce dernier a envoyé une longue lettre à son interlocuteur, dont le contenu a été rendu public, dans laquelle il écrit : « *Vous n'avez rien appris et rien oublié... Il y a un besoin authentique de promouvoir les droits de l'homme à travers le monde. Politiser le sujet, c'est le corrompre.* »
Auparavant, le sénateur avait déclaré à l'adresse de M. Botha que ce dernier préférait lancer des attaques contre les États-Unis plutôt que de discuter des problèmes de son pays et de la politique du gouvernement, qualifiant ces attaques de « *fausses et hors de propos* ».

Sur le chemin du retour, le sénateur Kennedy a fait une escale à Lusaka (Zambie), où il a rencontré le chef de l'Etat, M. Kenneth Kaunda, ainsi qu'une délégation de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et M. Oliver Tambo, président de l'ANC (Congrès national africain).

Dans à peine un mois, un autre Américain, l'ancien candidat à la présidence, M. Jesse Jackson, sera lui aussi en Afrique du Sud pour assister, le 3 février, à la consécration de Mgr Tutu comme évêque de Johannesburg. Une nouvelle occasion de braquer les projecteurs sur ce pays, ce qui ne manquera pas d'irriter ses dirigeants, passablement agacés chaque fois qu'un étranger veut leur donner des leçons de démocratie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Ethiopie

Voyage au bout de la faim

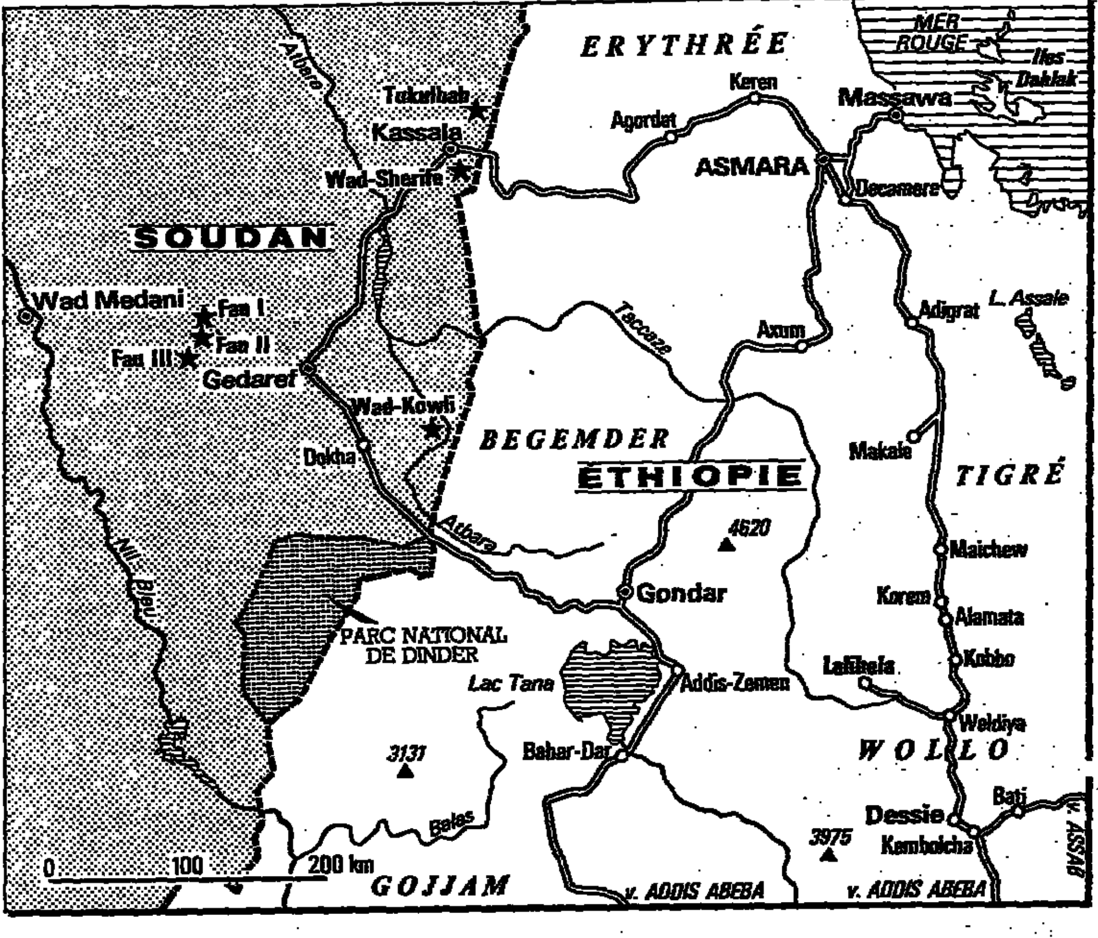
(Suite de la première page.)

La splendeur du site insulte la détresse de ces milliers d'affamés, dont seuls quelques-uns, les plus faibles, les malades ou les enfants, sont assurés de recevoir quelque chose à manger. D'un coin du camp montent les fumées de plusieurs feux de bois devant lesquels s'affairent des femmes qui font cuire la galette de *queta*, crêpe à base de blé, à laquelle on ajoute, si on le peut, un peu de matière grasse.

Korem fait partie de la vingtaine de centres d'hébergement ouverts à travers toute l'Ethiopie pour venir en aide aux victimes de l'effroyable sécheresse qui ravage onze des quatorze provinces du pays, les plus touchées étant essentiellement le Wollo, le Tigré et l'Erythrée. Mais, dans ce camp « ouvert » où chacun s'installe où il peut, la hiérarchie du malheur se mesure à l'abri que l'on a trouvé : petite hutte de paille circulaire où l'on dort à six sur 1,20 mètre de diamètre, trou dans la terre – occupé à peine creusé, – tente où logent les enfants les plus atteints, enfin, tôle ondulée pour les malades et les convalescents.

Les infirmières, chaque matin, tentent d'arracher à la mort les cas les plus graves. Sous un abri de soixante lits – des petits rondins de bois disposés en carré au milieu desquels on a entassé de la terre, – ces « hospitalisés » sont environ deux cents : trois à quatre personnes occupant la même couche. Poids moyen d'un adulte : 34 kilos. Sur des organismes ainsi affaiblis, toutes les maladies se ruent : le typhus qui évoque timidement d'autres camps de la mort, tout comme le centre d'épouillage pour les nouveaux arrivants à l'entrée, la dysenterie, la malaria, la pneumonie, les fièvres récurrentes et, pour les enfants, la rougeole ou la varicelle... Serré contre sa sœur qui lui enveloppe les épaules de ses bras trop maigres, Fatouma, cinq ans, 9 kg, regarde désespérément le vide. Son visage frippé de vieille femme a depuis longtemps oublié le sourire. « *Il faut une demi-heure par jour pour arriver à lui faire ingurgiter quelque chose* », explique Bénédicte, jeune infirmière de Médecins sans frontières. La seule chose qu'elle accepte d'avaler, c'est *l'injira* local, sorte de galette à base de tef, peu propre à améliorer son état.

Quelques mètres plus loin, un médecin essaye, à grand-peine, de poser une perfusion à la jugulaire d'un enfant trop malingre pour que l'on puisse encore trouver les veines des bras. A côté, une femme recoud une robe aux couleurs passées, tandis qu'une autre lave les bols de plastique qui servent à la distribution des aliments. Les tout-petits sont alimentés par sonde naso-gastrique, et les tubes leur mangent la moitié du



visage. Des auxiliaires éthiopiens distribuent les médicaments, qu'ils ont beaucoup de mal à faire avaler, le moindre effort étant encore trop lourd pour certains.

Quinze à vingt morts par jour

Dans un hangar sont rassemblés avec leurs mères tous les enfants dont le poids est inférieur à 70 % de la normale. *Ceux-là vont recevoir*, grâce à l'organisation britannique *Save the Children Fund*, une alimentation intensive en six repas, qui représentent trois mille calories par jour. Entassés à plus de mille sur une surface de 1 500 mètres carrés, chaque « *famille* » essaie de trouver un coin. Des guenilles pendent aux ficelles tendues entre les poutres. La plupart de ces malchanceux ont tout vendu pour essayer de trouver quelque chose à manger, et ils n'ont souvent que les restes devenus brunâtres de la traditionnelle cape blanche dont s'entourent ici les paysans. C'est à la couleur du vêtement que dans le village de Korem on reconnaît les « *déplacés* », qui errent ou se postent dès l'aube à un coin de rue pour tendre la main.

Certains trouvent encore la force d'aller ramasser du bois. *Un fagot* vaut ici quelques kilos de grain. Mais le bois commence à manquer dans les environs, et il faut, pour en trouver, une journée de marche, contre trois heures il y a deux mois. Dans tous les villages que nous traversons le long des routes du Wollo, des femmes vendent un peu de bois, aggravant encore, à terme, la catastrophe écologique, puisque la déforestation est l'une des raisons de la sécheresse dramatique d'aujourd'hui.

Mais il y a urgence, et il faut d'abord se nourrir. La Commission gouvernementale éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC) est, en principe, seule chargée de la distribution de vivres : 20 kilos par famille et par mois quand les grains arrivent, 10 kilos *si* les stocks sont moindres. Une quantité qui permet à peine de survivre. Mais les chiffres sont là. A Korem, en octobre, mille huit cent morts ; en novembre, après l'arrivée de vivres, neuf cents. Aujourd'hui la moyenne est de quinze à vingt décès par jour, mais les stocks de vivres baissent. Les organisations internationales n'assurent dans les camps que les soins médicaux – c'est le cas de Médecins sans frontières – ou la distribution de vivres pour les malades et les enfants admis dans deux catégories selon que leur poids est inférieur ou supérieur à 70 % de la normale. Distinguo dérisoire, explique un médecin ; le malade qui reçoit pendant son hospitalisation d'une durée moyenne de dix ou quinze jours, compte tenu de l'ampleur des besoins, environ trois mille calories par jour, se retrouve du jour au lendemain en convalescence avec seulement mille cinq cents calories, trop peu pour remonter la pente. Il rechute donc et, bien souvent, meurt. Pour les enfants, c'est un drame de conscience. Pris à temps, beaucoup survivent, mais « *on fabrique des orphelins* », comme le reconnaît une responsable de Save the children fund, « *puisque les parents sont abandonnés à eux-mêmes* ».

« Cuisiniers : 32, fossoyeurs : 32 »

A Koboo, plus au sud, un centre de distribution de nourriture pour les enfants a été installé et fonctionne en collaboration étroite avec Médecins sans frontières, qui assure les soins, et Save the children fund, qui distribue les vivres aux enfants jusqu'à cinq ans. Ils sont mille cinq cents enregistrés, plus mille mères et mille frères et sœurs qui viennent tourner autour des abris au moment de la distribution. Au détour d'un préau, quatre hommes portent sur un brancard de feuillage le cadavre d'un enfant enveloppé maladroitement. Seule, la mère en pleurs suit. Elle n'attire aucun regard, tant la mort est ici banale.

A Bati, autre camp, enserré celui-là dans des fils de fer barbelés, un chiffre inscrit au tableau noir des statistiques ne trompe pas : cuisiniers : 32, fossoyeurs : 32. Ouvert le 28 octobre dernier par la Croix-Rouge éthiopienne, ce camp de toiles de tente rassemble plus de vingt mille personnes, dont treize mille enfants. Entre le 24 décembre et le 1er janvier, on a compté trois cent douze morts. « *Pourtant*, remarque M. Getachew Wolde, coordinateur de la Croix-Rouge, *la situation s'améliore. Les deux premières semaines, nous avions cent vingt morts par jour, aujourd'hui cela tourne autour de la trentaine.* » « *Mais ne nous oubliez pas* », dit-il en guise d'au revoir.

Sous un abri improvisé, une infirmière suédoise s'active. Sur les portes sont accrochés des dessins d'enfants norvégiens arrivés avec un don de vêtements. Bonhommes de neige, Père Noël, petits skieurs promettent un joyeux Noël nordique aux petits Éthiopiens au seuil de la mort.

A Harbo, à l'origine camp de transit au sud de la province de Wollo, les réfugiés sont aujourd'hui six mille. Deux cent quatre-vingts tentes blanches, frappées de l'étoile de David et de l'inscription rouge « *From Jerusalem with Love* » s'alignent dans un ordre parfait. Une équipe israélienne est venue ici il y a trois semaines proposer ses services, et devait revenir. Après la révélation de l'affaire des falachas, le pourra-t-elle ? Seul le médecin, de nationalité américaine, est resté, aidé maintenant par des Irlandais.

A peine installé, le camp a été ravagé par des inondations, et, ce samedi, il faut réinscrire tout le monde pour tenter de distinguer les nouveaux arrivants, qui ont plusieurs jours de marche derrière eux, des anciens, qui ne sont guère plus présentables. Deux mille personnes sont mortes en deux mois. Aujourd'hui, quatorze par jour...

Qui fera jamais la comptabilité de cette famine qui dépasse déjà celle de 1973-1974 et ses deux cent mille victimes ? Seuls ceux qui ont réussi à atteindre les points de distribution pour venir y mourir sont à peu près dénombrés. Mais qui comptera jamais les morts abandonnés le long des routes et ceux qui sont laissés dans les villages, trop faibles pour entreprendre une longue marche à la recherche d'incertains secours ? « *Partis à six ou sept, un ou deux arrivent* », lâche laconiquement un responsable, « *c'est la moyenne* ».

Aujourd'hui, l'Ethiopie concentre l'essentiel des dons de la communauté internationale, et les réserves, au moins théoriques, semblent assurées jusqu'en mars. Mais l'état d'urgence va se prolonger durant toute l'année 1985. Comment maintenir l'« *intérêt* » si longtemps ? C'est l'angoissante question que se posent à Addis-Abeba tous les responsables de l'aide, éthiopiens et étrangers. D'autant que si, tout le monde en convient, la collaboration est parfaite entre les organisations humanitaires, il n'en va pas forcément de même avec l'administration éthiopienne, dont les préoccupations ne sont pas toujours dénuées d'arrière-pensées politiques. Cette toile de fond a sans doute compromis l'arrivée des secours. « *Nous savons parfaitement*, dit le docteur Tamrat, responsable médical de la RRC, *que nous sommes examinés au microscope par l'étranger et que beaucoup nous regardent avec une grande suspicion. Certains attendent de voir les cadavres pour nous aider. Cela retarde beaucoup de choses.* » L'accusation n'est pas dénuée de fondements, mais les responsabilités ne sont-elles pas partagées ?

FRANÇOISE CHIPAUX.

Prochain article :

LES « NOUVEAUX RÉFUGIÉS » DU SOUDAN
par JEAN-CLAUDE POMONTI

Tanzanie

M. Nyerere confirme qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat présidentiel

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – En indiquant au corps diplomatique réuni, le vendredi 11 janvier, à Dar-es-Salaam, pour la cérémonie des vœux du Nouvel An, qu'il s'adressait à lui, en pareille occasion, pour la dernière fois en sa qualité de chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere, soixante-deux ans, a confirmé ainsi, de manière solennelle, l'intention qu'il avait déjà exprimée, à maintes reprises, de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat présidentiel lorsque celui-ci arrivera à échéance à la fin de l'année. Lorsque, en 1980, à la demande du Parti de la révolution – *Chama cha mapinduzi* (CCM), – il avait accepté de demeurer à la tête du pays pour une nouvelle période de cinq ans, le « *mwalimu* » – le maître d'école – avait alors précisé que c'était là son ultime concession. Lorsque, en août 1984, le CCM le pressa, une fois encore, de rester aux affaires, il répondit qu'il ne voyait aucune raison de modifier sa position.

A la différence de MM. Léopold Senghor et Ahmadou Ahidjo, anciens chefs de l'Etat du Sénégal et du Cameroun, qui se sont, eux aussi, volontairement retirés de la scène politique, M. Nyerere conservera vraisemblablement le poste-clé de président du CCM, abandonnant simplement à son successeur la gestion quotidienne des affaires du pays. En octobre dernier, le Parlement tanzanien avait limité les pouvoirs du président de la République afin de mieux assurer, comme l'avait alors expliqué M. Salim Ahmed Salim, le premier ministre, la suprématie du parti sur le gouvernement. C'est dire que le Mwalimu aura les moyens de tenir en tutelle celui auquel il remettra sa charge et qui, selon les nouvelles dispositions constitutionnelles, ne pourra pas briguer plus de deux mandats de cinq ans.

Le mieux placé pour succéder à M. Nyerere semble être, pour le moment, M. Salim, quarante-deux ans, nommé premier ministre, en avril dernier, après la mort, dans un accident de voiture, d'Edward Sokoine. S'il jouit de la confiance du Mwalimu, ce diplomate, originaire de Zanzibar, qui a longtemps fréquenté les couloirs des Nations unies, a besoin de faire ses armes de politicien et notamment de se concilier les bonnes grâces d'un certain nombre de caciques du CCM qui se méfient de son pragmatisme et seraient tentés de mettre en doute son attachement au socialisme tanzanien.

Le socialisme à l'africaine

Ce socialisme à l'africaine que M. Nyerere avait défini, en 1967, dans la fameuse déclaration d'Arusha, est encore loin d'avoir fait ses preuves. Son auteur reconnaît volontiers qu'il faudra trente ans ou davantage pour en recueillir les fruits. Il admet aussi que des erreurs ont été commises pour forcer le cours des choses et que, à cet égard, l'installation des paysans dans des villages communautaires – ujamaas – mérite d'être mieux pensée. Il n'empêche que ce catholique pratiquant continue de croire, dur comme fer, que le socialisme est pour son pays le « bon choix ». Cependant, le Mwalimu se désolait récemment de constater « *avec honte et humiliation* » que la Tanzanie devait mendier sa nourriture à l'extérieur. « *Il est temps que nous devenions autosuffisants*, disait-il. *Dix-huit millions d'agriculteurs doivent pouvoir alimenter deux millions de travailleurs urbains.* »

M. Nyerere s'est plié de très mauvaise grâce aux exigences du Fonds monétaire international (FMI), dont, a-t-il récemment affirmé, « *les pays riches, en particulier les puissances occidentales, se servent pour contrôler l'économie du tiers-monde* ». Si, à son avis, « *la Banque mondiale a fait quelques efforts pour prendre en compte les intérêts des pays pauvres, le FMI est, en revanche, la meilleure arme aux mains des nantis pour imposer leurs vues* ». Le Mwalimu s'est montré tout aussi sévère s'agissant du comportement de certains de ses pairs africains : « *Quelquefois, des soldats prennent le pouvoir parce qu'ils pensent que les autres ont assez gagné d'argent et que leur tour est venu d'en gagner*, a-t-il noté. *Puis ils font de l'argent et le déposent sur des comptes en Suisse...* »

M. Nyerere, qui a conduit la Tanzanie à l'indépendance et veille sur ses destinées depuis près d'un quart de siècle, jouit, au-delà des frontières de son pays, d'une incontestable autorité morale, que lui ont value sa simplicité et son intégrité, même si, à l'analyse, le bilan de son action se révèle assez décevant, comme peut l'être celui d'une sorte de prophète criant dans le désert. Il n'aura, en tout cas, pas déplu à ce « grand prêtre du panafricanisme », obsédé par la libération de l'Afrique australe de la domination blanche, d'avoir été porté, en novembre dernier, à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Il est ainsi à même d'utiliser une tribune qui donne davantage de résonance à ses propos et d'achever en beauté sa carrière de moraliste politique, qui, si elle peut appeler la critique, mérite le respect.

JACQUES DE BARRIN.

LE CONFLIT DU SAHARA

Rabat et le Polisario ont confirmé que de violents combats viennent d'avoir lieu

Trois cent onze soldats marocains ont été tués et un avion Mirage-F 1 a été abattu au cours d'attaques lancées samedi 12 janvier par les combattants du Front Polisario dans la région de Mahbes (nord-est du Sahara occidental), selon un communiqué du « ministère » sahraoui de l'information publié dimanche à Alger. Selon la même source, les attaques menées contre un mur de défense marocain, sur un front de quinze kilomètres, se sont également soldées par la capture de trois soldats marocains et la destruction de cinquante-deux véhicules, dont dix-sept chars, quatorze transporteurs de troupes et un important matériel d'artillerie lourde.

Cette opération s'inscrit, selon le Polisario, dans le cadre de l'« offensive Grand-Maghreb », déclenchée le 13 octobre contre l'armée marocaine au Sahara.

De son côté, le ministre marocain de l'information a confirmé, dans un communiqué publié dimanche soir à Rabat, que de « *violents combats* » s'étaient déroulés samedi entre les forces armées marocaines et le Polisario. Ce communiqué indique qu'un détachement de l'armée marocaine participant à la construction du dernier tronçon de la ligne de défense a été accroché le 12 janvier par une concentration de « *mercenaires fortement armés en blindés et en moyens mécanisés* ». « *De violents combats ont suivi, au cours desquels les mercenaires en fuite vers le territoire algérien ont subi de lourdes pertes* », poursuit le communiqué, qui ne précise pas la zone dans laquelle ces combats ont eu lieu et ne donne aucun bilan des pertes d'un côté ou de l'autre. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

REÇU A L'ÉLYSÉE LE 15 JANVIER

M. Gary Hart, sénateur démocrate, est déjà en campagne pour l'élection présidentielle américaine de 1988

Washington. – M. Reagan a été réélu pour quatre ans, mais M. Gary Hart, sénateur du Colorado, que M. Mitterrand devrait recevoir à l'Elysée le mardi 15 janvier, est toujours candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle.

Il n'est cependant pas le seul à préparer déjà cette échéance activement. A la veille de cette tournée européenne qui le conduira, après Londres et Paris, à Zurich, Moscou et Genève, c'est avec la même foi en son destin national qu'il bondit quand il entend parler, dans son bureau du Sénat, de son *«échec»* de 1984. *« Echec ? Mais ce n'en était pas un du tout !»*, proteste-t-il, soulignant qu'il était pratiquement inconnu et n'avait jamais occupé de fonctions gouvernementales lorsqu'il s'est soudain imposé comme l'un des deux seuls vainqueurs possibles de la course à l'investiture démocrate.

A ses yeux, la seule raison qui explique sa défaite devant M. Mondale est qu'il était *«ardu de faire passer en si peu de mois des idées neuves et aussi difficiles»* que la nécessité d'une *« politique industrielle »* favorisant les secteurs d'avenir ou le besoin d'une *« réforme militaire »* mettant moins l'accent sur la modernisation des armes que sur leur quantité, développant l'entraînement au commandement sur le terrain des officiers et freinant ainsi le *« déclin de la dissuasion conventionnelle en Europe »*.

Entouré d'assistants qui ont plus près de trente ans que de quarante ans, et cultivant cette allure kennedyenne qui l'avait tant servi, M. Hart croit visiblement que l'avenir, au Parti démocrate, est au renouvellement des générations et des idées. Il croit aussi que les démocrates ont un avenir malgré leur retentissante défaite de novembre : *« Il est toujours difficile,* dit-il, *de battre un président sortant s'il a une popularité personnelle et que l'économie paraît bien aller » ;* mais, outre que le candidat républicain ne sera pas M. Reagan en 1988, *« les difficultés qui n'étaient pas vues par les électeurs en 1984 – les déficits du budget et du commerce extérieur – apparaîtront bientôt »*. Or M. Hart récuse les analyses selon

De notre correspondant

lesquelles les Américains auraient perdu le sens de la solidarité sociale et seraient devenus hostiles au principe même de l'aide publique aux plus défavorisés – ce fameux *welfare* auquel est identifié le Parti démocrate. *« Ma génération,* explique-t-il, *veut que les choses soient gérées efficacement et n'aime ni la bureaucratie ni les budgets de fonctionnement excessifs ; mais si l'on se donne la peine de montrer que ceux qui bénéficient d'une aide en ont réellement besoin et si l'on propose un système d'allocations plus rationnel, on verra alors que la compassion existe toujours en Amérique. »*

«Nouveau patriotisme»

Il en est si sûr qu'il voit éclater à l'horizon un *« scandale politique majeur »* autour du sort des sans-abri et s'apprête à prononcer, début février, un discours longuement préparé – deuxième élément, après l'Europe, du lancement d'une campagne qu'il nie avoir ouverte – pour dire que le *« nouveau patriotisme »* doit consister à faire profiter chacun, et non pas quelques-uns seulement, des possibilités offertes par l'Amérique.

Nul doute que ce thème réponde chez lui à des sentiments profonds (*« J'ai toujours été démocrate,* dit-il, *et je viens d'un milieu modeste »*). Mais il est évident que M. Hart, après avoir percé comme le candidat des jeunes cadres modernistes et bien établis, a besoin de convaincre les plus pauvres que leur sort ne lui est pas indifférent. Si on lui fait remarquer qu'il n'avait guère eu de succès auprès des Noirs, il rétorque que, face au pasteur Jesse Jackson, ses chances étaient minces et que M. Mondale lui-même avait beaucoup souffert de cette première candidature d'un Noir. Il n'en reste pas moins que, tout comme le sénateur Kennedy, qui a choisi, lui, d'aller en Afrique du Sud montrer sa solidarité avec les victimes de l'apartheid, le sénateur Hart se doit, aussi, d'assurer au plus tôt ses arrières dans la communauté noire.

L'homme qui aura le mieux réussi ce délicat exercice prendra le meilleur départ dans une périlleuse entreprise où s'opposeront bien d'autres concurrents que les deux sénateurs déjà en piste. Encore qu'il ait dû abréger une visite à laquelle étaient hostiles les plus radicaux des Noirs sud-africains, M. Kennedy a bien joué en se rendant à Johannesburg. Mais M. Hart espère bien qu'il décrochera, avant même son discours sur le patriotisme, le « gros lot » en se faisant recevoir au Kremlin à un moment où les dirigeants soviétiques ont beaucoup à dire et à... faire dire.

BERNARD GUETTA.

● *Des parlementaires américains en visite à La Havane.* – Deux représentants américains, un démocrate, M. William Alexander (Arkansas) et un républicain, M. James Loach (Iowa), sont à Cuba depuis le 10 janvier. Ils devraient rencontrer M. Fidel Castro à son retour du *Nicaragua (le chef de l'Etat s'est* rendu à Managua pour l'inauguration du mandat présidentiel de M. Daniel Ortega). Les deux parlementaires, qui ont été rejoints le 12 par un autre représentant, le démocrate M. Mickey Leland (Texas), sont en principe en «visite privée». Pourtant, ils sont porteurs, de source autorisée, d'un message du président du Sénat, M. Thomas « Tip » O'Neill, pour M. Castro. En outre, ils sont accompagnés d'une dizaine d'hommes d'affaires américains. L'objectif de la délégation serait de vérifier les conditions d'une reprise entre les deux pays de relations *commerciales inexistantes depuis* l'instauration d'un embargo par Washington en 1962. Un accord a été signé à la mi-décembre entre les deux parties pour régler certains problèmes migratoires. – *(AFP.)*

Brésil

APRÈS SON ACCESSION AU POUVOIR LE 15 MARS

M. Tancredo Neves pourrait solliciter une « trêve » du FMI

De notre correspondant

Brasilia. – Les jeux sont faits depuis longtemps. Aucune surprise ne devrait sortir du grand amphithéâtre futuriste où doit se réunir, le 15 janvier, le collège électoral au Parlement de Brasilia. M. Tancredo Neves doit être élu mardi président de la République. Jusqu'au dernier moment, il a reçu à son bureau électoral, dans un grand immeuble de la capitale, quelques-uns des grands électeurs qui ont promis de voter pour lui : ceux de l'opposition dont il est le candidat et ceux qui ont fait dissidence du parti gouvernemental. On compte 686 grands électeurs. M. Tancredo Neves n'en avait environ que 300 avec lui au début de sa campagne. Il a grignoté peu à peu le camp de son adversaire. Et il a cessé de compter ses gains quand il a été sûr qu'il obtiendrait au moins de 420 voix le 15 janvier.

Pour le candidat officiel, M. Paulo Maluf, l'échec est cuisant. Ses derniers fidèles ont arrêté, eux aussi, leur comptabilité. Ou alors, ils se demandent à quel niveau – 150 voix ou moins – se situera l'humiliation. Leur camp s'est encore réduit quand certains « malufistes » ont annoncé qu'ils voteraient blanc – ce que M. Maluf a aussitôt qualifié de *« trahison »*.

Bien que le pays soit à la veille d'un grand changement, l'un des plus importants de son histoire, aucune fièvre ne règne dans les rues et le calme est complet dans les casernes. L'accord passé en novembre entre le candidat de l'opposition et les militaires a fait rentrer dans le rang les amateurs de complots et de sabotage électoral. Il y a plusieurs semaines que le président Figueiredo a indiqué clairement qu'il acceptait la victoire de M. Tancredo Neves. Il devait accueillir l'élu dès le 16 janvier dans son cabinet et se dit disposé à ouvrir les dossiers gouvernementaux aux collaborateurs du nouveau chef de l'Etat au cours des deux mois avant la passation officielle des pouvoirs.

Un événement symbolique a eu lieu vendredi : le général Newton Cruz a transmis solennellement à un autre général le commandement militaire de la capitale. C'est lui qui avait été chargé en avril dernier d'appliquer les mesures d'exception décidées à l'occasion du vote au Congrès sur les « élections directes » pour la présidence de la République. Il avait mis Brasilia en état de siège, ou presque, et fait preuve de *« truculence »* – comme disent les Brésiliens – dans la répression de quelques manifestations bon enfant qui se limitaient à des concerts d'avertisseurs.

Aujourd'hui, Brasilia n'est pas en état de siège. La capitale n'a jamais semblé respirer aussi bien. Un opposant devrait prendre le pouvoir – ce que les militaires avaient voulu éviter en mettant leur veto aux « directes » – et rien n'annonce le grand chambardement. Il est vrai que cet opposant-là a tenu les discours, fait les concessions nécessaires pour *rassurer les hommes du « système »*. Avant même qu'il n'entre en fonction le 15 mars, on émet des doutes, ici et là, sur la capacité de manœuvre de son gouvernement.

Le régime finissant lui laisse, en effet, une petite bombe dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences : après avoir atteint le taux record de 222 % en 1984, l'inflation a subi une accélération brutale en *janvier : + 6 %* en dix jours, nouveau record. L'équipe économique de M. Delfim Neto, ministre du plan, a payé la reprise qui s'est amorcée l'an dernier par un gonflement de la masse monétaire (240 %) supérieur à l'inflation, ce qui promet, pour les mois à venir, de sérieux soubresauts dans les indices de prix.

Or M. Tancredo Neves est un obsédé de la lutte contre l'inflation. Certains de ses amis politiques lui reprochent de dire que c'est là un réflexe de la « vieille génération ». L'objectif que s'est fixé le prochain président – une croissance qui ne provoque pas d'inflation – sera donc difficile à atteindre. A moins qu'il n'obtienne une « trêve » du FMI : il semble décidé à la demander, à en juger du moins par ses déclarations à lire entre les lignes.

CHARLES VANHECKE.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Israël

Sérieuses divisions au sein du gouvernement à propos du Liban

De notre correspondant

Jérusalem. – Cette fois, l'adoption par Israël d'un plan de retrait *unilatéral et progressif de son armée* du Liban du Sud est imminente. Jérusalem pourrait entériner ce plan dès *lundi soir*, au terme d'un conseil des ministres extraordinaire, qui devait achever la discussion entamée la veille lors de la réunion gouvernementale hebdomadaire.

M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, a présenté, dimanche 13 janvier pendant trois heures, le scénario de redéploiement en trois étapes échafaudé ces dernières semaines avec l'état-major. Ses grands traits sont désormais tracés. Dans un premier temps, l'armée se repliera sur une nouvelle ligne qu'on appelle ici *« ligne de Katioucha »*, car elle maintiendra de justesse les localités frontalières à l'abri des tirs de roquettes de fabrication soviétique. Cette ligne se situera au nord de Tyr, entre les rivières Litani et Zaharani, soit à une vingtaine de kilomètres de la frontière internationale.

Cette première étape pourrait commencer beaucoup plus tôt qu'on ne le pensait, peut-être même, croit savoir le *Jerusalem Post*, au cours des deux prochaines semaines. L'armée camperait sur sa nouvelle ligne pendant plusieurs mois, le temps d'évaluer les répercussions de ce premier retrait, et se remettrait en mouvement seulement après avoir jugé favorables les conditions d'un second repli.

Celui-ci aurait lieu au printemps. L'armée évacuerait alors la plaine de la Bekaa, y compris le mont Baroukh, où elle dispose d'une station d'écoute très sophistiquée. La dernière phase du retrait se déroulerait à l'automne. L'opération, qui devrait au total durer neuf mois, sera très délicate, et son rythme dépendra largement du comportement des Libanais du Sud. Car, tout en présentant l'avantage de réduire le territoire et la population sous contrôle israélien – quatre cent mille habitants échapperont d'un coup à l'autorité de l'armée occupante, – le *redéploiement* sur une ligne de front intermédiaire aura l'inconvénient majeur de couper en deux la communauté chiite et de rendre l'armée vulnérable à des attaques venues à la fois du nord et du sud de cette future ligne.

Israël envisage de renforcer, à ce stade, les effectifs et le rôle de l'armée du Liban du Sud (ALS) du général Antoine Lahad. Celle-ci serait chargée des tâches quotidiennes de maintien de l'ordre dans sa zone d'influence traditionnelle *mais aussi à Tyr* et dans la plaine centrale de Nabatiye, deux anciens bastions de l'OLP.

Lors de l'inauguration, dimanche, *d'un monument* à la mémoire du commandant Saad Haddad, le fondateur de l'ALS, un an après sa mort, *M. Uri Lubrani*, coordinateur des activités israéliennes au Liban, a promis que Jérusalem *« prendrait en compte les intérêts et la sécurité de ses amis sud-libanais »*. Pour sa part, le général Lahad a conseillé au gouvernement de Beyrouth de *« profiter du climat international favorable »* pour conclure des arrangements de sécurité avec Israël. En outre, Israël souhaite toujours un *gonflement de six mille* à dix mille hommes du contingent de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban).

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, souhaite que le « plan Rabin » jouisse du plus large soutien possible au sein du gouvernement. Il veut éviter que le Parti travailliste soit tenu pour seul responsable le jour où quelques roquettes tomberont à nouveau sur les villes ou les kibboutzim de Galilée. Près de la moitié des ministres ont exprimé dimanche leur opinion. Les travaillistes, unanimes, ont approuvé le plan. M. Ezer Weizman, leader du parti centriste Yahad, et le vice-premier ministre adjoint du likoud, M. David Lévy, ont fait de même.

Un pari aventureux ?

Les autres dirigeants du *Likoud* restent vivement hostiles à un retrait unilatéral en l'absence d'arrangements de sécurité. M. Moshé Arens, ministre sans portefeuille, a qualifié le plan de *« pari aventureux »*. M. Itzhak Shamir, chef du Likoud *et ministre* des affaires étrangères, devait estimer lundi qu'il *« comporte trop de risques pour la Galilée et pour l'armée »*. *« Cela ressemble à une fuite »*, déclarait-il vendredi au journal *Haaretz* en ajoutant – à tort – qu'un retrait unilatéral était contraire au pacte gouvernemental. En fait, le chapitre de l'accord d'union nationale consacré au Liban se contente de préconiser succinctement une évacuation qui prenne en compte la sécurité de la Galilée.

MM. Modai et Nissim, ministres libéraux – associés au Hérout au sein du Likoud, – s'opposent également au « plan Rabin ». Son plus virulent pourfendeur est M. Ariel Sharon, l'artisan de la guerre du Liban, aujourd'hui ministre du commerce et de l'industrie. Le procès qu'il a intenté au magazine *Time* le retient à New-York, et il ne prendra pas part au vote.

Le groupe parlementaire du Likoud a demandé aux ministres de cette formation d'attendre la réunion des députés lundi soir avant de se prononcer. Quant à M. Yossef Burg, chef du Parti national religieux, il a manifesté son goût légendaire du compromis en proposant au gouvernement de n'approuver que la première phase du retrait. Malgré ces nombreuses réticences, MM. Pérès et Rabin devraient obtenir une solide majorité en leur faveur.

MM. Shamir et Arens n'ont d'ailleurs pas tenté d'imposer à leurs collègues la discipline de parti pour un vote qui doit être décidé par chacun en conscience et non en fonction de rivalités purement idéologiques ou de querelles politiciennes. Pour M. Lévy, par exemple, la guerre du Liban a atteint son objectif principal – l'écrasement militaire de l'OLP – et n'a plus de raison d'être.

Ce plan de redéploiement constituera donc la réponse israélienne aux négociateurs libanais de Nakoura. La délégation de Jérusalem ira la présenter sur le tapis vert du quartier général de la FINUL lors d'une ultime séance de travail, jeudi prochain selon toute vraisemblance. *Mais les Israéliens ne fourniront* pas aux Libanais le calendrier de retrait détaillé que ceux-ci attendent. Au demeurant, aucun échéancier précis n'assortira le « plan Rabin », dont la mise en œuvre dépendra de considérations logistiques difficilement prévisibles.

Entre-temps, le secrétaire général adjoint des Nations unies, M. Brian Urquhart, aura été reçu à Jérusalem, où l'on indique, sans illusion, que *« ses propositions seront prises en considération »*. Ni la nouvelle initiative onusienne ni le petit succès tardif que constitue pour l'armée libanaise sa progression dans l'Iklim-El-Karroub ne semblent pouvoir faire changer d'avis Jérusalem. *« Celui qui met les pieds au Liban s'y enlise »*, soulignait samedi M. Rabin. *« Il est plus que temps,* ajoutait *Haaretz, de quitter ce bourbier. Ceux qui imaginent qu'il suffit de se racler les chaussures s'y enfonceraient une fois pour toutes. »*

J.-P. LANGELLIER.

Liban

Le plan de déploiement de l'armée vers le sud n'a pas été intégralement respecté

Correspondance

Beyrouth. – L'armée libanaise a enfin pu reprendre pied sur la route côtière au sud de Beyrouth, d'où elle avait été chassée après de rudes combats par les miliciens du Parti socialiste progressiste (PSP), il y a presque un an. Mille huit cents hommes, formant la douzième brigade, ont pris position samedi 12 et *dimanche 13 janvier* sur la route du littoral entre Khaldé et la rivière Awali, limite septentrionale de l'occupation israélienne au Liban du Sud, ainsi que dans l'Iklim El-Kharroub, où des combats quotidiens opposaient depuis de nombreux *mois* les *miliciens druzes* du PSP aux Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées).

Le déploiement des militaires ne s'est produit que grâce aux pressions de la Syrie sur ses *alliés locaux*, après des semaines et des semaines de négociations avec les milices et aux conditions qu'elles ont fixées. Si bien que les militaires demeurent à la merci de ces dernières. Le déploiement sur la route littorale est très *loin* d'être *une manifestation* de force ou un acte d'autorité vraiment significatif de la part du gouvernement libanais. Il n'en demeure pas moins que l'opération revêt une grande importance politique et psychologique. Les milices se sont, en *effet, retirées devant* l'armée *et*, pour la première fois depuis février 1984, la légalité refait son apparition dans cette région. Aussi, bien que la route n'ait pas encore été officiellement réouverte au trafic civil, on note une amorce de retour des habitants chrétiens qui avaient été chassés de leur foyer soit par la guerre, soit par peur de massacres *confessionnels*.

Mais, comme toujours au Liban, le plan officiel prévu pour le déploiement de l'armée sur les 30 kilomètres séparant Khaldé de l'Awali n'a pas été intégralement respecté, et cela donne lieu déjà à de vives protestations de la part du PSP. La troupe devait atteindre la rive droite de l'Awali, puis la remonter vers *l'est en direction de plusieurs* villages de l'Iklim El-Kharroub. En fait, elle s'est arrêtée dans la localité côtière de Rmaïlé, à 1 kilomètre du point qui lui avait été assigné, au lieu de poursuivre son chemin. De source officielle libanaise, on accuse Israël, dont les troupes se trouvent sur la rive gauche de l'Awali, d'avoir empêché l'armée de mener à terme son opération. On ajoute que le déploiement sera achevé dès que l'opposition israélienne sera levée. Mais le PSP conteste cette version et affirme que l'exécution du plan a *été tronquée dans les régions sous* contrôle des Forces libanaises. Il accuse ces dernières d'avoir dressé des obstacles dans les mouvements de la troupe et de ne pas avoir évacué certaines positions. Aussi le PSP affirme-t-il que le plan court à l'échec. En fait, les tractations vont se poursuivre pour permettre le parachèvement de l'opération, avec le concours, notamment, de M. Brian Urghart, *secrétaire* général adjoint des Nations unies, qui commence lundi une nouvelle tournée dans les pays de la région axée principalement sur la possibilité de faire reprendre les négociations militaires libano-israéliennes, interrompues le 7 janvier à l'initiative de l'Etat hébreu.

ROGER GEHEHAN.

Le meurtrier du pacifiste Emil Gruenzweig condamné à la prison à vie

De notre correspondant

Jérusalem. – Le tribunal de grande instance de Jérusalem a rendu, dimanche 13 janvier, un verdict d'une sévérité exemplaire en condamnant à la prison à vie Yona Avrushmi, vingt-huit ans, meurtrier d'Emil Grüenzweig, le militant pacifiste tué le 10 février 1983 par l'explosion d'une grenade. L'accusé *a été reconnu coupable de meurtre* avec préméditation malgré l'absence de preuves formelles mais en raison d'une série de lourdes présomptions. Ses avocats ont interjeté appel.

Professeur de philosophie, âgé de trente-trois ans, la victime participait avec deux mille personnes à une *manifestation* devant le siège du gouvernement, organisée par le mouvement La paix maintenant quelques jours après la publication du rapport d'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila, lorsqu'une grenade fut lancée sur la foule. Elle fit un mort et neuf blessés. Cet assassinat politique avait suscité une intense émotion dans le pays. Pour la première fois, un juif était tombé lors d'une manifestation de rue *« victime d'un autre juif »*.

Au terme d'une minutieuse enquête qui dura près d'un an, la police annonça l'arrestation d'Avrushmi le 20 janvier 1984. Au cours de l'instruction, l'accusé avoua avoir voulu *« intimider les manifestants »* puis se rétracta avant de plaider non coupable. En prononçant contre lui la plus lourde peine prévue par la loi – *la condamnation* à mort n'existe pas en Israël – les juges ont apparemment voulu manifester leur détermination face aux auteurs d'actes terroristes.

Il sera intéressant de voir s'ils font preuve de la même rigueur envers les membres du réseau clandestin juif auteur d'une série d'attentats anti-arabes en Cisjordanie, dont le procès se poursuit depuis septembre à Jérusalem. Un dirigeant de La paix maintenant voyait dimanche dans ce verdict la preuve que *« malgré les vicissitudes de la démocratie, la justice fonctionne parfaitement en Israël »*.

J.-P. L.

Un diplomate libyen assassiné à Rome

De notre correspondant

Rome. – Nouvel assassinat d'un diplomate arabe à Rome : dimanche 13 janvier, M. Makhyoun Farag, attaché de presse de l'ambassade de Libye, a été assassiné alors qu'il sortait de chez lui. Selon les témoins, le diplomate a été victime d'un seul agresseur, qui a pratiquement tiré à bout portant. Avant de s'effondrer, M. Farag a pu sortir son arme et a blessé l'agresseur. Celui-ci a réussi cependant à s'enfuir.

L'attentat a été revendiqué à Londres par l'organisation Al Borkan (le Volcan), opposée au régime du colonel Kadhafi. Cette organisation avait déjà revendiqué l'assassinat, le 21 janvier 1984, de l'ambassadeur libyen à Rome, M. El Taggazi. A Tripoli, la radio a annoncé la *mort* du diplomate, se contentant de déclarer qu'il était tombé *« sous les coups d'une main terroriste criminelle »*.

Il y a à peine un mois, le 15 décembre, un membre du bureau politique de l'OLP, M. Ismaïl Darwish, était assassiné : l'OLP avait alors accusé les services secrets israéliens. Au cours des cinq dernières années, douze ressortissants libyens, fidèles ou opposants au régime du colonel Kadhafi, ont été victimes d'attentats en Italie.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• M. SAVIMBI A RENCONTRÉ DES JOURNALISTES. – Le chef de l'UNITA (opposition armée au régime de Luanda) a reçu, la semaine dernière, des journalistes à Jamba, son quartier général dans la brousse du Sud angolais, pour couper court aux rumeurs selon lesquelles il aurait été tué ou sérieusement blessé *dans une attaque des forces* de Luanda contre Jamba, a annoncé, dimanche 13 janvier, la radio sud-africaine. *Il a indiqué aux* journalistes que les vingt-deux otages – trois Britanniques, deux membres de l'équipage d'un avion américain, et dix-sept Philippins – faits prisonniers il y a deux semaines par ses combattants *se rendaient actuellement* à pied à Jamba. Dès qu'ils arriveront, ils seront libérés *« sans condition »*, a ajouté M. Savimbi. – *(AFP.)*

Somalie

• ÉLECTIONS GÉNÉRALES. – 99,86 % des électeurs ont répondu *oui aux élections générales* du 31 décembre dernier, choisissant ainsi la liste des cent soixante et onze candidats du Parti socialiste révolutionnaire somalien (parti unique), a indiqué dimanche 13 janvier, le président de la Commission électorale somalienne, M. Abdi Sheikh Hassan. Selon la loi, aux cent soixante et onze candidats présentés par le parti, parmi lesquels quarante-six nouveaux élus, viendront s'ajouter six membres nommés par le président Mohamed Siad Barre. – *(AFP.)*

ASIE

Pakistan

Les partis politiques ne pourront pas participer aux élections du 25 février

Islamabad *(AFP)*. – Le général Mohammad Zia Ul-Haq a annoncé le samedi 12 janvier, l'organisation d'élections nationales pour le 25 février prochain auxquelles l'opposition n'aura pas le droit de participer.

Les premières élections législatives au Pakistan depuis le coup d'Etat militaire de juillet 1977 devront *« uniquement établir un système de gouvernement islamique »*, a annoncé le chef de l'Etat dans une allocution radiotélévisée. Elles seront suivies, le 28 février, par l'élection des quatre assemblées provinciales, puis du Sénat dans le courant du mois de mars.

Le général Zia, investi d'un mandat présidentiel de cinq ans par le référendum du 19 décembre, a exclu tous les partis politiques de ces consultations, qui se dérouleront sous la *loi martiale* en vigueur depuis l'avènement du régime militaire. Les membres du Parti du peuple pakistanais (PPP), le principal parti d'opposition, fondé par le premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, renversé en 1977 et pendu en 1979, ne pourront se présenter à titre individuel sans l'accord personnel du général Zia.

En outre, le chef de l'Etat a précisé qu'il serait impossible de partager le pouvoir entre l'armée et les élus si la composition du Parlement ne reflétait pas l'idéologie islamique du Pakistan.

Le régime militaire semble avoir pris toutes les précautions légales et administratives pour empêcher l'opposition de déjouer son programme visant l'élection d'une Assemblée docile dont l'étendue des pouvoirs n'a toujours pas été précisée.

L'opposition a aussitôt rejeté ce projet électoral. *« Ce n'est pas un programme pour le rétablissement de la démocratie, mais pour le maintien de la dictature »*, a déclaré à l'AFP le principal responsable du PPP, M. Ghulam Mustafa Jatoi. Le président du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), qui regroupe douze partis d'opposition, a qualifié ce scrutin de *« sélection et non D'élection »*. *« Le peuple a été privé de son droit de suffrage »*, a ajouté M. Khwaja Khairuddin. Quelques heures auparavant, la police de Lahore avait interpellé quinze dirigeants et cinquante militants du MRD qui tentaient d'organiser une réunion interdite dans le centre de la ville. La plupart ont été relâchés dans la soirée.

Comme pour le référendum, la campagne pour les élections des 25 et 28 février se déroulera sous le contrôle de l'armée, a précisé le général Zia. Les réunions publiques et les défilés seront interdits. Les candidats seRont seulement autorisés à tenir des réunions privées et à faire du porte-à-porte. La population, a averti le général *Zia*, *« aura le devoir d'interdire aux éléments perturbateurs, aux trafiquants, aux ivrognes et aux joueurs de solliciter ses suffrages »*.

Afghanistan

L'aide de la CIA s'élèvera à 250 millions de dollars en 1985

L'aide secrète de la CIA aux résistants afghans s'élèvera, en 1985, à 250 millions de dollars, ce qui constitue le plus important programme américain d'assistance de ce genre depuis la guerre du Vietnam, rapporte le *Washington Post* dans un article publié par l'*International Herald Tribune* du 14 janvier. Cette somme représentera plus de 80 % du budget des opérations de soutien de la CIA. A titre de comparaison, l'assistance financière accordée l'an dernier aux organisations armées antisandinistes au Nicaragua s'élevait à 24 millions de dollars.

A l'aide américaine à la résistance *viennent s'ajouter 200 millions* de dollars, indique encore le *Washington Post*, fournis par différents pays du Proche-Orient et d'Asie. Le *New York Times* avait indiqué (*le Monde* du 30 novembre) que les Etats-Unis allaient doubler leur aide militaire à la résistance afghane et la porter à un total de 280 millions de dollars pour l'année fiscale 1984-1985.

Cette aide et la manière dont elle est utilisée sont un sujet d'intenses controverses ente l'administration républicaine, la CIA et le Congrès. Plusieurs officiels interrogés par les journalistes du *Washington Post* ont déclaré que l'augmentation était trop importante et trop rapide, et risquait de provoquer une escalade des opérations militaires en Afghanistan. Une décision particulièrement controversée a été celle de fournir des canons antiaériens aux maquisards afghans. La CIA estime que 80 % des armes livrées atteignent leurs destinataires mais, selon certains témoins, seulement 20 % parviennent à leur but.

• *Le rôle du CICR dans le conflit afghan.* – Une « coupe » a malencontreusement déformé le sens d'un des paragraphes de l'article de notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, en laissant croire que le Comité international de la Croix-Rouge pouvait soigner des blessés à Kaboul même. Au texte imprimé – *« Le CICR n'a plus de délégation à Kaboul, mais ses équipes médicales se dévouent dans deux hôpitaux bondés de blessés graves »*, – *il fallait ajouter : « ... à Peshawar, au Pakistan, et soignent d'autres blessés afghans dans les postes de secours d'urgence le long de la frontière afghano-pakistanaise. »*

Cambodge

M. Hun Sen devient premier ministre

Bangkok *(AFP)*. – M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères du gouvernement provietnamien de Phnom-Penh, a été élu le lundi 14 janvier au poste de premier ministre, a annoncé l'agence officielle cambodgienne SPK.

M. Hun Sen, âgé de trente-quatre ans, succède à M. Chan Si, décédé le 31 décembre dernier d'une maladie cardiaque (*le Monde* du 2 janvier).

M. Hun Sen a été élu à l'unanimité par l'Assemblée nationale du régime de Phnom-Penh réunie en session plénière, a indiqué SPK. Le nouveau chef du gouvernement de Phnom-Penh est numéro cinq du bureau politique de six membres du Parti communiste au pouvoir. Le poste de premier ministre est d'une importance secondaire du fait de la suprématie du Parti.

D'origine paysanne, M. Hun Sen est né dans la province de Kompang-Cham, au nord-est de Phnom-Penh, et a fait des études secondaires à Phnom-Penh jusqu'en 1970. Lorsque le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, a été renversé par le maréchal Lon Nol, Hun Sen, âgé de vingt ans, a gagné le maquis khmer rouge, alors allié du Nord-Vietnam, pour combattre la nouvelle administration pro-américaine. Il y a gravi les échelons de la hiérarchie militaire jusqu'au grade de commandant adjoint de régiment.

Après la victoire des forces de Pol Pot en avril 1975, M. Hun Sen a passé près de trois ans au sein du régime khmer rouge. Selon certains experts, il commandait des unités khmères rouges qui se livraient à des raids antivietnamiens à travers la frontière khméro-vietnamienne dans la province de Tay-Ninh. M. Hun Sen a ensuite retourné ses hommes contre des unités envoyées par la direction du régime afin de procéder à une purge dans le commandement local, dont il faisait partie.

Réfugié au Vietnam, il fit sa réapparition du côté des Khmers provietnamiens conduits par M. Heng Samrin, l'actuel numéro un de Phnom-Penh, lors de l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoï fin 1978. A l'installation du gouvernement provietnamien, le 7 janvier 1979, il devint ministre des affaires étrangères.

Depuis plusieurs mois, M. Hun Sen, devenu entre-temps vice-premier ministre, occupait les fonctions de premier ministre par intérim en l'absence de M. Chan Si. Il s'est récemment rendu en visite privée en Suède et en France.

Le Monde

politique

Nouvelle-Calédonie : polémique sur les circonstances de la mort d'Éloi Machoro

Les circonstances dans lesquelles Eloi Machoro, « ministre de la sécurité » du « gouvernement provisoire » constitué en Nouvelle-Calédonie par le Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS), et l'un de ses lieutenants, Marcel Nonnaro, ont été tués, samedi matin 12 janvier, près de La Foa, par des tireurs d'élite du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), suscitent une polémique.

Les dirigeants indépendantistes accusent les forces de l'ordre d'avoir tué délibérément leurs deux compagnons. Le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Edgard Pisani, souligne que les gendarmes avaient reçu l'ordre de « neutraliser » Eloi Machoro et ses partisans mais pas de les tuer. Les représentants du FLNKS contestent aussi que les militants qui accompagnaient Eloi Machoro aient ouvert le feu contre les forces de l'ordre.

La Ligue communiste révolutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste demandent la constitution d'une commission d'enquête. Au nom du PCF, M. André Lajoinie souhaite, lui aussi, une *« enquête officielle et contradictoire »*. A l'initiative de l'association Information et soutien au peuple canaque, une manifestation devait avoir lieu lundi 14 janvier, à 18 h 30, devant le Panthéon à Paris. Ses organisateurs envisageaient de défiler jusqu'à l'hôtel Matignon. A la même heure, le Front national (extrême droite) invitait à une messe célébrée en l'église Saint-Augustin à la mémoire du jeune broussard Yves Tual, tué vendredi par un tireur qui n'a toujours pas été identifié.

En Libye, les journaux locaux sont parus, dimanche, avec des manchettes noires en signe de deuil à la suite de « l'assasinat du militant Eloi Machoro », rapporte l'agence libyenne Jana.

En Australie, le gouvernement s'est déclaré prêt à évacuer éventuellement ses ressortissants en Nouvelle-Calédonie, au nombre d'un millier environ. En Nouvelle-Zélande, le premier ministre a conseillé, samedi, à ses concitoyens de s'abstenir de se rendre dans le territoire.

A Paris, c'est un sentiment d'attente qui prévaut dans les milieux gouvernementaux. Le gouvernement craint qu'au terme des trois journées de deuil décidées par le FLNKS les militants indépendantistes ne passent de nouveau à l'action, comme ils l'avaient fait après le scrutin territorial du 18 novembre. Dans l'entourage du premier ministre, on souligne que les réactions du président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, ne paraissent pas de nature à remettre en question, sur le fond, le plan présenté le 7 janvier par M. Pisani. M. Tjibaou, dans un entretien diffusé par l'AFP, confirmait dimanche qu'il reste prêt au dialogue. *« Nous n'abandonnons pas la discussion avec le gouvernement,* disait-il, *mais nous demandons la restitution pure et simple de la souveraineté du peuple canaque sur le pays. »* Cette exigence pourrait conduire le gouvernement à accélérer certaines des dispositions prévues par M. Pisani dans la perspective d'une nationalisation du sol du territoire.

Dans son entretien avec l'AFP, M. Tjibaou ajoutait : *« Nous savons que certains Européens ont sablé le champagne après la mort d'Eloi Machoro, et pour nous cela signifie que ce sont des impérialistes qui ne s'arrêteront que lorsqu'ils auront détruit le peuple canaque. »*

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a attiré l'attention des chaînes de télévision sur la nécessité de *« s'attacher à tous les aspects du problème »* calédonien dans un souci d'information équilibrée.

Selon un sondage de la SOFRES réalisé les 8 et 9 janvier, auprès d'un échantillon de huit cent onze personnes, et publié cette semaine par *le Point*, 49 % des personnes interrogées souhaitent que la Nouvelle-Calédonie *« reste dans la République française »* contre 33 % qui souhaitent qu'elle devienne *« un Etat indépendant »*.

LES RÉACTIONS

M. Chirac demande la « suspension » du plan Pisani

M. Jacques Chirac, président du RPR, a rendu public, dimanche 13 janvier, un communiqué dans lequel il écrit :

« La Nouvelle-Calédonie vit des heures graves. La paix civile, les libertés, la mission et la place de la France y sont menacées.

» C'est au président de la République, dont la première responsabilité est d'assurer le respect de nos institutions et l'unité du territoire national, de prendre l'affaire en main. Il faut en tout premier lieu suspendre la mise en œuvre du plan exposé par le délégué du gouvernement et rétablir l'ordre en protégeant les Calédoniens, tous les Calédoniens, contre la violence.

» Il faut ensuite que les responsables des grandes formations politiques nationales soient invités à examiner ensemble, sans parti pris idéologique et sans passion, une politique qui respecte également les aspirations et les intérêts des Calédoniens de toutes origines.

» Il va de soi que, pour moi, on n'y parviendra que dans le cadre de la République française.

» Il faut enfin tout mettre en œuvre pour que, l'ordre une fois rétabli, les représentants légitimes de la communauté calédonienne engagent, en vue de l'autodétermination, la concertation nationale pour élaborer ensemble leur avenir commun.

» Pour ce qui me concerne, je serais prêt à prendre ma part à cet effort de réflexion, dès lors que l'ensemble de l'opposition et de ses responsables y seraient également décidés. Si l'on parvenait ainsi à une solution qui ramène la paix et assure l'avenir, je lui apporterais mon soutien.

» L'avenir de la Nouvelle-Calédonie est un problème majeur. Il faut le traiter comme tel, épargner à nos concitoyens de France et d'outre-mer les querelles partisanes et tenter de trouver une solution qui suscite l'adhésion d'une très grande majorité des Français et en particulier des Calédoniens. »

M. FABIUS : QUE LA RAISON PUISSE L'EMPORTER !

Au terme d'une réunion avec le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, et le secrétaire général de l'Elysée, M. Jean-Louis Bianco, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a fait, samedi après-midi 12 janvier, la déclaration suivante : *« Il y a quelques jours, le délégué du gouvernement, Edgard Pisani, a formulé des propositions dans l'intérêt des diverses communautés de Nouvelle-Calédonie et dans l'intérêt de la France. Ces propositions sont et demeurent raisonnables. Des événements graves viennent de se produire. La tâche du gouvernement, qui a montré qu'il entend pratiquer le dialogue, est de veiller au rétablissement de l'ordre public. C'est pourquoi après m'avoir consulté, M. Pisani a proclamé l'etat d'urgence.*

» La tâche de la population de Nouvelle-Calédonie est de comprendre qu'on ne gagnera rien au cycle infernal de la violence. Je demande à chacun de faire en sorte, en Nouvelle-Calédonie et en métropole que la raison puisse l'emporter. J'ai examiné la situation avec le ministre de l'intérieur et le ministre de la défense. J'ai décidé d'envoyer immédiatement un millier d'hommes en renfort pour la protection de l'ordre public. Je me tiens en liaison permanente avec M. Pisani. »

● *M. Bernard Stasi*, premier vice-président du CDS : *« Il faut que les responsables politiques de la majorité comme de l'opposition s'expriment avec humilité, avec prudence, avec modération (...). Tous ceux qui ont eu à exercer des responsabilités dans ce domaine au cours de ces dernières années ont indiscutablement leur part de responsabilité. Je ne suis pas de ceux qui disent la Nouvelle-Calédonie sera toujours française. Je n'en sais rien. Et l'indépendance, ce n'est pas forcément une catastrophe. Mais je ne suis pas non plus de ceux qui disent : il n'y a pas de solution en dehors de l'indépendance. Quant au plan Pisani, M. Stasi maintient qu'il s'agit d'une « procédure qui doit être acceptée ».*

M. Giscard d'Estaing : deux fautes

Devant les Jeunes Giscardiens dont il était, dimanche 13 janvier l'invité, M. Valéry Giscard d'Estaing a évoqué la situation en Nouvelle-Calédonie. Il a notamment déclaré : *« La communauté nationale toute entière soutient l'action des forces de l'ordre pour rétablir le calme et la sécurité en Nouvelle-Calédonie. L'opinion publique réalise ce que coûte en vraie grandeur et en terme humain l'idéologie de l'irresponsabilité, car deux fautes ont été commises en Nouvelle-Calédonie. La première a été de laisser s'installer pendant plusieurs semaines une situation de désordre qui fait que les hommes de désordre croient qu'il n'y a plus de limite ; l'autre faute a été d'indiquer que l'indépendance pourrait être subie par la Nouyvelle-Calédonie contre la majorité de sa population.*

» Je demande qu'on mette sur le même plan désormais, d'un côté la solution de l'indépendance et de l'autre la solution française pour le progrès de la Nouvelle-Calédonie. Je demande que dans l'avenir on sache clairement que les Néo-Calédoniens auront le choix entre deux solutions. Une solution hors de la France et une solution dans la France. »

Controverse juridique sur la légalité de l'état d'urgence

De notre correspondant

Nouméa. – Si les manifestants de vendredi et samedi avaient choisi la rue pour exprimer leur colère, les avocats de Nouméa ont préféré lundi 14 janvier la salle d'audience du tribunal pour terrain de « lutte ». Leur objectif : accréditer la thèse de l'illégalité de l'arrêté du 12 janvier 1985 pris par le délégué du gouvernement M. Edgard Pisani, proclamant l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire de Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Pour ce faire, ils avaient saisi l'occasion du jugement en flagrant délit de dix jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-neuf ans – l'un d'eux est originaire de Cayenne et un autre, Mélanésien – pour *« voies de fait sur agents de la force publique »* et surtout pour participation à des manifestations ayant eu lieu samedi 12 janvier après 12 heures, soit après la proclamation de l'état d'urgence, par M. Pisani.

Les avocats de la défense ont d'abord fait valoir que la loi du 3 avril 1955, modifiée par celle du 7 août de la même année, instituant l'état d'urgence, n'est pas applicable aux territoires d'outre-mer. Mais, considérant que l'article 119 de la loi du 6 septembre 1984 portant statut de la Nouvelle-Calédonie dispose que le haut commissaire *« peut proclamer l'état d'urgence dans les conditions prévues par les lois et décrets »*, ils ont admis que la restriction de la loi de 1955 pouvait être rendue caduque par cette prérogative.

Toutefois, ont-ils fait remarquer, les décrets relatifs à l'état d'urgence précisent bien que le décret ne peut être pris qu'en conseil des ministres. Pour eux, c'est seulement après que les commissaires de la République et hauts commissaires reçoivent une délégation d'exécution. La seule personne susceptible d'appliquer une procédure d'urgence – c'est-à-dire sans décret du conseil des ministres – est le ministre de l'intérieur, ont encore fait valoir les avocats des prévenus.

La juridiction pénale n'étant pas compétente poru se prononcer sur l'éventuelle nullité du texte, qui proclame l'état d'urgence, comme l'a fait remarquer le procureur de la République M. Jacques Gauthier, les avocats ont – demandé pour leurs clients *« l'exception d'illégalité »* de l'arrêté instituant l'état d'urgence au moment des faits.

Dans son jugement, rendu lundi en fin d'après-midi, le tribunal, présidé par M. Jean-Pierre Belloli, a accepté de prendre en considération cette exception d'illégalité. Les inculpations pour infraction aux lois sur l'état d'urgence n'ont donc pas été retenues. Les jeunes gens dont les extraits de casier judiciare – c'est-à-dire nés sur le territoire – étaient en possession de la cour, ont été jugés pour simple infraction de caractère délictuel. Ils ont été condamnés à des peines d'un mois de prison avec sursis – à l'exception d'un récidiviste condamné à quarante-cinq jours de prison ferme.

Le haut commissariat a publié peu après, un communiqué indiquant qu'*« une décision de justice rendue le 14 janvier 1985 par le tribunal correctionnel de Nouméa semble mettre en cause le fondement juridique de cette mesure* [l'état d'urgence] ». Le parquet a pris la décision de faire appel de cette décision de justice.

Le délégué du gouvernement, haut commissaire de la République, rappelle qu'en toute hypothèse les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 1985 *« sont et demeurent applicables sur l'ensemble du territoire et qu'en conséquence l'état d'urgence continuera à être appliqué dans toute sa rigueur »*.

F. F.

هكذا من الأصل

NOUVELLE-CALÉDONIE : POLÉMIQUE SUR LES CIRCONSTANCES DE LA MORT

La version officielle : un tir de neutralisation

Voici le texte intégral du communiqué publié dimanche 13 janvier par le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie sur les circonstances de la mort d'Eloi Machoro.

« Le vendredi 11 janvier, à 12 h 15, est parvenue à l'état-major de la gendarmerie l'information selon laquelle à 11 heures, le fils Tual (Yves) aurait été mortellement blessé par des individus ayant pénétré sur la propriété de son père.

» Le même jour, à 11 h 15, le commandant de la compagnie de gendarmerie s'est rendu sur les lieux et a mis sur cette ferme les moyens de protection dont il disposait, à savoir deux pelotons et demi, présents à Bouloupari.

» A 12 h 15, un escadron complet ainsi que trois VBRG (véhicules blindés), dont deux de La Foa et un de Thio, convergeaient vers le col de Nassirah, l'ensemble de ces forces étant commandé par un officier supérieur responsable de l'opération judiciaire.

» Pour sa part, le général Deiber met en place une observation aérienne par hélicoptère, dans lequel a pris place un officier supérieur de gendarmerie, et met en alerte deux Puma ainsi que le peloton d'intervention du groupement de la Nouvelle-Calédonie à La Tontouta ; à ce moment, il n'est encore question que de l'opération judiciaire à mener sur l'affaire Tual.

» A 15 h 45, des informations, en provenance de la gendarmerie de La Foa font état du siège de la ferme la Pèlerie, sur la route de La Foa à Koindé (plus ou moins 15 kilomètres de La Foa) ; le renseignement est immédiatement vérifié par l'envoi de l'hélicoptère qui était en opération à la ferme Tual et d'une patrouille de gendarmerie départementale renforcée.

» A 16 h 30, ces forces de gendarmerie confirment la présence d'une trentaine d'hommes armés autour de la ferme, elle-même occupée par une dizaine de personnes (la famille et des tiers).

» A 17 h 30, en application du principe que le délégué du gouvernement a fixé de n'aborder de telles situations qu'en déséquilibre favorable de force afin d'éviter l'affrontement, la gendarmerie met en place la réserve stationnée à La Tontouta (peloton d'intervention précédemment mis en alerte).

» A 18 heures, le peloton d'intervention, se mettant en place entre la ferme et le groupe armé, se trouve directement au contact de ce dernier. Ces hommes armés se replient sur un bâtiment proche. La gendarmerie attend alors la fin de l'opération judiciaire de Nassirah pour renforcer le dispositif mis en place à la Pèlerie par trois VBRG et un escadron, l'ensemble passant sous le commandement d'un lieutenant-colonel.

» Sur ces entrefaites, deux informations différentes parviennent au délégué du gouvernement :

– Selon la première, Eloi Machoro se serait embarqué en bateau à Thio pour se rendre à Canala ;

– Selon la seconde, il commanderait le groupe armé de la Pèlerie.

» A 18 h 30, il se confirme qu'Eloi Machoro est effectivement à la Pèlerie, car il a été formellement reconnu par le commandant de la brigade de La Foa venu palabrer.

» A 22 heures, le général Deiber demande de pouvoir disposer de l'unité du GIGN en opération au siège du haut-commissariat, à ce moment encerclé de manifestants.

» Vu l'importance des enjeux, et pour assurer la bonne conduite des opérations, le délégué du gouvernement a pris la décision de libérer l'unité du GIGN, qui s'est immédiatement transportée sur place, sa présence sur le terrain garantissant, grâce au matériel dont elle dispose, la surveillance des mouvements du groupe armé pendant la nuit.

» Le samedi 12 janvier, à 5 h 20, la mise en position opérationnelle des forces de gendarmerie est réalisée, aucun mouvement n'ayant été constaté pendant la nuit.

» A 5 h 30, les gendarmes font les premières sommations et exhortent le groupe armé à se rendre, lui laissant un délai de réflexion de cinq minutes.

» A 5 h 35, sont effectués les premiers tirs de grenades lacrymogènes F2 et F4 ; un élément de gendarmerie placé en deuxième échelon reçoit immédiatement un tir isolé.

» A 5 h 39, des coups de feu sont tirés depuis le bâtiment « refuge » et les abords immédiats sur les forces de l'ordre placées à l'arrière d'un VBRG.

» A 5 h 40, les gendarmes arrêtent les moteurs des VBRG pour faire silence, lancer de nouvelles sommations et dire aux éléments armés de se rendre.

» A 5 h 47, de nouveaux coups de feu dont tirés sur les forces de l'ordre.

» A 5 h 50, un compte rendu de la situation est fait à la salle « opération » de la gendarmerie.

» A 5 h 59, l'autorisation d'ouvrir le feu est donnée par le général Deiber conformément aux instructions qui lui ont été données par le délégué du gouvernement.

» A 6 h 10, de nouvelles sommations sont faites, ainsi que des exhortations à se rendre, laissant au groupe armé un délai supplémentaire d'une minute.

» A 6 h 11, soumis à des tirs en provenance des groupes armés, le commandant d'unité donne un ordre limité d'ouverture de feu (trois tireurs). En fait, deux coups de feu seulement sont tirés sur des hommes armés en position de commandement ; l'ordre précise : « tir de neutralisation », et à défaut de voir les jambes masquées par des végétations, les tireurs visent à l'épaule à une distance de plus ou moins 150 mètres. Deux hommes sont touchés et tombent à terre. Un troisième homme, André Assao, prend alors le commandement du groupe armé pour faire savoir que celui-ci se rend. Deux individus tentent cependant de s'enfuir et sont bientôt récupérés.

» A 6 h 25, le médecin de gendarmerie amené sur place à cause des risques que couraient les hommes engagés constate la mort de Marcel Nonnaro et prodigue des soins à Eloi Machoro, qui décède à 6 h 58.

» Trente-huit hommes sont arrêtés. Trente-cinq armes sont saisies, dont plusieurs carabines de grande chasse à répétition (222), l'arme d'Eloi Machoro étant elle-même l'une de ces carabines 222. Sont également saisis des centaines de cartouches, des cocktails Molotov et des bâtons de dynamite, ainsi que différents documents. »

La version du FLNKS : un assassinat prémédité

Faisant état de renseignements obtenus à Nouméa, et parlant au nom du FLNKS, M. Hnalaine Uregel, membre du bureau exécutif de l'Union syndicale des travailleurs canaques (USTKE), a donné des circonstances de la mort d'Eloi Machoro, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, dimanche après-midi 13 janvier, la version suivante :

« Les informations dont nous disposons à Nouméa corroborent la thèse de l'assassinat. Pour le FLNKS, les camarades Machoro et Nonnaro n'ont pas été victimes d'une « bavure » policière, mais d'un assassinat prémédité par les forces de l'ordre en collusion étroite avec un commando de colons d'extrême droite. Contrairement à ce qui a été dit, les militants du FLNKS ayant à leur tête Eloi Machoro n'avaient en aucune façon investi la ferme d'un colon. Le vendredi 11 janvier avait lieu, à partir de 16 h 30, une réunion dans la maison d'un militant du FLNKS, M. Bouarato, située sur une propriété qui jouxte la ferme de la Pèlerie. En aucune façon, les militants n'avaient donc occupé une ferme, contrairement à ce qu'on a dit pour justifier l'opération coup de poing. La maison de Bouarato se trouve à 500 mètres de la ferme de la Pèlerie. Quarante militants participaient à cette réunion, à laquelle assistait un autre dirigeant du FLNKS, François Burck, et il s'agissait d'une réunion politique pour étudier les propositions de Pisani. Eloi Machoro avait installé à quelques centaines de mètres de la propriété de Bouarato un guetteur, muni d'un talkie-walkie, pour prévenir des mouvements possibles de gendarmes et des allées et venues des milices d'extrême droite qui circulaient beaucoup dans la région. A 18 h 30, ce guetteur signalait l'arrivée de nombreux gendarmes qui se mettaient en position tout autour de la propriété et sur les crêtes environnantes.

« Le samedi 12 janvier, à 5 h 15, un hélicoptère de la gendarmerie est passé au-dessus de la maison et à 6 heures ont commencé les sommations. Tout s'est déroulé en une demi heure. Peu après 6 heures, les gendarmes mobiles ont procédé à une première sommation, à un premier tir de grenades lacrimogènes. Muni d'un mégaphone, l'officier qui commandait les gendarmes mobiles somme les militants du FLNKS et Eloi Machoro de se rendre, de sortir de la maison. Aucune réaction des militants présents. Un quart d'heure après, deuxième sommation, et nouveau tir de grenades. C'est à ce moment-là qu'Eloi Machoro sort de la maison, seul, sans arme, et il est touché d'une balle. On a pensé d'abord qu'il avait été touché dans le dos, d'un tir venu des crêtes. Il s'est confirmé par la suite, après la contre-autopsie demandée par la famille, qu'Eloi Machoro a été tué d'une seule balle, qui l'a touché de front, tirée à l'horizontale, qui a pénétré dans le sternum et est sortie sous l'omoplate droite. Marcel Nonnaro sort à son tour, un autre coup de fusil part qui le rate ; on tire une deuxième fois, et c'est à ce moment, là qu'il est touché à l'épaule. La balle fracasse la colonne vertébrale. A l'autopsie, on a retrouvé cette balle : elle correspond au calibre employé par le GIGN. Il est clair pour nous que cette opération était une machination pour piéger Eloi Machoro et les militants qui occupaient Thio. Ils étaient venus là pour participer au congrès extraordinaire convoqué par le FLNKS. Il faut préciser aussi qu'un commando d'extrême droite a été repéré parmi les gendarmes mobiles postés sur les crêtes. Ce commando était composé de quinze personnes, dont trois femmes. Parmi ces gens, il y avait le maire de Farino, M. Mariotti, membre du Parti national calédonien. Il y avait complicité étroite entre les gendarmes et le commando. Cette opération avait pour cible principale Eloi Machoro. Quand les militants du FLNKS ont commencé à faire mouvement depuis Thio pour venir à La Foa, ils ont été repérés par les gendarmes mobiles et par les guetteurs de Galliot *[NDLR : le maire de Thio, conseiller territorial du Front national]*, qui sont très actifs entre La Foa et Bouloupari. Dans le prolongement du meurtre du jeune colon Tual, dont on a fait tout de suite porter la responsabilité au FLNKS en dépit de l'absence de toute preuve, on a procédé à une opération contre Eloi Machoro. Pour nous il s'agit, *a conclu M. Hnalaine Uregel*, d'un acte d'assassinat délibéré. »

La dernière chance du plan Pisani

(Suite de la première page.)

Pour décoloniser, M. Pisani a choisi une voie de compromis, l'« *indépendance-association* », qui peut, malgré tout, faire son chemin. D'abord parce qu'en métropole, plus personne de récuse l'idée d'un processus d'autodétermination. M. Chirac lui-même ne considère pas le plan Pisani comme obsolète, il en demande le gel. Ensuite, jaugé sur place, le plan Pisani conserve une chance, si ténue soit-elle, de passer. Les événements de ces trois derniers jours ont ceci en commun, outre leur gravité, d'être à double face.

La mort d'Eloi Machoro est un facteur « positif », si l'on peut dire, pour ceux qui, parmi les Européens, et parce qu'ils avaient peur, n'envisageaient de discuter avec le FLNKS qu'une fois levé – avec ce qu'une telle démarche contient de cynique – l'« obstacle » constitué par le plus intransigeant des dirigeants indépendantistes. Tellement « positif » que cette mort a soulevé l'« enthousiasme » parmi les manifestants dans les rues de Nouméa. A l'inverse, la communauté mélanésienne peut se trouver, par ce martyr, soudée derrière le FLNKS, non plus dans la perspective d'un compromis mais sur une base dure.

Les émeutes de Nouméa après la mort d'un jeune Européen ont montré qu'une partie de la population européenne est déterminée à en découdre ; mais, rapporté à la population de l'agglomération (quatre-vingt mille habitants), le nombre des manifestants témoigne que la masse caldoche n'a pas bougé.

Paradoxalement, donc, il n'est pas exclu que le processus proposé par le délégué du gouvernement trouve un premier point d'application dans une négociation qui inclurait ceux des Européens qui veulent continuer de « vivre et travailler au pays ». Sauf si, dans les heures qui viennent, le durcissement l'emporte au sein du FLNKS.

Or, des premières réactions à chaud des dirigeants canaques il ressort que le FLNKS raidit ses positions : « *Nous retournerons peut-être voir Pisani*, a estimé M. Iéwéné Iwéné, *mais cela durera dix minutes. Nous lui dirons qu'il appartient désormais à la France de régler le sort de ses ressortissants. Il n'est plus question de participer au référendum de juillet. Nous réclamons désormais le droit à l'autodétermination pour le seul peuple canaque. Nous tenons toujours à garder des relations privilégiées avec la France, mais le plan Pisani est foutu.* »

Si une telle évolution devait être confirmée par M. Tjibaou, ce serait alors, outre la victoire posthume de la logique de l'affrontement incarnée par Eloi Machoro, la cassure tant redoutée et peut-être la guerre civile. Il faudrait alors méditer sur la fatalité qui veut que la gauche au pouvoir ait toujours sur les bras une guerre coloniale.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Des incertitudes

De notre envoyé spécial

Nouméa. – Trente-neuf heures ont été nécessaires au *haut commissariat* pour élaborer et livrer sa version définitive de la mort d'Eloi Machoro. Cette version laisse subsister bien des incertitudes.

Pourquoi les autorités ne précisent-elles pas que le bâtiment où étaient retranchés Eloi Machoro et ses compagnon appartenait à un Mélanésien ? Ce bâtiment, situé au lieu-dit la Bachellerie, à 500 mètres de la ferme de M. André Lapeleria, avait été rétrocédé en 1982 à M. Auguste Bouarato dans le cadre de la *réforme foncière*.

Alors que l'émeute caldoche battait son plein à Nouméa aux grilles mêmes du haut commissariat, comment a-t-on pu prendre la décision de dégarnir la résidence du haut commissaire des hommes du GIGN qui en assuraient en permanence la sécurité pour aller protéger un bâtiment vide en pleine brousse ?

L'incertitude demeure sur le rôle exact joué par M. Pisani et son entourage immédiat au cours de cette nuit. Officiellement, le haut commissariat assure que le commandement effectif des opérations a été laissé au général Deiber commandant les forces de *gendarmerie sur le territoire*. Ordre lui a été donné en début de soirée par M. Pisani de « *neutraliser* » le groupe armé qu'on savait alors déjà commandé par Eloi Machoro. *Cependant*, selon d'autres sources propres du haut commissariat, M. Pisani lui-même a passé au moins une partie de la nuit du vendredi 11 au samedi 12 janvier à *superviser* les opérations de maintien de l'ordre. A-t-il alors seulement suivi le déroulement des événements de Nouméa ou a-t-il été tenu informé de l'encerclement progressif d'Eloi Machoro ? Le haut commissariat n'a ni confirmé ni démenti l'information selon laquelle un émissaire agréé par le FLNKS aurait proposé à M. Pisani, aux alentours de minuit, d'ouvrir des négociations avec le groupe armé en échange du retrait des forces de l'ordre.

Même s'il n'y a pas eu volonté politique de tuer Eloi Machoro, il est clair que l'éventualité en a été envisagée au plus haut niveau. Le délégué du gouvernement souhaitait par-dessus tout montrer aux Canaques, quel qu'en fût le prix, qu'il ne laisserait pas Eloi Machoro sortir de sa zone d'influence, le secteur Thio-Canala, et tenter d'investir les bourgades européennes de La Foa et Bouloupari, jusqu'alors *préservées de l'insurrection* canaque. Les rumeurs d'une opération canaque sur ces deux villes de la côte ouest couraient depuis une dizaine de jours, avec quelque fondement semble-t-il. Des mouvements intensifs de militants avaient été repérés dans les environs de La Foa. Et Eloi Machoro avait soumis des projets de prise de contrôle de l'agglomération à Jean-Marie Tjibaou, qui avait tenté de l'en dissuader. Depuis l'« humiliation » du raid héliporté sur Thio, le GIGN voulait prendre une revanche sur Eloi Machoro.

Le lieutenant-colonel Phavorin, qui commandait l'opération sur place, connaissait bien, *lui aussi, le dirigeant indépendantiste*. C'est lui qui, commandant ce fameux raid héliporté sur Thio, s'était retrouvé, dès sa descente du Puma, encerclé par les *hommes d'Eloi Machoro*. Faisant alors preuve d'un remarquable sang-froid, il avait préféré laisser neutraliser ses hommes, plutôt que de provoquer un affrontement général. *Eloi Machoro, qui*, selon certains témoignages, lui avait personnellement braqué le canon de son arme sur le ventre, ne lui avait certainement pas laissé un excellent souvenir.

Pourquoi les gendarmes d'élite ont-ils visé Eloi Machoro et pas un autre de ses compagnons ? « *Parce qu'il est sorti de la maison en tirant des coups de feu* », puis, « *parce qu'il donnait des ordres, se désignant ainsi comme le leader à neutraliser* », a successivement répondu le haut commissariat. Pourquoi la *balle de FRF 1 censée le toucher aux membres ou aux épaules pour le « neutraliser »* l'a-t-elle atteint au sternum ? « *Nous n'avons pas pu viser les jambes à cause des herbes hautes* » a-t-on d'abord répondu. Pas de chance. Une simple visite sur les lieux permet de se rendre compte qu'il n'y a pas de hautes herbes. « *Machoro gesticulait, la balle l'a donc atteint au sternum* », a ensuite indiqué le haut commissariat. Les premiers témoignages de ses compagnons, recueillis au cours des obsèques, affirment qu'Eloi Machoro portait son fusil à l'épaule et ne gesticulait pas.

« *Nous n'oserons plus regarder en face les responsables de cet assassinat politique* », a déclaré Jean-Marie Tjibaou devant le cercueil de Machoro.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

POLITIQUE

D'ÉLOI MACHORO

SELON LA SOFRES

Les Français de métropole ne souhaitent pas être consultés par référendum

Les Français ne souhaitent pas que la crise que traverse la Nouvelle-Calédonie devienne l'objet d'un grand débat national : 24 % seulement d'entre eux sont favorables à l'organisation d'un référendum en métropole, contre 62 % qui considèrent que cette affaire est du ressort du Parlement. C'est ce qu'indique un sondage de la SOFRES (1) réalisé après que M. Edgard Pisani eut présenté son plan et publié par l'hebdomadaire *le Point*.

D'après cette enquête, 63 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement français et M. Pisani cherchent un compromis entre les deux communautés de Nouvelle-Calédonie. Toutefois 49 % d'entre elles (contre 33 %) se déclarent hostiles à l'indépendance et 45 % (contre 37 %) estiment que les propositions de M. Pisani ne pourront pas résoudre la crise. Les Français portent un jugement sévère à l'égard de l'opposition. Ainsi, 67 % d'entre eux (contre 16 %) considèrent qu'elle a tort d'adopter des positions extrêmes et qu'elle devrait tout faire pour rechercher une solution commune. De même, 38 % des Français pensent que ce sont les gouvernements d'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir qui sont responsables de la crise, contre 19 % qui rendent responsables les gouvernements de gauche depuis 1981.

(1) Cette enquête a été réalisée par téléphone les 8 et 9 janvier auprès d'un échantillon représentatif de huit cent onze personnes.

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU MRG

Le nouveau président, M. Doubin, fixe à 6 % de voix l'ambition de son parti

De notre envoyée spéciale

Marseille. – « *Organisons-nous, renforçons-nous, parlons haut, soyons nous-mêmes... En un mot : existons.* » A ce refrain, les candidats (ils étaient cinq au départ) à la présidence du Mouvement des radicaux de gauche avaient répondu par les engagements les plus formels dès leurs premières interventions. Ouvert dans une ambiance aussi fraîche que la salle non chauffée où il s'est déroulé, le congrès extraordinaire du MRG destiné à élire le successeur de M. Jean-Michel Baylet – devenu secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures en juillet dernier – à la tête du parti, s'est terminé comme prévu. M. François Doubin, grandissime favori, a été élu, dimanche 13 janvier à Marseille, avec 621 voix, contre 163 à M. Jacques Lévy, 111 à M. Thierry Jeantet et 2 à M. Jean-Philippe de Garate (le cinquième candidat, M. Etienne Garde, de la fédération de la Haute-Garonne, s'était retiré le matin du scrutin en faveur de M. Doubin).

La seule « surprise » de ce scrutin réside dans le faible score obtenu par M. Jeantet. Porte-parole du mouvement depuis octobre 1983, il avait voulu « politiser » la campagne présidentielle interne et se proposait de préparer la constitution d'un « mouvement des radicaux, sociaux et démocrates ». Quant à M. Lévy, ses talents d'orateur lui auront valu d'améliorer ses positions de départ.

Au cours de sa première intervention, samedi, il était apparu comme le candidat de la différence, favorable à une démarche en faveur des Droits de l'homme, seule susceptible, à ses yeux, d'attirer la jeunesse. Le lendemain, il durcissait le ton : « *Nous avons l'impression que ce congrès est inutile, que le président était élu avant qu'il ne commence.* » Le « grand débat » qui aurait dû avoir lieu à Marseille a été « *faussé, escamoté* », a-t-il estimé, avant d'ajouter : « *J'en ai assez que l'on dise que le MRG est un syndicat d'élus, qu'il sert de groom aux ministres, que c'est un ascenseur à une place : nous ne serons jamais le SAMU des notables.* »

M. Crépeau : pas « honteux »

Rares ont été les intervenants qui ont manifesté un désenchantement vis-à-vis du gouvernement. Peu exprimés, pendant le congrès, la grogne et les états d'âme sur la politique gouvernementale et sur la présence du MRG au pouvoir étaient suffisamment apparus dans les fédérations pour que les dirigeants en aient reçu l'écho et qu'une réponse y soit donnée. M. Crépeau s'en est chargé. Seul moment animé du congrès, l'intervention du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a été un vigoureux plaidoyer en faveur de l'action des radicaux de gauche au gouvernement. La mise en accusation des ministres n'est pas de mise « *dans un parti qui s'est toujours voulu un parti de gouvernement* », a-t-il expliqué. « *Vouloir moderniser la France, décrisper la vie politique, ouvrir un meilleur dialogue, favoriser la présence de la France et la paix dans le monde, sont des grandes idées du radicalisme, celles de l'Avenir en face* [programme électoral de M. Crépeau à la présidentielle de 1981] *qui inspire bien davantage le programme du gouvernement que les projets du PS, du PSU ou du PCF* », a affirmé l'ancien président du MRG. « *Nous n'avons pas à être radicaux honteux, je ne suis pas un ministre honteux* », a-t-il répondu à M. Lévy, à qui il a reproché un discours poujadiste (alors que l'ancien député, M. Pierre Poujade, a assisté aux travaux du congrès).

Intervenant le samedi après-midi, M. Roger-Gérard Schwartzenberg avait lui aussi plaidé pour la mobilisation du parti afin de « *gagner dans quatre cents jours* ». Le succès en 1986 passe, selon le secrétaire d'Etat chargé des universités, par le déblocage de la vie politique, c'est-à-dire par le dialogue, la tolérance et le rassemblement. Il passe aussi par un remodelage de la majorité présidentielle grâce au développement d'un « *puissant centre gauche* » qui ne serait ni « *no man's land* » entre les deux camps ni « *point de ralliement des opportunistes* ». Il correspondrait aux 10 à 15 % d'électeurs « *mobiles, disponibles* » depuis qu'a disparu, avec le départ des communistes, la raison d'être de la frontière qui s'était établie en 1973 entre ceux qui acceptaient et ceux qui refusaient l'alliance avec le PC, et depuis que s'est répandue la contagion idéologique de la droite par l'extrême droite.

Successeur de M. Schwartzenberg à la tête du parti, M. Baylet a proposé un « *Epinay des républicains* » en référence au congrès constitutif des socialistes de 1971. Pour le secrétaire d'Etat aux relations extérieures, en 1988, la présence d'un candidat issu du « *troisième pôle radical et libéral* » permettra à la gauche de conserver ses chances. Il a invité les radicaux à se distinguer d'un PS dont « *le désarroi actuel est à la mesure de ses certitudes d'hier* ».

Pour le nouveau président, M. Doubin, le combat à mener pour 1986 s'inscrit clairement à gauche et a pour objectif de convaincre les quelque 40 % de Français qui attendent « *quelque chose de nouveau* ». « *Nous sommes à gauche* », a-t-il affirmé avant de proposer aux radicaux de « *constituer les commandos de la reconquête* ». Premier objectif : situer le MRG à 6 % de voix aux élections législatives.

ANNE CHAUSSEBOURG.

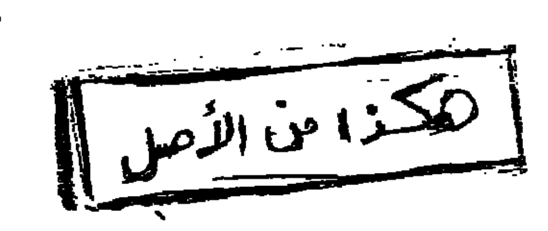
HAUSSE DES COTES DE POPULARITÉ DE MM. FRANÇOIS MITTERRAND ET LAURENT FABIUS

Le dernier baromètre mensuel de l'IFOP, publié par *le Journal du dimanche* du 13 janvier, enregistre une hausse des cotes du président de la République et du premier ministre.

D'après cette enquête réalisée du 31 décembre au 8 janvier 1985 auprès d'un échantillon représentatif de mille six cent soixante et une personnes, 31 % des Français (28 % le mois dernier) se déclarent « *très ou plutôt satisfaits* » de M. Mitterrand contre 54 % (55 % en décembre), qui se déclarent « *très ou plutôt mécontents* ». M. Fabius, qui, pour sa part, satisfait 34 % des personnes interrogées, enregistre une hausse de quatre points, et réalise ainsi son meilleur score depuis son arrivée à l'Hôtel Matignon. Il en mécontente 31 % comme le mois dernier.

En ce qui concerne les personnalités de l'opposition, M. Raymond Barre reste stable avec 45 % d'opinions favorables. Il se trouve ainsi en tête, *ex aequo* avec Mme Simone Veil qui perd deux points. MM. Valéry Giscard d'Estaing (39 %) et Jacques Chirac (37 %) gagnent chacun un point.

● *M. Mauroy dans le débat national.* – M. Pierre Mauroy a annoncé, samedi 12 janvier, à Lille, qu'il sera candidat aux élections législatives de 1986. Le maire de Lille n'attendra pas cette échéance pour revenir sur la scène politique nationale. Il ne participera que localement à la campagne des élections cantonales pour soutenir ses adjoints lillois sur le terrain, mais reprendra « *sa place dans le débat national* », à l'occasion de la préparation et de la tenue du congrès du Parti socialiste à l'automne prochain.



هكذا من الأصل

Le Monde

société

POITIERS : le professeur Mériel mis en cause

Poitiers. – M. Pierre Hovaere, juge d'instruction chargé de l'affaire de l'hôpital de Poitiers, vient de prendre connaissance du rapport des professeurs Jean Lassner et Maurice Cara, de Paris, experts en anesthésiologie. Ces deux spécialistes estiment que le décès de Nicole Berneron, trente-trois ans, survenu le 30 octobre dernier au CHU de Poitiers, est bien dû à une insufflation massive de protoxyde d'azote, conséquence d'une inversion des tuyaux avant l'intervention chirurgicale. Les deux experts concluent aussi à une part de responsabilité du professeur Pierre Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation, dans le décès de la jeune femme. Deux points essentiels, dans l'attente d'un autre rapport d'expertise, et ce, alors que l'affaire commence à faire l'objet d'une polémique malsaine. Les défenseurs des docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau, tous deux inculpés d'assassinat, pourraient prochainement déposer une demande de non-lieu.

De notre envoyé spécial

« *Le rapport des professeurs Lassner et Cara*, nous a-t-on indiqué de très bonnes sources, *confirme que du protoxyde d'azote en quantité importante a été administré à Nicole Berneron, juste avant sa mort.* » Il s'agit là d'un point capital dans cette affaire. Rien pourtant ne permet de penser qu'un tel rapport soit, à lui seul, de nature à clore définitivement le dossier.

L'opération de Nicole Berneron, prévue pour le 30 octobre 1984 au matin, débute en retard : aucun des deux anesthésistes affectés au bloc d'ORL n'est présent. L'un, le docteur Diallo, a été muté la veille par le professeur Mériel. Présent depuis 7 h 30 à l'hôpital, le docteur Diallo attend son ordre écrit de mutation, qui lui parviendra dans le courant de la matinée. L'autre, le docteur Guignard, solidaire du docteur Diallo, prétextera un arrêt-maladie pour expliquer son absence.

L'intervention est donc menée en présence notamment du professeur Mériel. L'anesthésie de Nicole Berneron débute avec le docteur Archambeau, qui a offert son aide au professeur Mériel.

On connaît les suites dramatiques de l'intervention : l'apparition de symptômes anormaux (cyanose des lèvres, du lobe des oreilles, des ongles ; chute brutale de la tension artérielle), coïncidant avec les manœuvres de réanimation normalement destinées à faciliter le retour à la conscience de la malade. Le décès est officiellement constaté à 12 h 15. Le professeur Mériel découvre le « sabotage » du respirateur. Mlle Geneviève Soleil, substitut du procureur de la République, ouvre immédiatement une information pour assassinat ; le docteur Guignard est placé en garde à vue ; les docteurs Archambeau d'abord, Diallo ensuite sont inculpés ; le professeur Mériel accuse publiquement ses deux collaborateurs.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut inscrire les conclusions des différents experts commis dans cette affaire. Dans l'ordre chronologique, on trouve :

Autopsie et expertises

1) **L'autopsie.** – Elle a été réalisée le 31 octobre par les docteurs Roger Junqua et Véronique Gasc-Villemonteix. Tous deux concluent que le décès était dû à une asphyxie.

2) **L'expertise toxicologique.** – Les trois échantillons sanguins prélevés sur le cadavre ont été adressés avec retard aux docteurs Lebreton et Juliette Garat (Institut médico-légal de Paris). Ces deux experts ont trouvé de faibles concentrations en protoxyde d'azote : 6,2, 17,9 et 6,7 % ; des concentrations qui auraient dû être retrouvées s'il y avait eu inhalation massive de ce gaz. Les deux experts font néanmoins remarquer que les très mauvaises conditions de recueil du sang rendent aléatoire toute conclusion définitive. Il est en particulier acquis qu'un des échantillons a été obtenu à thorax ouvert, le sang restant vingt minutes au contact de l'air.

3) **L'expertise anatomo-pathologique.** – Les professeurs Payen et Babin (CHU de Poitiers) ont d'abord remis un pré-rapport d'expertise, dans lequel ils concluent à la possibilité d'une « *forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil* ». Un troisième expert a finalement été commis, le professeur Orcel, de Paris, et le rapport définitif devrait prochainement être remis au juge d'instruction.

4) **Le rapport des professeurs Lassner et Cara.** – Ces deux experts concluent qu'une insuffisance massive de protoxyde d'azote est à l'origine de la mort de Nicole Berneron. En d'autres termes, ils concluent que l'inversion des tuyaux d'arrivée des gaz a bien eu lieu avant l'intervention chirurgicale. Il s'agit là de la thèse de la « machination » développée publiquement par le professeur Mériel. Les deux experts évoquent aussi la possibilité d'une régurgitation de la malade (le syndrome de Mendelson), un moment évoquée par les anatomo-pathologistes, mais pour conclure que cette régurgitation ne pouvait, en elle-même, être mortelle.

Point essentiel : les deux experts parisiens, qui ont assisté à la reconstitution de l'intervention chirurgicale, concluent aussi à une responsabilité du professeur Mériel dans le décès de Nicole Berneron, le chef du département d'anesthésie-réanimation ayant laissé sa malade sous respirateur, la privant du même coup d'une chance de survie.

« *Le rapport Lassner et Cara*, nous a-t-on indiqué de bonne source, *contient suffisamment d'éléments à charge pour que le professeur Mériel soit inculpé d'homicide involontaire.* »

Essais animaliers

En ce qui concerne les causes de la mort, il semble que les deux experts parisiens fondent leurs conclusions sur des essais animaliers, ainsi que sur une reconstitution mathématique, la littérature internationale étant muette sur ces questions. « *J'attends que le juge d'instruction nous demande de travailler sur cette question*, nous a, de son côté, déclaré le professeur Lebreton. *Je n'ai eu aucun contact avec les professeurs Lassner et Cara. Or je possède toutes les caractéristiques biologiques du sang de Nicole Berneron : fer, oxyhémoglobine, etc. On connaît toutes les caractéristiques de la conservation du sang (température, humidité, etc.). Il est donc possible de conclure. Ne perdons pas de temps. J'estime qu'on a le devoir de faire une telle expertise.* » Demandera-t-on au professeur Lebreton de la faire ? En toute hypothèse, une fois toutes les expertises achevées, M. Hovaere convoquera l'ensemble des experts concernés en leur demandant s'il leur est possible de conclure de manière unanime.

Il ressort, d'autre part, de l'enquête qu'aucun médecin anesthésiste n'avait, comme c'est pourtant la règle absolue, examiné Nicole Berneron la veille de son opération. L'enquête continue, en outre, auprès de l'entreprise nantaise qui fournit en gaz le CHU de Poitiers, afin de vérifier l'hypothèse, un moment défendue par le professeur Mériel, de la présence de produits toxiques dans le protoxyde d'azote utilisé.

La contre-attaque du docteur Diallo

Tous ces éléments nouveaux surviennent au moment même où le docteur Diallo et ses amis entreprennent de contre-attaquer. Le docteur Diallo entend, « *par un examen méthodique du dossier, apporter sa contribution à la recherche des causes du décès* ». Dans une note très complète d'une trentaine de feuillets, il dénonce une série d'anomalies médicales ou juridiques. Après qu'eut été retenue l'hypothèse d'un accident d'anesthésie, on peut lire, en conclusion de cette note : « *Le professeur Mériel n'avait-il pas lui-même un important mobile de « faire porter le chapeau » à d'autres personnes (...), alors que, s'agissant d'une mort sur table, il était très vraisemblable qu'une information pénale pour homicide involontaire pourrait être ouverte, et que, dans le contexte de celle-ci, il ne pourrait que très difficilement échapper à une inculpation (...) ?* ».

Ainsi, l'affaire entre dans une nouvelle phase, caractérisée par l'affrontement direct Mériel-Diallo.

JEAN-YVES NAU.

Le froid continue

Le froid continue à sévir sur presque toute l'Europe, où la liste des victimes s'allonge chaque jour. En Albanie, les autorités ont annoncé que les très fortes chutes de neige enregistrées ces derniers jours (2 à 3 mètres d'épaisseur dans le nord du pays) avaient provoqué la mort de trente-cinq personnes et fait de sérieux dégâts, notamment en coupant le téléphone et l'électricité. En Roumanie, la circulation des voitures privées a été interdite sur tout le territoire à partir du 12 janvier afin d'économiser l'énergie en temps de rigueur hivernale. Les ampoules électriques de plus de 40 watts ont déjà été retirées de la distribution. En Hongrie, le Danube est pris par les glaces et soixante-sept remorqueurs yougoslaves, roumains, autrichiens et allemands sont bloqués près de Mohacs, à la frontière yougoslave.

En France, où le froid s'est de nouveau intensifié le 13 janvier et où la neige a recommencé à tomber dans tout le Midi lundi 14, le bilan des victimes directes et indirectes des intempéries s'établit à cent dix morts. Parmi ces morts de froid, pour la plupart des peronnes âgées, on relève le décès d'un Algérien de trente ans, Chérif Djasri, retrouvé en bordure d'un bois à une quinzaine de kilomètres de son domicile à Héricourt (Haute-Saône). La police enquête pour connaître les circonstances précises de cette mort.

Pour ce qui concerne la circulation, très réduite toute cette fin de semaine, les camionneurs se plaignent de la mauvaise qualité de leur gazole, qui s'empâte dans les réservoirs. Le ministre des transports, M. Paul Quilès, a mis en place une cellule de réflexion pour étudier la possibilité de livrer aux transporteurs routiers du gazole traité pour les grands froids, comme en dispose l'armée.

Huîtres piégées

Un ostréiculteur normand a inventé l'huître piégée. Pour démasquer l'auteur des vols qui l'avait dépouillé de 500 kilos d'huîtres, M. Philippe Labadie, ostréiculteur à Saint-Vaast-la-Hougue (Manche), a placé dans ses parcs des huîtres remplies de résine et lestées d'un message destiné au consommateur : « *Les Etablissements Labadie sont heureux de vous annoncer que vous venez de gagner une pleine bourriche.* ». Il y a quelques mois, deux consommateurs ont réclamé leur lot. Les gendarmes, « complices » de M. Labadie, les ont interrogés sur la provenance des huîtres et sont ainsi remontés jusqu'au propriétaire d'un parc voisin. Cet ostréiculteur indélicat comparaîtra dans quelques semaines, sur citation directe, devant le tribunal d'instance de Cherbourg.

Humour glacé

Charlie Hebdo est mort mais *Jalons*, ce « *mensuel sensuel* » à parution irrégulière, a survécu. Place est faite, désormais, à ces *nouveaux iconoclastes*. Des nihilistes branchés onth succédé aux militants de l'an 01. L'équipe de *Jalons* appelait, dimanche 13 janvier au métro Glacière, à Paris, à rejoindre un mystérieux *Groupement de liaison antigel et à dénoncer avec lui « le verglas assassin et Mitterrand complice ».*

Ce fut une parodie des manifestations d'autrefois. Quelques dizaines de jeunes gens, venus *pour beaucoup de Sciences Po* et du centre universitaire de la rue d'Assas, singèrent, dans un Paris désert et glacé, les mobilisations d'autrefois avec l'énergie du désespoir : « *Moins 5°, moins 10°, moins 15°, cela suffit* » ; « *Le temps est pourri, le gouvernement aussi* » ; « *A bas la calotte glacière* » et encore, une ambulance passant à proximité toutes sirènes hurlantes : « *Ne cédez pas à la provocation.* » Cette joyeuse bande s'était déjà fait connaître, en juin dernier, lors de la grande manifestation sur l'enseignement privé, par des slogans surprenants : « *Tati t'es foutu, Burberry's est dans la rue.* »

La petite troupe s'est arrêtée quelques instants place Denfert-Rochereau, pour entendre son porte-parole, à côté du lion imperturbable : « *Camarades, amis, camarades amis, nous avons fait reculer le gouvernement de quelques degrés* ». Et tous de rire en buvant du thé au rhum et en évoquant les « combats » passés pour la libération de Richard Anthony ou l'élection de Georges Pompidou, en 1988. On distribuait aussi à des automobilistes surpris quelques tracts d'un humour douteux : « *Si nous sommes dans la rue, c'est pour crier notre révolte. A Grandgvilliers, vingt-cinq vieillards invalides sont morts dans d'atroces souffrances à la suite de l'incendie de l'hospice (...). Place d'Italie, un poisson rouge a été congelé dans son bocal.* »

L'équipe de *Jalons*, *particulièrement imaginative*, propose aussi (1), face à « *l'insupportable arrogance des nouveaux pauvres* », une journée nationale où chacun, « *armé de gourdins et de fusils de chasse, contribuerait à l'élemination d'un fléau qui déshonore notre société* ». Ainsi s'amusent en 1985 ceux que le mensuel *Lui* nous présente comme « *des jeunes gens ou des jeunes filles modernes qui font profession de dérision et d'un humour trop rares aujourd'hui* ».

NICOLAS BEAU.

(1) Dans le mensuel *Lui*.

ACCUEIL ET CONTROLE DES IMMIGRÉS

L'attribution de la carte de séjour et les regroupements familiaux sont précisés

Trois circulaires précisant les modalités d'attribution de la carte unique de séjour de dix ans et du regroupement familial autour d'un travailleur immigré résidant en France ont été publiées au *Journal officiel* du samedi 12 janvier. Elles sont signées par Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Annoncée en conseil des ministres le 31 août 1983 et mise en œuvre par le vote de la loi du 17 juillet 1984, la réforme du titre unique de séjour prévoit qu'il n'existera plus désormais qu'une carte de séjour temporaire d'un an ou une carte de résident valable dix ans, donnant à son titulaire le droit d'exercer la profession de son choix. Ces cartes seront délivrées par les préfectures au fur et à mesure de l'échéance des titres qu'elles remplacent, notamment la carte de séjour d'une durée de trois ans. Deux millions d'étrangers sont immédiatement concernés.

Les dispositions sur le regroupement familial appliquent l'orientation fixée par le conseil des ministres le 10 octobre 1984 et par un décret du 4 décembre. Elles confirment la volonté gouvernementale de contrôler et de limiter les regroupements de familles étrangères (*le Monde* du 11 et du 12 octobre 1984). Officiellement, il s'agit « *de garantir l'exercice du droit au regroupement familial dans des conditions d'accueil qui permettent d'envisager une bonne insertion de la famille* ».

Concrètement, le regroupement familial concerne désormais les seuls étrangers régulièrement installés en France depuis plus d'un an et ne peut s'étendre au-delà du conjoint et des enfants de moins de dix-huit ans. De plus, les demandes de regroupement « *doivent désormais être déposées et instruites alors que la famille concernée se trouve encore dans son pays d'origine* ». Il y aura donc une présélection sous le contrôle de l'Office national d'immigration (OMI). Les conditions exigées visent d'abord les ressources du travailleur immigré demandeur : elles doivent être « *stables et suffisantes pour subvenir aux besoins de la famille* », ce qui exclut les saisonniers, les étudiants autorisés à travailler et les demandeurs d'emploi. Un salaire égal au SMIC est considéré comme constituant une ressource suffisante. L'autre condition concerne le logement du demandeur (surface, état sanitaire, chauffage). L'ultime étape de la procédure – la visite médicale – devra « *impérativement se dérouler dans le pays d'origine* ».

Si les conditions exigées sont remplies, la décision devra être notifiée au demandeur dans un délai n'excédant pas deux mois.

Désaccords au tribunal de Pau sur la libération de membres présumés du GAL

Le parquet général de la cour d'appel de Pau a formé, le 5 décembre 1984, deux nouveaux pourvois en cassation contre les décisions de la chambre d'accusation ordonnant la libération de M. Jean-Pierre Labade, membre présumé du Groupe antiterroriste de libération (GAL), qui avait été impliqué dans deux attentats contre des réfugiés basques espagnols. M. Labade avait été arrêté le 15 juin dernier à Biarritz, après l'explosion d'une motocyclette piégée qui avait causé la mort d'un réfugié basque. « *Il n'y a pas de bons ou de mauvais terroristes, il n'y a que des criminels de droit commun* », a déclaré, lors de l'audience de rentrée judiciaire à Pau, le procureur général M. Henri Bégorre.

Le parquet général de la cour d'appel de Pau s'était déjà pourvu en cassation, le 26 juin dernier, contre la mise en liberté par la chambre d'accusation de dix personnes inculpées par les juges d'instruction de Bayonne dans la préparation d'un attentat contre des réfugiés basques. Ces mises en liberté avaient été décidées notamment pour « vices de procédure ». La cour de cassation devrait rendre ses décisions sur ces dossiers d'ici à quinze jours.

Au total, sur les vingt personnes inculpées depuis le début 1984 dans des attentats contre des réfugiés basques, treize ont été libérées et sept sont encore détenues.









CONTROLE DES IMMIG...

... de la carte de séjour ... familiaux sont ...

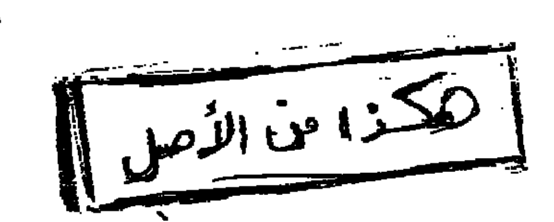
... au tribunal de Pau ... de membres présumés ...

...olombo un ...t du Paradis





...liet dimanche ...ers le Paradis



هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

La réforme des Ecoles normales supérieures

- *Fusion de Sèvres et de la rue d'Ulm*
- *Possibilité d'un détachement de deux ans*

Dans son discours de clôture du symposium organisé, le samedi 12 janvier à la Sorbonne, à la mémoire du physicien Alfred Kastler, décédé il y a un an (*le Monde* daté 13-14 janvier), M. Laurent Fabius a fait connaître un ensemble de décisions sur la réforme des Ecoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay, Cachan). Rappelant qu'Alfred Kastler, normalien, puis directeur du laboratoire de physique de la rue d'Ulm, *« était passionnément attaché à l'Ecole et* [que] *cet attachement fut partagé »*, le premier ministre a déclaré que l'annonce d'une réforme qui doit *« donner aux Ecoles normales supérieures les moyens, non seulement de continuer, mais d'amplifier leur action »* lui semblait *« une manière qu'Alfred Kastler eût aimée de lui rendre hommage, d'être fidèle à sa mémoire »*.

Des débouchés élargis

Une première décision est la fusion entre l'Ecole normale supérieure de garçons installée rue d'Ulm et celle de jeunes filles qui continue à porter le nom de Sèvres, bien qu'elle soit depuis quarante ans installée à Paris. Dès le mois de mai prochain, les sujets de concours seront communs et les deux écoles seront physiquement réunies dans un an. Un crédit de 30 millions de francs est débloqué en 1985 pour l'aménagement et la rénovation des locaux de la rue d'Ulm. De plus, *« le ministère des PTT assurera la conception et le financement d'un système d'informatisation et de communications télématiques qui donnera des instruments de travail adéquats aux élèves et aux chercheurs de l'École normale supérieure »*. Envisagée depuis longtemps, cette unification était généralement souhaitée, bien qu'elle puisse induire quelques déséquilibres : au vu des derniers concours, on peut craindre que les garçons ne laissent que peu de places aux filles dans les sections scientifiques, et que celles-ci ne leur rendent la politesse en lettres.

Une autre décision est d'élargir les missions des Ecoles normales supérieures, qui *« devront continuer de former des enseignants du secondaire et du supérieur, mais également donner des hommes et des femmes formés par et à la recherche aux entreprises publiques et privées et aux administrations qui ont besoin de spécialistes de haut niveau »*. Pour les normaliens qui continueront à entrer dans l'enseignement secondaire, des dispositions seront prises pour éviter qu'ils ne se coupent de la recherche.

De cet élargissement des missions résulte *« une gamme de débouchés élargis qui seront offerts dès l'année en cours »*. Le premier ministre en a cité plusieurs. Un accès direct à l'ENA sera ouvert chaque année à deux littéraires et deux scientifiques d'Ulm-Sèvres. Les grands corps techniques de l'Etat offriront plus de places, et de nouveaux débouchés seront ouverts à l'INSEE, à la Caisse des dépôts, à la Banque de France. Des conventions avec les établissements de recherche permettront d'y recruter ou d'y faire détacher un nombre accru de normaliens.

Mais la mesure principale, par son ampleur, est la possibilité qui sera ouverte aux élèves des cinq écoles d'être détachés pendant deux ans, pour achever une thèse, sur des fonctions universitaires, avec une rémunération d'assistant. Deux cents postes budgétaires par an seront réservés à cette fin. Cela permettra à un grand nombre de normaliens, dès la fin de leur scolarité, d'entrer dans des laboratoires universitaires de province, dont certains manquent de sang nouveau. Dans la situation actuelle, ils sont souvent conduits à rester à Paris jusque après leur thèse, et une nomination ultérieure dans des universités provinciales est parfois ressentie comme un parachutage.

MAURICE ARVONNY.

LES SEPT CIRCULAIRES DE LA PROCHAINE RENTRÉE

Redorer sans argent l'école publique

Le ministre de l'éducation nationale n'a pas manqué à la tradition en commençant l'année par la publication des circulaires destinées à préparer la prochaine rentrée scolaire. Une introduction de M. Jean-Pierre Chevènement précède les textes, plus techniques, préparés par ses services. Sa première vraie rentrée scolaire est pour lui l'occasion de développer les axes principaux de sa politique : *« donner à tous les jeunes un enseignement de qualité », « permettre l'acquisition par tous les enfants des apprentissages fondamentaux et donner à chacun une solide formation générale », « offrir ensuite à tous ceux qui le peuvent, sans exception, la possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur et aux autres une solide formation professionnelle »*. Sans perdre de vue que la France manque de spécialistes qualifiés à tous les niveaux dans les domaines scientifiques et techniques. L'objectif est donc d'accroître le nombre de lycéens et de bacheliers dans ces secteurs.

Pour y parvenir progressivement, M. Chevènement s'est fixé trois *« objectifs généraux »* qui trouveront une application concrète dès la rentrée 1985 : la formation des maîtres, la refonte des programmes de l'école primaire et des collèges, l'accroissement de la responsabilité des établissements.

Il attend d'autre part, dès cette même année, des *« progrès significatifs »*, tant dans la lutte contre les inégalités sociales (qui passe par la préscolarisation, la *« mobilisation de l'école primaire »*, la transformation du collège et le développement des zones prioritaires) que dans la promotion de l'enseignement technique et technologique.

C.A.

● **Les zones prioritaires (ZP) : une priorité relative.** — *Les zones prioritaires (ZP)*, fer de lance de la lutte contre l'échec scolaire depuis 1981, *« commencent à porter leurs fruits »*, mais la carte des ZP doit être « réaménagée ». Les financements prioritaires dont bénéficieront les établissements situés en *ZP* (écoles maternelles et élémentaires, collèges, lycées d'enseignement professionnel) ne seront que « relatifs ». Des fermetures de classes primaires à cause de la baisse démographique ne seront sans doute pas évitées.

Le ministère mettra l'accent, en 1985-1986, sur la qualité de l'enseignement dispensé, sur la stabilité et la formation des personnels et l'accueil en maternelle des enfants de trois ans lorsque les parents le demandent avec un « effort particulier » pour les « deux ans ».

A tous les niveaux, les enseignants feront porter leurs efforts sur les *« apprentissages de base »* (français, écrit et oral, en particulier), *« une attention particulière aux enfants d'immigrés »* leur est recommandée, ils devront adapter leurs méthodes à la diversité des élèves et au contexte social dans lequel ils évoluent.

On envisage, pour favoriser le suivi et l'évaluation des *ZP*, une redéfinition de leur territoire.

Ces thèmes ont déjà rencontré un écho largement favorable auprès des enseignants. Le ministre de l'éducation nationale s'était, en revanche, *montré jusqu'alors* plus discret sur le terrain financier. Or, pour être en tête des dépenses de l'Etat, le budget 1985 n'en est pas moins marqué par une rigueur accrue. Des moyens seront redistribués pour diminuer les inégalités régionales. Ainsi dans l'enseignement primaire, les huit cents *emplois* d'instituteurs supprimés *« seront pris*, explique le ministre, *aux départements dont les effectifs par classe sont les plus bas »*.

Dans la vie quotidienne, qui sera gérée avec davantage de responsabilité par les établissements, la rigueur se traduira d'abord par une augmentation des effectifs des classes, surtout dans les lycées et collèges, ensuite par des suppressions d'enseignements optionnels, voire de sections.

● **Ecoles : favoriser la scolarisation des enfants de trois ans.** — *« La diminution du nombre d'élèves par classe ne peut plus être considérée comme l'objectif prioritaire »* de l'école primaire en raison de l'érosion démographique (22 élèves par classe en moyenne aujourd'hui contre 23,9 en 1980). L'effectif moyen va donc augmenter en 1985-1986 sans toutefois excéder en principe 25 élèves par classe dans chaque école.

Les emplois dégagés seront affectés pour une part aux collèges où les effectifs augmentent, l'autre part servira à corriger des inégalités entre les départements dans le premier degré. En ce qui concerne le développement de l'école maternelle, *« outil le plus efficace pour réduire les inégalités », « partout où il y a retard, le taux de préscolarisation devra progresser d'au moins 1 % »*, alors qu'il a diminué globalement depuis 1980. Dans tous les départements, *« tous les enfants de trois ans dont les parents le souhaitent devraient pouvoir être scolarisés »*.

La seconde priorité concernera l'amélioration de la formation continue et, corrélativement, l'augmentation des possibilités de remplacement.

● **Collèges : une nouvelle étape de rénovation.** — 15 % des collèges s'engageront dans la rénovation à la rentrée 1985, s'ajoutant aux 10 % de la rentrée 1984. Mais dès à présent tous sont invités à proposer des projets de rénovation pour atteindre l'objectif des 100 % en 1988. Seront retenus dès la rentrée ceux qui présenteront un plan rigoureux de formation continue, favoriseront le travail collectif des enseignants, le développement de la lecture, le travail personnel des élèves ou l'enseignement de la technologie.

Dans les établissements choisis, les professeurs d'enseignement général de collège (PEGC) verront leur obligation de service hebdomadaire passer de vingt et une heures à dix-neuf heures (pour progressivement passer à dix-huit heures en 1988). Mais, rappelle la circulaire, *« les tâches des enseignants ne se sont jamais limitées à faire des cours »*. Sept mille d'entre eux (en lettres, histoire, géographie, mathématiques, sciences physiques) pourront bénéficier d'une décharge de quatre heures hebdomadaires pour suivre pendant un an ou deux des cours par correspondance pour l'obtention éventuelle d'un DEUG. De plus, deux mille cinq cents professeurs de collège pourront suivre un stage de *« didactique de leur discipline »* d'une durée de quatre semaines maximum.

La transformation du collège repose aussi sur le développement d'une pédagogie différenciée facilitée par la constitution de groupes de niveaux homogènes en français, mathématiques et première langue vivante. Dès la rentrée, l'aide au travail personnel des élèves doit être organisée dans chaque collège grâce à différentes formules : *« étude surveillée »*, assurée éventuellement par des jeunes engagés dans les travaux d'utilité collective (TUC), *« études dirigées »* conduites par des *enseignants*, *« aide personnalisée et approfondie dans une matière »* (le mot de « tutorat » n'est plus employé). Exceptionnellement, des *« modules de rattrapage »* sont envisageables pour les *« élèves en grande difficulté »*.

En 1985-86, la lecture sera une *« priorité absolue »*. Cette année scolaire sera aussi celle des nouveaux programmes en français, mathématiques et langues vivantes et, pour les élèves de troisième, celle du nouveau brevet, *« examen simple et décentralisé »*.

● **Lycées et lycées d'enseignement professionnel (LEP) : accueillir davantage d'élèves.** — L'objectif principal est *« d'ouvrir plus largement le second cycle aux élèves ayant achevé leur scolarité de premier cycle »*. Cette orientation doit donc provoquer une augmentation du nombre des élèves dans les lycées. Le directeur des lycées souhaite cependant que soient créées les conditions *« d'une meilleure orientation, d'une plus grande motivation et d'une meilleure réussite des élèves »*. A ce vaste programme s'ajoute la *volonté de former* davantage de scientifiques. La circulaire reconnaît que les mathématiques et la physique *« ont trop souvent une fonction sélective »*. La direction des lycées propose un réexamen des contenus et des méthodes d'enseignement dans les classes de première S et E, terminales C, D et E. Elle recommande aux enseignants d'éviter une application *« trop ambitieuse des programmes qui décourage certains élèves »*.

Dans les lycées d'enseignement professionnel, l'accent doit être mis sur la cohérence entre les filières de formation et les filières professionnelles, *« en tirant les conséquences de l'évolution des qualifications et de la structure des emplois »*. Ainsi le secteur de la mécanique sera-t-il progressivement restructuré autour de deux brevets d'enseignement professionnel (BEP) correspondant aux fonctions de l'usinage et de la maintenance. Ces préparations intégreront les CAP correspondants.

● **Orientation : plus de dialogue et d'information.** — En 1985, les élèves vont être mieux informés sur les enseignements technologiques et scientifiques. Les enseignants et les responsables d'établissements — collèges et lycées — s'efforceront de promouvoir *« une orientation positive »* vers les lycées d'enseignement professionnel. Le dialogue avec les parents doit être développé afin d'aider les élèves dans leur choix. Enfin, la note précise la participation de l'éducation nationale à l'effort de formation des jeunes annoncé par le gouvernement. Quelque soixante mille jeunes demandant à poursuivre ou à reprendre leur scolarité seront accueillis dans des classes de première année de BEP, des classes passerelles ou dans des formations complémentaires.

● **Gestion des emplois, des postes et des personnels des collèges et des lycées : redistribution des moyens.** — Pour accueillir davantage d'élèves et accompagner la transformation du système éducatif, deux objectifs prioritaires sont fixés : la réduction des disparités entre académies et l'utilisation optimale des moyens disponibles.

Pour la gestion des personnels, la rentrée 1985 coïncidera avec l'achèvement du plan d'intégration des auxiliaires. La plus grande partie des titulaires devrait être affectée au début du mois de juillet. Ces affectations seront définitives. Les professeurs agrégés et certifiés mis à disposition des recteurs depuis 1983 (soit plus de sept mille) — cette procédure étant supprimée — seront nommés à titre définitif.

Tous les enseignants doivent rejoindre, le jour de la prérentrée, le poste correspondant à leur affectation. Aucune autorisation d'absence pour des stages *ne sera accordée* entre la prérentrée et le 1er octobre.

PH. B. et S. B.

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

Une exsanguino-transfusion est pratiquée sur un fœtus

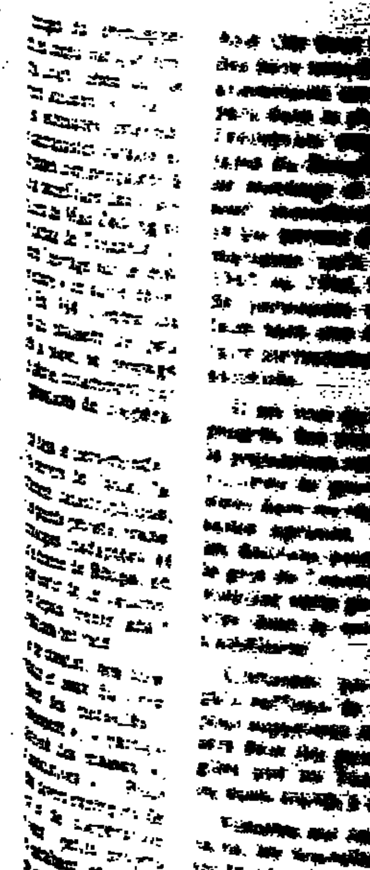
Une petite fille est née à la maternité de Clermont-Ferrand après que les docteurs Bernard Jacquetin et Jean-Luc Meyerils eurent pratiquer sur elle, dans le ventre de sa mère, un échange *complet* de la *masse* sanguine (ou exsanguino-transfusion) à la trente-deuxième semaine de grossesse. L'enfant souffrait d'une destruction de ses globules rouges due à une incompatibilité avec le groupe sanguin de *sa mère (ou incompatibilité* rhésus). Cette dernière, âgée de trente-sept ans, avait déjà perdu trois enfants sans connaître la cause de ces accidents. Elle vint consulter l'hôpital de Clermont-Ferrand à la *trente et unième semaine de grossesse*, alors que l'enfant était déjà gravement anémié.

Plusieurs transfusions ont alors été appliquées au fœtus, selon une technique mise au point dès 1963 mais que les *moyens actuels de repérage par* ultrasons (ou échographie) ont permis d'améliorer considérablement. L'aiguille introduite dans le système circulatoire de l'enfant au travers de la matrice est, en effet, guidée par la sonde de l'échographie, ce qui autorise *une grande précision*.

Lorsque l'état de l'enfant s'aggrave, certaines équipes *estiment qu'il est préférable* de pratiquer une césarienne dès la trente-deuxième semaine de grossesse et de ne faire les exsanguino-transfusions qu'ensuite, et non de les pratiquer au sein de l'utérus.

L'enfant de Clermont-Ferrand est né par césarienne à la trente-*quatrième semaine de grossesse* et son état est satisfaisant.

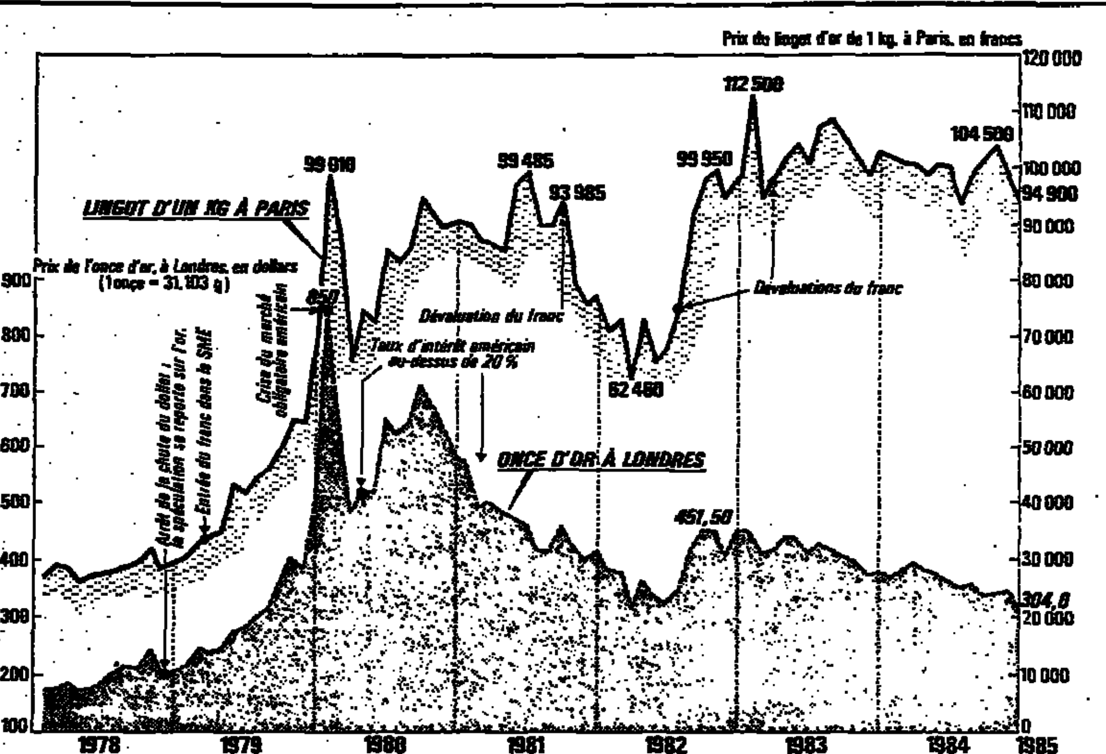
Ces situations d'incompatibilité sanguine fœto-maternelle sont devenues rares depuis que le dépistage des groupes rhésus est obligatoire dès le certificat prénuptial, et qu'une « vaccination » de la mère permet d'éviter *ces accidents*, que l'on *n'observe* donc plus qu'en cas de grave négligence.



Le Monde

ÉCONOMIE

L'EFFET DE LA « DÉSINFLATION » S'ACCENTUE SUR LE MARCHÉ DE L'OR



A cause de la hausse du dollar et des dévaluations du franc, la baisse du cours international de l'or ne s'est pas répercutée pendant longtemps sur le marché de Paris.

Les deux versants du sommet

UNE bonne partie de l'histoire monétaire et financière, voire politique, du monde pourrait être lue sur les graphiques retraçant l'évolution des cours de l'or, cette *« relique barbare »*, selon le mot célèbre de John Maynard Keynes, qui n'a jamais autant fait parler d'elle que depuis le moment où les grands pays de l'Occident et le FMI se sont donné pour tâche (fin des années 60 et première moitié des années 70) de la « démonétiser » (un objectif aujourd'hui abandonné).

Des mouvements des deux courbes que nous reproduisons ci-contre, se dégagent deux faits dominants. Le premier est la divergence qui se manifeste entre eux. Si le prix de l'or à Paris reflète les à-coups les plus accusés du marché international, il se retrouve encore aujourd'hui aux environs du niveau qu'il avait atteint le *21 janvier 1980*. Or, depuis ce jour mémorable où la fièvre de l'or avait atteint son paroxysme sur le marché international (où les cotations se font en dollars par once troy de 31, 1 035 grammes d'or fin), le *cours libellé en monnaie américaine* a baissé d'environ 65 %.

Si l'on peut, à juste titre, considérer que la cotation de 850 dollars l'once d'il y a cinq ans était aberrante, marquant la crête d'une vague de spéculation frénétique (liée à tout un ensemble de facteurs : invasion de l'Afghanistan, hausse du *pétrole et surtout crise de* confiance dans la solidité du système financier américain), on prend la mesure de l'ampleur du repli intervenu depuis lors sur le marché international quand on s'avise que, pendant l'année 1981, le cours moyen était de l'ordre de 450 dollars l'once (avec pointe au-dessus de 570) ; en 1982, de l'ordre de 400 dollars (avec pointe à 488) ; en 1983 de l'ordre de 420 dollars (avec pointe à 511) ; en 1984, de l'ordre de 360 dollars (avec passages exceptionnels au-dessus de 400). Depuis le début de cette année, *le cours oscille autour de* 300 dollars.

Les hauts et les bas du dollar expliquent assez largement cette divergence qui n'est pas propre au marché français mais qui s'y trouve plus accentuée. Puisque le prix du métal jaune à Paris, à Zurich, à Francfort, à Tokyo... est, à peu de chose près, égal au cours coté à Londres en dollars convertis en monnaie nationale, la formidable valorisation de la devise américaine a en partie contrebalancé l'effet de la baisse de l'or. C'est le même phénomène qui explique pourquoi les prix du pétrole non seulement n'ont pas diminué en Europe et au Japon, mais ont continué à y monter malgré leur sensible diminution en dollars. A cela s'ajoute, pour la France, la conséquence des dévaluations de sa monnaie (sans les trois dévaluations subies depuis octobre 1981, le dollar ne vaudrait guère aujourd'hui plus de 7 francs).

Le second fait mis en lumière par le graphique est que l'évolution des cours en dollars de l'or épouse la forme d'une classique courbe en cloche, avec un sommet en forme de pointe. La pointe en question apparaît comme l'aboutissement de l'immense vague d'inflation qui a déferlé sur le monde depuis la *seconde moitié des années 60*, et qui a eu, entre autres, pour effet de porter le prix de l'or de 35 dollars à 850 dollars l'once.

Avec les années 80, on est entré dans une autre phase de l'histoire économique et financière, caractérisée au contraire par un ralentissement brutal des taux de croissance des crédits *bancaires, acculant maintes* entreprises à la contraction de leurs activités, et les plus vulnérables d'entre elles à la faillite pure et simple. Les conditions dans lesquelles s'était opérée l'explosion de la demande d'or — *qui, en l'espace d'un peu plus* d'un an (entre l'automne 1978 et janvier 1980) en multiplia par quatre le prix — montre bien que la force d'impulsion principale, c'était l'énorme « réserve d'inflation » accumulée pendant *les années 1977 et 1978, au* cours desquelles le dollar avait été la victime d'une véritable orgie d'expansion monétaire. Rien ne pouvait plus, en 1979 et début 1980, arrêter la spéculation sur l'or qui se manifesta en grand, alors que l'Institut d'émission américain avait déjà commencé de reprendre les rênes, faisant remonter les taux *d'intérêt et le dollar*.

Le fait qu'actuellement les forces de « désinflation » continuent à faire sentir à plein leurs effets incline à conclure très prudemment et très provisoirement que le moment n'est pas encore venu d'une remontée durable du prix de l'or.

PAUL FABRA.

Renforcer le SME en le rendant plus souple pour mieux résister au dollar

par JEAN-PAUL PLANCHOU (*)

L'ENVOLÉE du dollar ne laisse toujours pas de surprendre ni d'inquiéter. De surprendre car elle est pour le tout rationnellement inexplicable. D'inquiéter au vu de ses conséquences. Ses fluctuations, aujourd'hui à la hausse, sont excessives. Le dollar est sensiblement surévalué. Qui le nierait ? Ni la modernisation accélérée des structures productives américaines, ni les performances réelles de cette économie, ni même en définitive le niveau élevé des taux d'intérêt ne suffisent à expliquer complètement son appréciation actuelle. Avec les privilèges impériaux qui lui sont attachés, la valeur de change *du dollar exprime aussi, en termes* monétaires, un rapport de forces politique et psychologique.

Quoi de plus naturel dès lors que le marché américain draine l'épargne internationale, pompe les ressources financières européennes (35 milliards de dollars en 1983 !), provoque un renchérissement aussi artificiel que généralisé du coût de l'argent, pour financer au bout du compte la reprise outre-Atlantique. *Aucune ligne de riposte efficace* n'est dressée contre l'effet dollar.

Mais demain, qu'en sera-t-il ? L'aggravation abyssale du déficit *budgétaire (de 28 milliards de dollars* en 1980 à 200 milliards de dollars en 1984), comme de celui de la balance commerciale, qui à sa *manière* atteste la sous-compétitivité de la monnaie américaine, appellent — mieux vaudrait tôt que tard — une réduction des déséquilibres. De l'ampleur de ces mesures devrait résulter une détente sur les taux d'intérêt plus significative et franche que celle qui actuellement balbutie. Et ce retournement de politique de susciter probablement un détournement de la confiance. Les flux de capitaux, spéculatifs et donc changeants, pourraient alors s'orienter vers d'autres marchés, se porter notamment sur des devises européennes fortes aux dépens des monnaies faibles. *Ainsi*, par les tensions nouvelles qu'elle ferait naître, la baisse du dollar mettrait logiquement en cause l'intégrité du système monétaire européen.

(*) Député de Paris (PS-CERES), délégué général du club République moderne.

Pourtant, les promoteurs de cet accord visaient justement à limiter les effets perturbateurs des fluctuations du dollar. Et si ce système a indéniablement constitué une zone de *relative stabilité entre les monnaies* européennes, il n'a pu amortir les mouvements de grande ampleur entre celles-ci et la devise américaine.

Cette impuissance, demain, peut le faire éclater.

Certes, les pays aux monnaies contestées peuvent prendre le risque de renforcer les dispositifs de rigueur sociale, de relever fortement les taux d'intérêt, pour dissuader une spéculation à la baisse et tenter de s'accrocher aux monnaies fortes, au deustchemark en l'occurrence, en vue de préserver les modalités d'exercice du SME.

(Lire la suite page 16.)

TIERS-MONDE ET AGRICULTURE

Le dernier avatar d'un « autre développement »

LES stratèges du développement ont connu quelque embarras. Leurs thèses sur le développement autocentré *(self-reliance)*, les techniques intermédiaires, les communautés rurales et l'ardeur des masses commençaient à *pâlir devant la déconfiture des* communes populaires de Mao Zedong et des villages ujamaa de Tanzanie. Il fallait remettre l'ouvrage sur le métier, trouver encore « un autre développement ». En 1984, comme les champignons qui poussent un peu partout après la pluie, se propage une nouvelle théorie, notamment par le biais d'organisations de coopération.

Tout va mal dans le tiers-monde : échecs, effets pervers de l'aide, famine, endettement catastrophique, gaspillages des grands projets, transferts de technologies inadaptées et nocives : voir le drame de Bhopal en Inde. Comment sortir de ce cauchemar qui dure depuis trente ans ? Même les révolutions ont raté.

A partir de ce constat, nos stratèges occidentaux et ceux du tiers-monde proposent des mots-clés : « microdéveloppement », « participation et créativité des masses », « structures associatives »... Pour étayer ces thèses, divers exemples de développement et de coopération sont mis en avant : petits projets bien *encadrés entraînant véritablement* un village en Amérique latine, en Afrique, en Asie. Les promoteurs peuvent être des étrangers ou des locaux, le *financement international* ou interne.

Expérimentées sur une petite échelle, ces nouvelles stratégies devraient ensuite se généraliser. Comme l'écrit Henri Rouille d'Orfeuil, la « préoccupation majeure » est de passer du « micro » au « macro ». Des Africains, des Indiens se référant à Gandhi vont dans le même sens (1).

Les réalités du milieu rural sont beaucoup plus nuancées que ne le décrit le diagnostic sur l'*échec du développement*. A côté de situations très angoissantes comme il en existe en Afrique noire, rappelons qu'en Asie (les deux tiers de la population des pays sous-développés), le déficit alimentaire est en baisse ou a disparu *dans la plupart des Etats*, avec l'exception majeure et très inquiétante du Bangladesh. Les politiques de stockage et de prix du grain se *sont considérablement améliorées*, ce qui permet d'éviter les crises dramatiques qu'a connues l'Inde en 1965 ou 1966, lorsque des millions de personnes seraient mortes de faim sans une énorme aide alimentaire correctement distribuée par les autorités.

Il est vrai qu'en Asie, malgré ces progrès, des couches importantes de la population restent mal nourries et victimes de graves abus, principalement dans les régions de faible croissance agricole. En revanche, dans les districts avancés qui fournissent le gros de l'excédent céréalier, la révolution verte profite *aussi* aux pauvres dont le niveau de vie tend à s'améliorer.

Comment par ailleurs imaginer *qu'il suffirait de quelques décennies* pour supprimer la pauvreté ou la misère dans des pays aussi neufs et fragiles que les Etats d'Afrique noire, ou aussi lourds à manier que l'Inde ?

Fondées sur ces diagnostics incertains, les nouvelles stratégies ont en outre un goût de déjà vu, malgré un vocabulaire plus savant. Avant et tout de suite après la décolonisation, les petits projets n'ont pas manqué dans le tiers-monde. Or ceux qui ont réussi ont bénéficié de conditions artificielles, grâce à une densité exceptionnelle de cadres motivés, compétents et, condition subsidiaire, de forts soutiens financiers. Songeons aux premiers « Community Projects » de l'Inde en 1948, à l'expérience de Comilla au Pakistan-Oriental en 1959, aux nombreux projets d'animation rurale ou de développement communautaire en Afrique noire avant et après 1960.

Les cadres avaient su se mouler dans la communauté locale, faire participer activement les paysans à leur propre prise en charge. Or, chaque fois que l'on a voulu passer du micro au macro, c'est-à-dire généraliser le système sur une grande échelle, ce fut, non pas toujours l'échec *complet, mais un succès* très inférieur à celui des expériences-pilotes. Il est en effet impossible de disposer du même encadrement *qualitatif* et de fonds *en suffisance*. Mené par des fonctionnaires inévitablement peu motivés, pas trop compétents, le système s'enraye. Au lieu d'animer les villages dans des structures participatives, il renforce le poids des notables, notamment grâce aux coopératives.

Alors pourquoi s'obstiner dans cette voie ? J'en discutais récemment avec un Indien, responsable d'une organisation privée dans son pays. J'ai fini par remarquer que, pour appliquer sa formule *en grand*, il fallait quelques milliers de personnes jouissant du même ascendant moral que Gandhi et dotées d'un sens plus aigu des contingences technico-économiques.

Que faire ?

Précisons notre pensée. Même si les petits projets n'aident qu'un nombre limité de personnes, ils sont pleinement justifiés. Il est par contre erroné d'en faire le moteur du développement, de croire que « petit poisson deviendra grand ».

Alors que faire au niveau national ? On pourrait davantage insister sur quelques principes simples, ayant fourni leurs preuves sous diverses latitudes il y a des siècles et aujourd'hui. Comme le rappelait Emmanuel Le Roy Ladurie (*le Monde* du 2 décembre 1984) « *faire l'histoire du passé c'est apprendre le présent* ». Du développement de l'Europe aux onzième-treizième siècles ou des grandes heures de la Chine ancienne émergent de précieuses lignes directrices, ce que j'appelle *le processus global de développement rural*, soit l'articulation de plusieurs facteurs et secteurs interdépendants, susceptibles de promouvoir — y compris chez les pauvres — croissance de la production et emploi. Il s'agit d'innovations techniques décisives, d'une bonne infrastructure, de l'essor du commerce entre villes et campagnes, de la *petite industrie, d'une diversification* des activités agricoles...

Ce vieux schéma se retrouve de nos jours dans les districts avancés *de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie*, même dans certaines zones de l'Afghanistan avant la guerre actuelle. Cette stratégie ne s'appuie pas sur des mini-projets, mais sur des mesures de portée étendue qui vont à l'encontre des formules de *self-reliance* (compter sur ses propres forces) en milieu local. Dans le passé comme aujourd'hui, les régions qui ont connu — ou connaissent — des progrès ont eu besoin d'innovations techniques, très souvent venues du dehors et parfois de fort loin, d'échanges féconds entre la communauté locale et le monde extérieur.

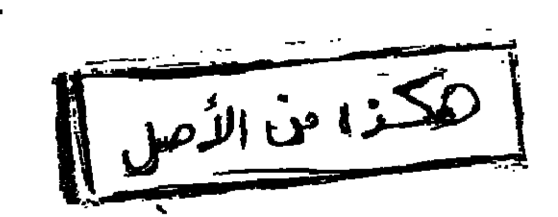
Les *« raccourcis techniques »* (A. Sauvy) sont rendus encore plus nécessaires par la très forte pression démographique, qui exige, plus que de simples améliorations, de vigoureux et rapides accroissements de la production, comme en connaissent les régions avancées d'Asie.

Et, pour terminer, relisons ce parchemin catalan de 1243 cité par Pierre Gourou lors d'un colloque : « *L'irrigation rend libre, l'irrigation rend riche.* » Vérité capitale pour le monde tropical, aride ou pluvieux. Dans les zones mieux arrosées, l'irrigation sert d'appoint quand les pluies sont en retard et permet une seconde récolte en saison sèche.

Sans céder à la mode rétro, une meilleure lecture de l'histoire, la nôtre et celle d'outre-mer, liée à l'observation précise des réalités contemporaines, peut constituer une démarche plus sûre que d'éphémères recettes pour lutter contre la pauvreté du tiers-monde.

GILBERT ETIENNE.

(1) *Coopérer autrement*, Paris, L'Harmattan, 1984, pp. 34-36, cf. aussi *le Monde* du 7 décembre 1984 sur le congrès mondial des jeunes agriculteurs à Ouagadougou.



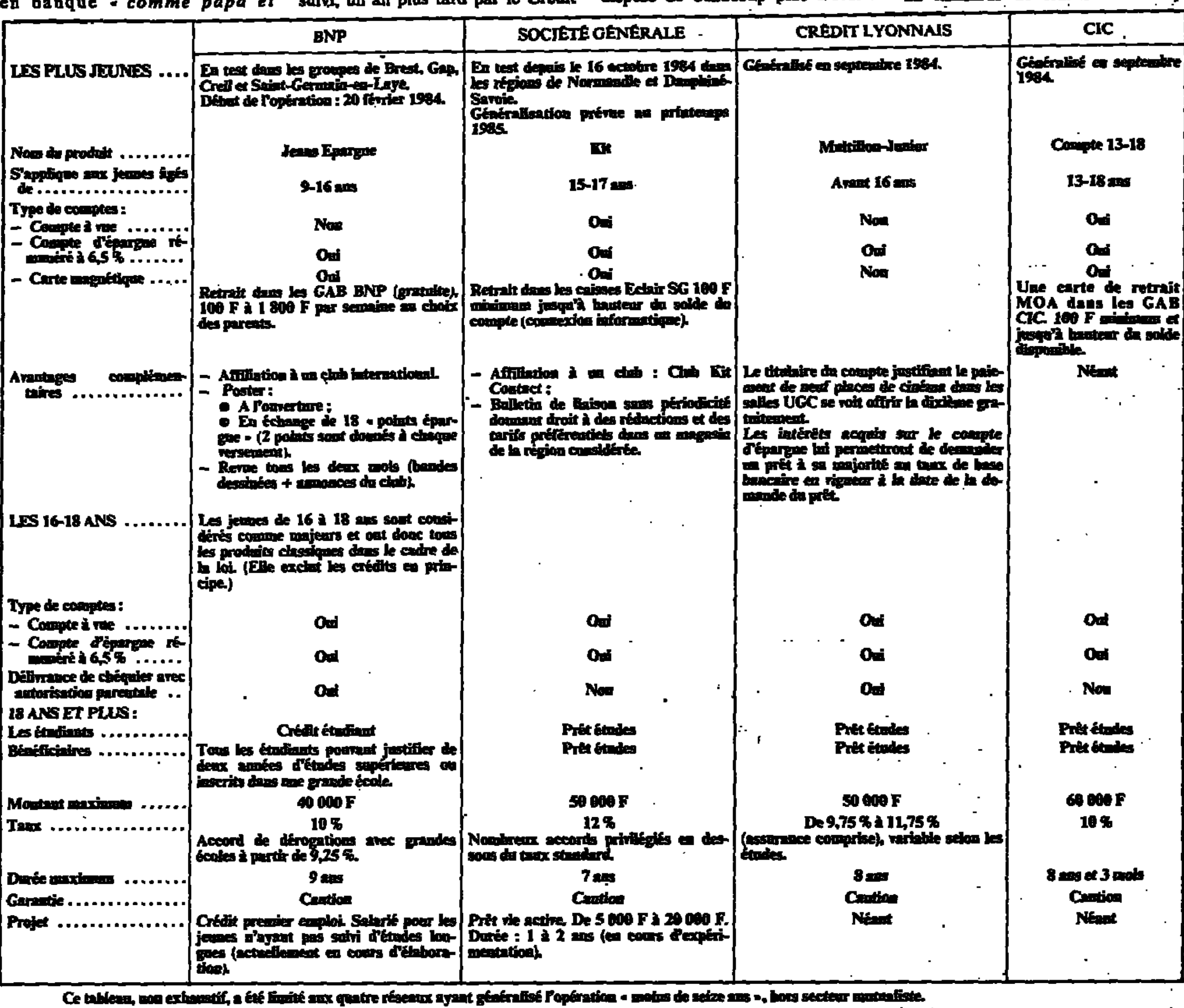
هكذا من الأصل

LES BANQUES ET L'ARGENT DES JEUNES

Epargnants en culottes courtes

« *GAMIN, la tirelire m'intéresse...* », disent actuellement les banquiers aux jeunes désireux de *réduire en morceaux* leur petit cochon rose au profit d'un compte en banque « *comme papa et maman* ». Si l'on en croit les établissements qui se sont lancés les uns après les autres à la conquête de ce nouveau marché (le Crédit commercial et industriel – CIC – a lancé le premier l'offensive, en octobre 1983, suivi, un an plus tard par le Crédit lyonnais, la Société générale, la BNP, entre autres), la collecte de l'argent de poche justifie la campagne de publicité déclenchée à cette occasion.

Un épargnant en culottes courtes dispose de beaucoup plus d'économies qu'on ne l'imagine parfois : 2 000 à 3 000 F par an en moyenne par tête blonde, selon les spécialistes, ce qui représente, sur la base de quelque 7 millions de jeunes âgés de dix à dix-huit ans, au minimum 22 milliards de francs. Beaucoup plus si l'on comptabilise les 7,8 millions de jeunes de quinze à vingt-quatre ans recensés par l'INSEE (enquête emploi-1983) répartis respectivement entre 3,37 millions d'actifs, 3,83 millions de scolarisés et 0,63 million d'« *autres inactifs* » pour respecter la terminologie de cet institut.



	BNP	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	CRÉDIT LYONNAIS	CIC
LES PLUS JEUNES	En test dans les groupes de Brest, Gap, Creil et Saint-Germain-en-Laye. Début de l'opération : 20 février 1984.	En test depuis le 16 octobre 1984 dans les régions de Normandie et Dauphiné-Savoie. Généralisation prévue au printemps 1985.	Généralisé en septembre 1984.	Généralisé en septembre 1984.
Nom du produit	Jeans Epargne	Kit	Multilion-Junior	Compte 13-18
S'applique aux jeunes âgés de	9-16 ans	15-17 ans	Avant 16 ans	13-18 ans
Type de comptes :				
– Compte à vue	Non	Oui	Non	Oui
– Compte d'épargne rémunéré à 6,5 %	Oui	Oui	Oui	Oui
– Carte magnétique	Oui Retrait dans les GAB BNP (gratuite), 100 F à 1 800 F par semaine au choix des parents.	Oui Retrait dans les caisses Eclair SG 100 F minimum jusqu'à hauteur du solde du compte (connexion informatique).	Non	Oui Une carte de retrait MOA dans les GAB CIC. 100 F minimum et jusqu'à hauteur du solde disponible.
Avantages complémentaires	– Affiliation à un club international. – Poster : • A l'ouverture ; • En échange de 18 « points épargne » (2 points sont donnés à chaque versement). – Revue tous les deux mois (bandes dessinées + annonces du club).	– Affiliation à un club : Club Kit Contact ; – Bulletin de liaison sans périodicité donnant droit à des réductions et des tarifs préférentiels dans un magasin de la région considérée.	Le titulaire du compte justifiant le paiement de neuf places de cinéma dans les salles UGC se voit offrir la dixième gratuitement. Les intérêts acquis sur le compte d'épargne lui permettront de demander un prêt à sa majorité au taux de base bancaire en vigueur à la date de la demande du prêt.	Néant
LES 16-18 ANS	Les jeunes de 16 à 18 ans sont considérés comme majeurs et ont donc tous les produits classiques dans le cadre de la loi. (Elle exclut les crédits en principe.)			
Type de comptes :				
– Compte à vue	Oui	Oui	Oui	Oui
– Compte d'épargne rémunéré à 6,5 %	Oui	Oui	Oui	Oui
Délivrance de chéquier avec autorisation parentale ..	Oui	Non	Oui	Non
18 ANS ET PLUS :				
Les étudiants	Crédit étudiant	Prêt études	Prêt études	Prêt études
Bénéficiaires	Tous les étudiants pouvant justifier de deux années d'études supérieures ou inscrits dans une grande école.	Prêt études	Prêt études	Prêt études
Montant maximum	40 000 F	50 000 F	50 000 F	60 000 F
Taux	10 % Accord de dérogations avec grandes écoles à partir de 9,25 %.	12 % Nombreux accords privilégiés en dessous du taux standard.	De 9,75 % à 11,75 % (assurance comprise), variable selon les études.	10 %
Durée maximum	9 ans	7 ans	8 ans	8 ans et 3 mois
Garantie	Caution	Caution	Caution	Caution
Projet	Crédit premier emploi. Salarié pour les jeunes n'ayant pas suivi d'études longues (actuellement en cours d'élaboration).	Prêt vie active. De 5 000 F à 20 000 F. Durée : 1 à 2 ans (en cours d'expérimentation).	Néant	Néant

Ce tableau, non exhaustif, a été limité aux quatre réseaux ayant généralisé l'opération « moins de seize ans », hors secteur mutualiste.

De quoi intéresser au plus haut point les milieux bancaires, qui se trouvent en présence d'une quasi-saturation des comptes ouverts aux adultes (98 % d'entre eux sont « bancarisés ») et qui voient dans cette nouvelle manne potentielle (d'ici à 1992, près de 850 000 jeunes atteindront chaque année leur majorité) un moyen de rééquilibrer la pyramide des âges de leur clientèle. Sous couvert d'une pédagogie active destinée à répondre « *au vrai besoin d'éducation* », que manifestent les jeunes « *sur le plan de l'usage de l'argent, de la banque et de l'univers économique en général* », pour reprendre l'explication d'un professionnel, c'est surtout la volonté de se « placer » face à la concurrence qui se fait jour.

Au nom de la « banalisation » entre *établissements* de crédit, la compétition est ouverte. Tous les réseaux se sont mis en tête de « fidéliser » ces jeunes gens et jeunes filles, à l'instar de la fée Ecureuil, qui a eu l'idée en son temps de déposer ses livrets A dans le berceau des nouveau-nés, une initiative que les banques traditionnelles n'ont toujours *pas pardonnée* aux caisses d'épargne. Pour cela, il faut tenir un double langage : montrer au jeune qu'il peut tout à fait se comporter en *client adulte* (avec force plaquettes explicatives, cartes magnétiques et conseils personnalisés), tout en développant le côté ludique de l'opération (bandes *dessinées*, places de cinéma...).

Naturellement, la campagne publicitaire s'en ressent. « *CIC 13-18 ans : la petite dernière* », annonce le Crédit industriel et commercial, juste au-dessus de la photo d'un ravissant poupon qui, négligemment appuyé sur le coude, songe déjà, *sans doute*, à la « banque de demain ». Des posters sont imprimés à destination des pré-adolescents tout fiers de brandir la carte « MOA » qui leur ouvre la voie des distributeurs automatiques.

« *Multilion junior : j'ai ma banque* », proclame le lion, symbole animalier du Crédit lyonnais en montrant de la patte la carte personnelle « *Multilion junior* » déposée en équilibre – instable – sur une paire de patins à roulettes. Elle donne droit à l'abonnement *gratuit à un* magazine de cinquante pages largement ouvert aux (jeunes) dessinateurs de BD. C'est également l'abonnement à une revue, entre autres avantages, que propose la Banque nationale de Paris avec son nouveau produit « *Jeans épargne* », assez voisin du plan « *Kit* » commercialisé par la Société générale.

Avec quel succès ? Compte tenu de la relative nouveauté des expériences tentées (encore que certaines d'entre elles consistent simplement en un *habile* « habillage » de produits déjà existants pour leur donner un autre « look »), il est difficile d'évaluer avec certitude l'impact de ces diverses campagnes. A l'heure des *premiers* bilans, le CIC, qui annonçait pour les six premiers mois de lancement l'ouverture de 4 500 comptes de jeunes de treize à dix-huit ans (*dont 60 % de garçons* et 40 % de filles), soit l'objectif assigné au personnel pour l'année entière, attend de pied ferme 15 000 à 20 000 clients par an. Surtout depuis qu'il a eu l'assurance que 70 % environ de ces jeunes clients devraient maintenir par la suite leur compte, là où ils l'ont ouvert, après leur majorité (*le Monde* du 4 mai 1984).

L'expérience a été jugée suffisamment positive pour que les autres banques régionales du groupe CIC, notamment le Crédit industriel de l'Ouest ou encore la Banque régionale de l'Ain, la Banque Scalbert Dupont, emboîtent le pas au grand frère parisien. A la Société générale, *où l'on se déclare* très satisfait du nombre de comptes (4 000) ouverts au cours du premier mois d'expérimentation, on a placé la barre très haut : 500 000 comptes jeunes escomptés à l'horizon 1987, dont le tiers pour la clientèle des quinze-dix-sept ans et les deux tiers pour les dix-huit-vingt-quatre ans, ces « nouveaux majeurs », dont le nombre avoisine les 6 millions.

Au Crédit lyonnais, où l'on n'hésite pas, dans certaines agences, à faire le « pied de grue » à la sortie *des écoles pour sensibiliser les* jeunes au « message », une technique commerciale que pratiquent d'ailleurs d'autres concurrents, le chiffre de 80 000 comptes Multilion est avancé pour les premiers mois avec pour ambition finale 200 000 nouveaux clients. Un chiffre assez voisin de l'objectif que s'est assigné la BNP (300 000 comptes), alors que la démarche apparaît plus prudente au Crédit agricole et dans les banques populaires. Encore que toute latitude *soit* laissée aux caisses régionales pour prendre les initiatives qu'elles estiment judicieuses à l'égard de cette clientèle d'« épargnants *en culottes courtes* ». Ainsi, la « banque verte » qui possède des comptes sur livrets « Tiwi » pour les tout-petits (une sorte de petit canard à la tête en forme de tirelire) en pratiquant, sur le terrain, c'est-à-dire dans les écoles et collèges, une vulgarisation informatique et bancaire destinée aux dix-quatorze ans, constate avec satisfaction l'initiative « plus en pointe » de telle caisse, par exemple celle du Gers, qui a assorti l'ouverture de ces *comptes* jeunes de la délivrance d'une carte magnétique.

Une rentabilité nulle

Celle-ci ne permet que des retraits d'espèces, dans la limite du solde disponible sur le compte et, sur ce point, tous les banquiers sont intransigeants : pas question de permettre à ces clients potentiels de virer au « rouge » dès leur prime jeunesse et de faire un usage immodéré *du chéquier dont* la remise s'effectue au compte-gouttes dans de rares établissements. Cela, dans le but de ne pas grever outre mesure un compte d'exploitation sur lequel pèsent déjà des frais de promotion très importants pour les grands réseaux (« *quelque chose de sérieux entrepris à l'échelon international coûte plus de 10 millions de francs* », estime un banquier parisien) et des coûts d'ouverture de compte qui ne sont pas négligeables (20 à 30 F en moyenne).

« *Les bénéfices attendus de cette nouvelle collecte devraient, tout au plus, équilibrer les charges liées à la gestion des comptes* », reconnaît-on au Crédit lyonnais. « *Dans l'immédiat, la rentabilité de l'opération est nulle ; elle va même coûter de l'argent. C'est une opération de promotion à moyen terme* », admet tel autre professionnel, reconnaissant les réticences que continuent à manifester certaines directions lorsqu'il s'agit de mettre en balance le « coût » final de cette « chasse aux jeunes » et la marge bénéficiaire des banques, singulièrement rognées depuis deux ou trois ans par des couvertures de risques qui vont croissant.

Mais l'argument selon lequel « *les jeunes d'aujourd'hui sont les clients de demain* » semble l'avoir emporté dans l'esprit de tous ceux qui ont entrepris, parallèlement, une vaste campagne de prospection de clientèle traditionnelle avec, pour certains grands établissements, l'ambition d'ouvrir de 100 000 à 150 000 comptes nouveaux dans les prochains mois. Une politique qui constitue toutefois une volte-face après l'« écrémage » des petits comptes pratiqué ces dernières années.

SERGE MARTI.

Un chantier naval suédois converti en centre pluridisciplinaire de recherche

Depuis longtemps, la coopération entre l'Université et l'industrie ne constitue plus un problème en Suède. Particulièrement *exemplaire de la* façon dont les chercheurs de l'Université s'immergent dans le monde industriel est le cas de l'ancien chantier naval de Lindholmen, à Göteborg.

COMMENT transformer un cataclysme local en un projet ambitieux tourné vers l'avenir ? La question s'est posée en *1976* quand le chantier naval de Lindholmen, à Göteborg, a fermé ses portes, en licenciant plusieurs milliers de salariés.

La réponse est là aujourd'hui, sous la forme de bâtiments modernes en brique rouge, surmontés d'un logo représentant trois triangles communicants, censés symboliser la formation, la recherche et la production. C'est cette trilogie qui fait l'originalité de « Projekt Lindholmen », le premier mot ayant été choisi pour bien montrer qu'il s'agit d'une structure en perpétuelle évolution.

Quand le chantier naval a dû fermer, il y avait un potentiel humain et technologique qu'il aurait été criminel d'abandonner. L'idée est donc née d'en faire un centre de formation professionnelle, puis, de fil en aiguille, de recherche, de développement de nouveaux produits, enfin de production.

« Dynamisme et pluridisciplinarité sont les maîtres mots des gens qui travaillent ici », souligne le directeur, Alf Johanson. Et de développer la richesse qui découle de la fertilisation croisée des trois composantes : *« La coopération entre la formation et la production fait que l'élève se familiarise avec tout le processus industriel. La formation a un contenu plus concret.*

» Recherche-production : la production à Lindholmen permet l'analyse, l'expérimentation et la démonstration des résultats de la recherche.

» Formation-recherche, enfin : par leurs contacts avec les chercheurs, les enseignants découvrent les techniques futures. »

La ville de Göteborg est propriétaire des installations, rénovées par l'Etat pour 60 millions de couronnes (à peu près autant de francs), mais Projekt Lindholmen ne verse pratiquement aucune rétribution à la ville. Le chantier se comporte au contraire comme s'il était propriétaire des lieux puisqu'il vit en partie du produit de ses loyers et de la *vente de son savoir-faire.*

Les principaux locataires sont une école secondaire professionnelle et plusieurs ateliers de formation continue, gérés par la direction nationale du travail (réparation de véhicules, entretien de chariots de manutention, montage de moteurs Diesel marins, soudure, tôlerie). Près de mille deux cents élèves et stagiaires se succèdent tous les jours dans ces ateliers et dans l'école.

Ils croisent les chercheurs qui sont au nombre de douze, dont cinq docteurs d'université et sept ingénieurs. Leurs disciplines vont de la médecine du travail à l'électronique appliquée, en passant par la psychologie du travail, l'ergonomie, l'audiologie, la technique de ventilation, la technique de mesure instrumentale. Ils viennent presque tous de l'université de technologie de Göteborg (Chalmers).

Ces douze chercheurs sont chargés de « vendre le projet Lindholmen » à l'extérieur, en faisant *venir des PME ayant un produit* à développer, mais manquant d'équipements et de chercheurs d'autres disciplines. L'équipe pluridisciplinaire joue en somme le rôle d'« accoucheur » de projets. Avantages : la gestation est plus rapide et surtout l'ensemble des aspects de la conception et de la fabrication sont ainsi pris en compte en même temps.

A Lindholmen, on travaille actuellement sur une soixantaine de projets. Exemples de réalisations conjointes industriels-chercheurs : un système de guidage de filets de pêche (otter-board) pour les chalutiers, entré en phase de production. Il freine moins le chalutier et permet de faire d'importantes économies d'énergie ; un système de forage pour la recherche d'eau dans le tiers-monde ; une péniche pour la pêche aux moules (à l'état de prototype).

Dans le domaine de la formation, on a créé à Lindholmen les premiers cours de sécurité pour les travailleurs de plates-formes en mer. Et un cours de conception assistée par ordinateur (CAO) est dispensé à des formateurs, qui pourront eux-mêmes faire de la formation continue aux ingénieurs et techniciens.

« Mais, insiste Roland Kadefors, responsable de l'équipe des chercheurs, *on ne se contente pas d'aider des industriels à développer des projets jusqu'au stade commercial. Nous essayons aussi de prévenir les besoins des industriels et de créer de nouveaux marchés, à partir d'études sur l'amélioration des conditions de travail. »*

Un effet multiplicateur sur l'emploi

L'objectif était non pas de créer des emplois, mais de mettre en place une structure originale qui, à moyen terme, pourrait avoir un effet multiplicateur sur l'emploi. Actuellement, le projet Lindholmen fait travailler 68 personnes :

— l'équipe de recherche et développement : 12 chercheurs ;

— la cellule gestion et entretien, qui comprend 10 ingénieurs et techniciens et 10 ouvriers ;

(Ces deux cellules vivent du produit des loyers.)

— la cellule de formation à la sécurité des plates-formes en mer : 2 personnes ;

— l'unité de développement du matériel : 10 personnes ;

— la cellule de production : 20 personnes ;

(Ces trois dernières sont autonomes sur le plan financier.)

— enfin, une cellule administrative de 4 personnes pour l'ensemble.

Les seules subventions venant de l'extérieur sont celles du Fonds de *l'environnement du travail (ASF)*, chargé en Suède de soutenir les projets contribuant à l'amélioration des conditions de travail.

Le projet Lindholmen est séduisant par les idées de pluridisciplinarité qui le sous-tendent, mais une des trois composantes de la trilogie semble marquer le pas : la production est encore faible au regard des importants investissements réalisés par l'Etat pour rénover le site. Ainsi, le système de guidage des filets de pêche n'est produit qu'à raison de deux par semaine.

Le triangle n'est pas « équilatéral ». Alf Johanson en est conscient mais estime que son équipe travaille pour le moyen et le long terme. Il est sûr que certains des produits développés pourront être fabriqués en série dans les entreprises ayant apporté l'idée et pourront même être exportés. Mais pour le moment le projet Lindholmen est encore au stade du post-démarrage. Il n'a pas vraiment pris sa vitesse de croisière.

Même si le chantier ne résonne plus du grésillement des soudures, du martèlement des tôles et du grincement des grues géantes, le lieu revit sous une autre forme : on y prépare l'avenir... Et il n'a pas été réduit à l'état de friches industrielles comme tant d'autres.

GUY DE FARAMOND.

COMMANDES D'AVIONS

Airbus est content, Boeing aussi

QUEL tintamarre, le 11 septembre dernier, lorsqu'on apprenait que la compagnie américaine manifestait l'intention d'acquérir *91* biréacteurs de la famille Airbus ! Quelle magnifique croupière taillée au géant américain Boeing dont le dynamisme avait assuré un quasi-monopole dans les cieux des Etats-Unis ! N'en déplaise aux amateurs de belles empoignades, Goliath se porte aussi bien que David. Parce que le trafic aérien des compagnies aériennes du monde entier a augmenté en 1984 de 8,5 %. Parce que les compagnies membres de l'IATA enregistreront pour la première fois depuis trois ans des bénéfices : 1 milliard, 1 milliard et demi de dollars.

Des perspectives commerciales presque roses, des rentrées financières : il n'en fallait pas plus pour que les transporteurs aériens pensent à renouveler leurs machines dont certaines consomment beaucoup de kérosène et ne répondent plus aux nouvelles normes de bruit édictées par les Etats occidentaux.

Après la traversée du désert

Plus que le contrat Panam, qui est toujours en négociation, ce sont les carnets de commandes d'Airbus et de Boeing qui prouvent cet intérêt renouvelé des compagnies aériennes pour des avions flambant neufs.

Chez Airbus Industrie, on sable le champagne. Le retournement du marché a *été* véritablement spectaculaire en *1984* après une traversée du désert en 1982 et en 1983. En effet, on a enregistré 35 commandes fermes contre 18 en 1983, 17 en 1982 et 42 en 1981. Le creux est moins prononcé au niveau des livraisons d'appareils, car Airbus a pris soin de ralentir les cadences de production : 48 avions ont été livrés en 1984, au lieu de 38 en 1983, et 46 en 1982.

Sur les 35 appareils commandés en 1984, 7 sont des A 300 (dont 4 pour Panam) ; 4, des A 300-600 ; 10, des A 310, et 14, des A 320. Apparaît *pour la première fois*, dans le panorama industriel d'Airbus, le A 320, biréacteur court-courrier de 150 places, dont les systèmes de pilotage et de maintenance s'annoncent comme très perfectionnés. Acheteurs du dernier-né de la compagnie Airbus : Air France, Air Inter, British Caledonian, Cyprus Airways, Inex Adria. Mise en service : 1988.

En ce qui concerne le programme Panam, M. Pierre Pailleret, directeur commercial d'Airbus Industrie, en a précisé le déroulement. Les quatre premiers A 300 B 4 livrés ont décollé, le 21 décembre, de Toulouse. *« Ils ont été intégralement payés pour la somme de 160 millions de dollars par la société américaine de leasing qui les loue à Panam,* a déclaré M. Pailleret. *Huit A 300 B 4 et quatre A 310-200 supplémentaires seront fournis à Panam avant la fin du premier semestre 1985 pour un montant de 680 millions de dollars. »* La deuxième partie du contrat pourrait être conclue au printemps 1985. *« Il devrait porter sur la commande de douze A 310-300 et de seize A 320-200 représentant 1 milliard de dollars environ ».* A ce tableau, il convient d'ajouter des options d'achat sur treize A 310-300 et trente-quatre A 320.

Vivent les petits appareils !

Le consortium européen *Airbus* Industrie, qui réunit l'Aérospatiale (France), Messerschmitt-Bolkow-Blohm (RFA), British Aerospace (G-B) et Casa (Espagne), aimerait, au vu de ce palmarès, augmenter les cadences de fabrication qui avaient été réduites à trois avions par mois. En attendant de porter la production mensuelle à dix appareils... en 1990.

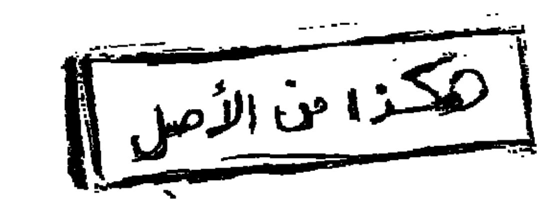
Chez Boeing, on change d'échelle, mais pas de registre : *« 1984 aura finalement été, sinon un grand cru, du moins une bonne année »*. On y annonce *169* commandes d'appareils à réactions commerciaux, après 151 commandes en 1983 et 108 en 1982. Le « petit » 737 se taille la part du lion avec 135 achats. Le Jumbo vient derrière avec 22 achats, mais devant les derniers-nés, le 767, avec 10 achats et le 757, avec 2 achats. La valeur de l'ensemble de ces avions atteint 5 780 millions de dollars. 69 % des commandes ont été passées par les compagnies aériennes américaines.

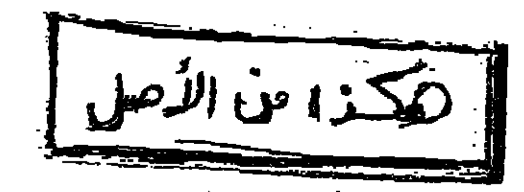
La demande d'avions neufs ne se contente pas de retrouver de la vigueur. Elle se modifie. Boeing note que le dérèglement du transport aérien aux Etats-Unis a favorisé la vente d'appareils de petite capacité, car le trafic a crû faiblement et les petites compagnies qui se sont créées ont limité leurs investissements. C'est ce qui a fait l'engouement pour le 737, *« courrier le plus silencieux et le plus économe en carburant dans sa catégorie, consommant jusqu'à 30 % de moins que les appareils plus anciens de dimensions identiques »*, selon le constructeur.

Airbus note, pour sa part, que *« les compagnies n'achètent plus un type d'appareil pour des liaisons spécifiques, mais ils souhaitent une flexibilité pour répondre aux besoins de l'ensemble de leur réseau ».* Il leur faut pouvoir jongler avec le fret et les passagers et s'adapter rapidement aux fluctuations de la demande, car il en coûte très cher de faire voler des sièges vides sur l'Atlantique nord. Peut-être est-ce pour cela qu'Airbus a décidé de pousser en priorité son projet TA-11, quadriréacteur long-courrier qui emporterait, vers 1990, deux fois moins de passagers que le Boeing 747, mais pour un coût au siège identique. *Il* ne manque plus que *les* crédits pour le construire...

ALAIN FAUJAS.







Accroître le rôle de l'ECU

Plusieurs années de négociations auront été nécessaires pour qu'un groupe de dix banques européennes et américaine (la Morgan), présidé par le Crédit lyonnais, mettent au point un projet de compensations internationales des paiements en ECU sur le modèle de ce qui existe pour chaque monnaie nationale.

Chaque jour, les positions des banques françaises (pour citer leur exemple) les unes par rapport aux autres sont soldées par un virement de leurs comptes respectifs à la Banque de France. Un système partiellement analogue pourrait être administré par un ensemble de banques commerciales (les *dix-huit pour commencer*), *dont les comptes* seraient tenus par la Banque des règlements internationaux de Bâle, étant entendu — différence capitale — que la BRI ne jouera pas à l'égard de ces établissements le rôle de prêteur de dernier recours, qui fait partie des attributions d'une banque centrale.

Les instituts d'émission des pays de la CEE ont donné leur accord au projet, y compris la Bundesbank, très réservée sur l'ECU, dans lequel elle ne voit guère plus qu'une formule d'indexation, et l'indexation des contrats est interdite formellement en Allemagne.

L'auteur de l'article qu'on lira ci-dessous a participé activement aux travaux préparatoires. Sous-directeur au Crédit lyonnais, il s'exprime ici en son nom personnel.

FAUTE de perspectives, l'Europe est en crise. *L'arrivée à la* Commission d'une nouvelle équipe et d'un nouveau président, en la personne de M. Delors, devraient *lui permettre de reprendre* l'initiative dans le domaine monétaire. Pourquoi une initiative monétaire : parce que l'*intégration par la monnaie est* au stade actuel la plus efficace et probablement la seule possible.

D'abord, elle s'inscrit dans la continuité de la construction européenne : on a fait l'Europe des hommes et des marchandises, il faut *maintenant faire* l'Europe des capitaux. Au moment où l'Europe est en train de rater la révolution technologique où se joue son avenir, l'unification des marchés financiers par la libre circulation des capitaux est indispensable à une meilleure mobilisation et une meilleure allocation des ressources à l'échelle européenne.

Ensuite, le facteur monétaire est, au stade actuel du développement européen, l'instrument d'intégration le plus efficace, aussi bien à l'intérieur de la *Communauté entre* pays membres qu'à l'extérieur à l'égard des pays tiers, à commencer par les Etats-Unis. Soumis à la contrainte de change, à la contrainte monétaire, les gouvernements européens sont naturellement conduits à pratiquer des *politiques plus* convergentes. La France en est le meilleur exemple. C'est aussi le seul moyen d'assurer aux économies européennes une *certaine autonomie vis-à-vis* de la politique économique américaine, de les protéger contre les mouvements *erratiques du dollar et* des taux d'intérêt trop élevés.

Si l'intégration monétaire est *nécessaire*, elle est aussi *possible. Car la monnaie européenne existe.* Ce que le législateur n'a pas su faire, l'entrepreneur, le banquier, l'ont fait. Il n'est pas nécessaire de rappeler l'apparition de l'ECU dont on peut penser qu'il a peu à peu acquis tous les attributs d'une monnaie de plein exercice. En quelques années l'ECU a pris l'une des premières places dans les transactions internationales, que ce soit sur les marchés *financiers internationaux, dans* le financement et la facturation du commerce international ou sur le marché des changes... et il commence à pénétrer le marché des particuliers. Le succès de l'ECU tient en un mot : la stabilité. Grâce aux mécanismes du SME, grâce au développement d'un marché privé, l'ECU est maintenant l'instrument de transaction et de financement le plus stable, *offrant ainsi* un véritable substitut au dollar.

Il faut reprendre le plan Werner là où on l'a abandonné : comment aujourd'hui se rapprocher d'une monnaie commune. Sans doute certains aménagements du SME sont envisageables :

— augmentation du pourcentage des *règlements en ECU entre* Banques centrales.

— réajustement de la rémunération des dépôts en ECU des Banques *centrales auprès du* FECOM.

— ouverture des dépôts en ECU aux Banques centrales n'appartenant pas au Marché commun.

Mais l'utilisation de l'ECU *par* les agents économiques a déplacé les termes du problème. Prenant le relais d'un SME qui s'est arrêté à mi-chemin, les entreprises, les particuliers, ont emprunté un raccourci. Il ne suffit plus de perfectionner le SME, il faut aussi se demander comment faciliter l'utilisation de l'ECU dans les transactions internationales, *comment* rapprocher l'ECU « public » de l'ECU « privé ».

Un exemple parmi beaucoup d'autres : *si les prix agricoles communs* étaient exprimés en ECU, j'entends en véritables ECU, en *ECU de marché, et non en ECU* « verts » fixés de façon discrétionnaire par les pouvoirs publics, on pourrait supprimer les montants *compensatoires.*

Dans l'état actuel des choses, un compromis devrait être trouvé sur les bases suivantes :

Reconnaissance de l'ECU par tous les Etats membres et participation de toutes les monnaies

Seule de tous les Etats européens, l'Allemagne n'a pas encore reconnu l'ECU. Il peut paraître surprenant que *l'ECU* soit *utilisé aux Etats-Unis*, au Japon, en Australie, en Union soviétique, ... mais pas en Allemagne. Laissons de côté le *motif officiel qui assimile* l'ECU à une indexation contraire à la loi monétaire de 1948. Les experts s'accordent à penser que le même texte permettrait une lecture différente. Ce qui est en jeu, c'est la maîtrise de la politique monétaire.

Pour la Bundesbank, une monnaie commune suppose une plus grande convergence des politiques économiques européennes. Sans doute, mais l'argument peut se *retourner : si* nous avions un taux d'inflation identique, nous aurions des taux de change fixes et nous n'aurions plus besoin de *monnaie commune.* C'est précisément en établissant une contrainte monétaire que l'on amènera les gouvernements à rapprocher leurs politiques conjoncturelles. Ainsi a-t-on pu constater ces derniers mois un rapprochement signifi*catif des politiques économiques et* une réduction sensible des écarts des taux d'inflation.

Le sterling fait partie de l'ECU mais non du SME (*ce qui est d'ailleurs une cause d'instabilité de* l'ECU). La Grande-Bretagne justifie sa position par la nature particulière du sterling : pétrodevise et monnaie de réserve, *qui lui imprime* des mouvements particuliers (comme on a encore pu le constater ces temps derniers où le sterling s'est trouvé pris entre la hausse du dollar et la baisse du pétrole). Là aussi il s'agit surtout de préserver l'autono*mie traditionnelle* de sa politique monétaire à l'encontre de ses partenaires européens. Mais les choses ont *bien changé depuis que le* Royaume-Uni est entré dans le Marché commun : la part de ses échanges commerciaux avec les autres pays de la Communauté a doublé et approche de la moitié. En outre, le cabinet de Mme Thatcher pratique une *politique économique* très proche de celle de l'Allemagne.

Libération des mouvements de capitaux

Si le Royaume-Uni rejoignait le SME (*éventuellement* avec des marges élargies), le sterling pourrait alors bénéficier des nombreuses facilités de crédits communautaires *pour maîtriser les fluctuations* à court terme liées au prix du pétrole. *En outre, la place de Londres* serait la principale bénéficiaire d'une libération des mouvements de capitaux et de l'unification des marchés financiers européens.

C'est le contrôle des *changes tel qu'il est pratiqué* en France et à des titres divers, en Italie, au Danemark, en Irlande, qui est en cause.

La mise en œuvre des ressources technologiques et industrielles de l'Europe exige un marché unifié des capitaux et donc un allégement du contrôle des changes. Or il se trouve que le franc se tient bien au sein du *serpent : il en sera* ainsi aussi longtemps que le dollar restera fort et que la France maintiendra une politique économique *compatible* avec celle de ses voisins. Tout changement de parité (inévitable) pourra donc se faire « à froid », dans la *concertation* et avec le concours de tous. Dans ces conditions, les autorités françaises devraient pouvoir envisager le démantèlement progressif du contôle des changes. A titre transitoire, le gouvernement pourrait ouvrir les opérations en ECU aux *résidents*. Il a *d'ailleurs montré* la voie en autorisant récemment le placement des émissions en ECU des organismes européens sur le *marché français* en exonération de la devise-titre. En contrepartie, le gouvernement français pourrait être assuré de l'assistance des autres pays européens, dès lors que serait adoptée une politique commune envers le dollar.

Politique commune face au dollar

La plupart des mouvements de change entre monnaies du SME ont une cause étrangère, à savoir les *fluctuations du dollar. Lorsque* le dollar baisse, le deutschemark monte et le franc baisse dans le serpent (*les arbitrages ne se répartissent pas* également entre les monnaies européennes), provoquant ainsi des tensions insupportables au sein du SME. *Il n'y aura donc pas de monnaie commune* tant qu'il n'y aura pas de politique commune en ce qui concerne le dollar.

Pour assurer la défense de leurs monnaies, les Banques centrales ont des accords de SWAP (1) avec la Federal Reserve américaine, le dollar servant de monnaie d'interven*tion sur le marché* des changes. Il serait souhaitable de regrouper ces accords de SWAP et de leur substituer des lignes *dollar/ECU* qui seraient gérées par le FECOM, renforcé d'un bureau permanent agissant sur instructions du Conseil des gouverneurs.

En regard de l'objectif poursuivi, ces propositions paraîtront modestes, mais *elles* ont un avantage : *elles* sont possibles. En effet, elles répartissent équitablement avantages et concessions, et elles ne contiennent *rien de fondamentalement inacceptable* pour des gouvernements européens qui sont d'accord sur les principes, s'ils se séparent sur l'opportunité. Or les circonstances sont particulièrement favorables : les Etats-Unis pratiquent une politique *économique isolationniste*, les économies européennes pour une fois sont en phase, enfin la construction européenne est l'un des rares domaines qui bénéficient d'un certain consensus de la classe politique, tous partis confondus. Profitons-en.

DOMINIQUE RAMBURE,
président du groupe de travail pour le Clearing ECU, sous-directeur du Crédit lyonnais.

(1) Par un accord de SWAP, deux banques s'engagent à se prêter mutuellement leurs monnaies respectives pour le même montant et la même période (généralement courte : trois mois renouvelables). C'est un moyen d'éviter de puiser dans les réserves de change pour défendre une parité.

Renforcer le SME en le rendant plus souple pour mieux résister au dollar

(Suite de la page 13.)

Mais le handicap qui pèserait, *consécutivement* à une *surévaluation* monétaire, sur la compétitivité du système productif, sur les capacités exportatrices de *ces économies* — notamment de la France, — sans négliger les lourdes menaces d'un mécontentement social, devrait dissuader d'emprunter cette voie dangereuse.

Une nouvelle conjoncture monétaire internationale, désormais envisageable, pose donc la question d'une rupture éventuelle du système monétaire européen.

Un réceptacle pour les capitaux internationaux

Une telle perspective plaide incontestablement en faveur d'une plus grande autonomie monétaire de l'*Europe. Pour ce faire, il s'agit de* constituer un écran vis-à-vis des mouvements pervers de capitaux, de manière à éviter que ceux-ci ne se portent que sur les monnaies fortes.

Aussi le développement de l'usage privé de l'ECU, représentatif des monnaies *européennes, répond-il* à cet objectif, pouvant être en quelque sorte ce réceptacle suffisamment attractif pour les capitaux internationaux.

Déjà, le marché de l'ECU a conquis une autonomie réelle par rapport à ceux des monnaies *qui le* composent, et son expansion, au cours des années récentes, a même été vive. Car cette unité de compte européenne apparaît comme un réducteur d'incertitudes. Elle est un panier de monnaies, ne l'oublions pas, et, en tant que tel, elle permet, dans une période instable, tant pour les débiteurs que pour les créanciers, de partager les risques de change. Cependant, les prêts en ECU sur les euromarchés ne représentent que *10 milliards* et les obligations un peu plus de 3 milliards ; et si les intermédiaires financiers, des entreprises à *vocation européenne*, prennent des initiatives intéressantes, le recours à des opérations libellées en unités de *compte européennes demeure* limité.

La réalité commande un essor accéléré de l'ECU privé. Avec, en particulier, l'ouverture de comptes à terme et de comptes sur livret, la généralisation de chèques de voyage et d'autres moyens de paiement internationaux, et même la création de titres financiers (sans qu'il y ait pour autant libre circulation de ces actifs).

Dans la lignée d'opérations engagées, les gouvernements pourraient lancer des emprunts groupés, souscrits sur chaque marché et cotés simultanément sur les différentes places. Dans le même esprit, l'émis*sion de bons du Trésor* libellés en ECU, dont le produit serait réparti entre les Etats, pourrait être assuré*ment développée.*

Il est vrai, au passage, que le développement souhaitable de l'usage de l'ECU impliquerait la mise en place d'une institution pour dénouer les opérations de compensation entre les banques : *a priori*, la Banque des *règlements internationaux* semble, à ce stade, l'établissement le mieux en place pour jouer ce rôle.

Voilà néanmoins quelques propositions susceptibles de capter des capitaux.

Dans une phase ultérieure, rien *n'interdit d'envisager la facturation* en ECU des transactions commerciales. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut mettre les bouchées *doubles pour* abriter davantage l'Europe des fluctuations du dollar et des taux américains.

De ce point de vue, l'usage accru de l'ECU « privé » ne peut aller de pair qu'avec un rôle étendu de l'*ECU « officiel » en tant que liquidité* européenne.

Le bouclier

Il s'agirait de faire prendre en compte quelques orientations essentielles :

● Le règlement en ECU des interventions *intracommunautaires* des banques centrales européennes sur les marchés des changes, jusqu'à présent *réalisées essentiellement* en dollars.

● La rémunération des avoirs en ECU de ces banques centrales auprès du Fonds *européen* de coopération monétaire sur la base des taux du marché (et non sur celle de la *moyenne des taux d'escompte*), afin de rendre ces placements attractifs pour les pays membres du SME.

● *Le remboursement en ECU* des emprunts à très court terme entre banques centrales (accepté aujourd'hui à concurrence *de 50 %* seulement).

● Le libellé en ECU des prêts consentis aux pays en voie de développement ou des contributions des Etats européens aux organismes internationaux.

Toutefois, ces *résolutions* impliquent immanquablement la révision du mode de création de l'ECU. Contrepartie des apports en or et en dollars constitués chaque trimestre par les Banques centrales auprès du Fonds européen, la création de l'*ECU « officiel » est effectivement* précaire et échappe à toute régulation rationnelle, étant données les variations en volume et en valeur des apports. Il faudrait absolument stabiliser le système en fixant tant pour *le volume* que pour *la valeur* des apports une période de référence longue, et il importerait aussi de l'élargir en augmentant la masse des *réserves.*

Ajustements plus fréquents

A partir de là, le « bouclier monétaire » *conférerait une plus grande* autonomie à l'espace européen.

Mais la même logique qui conduit à proposer des rapports de change plus équilibrés et stables entre les grands blocs monétaires s'impose afin que prévalent à l'intérieur du SME *des parités* avant tout réalistes.

Le SME, on ne peut l'ignorer, a également été la source de contraintes trop fortes pour les pays membres souffrant d'une compétitivité insuffisante de leur appareil *productif. Ce fut* le cas de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Comme le reconnaissait un ministre ouest-*allemand de l'économie*, le SME a fonctionné, depuis sa création, comme une « *merveilleuse machine à subventionner les exportations allemandes* ».

De nos jours encore, la persistance de différences de taux d'inflation *et* de déséquilibres commerciaux importants au sein de la Communauté crée des distorsions *profondes, en surévaluant* ou en sous-évaluant les différentes monnaies européennes les unes par rapport *aux autres. Les tensions* potentielles que renferme le SME, compte tenu de l'étroitesse des *marges de fluctuation* (*c'est-à-dire* plus ou moins 2,25 % de chaque monnaie autour de parités moyennes *se référant à l'ECU*) *dans un* cadre de fonctionnement rigide, peuvent déboucher « à chaud » sur une crise *des changes, au détour d'une* situation monétaire internationale nouvelle.

Le réalisme voudrait qu'au sein du SME soit adopté un système de changes ajustables périodiquement en fonction de critères objectifs (*différences de taux de hausse des prix,* évolution des balances des opérations courantes). Ces critères affichés, les *ajustements, déterminés* par une institution communautaire, seraient ainsi banalisés et les parités réelles des monnaies *européennes* stabilisées ; la spéculation ne jouerait guère.

Et, pour que, dans les pays qui dé*valueraient*, un processus cumulatif dépréciation monétaire-inflation ne se forme pas, les évolutions des re*venus nominaux devraient* être strictement déterminées en fonction du mouvement des prix, mais en distin*guant, comme en* Suède, ce qui, dans l'augmentation du coût de la vie, résulte, après une dévaluation, *de la hausse des prix des produits* importés. Puisque le renchérissement des importations correspond à un prélèvement supplémentaire par l'extérieur sur l'économie du pays qui a dévalué, on ne peut pas faire comme si cette ponction *n'était* pas opérée, en laissant les revenus suivre les prix, à moins d'alimenter la spirale inflationniste et d'aboutir à une nouvelle dévalorisation monétaire.

De toute façon, avant l'instauration d'un tel mécanisme de changes *ajustables, le système actuel* des parités devrait être corrigé afin de ne pas partir sur une base déséquilibrée.

D'aucuns auraient tort, par ailleurs, d'estimer que l'existence des changes ajustables dans le cadre du SME s'opposerait au développement du rôle international de l'ECU. Quelle différence de nature y aurait-il avec le fonctionnement actuel où interviennent bien — mais trop tardivement et insuffisamment — des ajustements de parité ? Pourtant, l'ECU « privé » a connu un réel essor ; et la modification récente de la composition de l'ECU n'a pas non plus entraîné de perturbations majeures. Comme quoi ce système réformé, *plus souple*, plus réaliste, plus adapté aux caractéristiques structurelles des appareils productifs, *devrait être appréhendé*, sur le plan de la technique monétaire, comme un simple changement dans la composition de l'unité de compte.

Le meilleur service à rendre au SME est de le faire vivre, pour qu'il *rende service* à l'Europe, *et dans* l'Europe à la France. Plus d'ECU, plus d'identité, plus de coopération *européennes, moins de rigidités.* Pour affronter l'épreuve éventuelle : résister à la décrue du dollar ; et *pour satisfaire à l'exigence du* développement équilibré : réussir des politiques concertées offensives.

JEAN-PAUL PLANCHOU.



Point de vue

ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE

Un plan de sauvetage européo-nippo-américain

Par HERVÉ DE CARMOY (*)

LE problème de l'endettement des pays en voie de développement ne comporte pas de solution de facilité. A terme, la méthode pour relever ce défi passe par une approche intégrée, volontariste et généreuse... même si elle paraît aujourd'hui marquée d'un soupçon d'utopie.

Depuis trois ans, le déficit de la balance commerciale américaine assure un répit aux pays en voie de développement confrontés aux problèmes d'endettement. 300 milliards de dollars environ sont ainsi sortis des Etats-Unis permettant, par exemple, en 1984, à des pays comme le Brésil et le Mexique d'obtenir un *surplus de leur balance* commerciale de 12 et 14 milliards de dollars respectivement, face à des charges d'emprunts de 11 et 13 milliards de dollars. La politique américaine et l'habileté du Fonds monétaire international ont eu le mérite inestimable d'éloigner les effets les plus alarmants de la crise de l'endettement. Cependant, celle-ci n'est pas résolue pour autant : près de la moitié des 1 000 milliards de dollars, montant de l'endettement mondial, sont dus par un petit nombre de pays dont les capacités de remboursement sont *pour le moins aléatoires. Leurs* systèmes politiques et sociaux ont été amenés à la limite du supportable par les nécessités du remboursement. De plus, le coût humain de la politique actuelle est exorbitant, d'autant que les perspectives de croissance durable apparaissent lointaines. Il y a plus : une volte-face de la politique économique américaine ne peut être exclue. Elle entraînerait *sans doute une correction sensible* de la surévaluation du dollar, et donc une réduction du déficit de la balance commerciale américaine.

Quelles solutions adopter ? Celles qui reposent sur une approche volontariste à long terme et multilatérale *se heurtent au refus ferme et définitif* de la principale nation prêteuse. Les Etats-Unis affirment, en effet, leur volonté de réduire le domaine d'intervention publique à l'avantage du jeu des marchés. L'économie de marchés est, certes, nécessaire pour *promouvoir le processus de création* de richesse. Mais elle n'est sans doute pas suffisante. Une approche complémentaire paraît nécessaire à terme, dont les contours essentiels peuvent être ainsi tracés :

Les Etats-Unis, le Japon et la Communauté *économique européenne* s'engageraient à prêter 30 milliards de dollars chaque année, sans intérêt, à un nombre restreint de pays. Ces derniers effectueraient, en contrepartie, un ensemble de réformes indispensables pour promouvoir une croissance économique et sociale durable.

Cinq caractéristiques permettront de préciser cette proposition générale de *traitement de l'endettement* international.

a) **Une action « tripartite ».** Elle se justifie d'abord par une volonté d'efficacité : les trois sous-ensembles retenus constituent, en effet, près de 60 % du produit mondial. L'action tripartite est justifiée ensuite par la diversité et la complémentarité des apports que ces trois partenaires essentiels peuvent faire. Enfin, un tel *projet pourrait constituer pour les* pays européens une occasion de rapprochement.

b) **Un engagement décennal.** Une durée indéterminée conduirait les pays débiteurs à penser qu'il s'agit d'une forme déguisée de don. Ils seraient alors enclins à sacrifier l'efficacité à la séduction de la dépense facile. De leur côté, les pays prêteurs y trouveraient motif à interrompre *les opérations à leur gré, une* fois trouvé un quelconque prétexte.

Cependant, il faut du temps pour qu'un certain nombre de réformes fondamentales, souvent d'ordre social et culturel, soient préparées et réalisées par les pays aujourd'hui débiteurs. *Leur mise en œuvre concomitante* à une politique d'investissement judicieusement choisie est une condition nécessaire du succès.

c) **Un rythme annuel de 30 milliards de dollars.** La mise à la disposition des pays aujourd'hui les plus endettés de 30 milliards de dollars par an pendant dix ans, sous la forme de prêt sans intérêt à échéance de vingt ans, n'a pas de justification scientifique. Remar*quons simplement que ce montant* paraît être à la mesure des problèmes posés par l'endettement mondial, pour trois raisons essentielles. L'ordre de grandeur, 300 milliards de dollars de prêts consentis sur une période de dix ans à taux d'intérêt nul, constitue une masse de manœuvre suffisante pour traiter en profondeur un endettement de 500 milliards de dollars. Le niveau des sommes engagées *rend* l'effort crédible aux yeux des nations les plus fortement débitrices ou de celles dont les problèmes de développement *sont les plus significatifs*, tels que le Mexique, le Brésil, l'Inde ou l'Indonésie.

Enfin, argument simple, mais important : ce chiffre de 30 milliards de dollars se prête aisément... à une division par trois ! Une contribution de 10 *milliards de dollars chaque* année paraît être tout à fait à la mesure de la capacité des trois partenaires. Elle correspond, en effet, à peu près à 0,3 % du produit national américain, un peu plus pour l'Europe et pas plus de 1 % pour le Japon, le niveau de la participation japonaise se justifiant par sa moindre contribution à une défense du monde libre dont il profite.

d) **Un accord de réciprocité.** *Les* années qui viennent de s'écouler ont à nouveau montré quel pouvait être le gaspillage de toutes les formes d'aide lorsque aucun contrôle ne s'opérait sur leur usage par les pays receveurs. Mais on sait aussi que *l'existence d'un contrôle unilatéral* conduit souvent soit à des formes mal déguisées de néocolonialisme, soit à un refus pur et simple des pays qui pourraient en être les bénéficiaires.

Il convient de choisir entre ces deux écueils la voie d'un « contrôle accepté ». Il serait fondé sur un engagement contractuel comportant des objectifs et des réformes claires ayant reçu l'accord de l'ensemble *des forces politiques du pays bénéficiaire*, un représentant de l'opposition attestant par sa présence aux négociations de la réalité du consensus.

e) **Un comité d'action pour la croissance économique et le développement humain.** La croissance soutenue ne naît pas automatiquement de la disponibilité de ressources financières ; autrement dit, *la monnaie ne fait point la croissance*. Le processus de création de richesse exige des hommes un engagement collectif, une éthique, de la ténacité, de l'invention. Toute modification notable des programmes économiques, même accompagnée de prêts supplémentaires sans intérêt, ne peut à elle seule provoquer l'expansion durable de chacun des pays aujourd'hui gravement débiteurs. Des changements profonds de nature politique, sociale et culturelle sont, en effet, un complément indispensable.

Un tel programme à long terme et d'une grande envergure doit donc posséder son maître d'œuvre, guetteur attentif de tous les changements économiques, politiques, sociaux et humains. Plusieurs facteurs militent en faveur de la création d'un organisme spécifique.

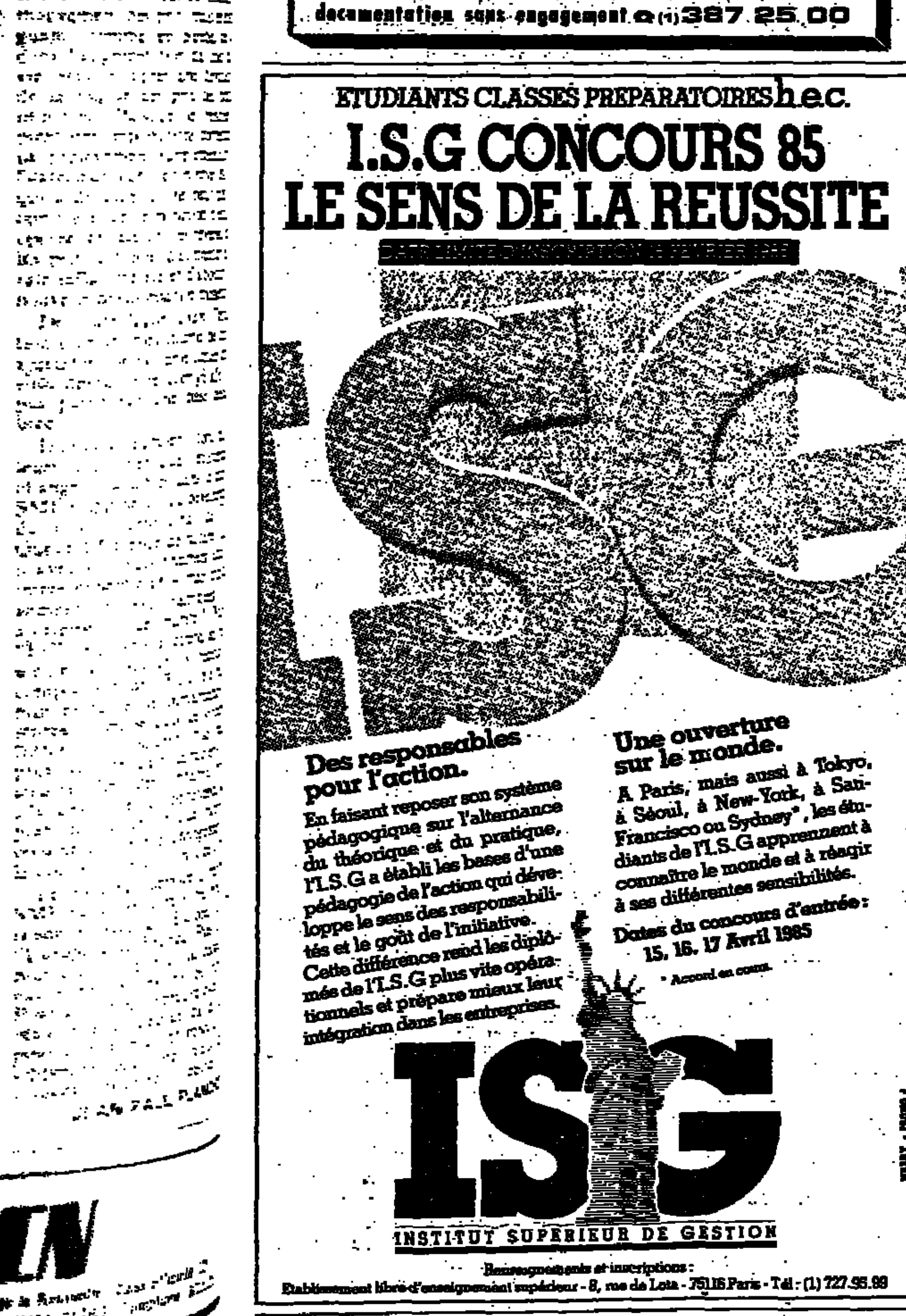
Les organisations internationales existantes ne peuvent, en effet, remplir pleinement ce rôle : elles reflètent la configuration du pouvoir immédiatement postérieure à la deuxième guerre mondiale. De plus, l'expérience montre la faible efficacité actuelle des grandes bureaucraties, en particulier multinationales ; *la nécessité de concevoir une structure* plus souple et davantage orientée vers l'action apparaît donc.

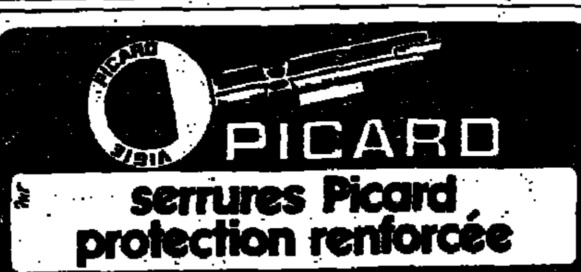
Enfin, une telle capacité d'action permettrait de faire pénétrer dans le domaine, ô combien stratégique ! de la participation à l'action mondiale des hommes de haut niveau dont l'expérience n'est pas à l'heure actuelle sollicitée.

Cela dit, le comité pour l'action devrait travailler de concert avec certaines organisations existantes, en choisissant des priorités complémentaires, et notamment la Banque mondiale, la Banque du développement asiatique et la Banque du développement européen. Son personnel serait limité à environ une centaine de responsables.

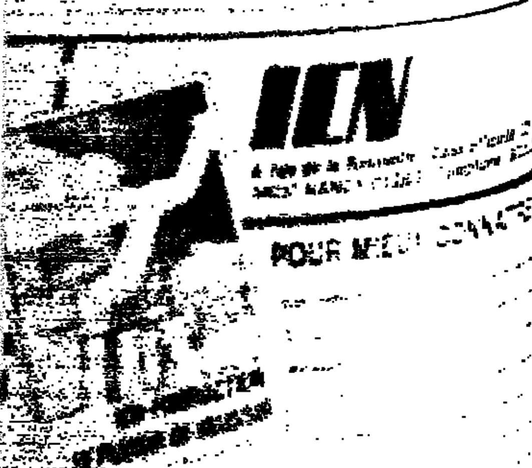
Un tel programme, décrit ici à grands traits, pourrait contribuer à préserver la communauté mondiale des conséquences d'une crise grave de l'endettement. Il offrirait un cadre économique, éthique et humain propre à favoriser l'intégration dans la partie développée de l'univers d'un ensemble de nations et à assurer leur survie. Le comité devra établir clairement que les réformes par lui préconisées constituent le moyen de parvenir à une fin et non une fin en elle-même. S'il y réussit, alors ces propositions redonneraient à la communauté mondiale un supplément de force, de stabilité et d'âme.

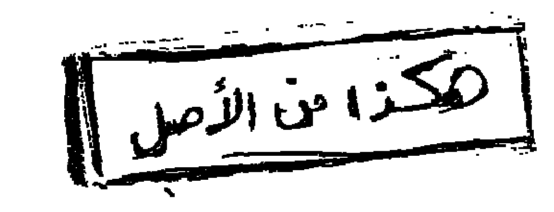
(*) Président du conseil de surveillance de Midland Bank S.A., membre du comité exécutif de Midland Bank Plc, Londres.











هكذا من الأصل

Le Monde

sports

TENNIS

McEnroe : le maître des maîtres

Correspondance

New-York. – L'Américain John McEnroe a gagné le Tournoi des maîtres au Madison Square Garden (New-York), dimanche 13 janvier, devant dix-huit mille spectateurs, en battant le Tchécoslovaque Ivan Lendl (7-5, 6-0, 6-4) en 1 h 53 min. C'est la troisième victoire de l'Américain dans cette épreuve après celles de 1979 et de l'année dernière. Un chèque de 100 000 dollars a été remis au vainqueur. Lendl a touché 60 000 dollars.

La remise des trophées des Masters a été l'occasion d'un touchant tableau familial. La mère du champion, Kay McEnroe, a été conviée aux côtés des officiels pour recevoir les clés de la voiture gagnée par son champion de rejeton et offerte par le commanditaire du tournoi. Le père de McEnroe, John senior, qui est l'agent de son fils, ne s'est pas mêlé aux personnalités pour la photographie du souvenir. Poutant il y aurait bien eu sa place, car il est apparu aux observateurs pendant les matches qu'il ne se contentait plus de gérer les affaires du numéro un mondial. On a remarqué des signes entre père et fils au cours du match avec le Suédois Jarryd. Sur une décision qu'il contestait McEnroe a interrogé des yeux son père qui lui fit signe, comme un juge de ligne dont la vision est bouchée, qu'il n'avait rien vu. Est-ce qu'à l'avenir le fils « relancera » l'arbitre sous l'impulsion du père ? John senior avait l'habitude de jeter les gants de base-ball sur les arbitres sportifs dont les décisions lui déplaisaient, à l'époque où John était au collège.

Le tennis de McEnroe, délié mais tonique, avec une instantanéité de gestes et un sens inouï de l'anticipation, n'ouvre, lui, aucune perspective à ses poursuivants. Depuis un an, l'Américain répète que, quand il joue bien, personne ne peut le battre. Il ajoute parfois, après avoir réalisé un match exceptionnel comme lors de sa victoire à Flushing Meadow sur Börg en 1981, et hier au Madison : *« J'avais le sentiment de pouvoir faire ce que je voulais. »*

Lendl, lui, a fait ce qu'il a pu. Ce n'est déjà pas rien, mais face à un McEnroe en état de grâce qui a gagné onze jeux d'affilée, de 4-5 au premier set jusqu'à 2-0 au troisième, c'est quand même peu.

Lendl avait remporté cette épreuve en 1982 et encore en 1983, en pulvérisant McEnroe. Depuis, l'Américain a gagné en sûreté dans son jeu du fond du court. Son service, et notamment une deuxième balle frappée à plat, est encore plus varié et « performant », et, chose capitale, il retourne les services canons du Tchèque.

Le voir avancer à la rencontre de l'engagement adverse, bras bloqué pour le revers comme un chevalier qui tient un bouclier, prêt, derrière, à sortir l'épée de la volée, est un spectacle étonnant. *« Il est libéré de toute crainte quand il sert bien »*, a dit Lendl. *« Rien alors ne l'arrête et il tente le tout pour le tout sur ses retours. »*

Dans les six sets de deux finales successives, ici, Lendl n'a pas réussi une seule fois à prendre le service de l'Américain. Dimanche, il a perdu le sien au onzième jeu du premier set, tout en réussissant cinq première balles sur six et, plus fort encore, au premier jeu du deuxième set, en ne servant que des premières balles. Un crève-cœur.

La première manche de Lendl fut pourtant excellente. Frappant lourdement mais variant intelligemment le poids et l'angle de ses attaques, servant bien, il aurait suffi d'un rien pour qu'il l'emportât. Au huitième jeu, par exemple, il ravit les deux premiers points de l'Américain au service. A 0-30, Lendl réalise un nouveau retour parfait, sec, rasant le filet, qui tombe « dans les lacets » de l'Américain. Mais McEnroe parvint à déposer une volée délicate hors d'atteinte du Tchécoslovaque. *« Il a de tels réflexes*, a dit Lendl, *il est si doué qu'il trouvera toujours la parade à toute nouvelle tactique. Et alors il faut chercher de nouveau une faille quelque part. »*

Même quand il semble handicapé, McEnroe reste inaccessible. Il s'est notamment poché l'œil au moment du service pour le gain du premier set. Une balle qu'il faisait rebondir sur sa raquette lui était retombé sur l'œil droit. Il a dû demander trois minutes de soins. *« Je ne voyais plus rien »*, a-t-il expliqué. Sa chaise fut vite entourée d'officiels inquiets. L'idée qu'une finale télévisée par une grande chaîne nationale (NBC) pourrait se terminer sur un incident aussi cocasse a fait courir un frisson d'inquiétude. Heureusement pour tout le monde, l'œil était intact et Lendl, qui était resté pendant tout ce temps en attente sur sa chaise, pouvait regagner sa ligne de fond. La punition ne faisait que commencer.

SKI ALPIN

Le genou de Pirmin

L'Autrichien Marc Girardelli, qui court sous licence luxembourgeoise, a obtenu, dimanche 13 janvier, à Kitzbuehel (Autriche), sa cinquième victoire de la saison et la troisième en slalom. Il s'est imposé dans une deuxième manche exceptionnelle. Avec 165 points, il ne compte plus que 14 points de retard sur le Suisse Pirmin Zurbriggen (179 points) au classement général provisoire de la Coupe du monde.

Le grand perdant a donc été Zurbriggen, qui a dû déclarer forfait en raison d'une blessure au genou gauche. Le skieur suisse s'était blessé, samedi, dans la deuxième descente de Kitzbuehel, qui lui avait permis de réaliser le doublé comme Karl Schranz en 1972 et Sepp Walcher en 1979. Opéré à Bâle le 13 décembre, le Suisse devrait néanmoins pouvoir participer aux championnats du monde de Bormio (Italie) du 31 janvier au 10 février.

Le « super-géant » de Pfronten à Michela Figini

La championne olympique de descente, la Suissesse Michela Figini, a brillamment remporté, dimanche à Pfronten (RFA), sa quatrième course de la saison au terme du deuxième « super-géant » comptant pour la Coupe du monde féminine de ski alpin, devant l'Allemande de l'Ouest Marina Kiehl et une autre Suissesse, Maria Walliser.

Les Françaises Anne-Flore Rey et Carole Merle ont pris respectivement les 11e et 12e places et marquent leurs premiers points en Coupe du monde.

LE TOURNOI DE PARIS DE JUDO

Tayot, Tayot, Tayot !

Trois Français, Hansen (moins de 65 kilos), Melillo (moins de 71 kilos), Canu (moins de 86 kilos), le Japonais Kida (moins de 60 kilos), le Sud-Coréen Lee (moins de 78 kilos), l'Allemand de l'Ouest Neurether (moins de 95 kilos) et le Soviétique Iaramenko (plus de 95 kilos) se sont imposés lors du Tournoi de Paris qui a eu lieu les 12 et 13 janvier au stade Coubertin.

Premier rendez-vous international depuis les Jeux olympiques, cette épreuve a été l'occasion pour chaque équipe de tester une nouvelle génération de combattants.

Parmi les quatorze Français qui sont montés sur les sept podiums, Lopes (moins de 60 kilos), Bozo (moins de 65 kilos), Tayot (moins de 78 kilos), Gledhill et Agostini (moins de 95 kilos) se sont ainsi mis en évidence en prenant la troisième place de leurs catégories respectives.

Depuis qu'une des plus grandes étoiles des tatamis, le Japonais Fujii, est apparue à l'occasion du premier Tournoi de Paris, en 1977, avant de briller dans quatre championnats du monde successifs, les amateurs de judo se rendent toujours au stade de la porte de Saint-Cloud avec le secret espoir de découvrir dans la « voie de souplesse » une nouvelle star. A cet égard, l'édition 1985 a été un peu décevante.

A la décharge des organisateurs, qui avaient pris sur eux d'inviter une quinzaine de champions étrangers non retenus dans les sélections nationales, il faut remarquer qu'il s'agissait du premier grand rendez-vous international de la nouvelle olympiade. Mais les entraîneurs de tous les pays tâtonnent encore pour former l'ossature des équipes qui s'aligneront aux Jeux de Séoul en 1988. Ils ont procédé à Paris à des essais dont certains seront sans lendemain. *« Cela explique l'évolution qualitative du tournoi. A l'origine, il n'y avait que trois grandes épreuves de même nature dans le monde. Aujourd'hui, on en compte dix de plus. Les équipes premières ne peuvent aller partout. La représentation semble moins forte, mais cela permet de tester des jeunes »*, a reconnu M. Pierre Guichard, directeur technique national de la Fédération de judo (FFJDA).

Des tests positifs pour les Français. Aux côtés des valeurs sûres comme Hansen, Melillo, Canu et Parisis et déjà confirmés au plan international, les sélectionneurs nationaux ont, en effet, mis de nouveaux espoirs dans le grand bain. *« Cette période de l'année leur est particulièrement favorable, car ils sortent des championnats d'Europe, et ils participeront aux championnats nationaux dans quelques semaines. Les jeunes sont au sommet de leur forme alors que les seniors ne le seront qu'en mars-avril »*, a noté l'ancien champion Jean-Louis Rougé, directeur technique national adjoint. Mais cette réserve ne s'adressait sûrement pas à Pascal Tayot.

Générosité et courage

Ce garçon longiligne avait déjà attiré l'attention du public de Coubertin, en avril dernier, à l'occasion des championnats de France. Il s'était en effet battu comme un lion contre le champion incontesté des mi-moyens Michel Kowak, véritable force de la nature, qui avait terminé le combat complètement épuisé. Autant de générosité et de courage face à un adversaire qui allait devenir, dans les semaines suivantes, médaille de bronze aux championnats d'Europe et aux Jeux olympiques ne pouvaient pas décevoir. Pascal Tayot a d'ailleurs confirmé ses qualités en montant sur la troisième marche du podium juniors européens et surtout en devenant champion du monde universitaire à Strasbourg en octobre dernier.

Dimanche, il a profité de l'absence sur blessure de Nowak et d'une faute de son dauphin, Michel Berthet, pour montrer qu'il a bien sa place parmi les grands. Pourtant, on ne lui donnait pas beaucoup de chances lorsque, affamé par deux jours de jeûne intégral pour passer sous la barre des 78 kilos, il s'est présenté devant le Sud-Coréen Lee. Futur vainqueur de la catégorie, celui-ci l'a d'ailleurs fait trébucher très nettement. Mais en repêchage, Tayot a fait un parcours exemplaire en battant successivement les autres vaincus de Lee, le Hongrois Fogarasi et le Français Marc Delvingt, puis le Soviétique Varaev, enfin, pour la troisième place, le Français Libert.

Originaire de Trappes, Tayot, âgé de dix-neuf ans, est un espoir comme on les aime rue des Plantes, au siège de la Fédération. Brillant et réservé à la fois. Comme Pascal Bozo, troisième en mi-légers, il est passé par la section sports-études du lycée Michelet de Vanves, où il a été entraîné par l'ancien international Michel Brousse. Il poursuit maintenant des études d'éducation physique à l'Institut national du sport (INSEP).

C'est un pur produit de cette filière judo qui suscite tant de jalousies dans les autres fédérations sportives. Les pieds sur terre : *« Je fais des études de gym avec l'intention d'enseigner, mais, en cas de blessure grave, c'en sera fini des compétitions et du professorat*, dit-il. *Il faudrait que, en engageant les athlètes de haut niveau dans les métiers du sport, on leur donne les moyens de se reconvertir s'ils perdent leurs qualités physiques accidentellement. »* Des rêves plein la tête : *« Je vais maintenant préparer les championnats de France pour battre Nowak cette fois. Après je changerai de catégorie pour ne plus avoir de problème de poids. »* Tayot retrouvera dans la catégorie des moyens Canu et Fournier qui se sont disputé la première place, samedi, et qui devront se méfier de ce combattant à la longue silhouette qui semble toujours pouvoir porter une attaque de plus que ses adversaires. Quant aux sélectionneurs, ils ont au moins l'assurance qu'avec des garçons de cette trempe comme les Lopes, Bozo, Gledhill et Agostini, cette olympiade se présente bien.

ALAIN GIRAUDO.

HALTÉROPHILIE

Radiations soviétiques

Deux des meilleurs haltérophiles du monde, les Soviétiques Anatoli Pissarenko, vingt-six ans, et Alexandre Kourlovitch, vingt-trois ans, ont été radiés à vie de l'équipe d'URSS pour « actions portant atteinte à l'honneur des sportifs soviétiques ».

Anatoli Pissarenko, détenteur de onze records mondiaux, champion du monde en 1983 en URSS, avait obtenu les trois médailles d'or de la catégorie, battant au passage le record du monde de l'arraché avec 206 kg.

Les deux athlètes avaient été arrêtés au début de décembre à l'aéroport de Montréal, alors qu'ils étaient venus participer au tournoi international de Toronto. Les douaniers avaient découvert dans leurs bagages des stéroïdes anabolisants pour un montant de 13 000 dollars. L'entraîneur Prilipine, qui a été pressenti par la fédération française d'haltérophilie pour entraîner les meilleurs Français en vue des Jeux olympiques de 1988, a été également limogé.

RUGBY

France-Galles compromis

Le froid et la neige qui sévissent actuellement sur la France contrarient l'organisation des compétitions sportives de plein-air. Trois matches sur vingt prévus dans le groupe A du championnat de France de rugby ont eu lieu dimanche 13 janvier. Le match France-Galles, première rencontre du Tournoi des cinq nations, pourra-t-il, dans ces conditions, se dérouler normalement, samedi 19 janvier, au Parc des princes ? Le terrain, qui est recouvert d'un centimètre de neige, est surtout gelé sur une épaisseur de quinze centimètres. Or la pelouse du stade de la porte de Saint-Cloud ne dispose pas des moyens nécessaires à son réchauffement. Si les conditions météorologiques ne s'améliorent pas dans les jours à venir, il est improbable que France-Galles ait lieu. La décision devrait être prise mercredi 16 janvier au plus tard.

LE RALLYE PARIS-DAKAR

Vedettes sur le sable

Le rallye Paris-Alger-Dakar (14000 kilomètres), qui a la réputation d'être une épreuve impitoyable, a tenu jusqu'ici toutes ses promesses. Le convoi composé de cent cinquante motocyclettes, de trois cent cinquante automobiles et de cinquante camions qui a pris le départ le 1er janvier, place d'Armes à Versailles, a perdu à mi-parcours près des deux tiers de ses participants. Ils restent moins de deux cents – cinquante-quatre motos et cent trente-huit autos et camions – à affronter la piste qui doit les conduire, le 22 janvier, à Dakar.

La tempête de sable qui a soufflé sur le désert du Ténéré, la semaine dernière, n'a pas atteint la violence de celles des années précédentes. Elle a néanmoins réduit la caravane dans à peu près les mêmes proportions. Les plus célèbres des concurrents ont été contraints à l'abandon. Le Belge Jacky Ickx et l'acteur Claude Brasseur, qui étaient venus au « Dakar » pour tester la nouvelle Porsche 959 en vue des grands rallyes, ont abandonné après que leur véhicule – moteur explosé et train avant hors d'état – eut percuté contre une barrière rocheuse à 160 kilomètres-heure. La deuxième Porsche en course, de René Metge, a manqué un contrôle et a écopé d'une pénalisation de trois heures. C'était la fin des ambitions de l'écurie ouest-allemande.

Le Français Bernard Darniche (Audi-Quattro) a été stoppé près de l'Arbre du Ténéré par une défaillance de son embrayage, puis par une rupture du pont arrière. Le Belge Guy Colsoul, qui pilote une Opel-Manta, a perdu la première place qu'il occupait depuis Tamanrasset en s'enlisant dans les sables. Rien n'est pour autant perdu pour l'une des rares deux roues motrices encore en course. Colsoul a mis à profit la première « spéciale » de la longue étape Agadès (Niger) – Gao (Mali) pour prendre la deuxième place derrière la Porsche de René Metge. Il n'a pas toutefois repris plus de quatre minutes aux Mitsubishi, qui, mine de rien, affichent leur ambition.

Réputés indestructibles, d'un poids de 1 200 kilos, d'une puissance de 220 ch, les 4×4 japonaises peuvent atteindre la vitesse de 190 kilomètres-heure. Actuels leaders du rallye, le Français Patrick Zaniroli et l'Anglais Andrew Cowan font en tout cas aujourd'hui jeu égal avec les Porsche, qui atteignent, elles, la vitesse de pointe de 200 kilomètres-heure.

Assistance interdite

Les motos non plus n'ont pas été épargnées par la malchance. Serge Bacou (Yamaha) et Gilles Lalay (Honda) se sont égarés, à leur tour, dans le désert et ont perdu vraisemblablement le rallye entre Dirkou et Iférouane (Niger). Bacou, qui a rejoint Agadès à 5 heures, samedi matin, a repris aussitôt sa moto pour rallier Gao. A cause d'une boussole déréglée, il s'était, en effet, retrouvé à 30 kilomètres de la piste principale, en compagnie de Henri Pescarolo (Land-Rover).

Le motard français, qui a pour habitude de dire qu' *« on ne gagne pas Paris-Dakar »*, mais que *« ce sont les autres qui le perdent »*, a, du coup, laissé le champ libre à l'Italien Franco Picco, également sur Yamaha. Avec Picco, leader, Andrea Marinoni, troisième, et Giampero Findanno, quatrième, Yamaha-Italie a placé ses pilotes. Mais cette situation pourrait bien être provisoire, car des camions d'assistance de l'écurie qui avaient abandonné auraient aidé les motards italiens à Agadès et Iférouane. Le règlement interdit l'assistance dans ces conditions et prévoit la mise hors course des concurrents.

Le Belge Gaston Rahier (BMW) se révèle le concurrent le plus sérieux pour le leader italien. Trente-quatre minutes seulement séparent les deux hommes. Hubert Auriol (Ligier-Caviga) n'a plus sa superbe des épreuves précédentes.

CYCLISME

LE TOUR DE FRANCE 1985 « MARCHERA » AU COCA-COLA

Coca-Cola, la « boisson officielle » de la plupart des grands événements sportifs, des Jeux Olympiques aux Coupes du monde de football, remplacera dès l'été prochain le traditionnel quart Perrier à l'arrivée des étapes du Tour de France. Après cinquante-deux ans de collaboration, la direction du Tour a décidé de mettre fin à son contrat avec la firme française pour en signer un autre, de trois ans, avec la filiale française de la grande marque américaine.

Pour justifier leur décision, les organisateurs du Tour évoquent leur désir d'internationaliser l'épreuve. Il est vrai que la Columbia, une filiale cinématographique de Coca-Cola envisage de tourner l'été prochain *Yellow Jersey* (le maillot jaune), un film sur le Tour dont le héros serait Dustin Hoffmann. Dans leur rêve de séduire l'Amérique, les organisateurs du Tour ont cependant oublié les coureurs : le Coca-Cola qui leur sera généreusement offert à l'arrivée contient, dans une proportion de 60 à 80 mg par litre, de la caféine, une substance recherchée dans les contrôles anti-dopage...

LES RÉSULTATS

Paris-Dakar

Étape AGADES - GAO
Spéciale AGADES - TCHIN TABARADEN

MOTOS

1. Chuck Stearns (E-U, Yamaha), les 316 kilomètres en 3 h 1 mn 25 s ; 2. Hubert Auriol (Fra., Ligier Cagiva), 3 h 5 mn ; 3. Jean-Michel Baron (Fra., Honda), 3 h 6 mn 55 s.

Classement général. – 1. Picco, 43 h 26 mn 35 s ; 2. Rahier, à 34 mn ; 3. Findanno, à 1 h 38 mn 27 s ; 4. Auriol, à 1 h 39 mn 17 s ; 5. Andrea Marinoni (Ita., Yamaha), à 1 h 41 mn 30 s.

AUTOS

1. Metge-Lemoine (Fra., Porsche 959), 1 h 5 mn 22 s de pénalité (temps imparti 2 heures) ; 2. Colsoul-Lopes (Bel., Opel Manta), 1 h 10 mn 20 s ; 3. Pescarolo-Fourtico (Fra., Land Rover Pacific), 1 h 14 mn 15 s.

Classement général. – 1. Zaniroli, 23 h 55 mn 22 s ; 2. Cowan, à 9 mn 22 s ; 3. Colsoul, à 40 mn 38 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Treizième journée)

*Orthez b. Stade Français ... 118-107
*Limoges b. Le Mans 115- 98
*Saint-Etienne b. Monaco ... 105- 96
*Vichy b. Tours 106- 87
*Avignon b. Mulhouse 101- 97
Villeurbanne b. *Antibes ... 83- 79
*Caen b. Challans 85- 84

Classement général. – 1. Limoges et Villeurbanne, 35 pts ; 3. Stade Français, 33 ; 4. Antibes, 31 ; 5. Challans et Orthez, 29.

Football

COUPE DE FRANCE
(Huitième tour)

Le huitième tour de la Coupe de France de football, perturbé par le report de dix-huit rencontres sur vingt-neuf, a été marqué, samedi 12 et dimanche 13 janvier, par trois surprises : Grenoble, Guingamp et Reims, équipes de division 2 ont en effet été éliminées par Annecy, le SO Maine-Le Mans et Compiègne, clubs de division 3.

Handball

COUPE D'EUROPE DES VAINQUEURS DE COUPE

En quart de finale (match aller) de la Coupe des vainqueurs de coupe, le FC Barcelone a battu, sur son terrain, l'USM Gagny (25 à 17).

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-deuxième journée)

*Chamonix b. Français Volants .. 10-3
Gap b. *Tours 8-5
*Villard-de-Lans b. Amiens 6-3
*Saint-Gervais b. Briançon 11-3
*Viry et Megève 5-5
Grenoble b. *Caen 10-3

Classement. – 1. Saint-Gervais, 38 pts ; 2. Gap, 33 ; 3. Megève, 32 ; 4. Français Volants, 29 ; 5. Grenoble, 28 ; 6. Chamonix, 26.

(Les six premiers sont qualifiés pour la deuxième phase du championnat – play off – qui débute mardi 15 janvier.)

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Treizième journée)

Trois rencontres seulement du championnat de France de rugby ont eu lieu dimanche 13 janvier :

POULE 3

*Grenoble b. Bayonne 11- 7

Poule 4

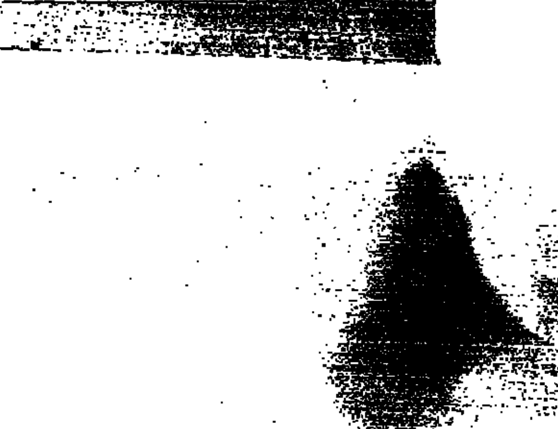
*Toulon b. Bourgoin 32-10
*Nimes et Nice 9- 9

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Dixième journée)

*RC de France b. JSA Bordeaux .. 3-1
Asnières Sports b. *Arago Sète .. 3-1
AS Grenoble b. *AS Cannes 3-1
*Montpellier-UC b. Stade Français 3-0

Classement. – 1. Asnières Sports, 19 pts ; 2. Montpellier-UC, 18 ; 3. AS Cannes, 17.



Le Monde

culture

« Lords of the New Church »

Formés en 1981 à partir de transfuges de la scène punk anglaise – Stiv Bators (Dead Boys) au chant, Brian James (Damned) à la guitare, Nick Turner (Barracudas) à la batterie et Kermit (Sham 69), aujourd'hui remplacé à la basse par Dave Tregunna – les Lords of the New Church, enfants illégitimes de ce qu'on appelait autrefois les « super-groupes », cultivent un rock dépenaillé tant dans l'esprit (iconoclaste), l'image (cuir noir lacéré et fripe débraillée) que dans la forme (guitares tordues et distordues). L'énergie ébouriffée, le tempo cahotique, déglingués, portés par un son saturé, parfois à la limite du hard-rock, ils perpétuent pourtant une tradition du rock'n roll que n'auraient pas reniée les New York Dolls grâce au doigté et à l'élégance des mélodies qui parsèment les enregistrements.

★ Lundi 14 janvier à 20 heures à l'Eldorado ; le 15 à Clermont-Ferrand ; le 16 à Grenoble ; le 17 à Strasbourg ; le 26 à Nice ; le 27 à Marseille ; le 2 février à Bordeaux ; le 3 à Toulouse ; le 4 à Montpellier ; le 5 à Lyon ; le 7 à Orléans ; le 8 à Rennes.

Discographie chez CBS.

Musiques arabes à Nanterre

Cent cinquante artistes venus d'Egypte, d'Irak, du Liban, de Palestine, de Syrie, du Qatar et du Soudan se succéderont du 25 janvier au 10 février au Théâtre des Amandiers de Nanterre, où ils donneront quatorze concerts consacrés à la tradition savante, à la tradition populaire et à la chanson de grande audience spécifiquement arabe. Ce programme très riche est le deuxième volet des Journées de musique arabe proposées l'an passé à pareille époque et qui avaient constitué une véritable anthologie des musiques du Maghreb. On était remonté alors aux sources de la tradition arabo-andalouse, on va entendre cette fois des illustrations exemplaires de l'emploi de la voix humaine dans la musique du Proche-Orient arabe.

Pédagogie musicale au Midem

L'Institut de pédagogie musicale, fondé par le ministère de la culture qui fonctionne depuis le 1er août 1984 sous la direction générale du compositeur Henri Pousseur, organise le premier Colloque international de pédagogie musicale qui aura lieu à Cannes du 27 au 30 janvier, au cours du Midem-Classique, et traitera de l'enseignement de base, avec de nombreuses personnalités de pays très divers.

★ Institut de pédagogie musicale, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 240-27-28, poste 1727.

Prix de portrait

L'Académie des beaux-arts met au concours : les prix de portrait Paul-Louis-Weiller, réservés cette année aux peintres (l'un, de 20000 F à un artiste sans limite d'âge, l'autre, de 10000 F à un peintre de moins de trente-cinq ans) et les prix de dessin de l'Académie, fondation Pierre-David-Weill (20000 F, 15000 F et 10000 F réservés aux artistes n'ayant pas dépassé trente ans au 1er janvier 1985).

Ecrire au secrétariat, 23, quai de Conti (75006 Paris), avant le 12 février pour les premiers, avant le 29 janvier pour les seconds.

Colette Brunschwig

L'abondant ensemble des toiles récentes de Colette Brunschwig évoque une symphonie de couleurs puissamment orchestrée, une composition aux accords savants, limités sous l'autorité de quelque dominante. Une matière extrêmement fouillée recouvre des structures solides. La lumière transfigure le tout, qu'elle émane de l'intérieur ou que, torrentielle et blonde, elle fasse irruption par une large baie et inonde le reste du tableau. Après ses lavis noirs et blancs, aux gouffres d'ombre qui révélaient une autre face de son talent, Colette Brunschwig montre à nouveau son travail à l'huile (voire à l'acrylique).

★ Galerie Bellint, 28 *bis*, boulevard de Sébastopol. Jusqu'au 20 janvier.

Poésie et romances russes

La chanteuse russe Elena Takoubovitch donne des concerts sur des poèmes de Pasternak, Mandelstam, Akhmatova, Tsvetaïeva, Okondjava, Pouchkine, tous les lundis à 20 h 30 au Théâtre 3 sur 4, 122, boulevard du Montparnasse, Paris (14e). Tél. : 327-09-16.

THÉATRE

Un ballet de rêves

Rêves : vie indépendante qui naît de mondes inconnus où les gestes les plus simples s'étirent démesurément, où le quotidien s'enfle, se gonfle, se déforme. Images violentes qui enjambent le temps et l'espace. La logique, prise d'assaut par ces phantasmes, se dissout en fumée. Et celle-ci prend des formes enveloppantes dont il faut se méfier. Visions, apparitions, qui se détachent sur fond d'obscurité. Cauchemars créés par Philippe Adrien dont la mise en scène de ces « *rêves* » de Kafka ressemble à un ballet, une chorégraphie de l'imaginaire.

Philippe Adrien n'a laissé échapper aucun détail sans jamais céder à la facilité. Son spectacle court sur une corde raide, mais ses comédiens donnent l'impression de pouvoir marcher dans les airs. Une main, un bras, une épaule, le roulement d'une hanche, s'inscrivent dans un ensemble où tout est conçu pour créer l'étrange, l'onirique, le fantasmagorique.

Lenteur : celle d'un but qu'on ne peut atteindre. Arrêt brutal : exaspération, impuissance. Et soudain, les visages et les corps se tordent. La mort se dresse sur la pointe des pieds. On a envie de se réveiller mais des personnages blafards, vêtus de noir, apparaissent. Une jeune femme accrochée par la bouche se balance au bout d'une corde.

Il faudrait avoir des yeux dans le dos ou être doué d'ubiquité pour voir dans leur ensemble ces « *rêves* » de Kafka car Philippe Adrien utilise tout l'espace du Théâtre de la Tempête. Il n'y a pas une scène mais une multitude de lieux ; des niches éclairées, des fenêtres qui s'ouvrent, des portes entrebâillées. Des immeubles gris, lugubres, se penchent vers la salle que hantent les comédiens, les yeux écarquillés, les membres raides, hallucinés. Ils passent et repassent, frôlant les spectateurs comme s'ils voulaient les envoûter, puis ils disparaissent, engloutis dans l'obscurité. On se tourne et on se retourne comme dans un mauvais rêve, et nouvelles visions surgissent, noires et blanches avec des tâches de couleur. Tableaux de quelques instants où se mêlent l'érotisme et l'absurde. Grandeur et décadence. Et, comme dans un songe, les mots ne forment plus de phrases. Ils se détachent les uns des autres, perdus parmi d'autres sons dont Philippe Adrien connaît le pouvoir. Il mêle battements de cœur, hurlements et voix déformées par l'irréel. Mots sans suite, mots prétexte, bribes de conservation, murmures et borborygmes. On n'écoute pas. Il y a trop de choses à voir et à admirer.

La mise en scène de Philippe Adrien éveille les sens, exacerbe l'imagination et bouleverse toutes les frontières qui séparent l'inconscience de l'état de veille. Ces rêves deviennent familiers, trop pour qu'on les reçoive sans inquiétude. Ainsi ce bateau des morts qui passe sans bruit n'a-t-il pas une nuit envahi notre sommeil ?

CAROLINE DE BARONCELLI.

★ Théâtre de la Tempête, 20 h 30.

CINÉMA

FIN DU CONFLIT ENTRE WIM WENDERS ET SON DISTRIBUTEUR

« Paris, Texas » en Allemagne fédérale

De notre correspondant

Bonn. – Sept mois après son couronnement à Cannes, *Paris, Texas* a enfin fait son apparition le 11 janvier dans soixante salles de cinéma allemandes. Sa sortie avait été retardée par une interminable querelle entre Wim Wenders, le metteur en scène, et le Filmverlag de Autoren, chargé de la distribution. Une querelle qui apparaît tout à fait superflue au moment où le cinéma d'auteur allemand, boudé par son public, traverse déjà une grave crise.

Qui a eu raison, qui a eu tort ? Si les critiques, enflammés par le premier grand succès d'un film allemand depuis longtemps, ont dans leur ensemble pris le parti de Wim Wenders, les responsabilités sont plus partagées qu'il n'y paraît. Que le Filmverlag der Autoren, qui passe pour n'être plus aussi bien dirigé qu'avant et auquel on reproche des accords contestables avec les Américains d'Orion pour tenter de renflouer ses caisses, n'ait pas réussi à concevoir un plan de distribution à la hauteur du succès rencontré par le film à l'étranger est une chose. Que, de par le montage financier du film, il lui soit en revanche possible de bénéficier de retombées sans commune mesure avec son apport initial n'avait rien en soi de scandaleux.

Fondé à l'origine par de jeunes metteurs en scène pour aider la distribution des films du nouveau cinéma allemand, le Filmverlag der Autoren avait été tiré de la faillite dans les années 70 par le propriétaire actuel de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, Rudolph Augstein, qui détient depuis une part majoritaire. Wim Wenders était l'un des rares metteurs en scène à y être associé jusqu'à ces derniers mois. La querelle de « diva » qui a opposé les deux hommes par presse interposée paraît plutôt curieuse au moment où les cinéastes allemands se plaignent de la mainmise des sociétés de distribution américaines en RFA, où le taux de pénétration du film allemand est inférieur à 10 %. On voit mal, en définitive, quelles que soient les fautes commises par les uns ou par les autres, quel intérêt Wenders ou Augstein tireront de cette querelle.

Malgré un accueil extrêmement favorable de la critique, *Paris, Texas* s'est un peu trop fait attendre en Allemagne fédérale pour ne pas risquer d'en pâtir. Dans la foulée de sa Palme d'or ou de ses succès parisien et londonien, ses chances auraient certainement été meilleures. C'est d'autant plus dommage que le public allemand avait besoin du succès d'un tel film pour reprendre un peu confiance dans son cinéma. La crise risque en outre de susciter de grandes difficultés pour le Filmverlag, qui, quels que soient les reproches qu'on peut lui adresser, n'en reste pas moins, avec Basis Film et Futura, l'une des trois seules maisons de distribution à accepter de prendre des risques pour des films allemands difficiles.

HENRI DE BRESSON.

Robert De Niro à Avoriaz

C'était le grand pari du XIIIe Festival d'Avoriaz : Robert De Niro viendrait-il comme promis présider le jury ? Il est venu et il préside jusqu'au 19 janvier. Il aura à arbitrer les choix entre quatorze films en compétition, dont les tendances vont du jeu vidéo-machine infernal aux déplacements du temps, en passant par les dernières retombées de *l'Exorciste* – sans exorcisme mais avec de l'hémoglobine, – les cloportes humains transformés en loups-garous pour cause de déchets atomiques, les vrais loups-garous, les sangliers farceurs, et Arnold Schwarzenegger devenu robot-tueur.

Le Festival d'Avoriaz est voué au fantastique et au surnaturel, aux vagabondages de l'imagination, c'est ainsi qu'il a pris sous sa coupe le superbe film surréaliste d'un jeune Danois, découvert au Festival de Cannes, Lars von Trier : *Element of crime*.



« ANDROCLÈS ET LE LION », de G.-B. Shaw

Proprement britannique

Le théâtre de Bernard Shaw, si souvent joué qu'il ait été dans notre pays, est-il traduisible en français ? Lorsque nous lisons les préfaces dont Shaw accompagnait l'édition de ses pièces, nous saisissons ce qu'il dit, nous sommes frappés par sa vigueur d'esprit, ses inventions d'idées, sa rapidité de regard, sa façon chaleureuse et gaie d'aller au plus juste, sans traîner. Et puis nous passons à la pièce, soit par la lecture, soit par l'audition du spectacle, et ce n'est plus le même homme : Shaw devient appliqué, raisonneur, s'empêtre dans des dialogues démonstratifs d'un propos plutôt rebattu, coupés de temps à autre par des plaisanteries qui frôlent la bêtise grossière.

Ne serait-ce pas que le théâtre lui-même de Shaw repose sur un effet d'optique, ou sur une sorte de centre de gravité mental, ou sensible, proprement britannique et inexportable ?

Androclès et le Lion, pièce écrite par Shaw en 1913, présente quelques moments un peu comiques, un peu forcés, un peu faciles, autour de l'anecdote connue racontée par Aulu-Gelle : dans l'arène, l'esclave Androclès n'est pas déchiré par le lion, car celui-ci reconnaît l'homme qui l'a naguère guéri d'une blessure. Ces moments ne volent pas haut, mais font rire.

Mais la quasi-totalité d'*Androclès et le Lion* est faite d'entretiens entre César, l'un de ses capitaines, et une douzaine de martyrs chrétiens sur le point d'être suppliciés. Entretiens sans envergure, sans aperçus neufs. Bavards et plats. Tout au moins en français, alors qu'il ne semble pas que la traduction de Jacques Debouzy soit fautive. Non, c'est Bernard Shaw qui vasouille, qui tire à la ligne, exactement comme il le fait dans sa *Sainte Jeanne*, sauf lors d'une scène pas mal venue entre Jeanne et Baudricourt.

Cela dit, le public ne s'ennuie pas pendant la présentation d'*Androclès et le Lion* au théâtre du Marais, car Jacques Mauclair, sur le quart de mouchoir de poche de la scène de ce théâtre, parvient à mener tambour battant seize comédiens impétueux, colorés, éloquents – gentil peloton mené par Monique Mauclair, Edgar Givry, Diane Niederman. Ce serait encore mieux s'ils ne gueulaient pas comme des sourds.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Marais, 20 h 30.

« CONVERSATION CHEZ LES STEIN », à la Bastille

Une femme privée d'amour

Mme de Stein a eu une liaison avec Gœthe, et il est parti. Elle essaie de traverser ce vide, de saisir une trace au moins des bouleversements déjà passés, de mettre au présent ses souvenirs. Elle va et vient autour de l'amour, face à son mari qui ne dit rien. Elle lui parle, se parle. Cette « conversation » est en fait un long monologue avec lequel la mise en scène de Jean-Louis Martinelli ne triche pas.

Les hommes ne sont pas présents : seulement Mme de Stein (Guillemette Grobon), plus une soprano (Annie Tasset) qui chante des lieder, accompagnée au piano par Anne-Marie Fijal. Le programme cite Roland Barthes : « *L'espace du lied est affectif... Son espace vrai d'écoute, c'est, si l'on peut dire, l'intérieur de la tête, de ma tête...* » Musique intime et confidences adressées aux oreilles anonymes des spectateurs. L'action est déplacée vers l'intemporel, dans un décor abstrait : le piano, deux colonnes, et en toile de fond, un tableau qui représente un grillage. Fausses grilles et vraie cage aux barreaux invisibles, où Mme de Stein tourne en rond, prisonnière de ses frustrations. Univers de femme privée d'amour, privée d'homme, noyée d'absence.

La pièce de Peter Hacks, traduite par Jean Jourdheuil et Jean-Louis Besson, creuse les énigmes des relations amoureuses et les cerne. Elle est cruelle, douloureuse, elle est acerbe sans mièvrerie, d'autant plus que Guillemette Grobon n'est pas une grande dame qui souffre et rêve. Elle est toute en hargne, en sensualité animale. Elle empoigne le texte avec une vitalité gourmande, fait jouer l'ironie sur le romantisme, donne une coloration moqueuse aux élans de rancœur pour mieux se laisser aller aux angoisses de la passion, aux rêves de bonheur, et le bonheur est un même rêve pour les midinettes et pour les grandes dames. Sa Mme de Stein est une femme de tous les temps.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Bastille, 19 h 30.

■ « TRAIN D'ENFER ». – Comme le MRAP, la LICRA a accueilli « *avec satisfaction* » *Train d'enfer*, de Roger Hanin (*le Monde* du 12 janvier). La ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme a elle aussi l'intention de se constituer partie civile dans l'affaire qui a inspiré le film (l'assassinat d'un jeune Algérien en 1983).



AU COLLOQUE DE « FRANCE-FORUM »

M. Raymond Barre dénonce le « complexe louis-quatorzième »

La revue *France-Forum* a organisé les 10 et 11 janvier, au Sénat, un colloque sur le thème « Culture et démocratie aujourd'hui », auquel participaient essentiellement des personnalités de l'opposition, en particulier M. Raymond Barre. Le discours de l'ancien premier ministre est intervenu en clôture des deux journées, davantage pour définir une politique culturelle de l'opposition que pour attaquer celle de l'actuelle majorité, M. Lang ayant fait les frais, il est vrai, de quelques-unes des interventions précédentes.

M. Barre, constatant qu'il y a « *désormais un enjeu politique dans la culture* », a dénoncé le « *complexe louis-quatorzième* » de la Ve République, qui s'est manifesté, selon lui, par la croissance « *exponentielle* » du nombre des grands projets de l'Etat : « *Le général de Gaulle avait un grand projet culturel, M. Pompidou aussi, M. Giscard d'Estaing, deux. Aujourd'hui, il y en a douze : sept à Paris, cinq en province.* »

Pour M. Barre, une politique culturelle ne peut être que globale. Il n'est plus souhaitable d'avoir une vision sectorielle de cette politique, elle ne doit pas être la responsabilité d'un seul homme, mais celle du gouvernement. Cette politique globale doit être, a déclaré l'ancien premier ministre, une politique de conservation du patrimoine, au sens large, ainsi que de médiation et d'incitation. Elle suppose une action plus efficace de formation et d'enseignement, et elle touche donc à l'éducation. Il existe dans ce domaine « *une carence absolue* » du système éducatif français, a souligné M. Barre.

Les incitations supposent un choix, mais ce choix ne doit pas être politique : « *Il ne doit pas y avoir d'interdit politique* », a dit M. Barré, qui a noté cependant l'importance de la culture nationale. La reconnaissance des autres cultures, leur choc et leur interpénétration ne doivent pas faire renoncer à cette culture nationale.

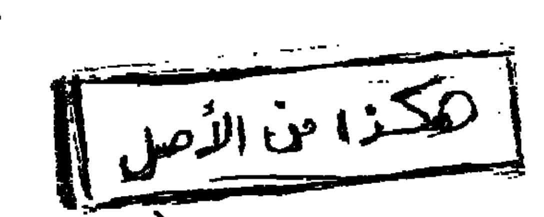
Le coût de la culture, enfin, doit, comme la santé, être lié à l'argent dont l'Etat dispose. La continuité du fiancement est essentielle, et à cet égard « *les lois-programmes sont indispensables* ». Notant qu'il doit exister une articulation prévue entre le pouvoir central et les collectivités, M. Barre s'est déclaré persuadé que la décentralisation sera très utile au progrès culturel en France, « *à condition qu'il y ait un partage très clair des compétences et que l'Etat assume son rôle qui est de compenser les inégalités de ressources entre les diverses parties du territoire* ».

F. E.

■ ÉCOLE ESTIENNE. – La galerie du Messager a été mise par le Musée de la poste à la disposition des six cents élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et industries graphiques, l'Ecole Estienne, qui travailleront devant les visiteurs du 15 janvier au 9 février (Galerie du Messager, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris).

■ WATTEAU FAIT MOUCHE. – L'exposition Watteau a attiré au Grand Palais, selon la direction des Musées nationaux, 350 000 visiteurs depuis son ouverture le 24 octobre, la plaçant ainsi dans les dix premières, après Toutankhamon, le centenaire de l'Impressionnisme, Manet, Turner et Picasso.

Cette exposition, qui se terminera le 28 janvier, est en outre ouverte en nocturne jusqu'à 22 heures chaque mercredi.



هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LOULOUTE : Théâtre des Nouveautés (770-52-76), 20 h 30.

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : le Lac des cygnes.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Bérénice.

CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Leslie Kaplan.

BEAUBOURG (277-12-33), Concerts-Animation, 20 h 30 : Forum de la création : Hommage à Max Deutsch (Shoenberg, Zielinkska, Julich etc.) ; Cinéma-Vidéo, 16 h : Eric et l'Oiseau bleu, de J.-C. Riga ; l'Enfant de la haute mer, de D. Bellour ; 19 h : le Dernier des Miskitos, d'Y. Billon ; Le Cinéma chinois, 17 h 30 : le Printemps de la paix, de S. Hu ; 20 h 30 : Déchéance de Z. Lin ; 18 h : Charles Bukowky. Un portrait par Barbet Schroeder.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), concert, 20 h 30 : Concert Colonne : D.R. Davies, M. Martin (Bach, Stokowski, Beethoven, etc.).

Les autres salles

A. DEJAZET (887-97-34), 21 h : Le Moine noir.

ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : Journal d'un chien.

CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h : le Paradoxe sur le comédien.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Mystère bouffe ; 21 h : Et si je mettais un peu de musique.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Coelina ou l'enfant du mystère.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 20 h : les Eaux et les Forêts ; 21 h 45 : le Prophète. – II. 18 h 00 : la Gazelle après minuit ; 20 h : Pour Thomas ; 22 h : Hiroshima mon amour. Petite salle, 18 h : Parlons français, n° 2 ; 20 h : M. Lourie ; 21 h 30 : Cocktail Bloody M.

LYCÉE C.-SÉE (607-91-51), 20 h 30 : les Lits I.

MATHURINS (265-90-00). – Petite salle, 21 h : Louki que quoi dont où.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Louloute.

POCHE MONTPARNASSE (548-92-97) ; 21 h : Kidnapping.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : le Café par exemple.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 21 h : les Bâtisseurs d'empire.

THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androcles et le lion.

THÉÂTRE 14 (545-49-77) (D.), 20 h 45 : le Malentendu.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Calamity Jane ; 22 h 30 : Carmen cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : le Président ; 22 h : Baby or not Baby.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

L'ECUME (542-71-16), 20 h 30 : F. Msika.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour les ordures.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : Bonjour les clips.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

REX (293-60-99), 20 h 30 : J. Iglesias.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

Opéra

CIRQUE D'HIVER (338-24-19), 21 h : l'Arlésienne.

SALLE GAVEAU (563-20-30), 20 h 30 : l'Arlésienne.

Les concerts

Musée Grévin, 20 h 30 : T. Nikolaeva (Bach).

Athénée, 20 h 30 : R. Scotto.

Lundi 14 janvier

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Ensemble les Musiciens du Louvre, dir. : M. Minkowski, Chorale de l'E.N.M. du Raincy, dir. : F. Herr (Purcell).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : F. Firmin, 22 h 30 : Jazzimut.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Zeff.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : Mattew et Tao ; 0 h 30 : M. Silva.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.

PETIT JOURNAL (326-28-59) : 21 h 30 : Hollywood Swing Boys.

PETIT OPPORTUN (236-01-36) 23 h : E. Barret, E. Daniel, S. Persiani, P. Lemoal.

En région parisienne

VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), 21 h : la Cage aux folles.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h : Hommage à C. Eastwood : le Canardeur, de M. Cimino ; 19 h : Cinéma japonais : La guerre : Pavane pour un homme épuisé, de M. Kobayashi.

Les exclusivités

AIDA (It., v.o.) (inédit) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

ALSINO EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République-Cinéma, 11e (805-51-33).

AMADEUS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'ANNEE DES MEDUSES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

ATTENTION LES DÉGATS (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

BAYAN KO (Phil., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).

BÉBÉ SCHTROUMPF (Belg.) : George-V, 8e (561-41-46) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

BOLERO (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

BOY MEETS GIRL (F.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Olympic, 14e (544-43-14).

BRIGADE DES MŒURS (Fr.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (562-41-46).

CAL (Irl., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

LE CONTE DES CONTES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

EMMANUELLE IV, George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

GREMLINS (A., v.o.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

HOTEL NEW-YORK (A., v.o.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

LE MATELOT 512 (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Reflet Logos I, 5e (354-42-34) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H. sp), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

MOSCOU A NEW-YORK (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

NEMO (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARTENAIRES (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (563-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46).

LA POULE NOIRE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H sp.), 15e (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RÉVEILLON CHEZ BOB (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

REUBEN REUBEN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

SHEENA, LA REINE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

SOLLERS JOUE DIDEROT (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Calypso, 17e (380-30-11).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

LES FILMS NOUVEAUX

ANOTHER COUNTRY, film britannique de Marek Kanievska. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

A NOUS LES GARÇONS, film français de Michel Lang. Forum Orient-Express, 1er ; (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LES ENRAGÉS (*), film français de Pierre William Glenn. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

L'ÉTÉ PROCHAIN, film français de Nadine Trintignant. Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

KAOS, CONTES SICILIENS, film italien des frères Taviani. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LOVE STREAMS, film américain de John Cassavetes. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Action La Fayette, 9e (329-79-89) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE, film américain de Stuart Rosenberg. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES RUES DE L'ENFER (**), film américain de Danny Steinmann. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

STRANGER THAN PARADISE, film américain de Jim Jarmusch. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

TRAIN D'ENFER, film français de Roger Hanin. Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC-Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC-Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC-Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SPECTACLES

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio Galande, 5e (H. sp.) (354-72-71).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LA VENGEANCE DU SERPENT A PLUMES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).

Les grandes reprises

ACCIDENT (Ang., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97).
L'APPRENTISSAGE DE DUDDY KRAWITZ (v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).
ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
L'AVENTURE DE Mme MUIR (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (329-11-30).
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).
LE CARROSSE D'OR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).
LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES COMPÈRES (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
LA CORDE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Rive Gauche, 5e (329-44-40).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
DUEL (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA FLUTE ENCHANTÉE (Suéd., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).
GRAINE DE VIOLENCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50) ; Olympic, 14e (544-43-14).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).
INDIA SONG (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (H. sp.) (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Biarritz, 8e (562-20-40).
LA JOYEUSE PARADE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).
LOLITA (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A. v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
MEDEE (It., v.o.), Le Latina, 4e (278-47-86).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
METROPOLIS (A.), Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60) ; Logos II, 5e (354-42-34).
NORMA RAE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
PAS DE PRINTEMPS POUR MARNIE (A. v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).
RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68).
ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).
ROCCO ET SES FRÈRES (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
ROSEMARY'S BABY (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).
RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).
SHANGAI EXPRESS (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (329-44-40).
SHINING (A., v.o.) (**) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01).
TCHAO PANTIN (Fr.) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Grand Pavois, 15e (H.sp.) (554-46-85).
LE TEMPS DE LA REVANCHE (v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).
THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
TRASH (A., v.o.) (**) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marbeuf, 8e (561-94-95) : Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).
LA TRICHE (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
VICTOR VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).
WHISKY A GOGO (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Balzac, 8e (561-10-60).



COMMUNICATION

Lundi 14 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Flic Story.
Film français de J. Deray (1976), avec A. Delon, J.-L. Trintignant, M. Perrin, R. Salvatori, A. Pousse, D. Manuel, C. Auger (Rediffusion).
Dans les années d'après-guerre, la longue traque du truand Emile Buisson, ennemi public numéro un, par le policier Roger Borniche. Reconstitution soignée, précise, d'une histoire vraie, avec deux interprètes-vedettes également fascinants.
22 h 25 Etoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
La tradition du Cotton Club : un reportage autour du dernier film de F.-F. Coppola ; Entretien avec Clint Eastwood ; l'acteur parle de la Corde raide, *de R. Truggle.*
23 h 30 Journal.
23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Le Père Noël est une ordure.
Par l'équipe du Splendid, avec T. Lhermitte, Anémone, M.-A. Chazel, G. Jugnot...
Un immigré yougoslave propose d'infects chocolats de synthèse au moment des fêtes. Un père Noël qui, soi-disant, est une ordure. Une pièce hilarante crée en 1980 au Splendid, jouée au Théâtre Montparnasse. Un petit chef-d'œuvre du comique burlesque, un peu salace et bien joué.
22 h 5 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, avec M. Kaller.
Au sommaire : Mireille Darc fait sa rentrée au théâtre ; « Still life » à la Bastille ; voyages d'hiver ; « Love » sur les lieux de l'action : Brooklyn ; il y a vingt ans déjà...
23 h Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle « Le grand frisson ») : Agatha.
Film anglais de M. Apted (1977), avec V. Redgrave, D. Hoffman, T. Dalton, H. Morse, T. Britton, T. West.
En décembre 1926, la romancière Agatha Christie, dont le mariage marche mal, disparaît brusquement. Un journaliste américain réussit à la retrouver. Solution imaginaire à un mystère réel : Agatha Christie n'a jamais révélé ce qu'elle avait fait pendant son absence de onze jours. Le film est très plaisant par son aspect « policier » et son style retro.
22 h 20 Journal.
22 h 50 Thalassa.
Magazine de la mer, de Georges Pernoud.
En direct du salon nautique de Paris.
23 h 35 Folies ordinaires : Charles Bukowski.
Une série de Barbet Schroeder.
L'écrivain américain, auteur des « Mémoires d'un vieux dégueulasse », raconte tous les soirs sa vie de galérien, ses amours salaces... Cinq minutes de poésie sombre qui perpétue la légende de Buk, le marginal.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Concert UNESCO : Concerto brandebourgeois nº 3 en sol majeur *BWV 1048, de J.-S. Bach, interprété par le Guildhall Strings, ensemble de Londres.*

CANAL PLUS

20 h 30, l'Ombre rouge, de J.-L. Comolli ; 22 h 30, Les KO de Canal Plus ; 22 h 30, Football américain ; 1 h 30, Survivance, *film* de J. Lieberman.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi : l'enseignement du Lied.
20 h 30 Conversation dans la tour entre un violon et un hibou : l'amour et la mort à 9 heures à Paris. Avec R. Weingarten, P. Minyana, M. Epin.
21 h 30 *Latitudes*, musiques traditionnelles.
22 h 30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 6 juillet 1984 à Saint-Sebald) : *Vespro della beata Vergine*, de Monteverdi par les Chœurs Monteverdi de Hambourg, Camerata Academica de Hambourg, dir. J. Juergens, sol. B. Schlick, soprano, I. Lollecker, soprano, J. Elwes, ténor, W. Jochens, ténor, H. Kuehner, ténor, C. Biebrach, basse, M. Dean, basse.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugo Wolf » ; à 23 h 5, le musicien de minuit : Alain Raës.

Mardi 15 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Omer Pacha.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 50 A pleine vie.
Série : Miss ; 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 15, Modes d'emploi (un nouveau magazine bimensuel sur le travail. Comment trouver un emploi ? Nouvelles entreprises) ; *16 h 30, Documentaire :* L'aventure spéléologique (reprise) ; 17 h 30, La chance aux chansons ; Dessin animé : Aglaë et Sidonie.
18 h 5 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Papa et moi.
19 h 10 Tify s'il te plaît, raconte-moi une puce.
Avec G. Moustaki, B. Haller, A. Fratellini.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.
Mystère à Bali, en Grande-Bretagne, aux îles Maurice. Un remake médiocre de « La course autour du monde », et du « Grand Raid ». Un joujou usé.
21 h 35 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
Le butin de Pergame sauvé des eaux.
L'équipe du commandant part à la recherche de « trésors » – poteries, fragments de statues de marbre, pièces de monnaie, – restes du naufrage d'un bateau sous l'Antiquité.
22 h 35 Tintam'art.
Magazine culturel d'Antoine Gallien.
Nouveau rendez-vous hebdomadaire avec l'actualité culturelle : théâtre, musique, arts plastiques... Ce premier numéro a pour invité principal Jérôme Savary, le grand ordonnateur du Magic Circus.
23 h 35 Journal.
23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Escalier B, poste 4.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Dangereux été.
Les aventures et mésaventures amoureuses d'une directrice d'une maison de haute couture.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Peut-on jouer au docteur ? Avec le docteur C. Dolto et le professeur J.-P. Giroud.
14 h 50 Série : Magnum.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
Diffusé le 13 janvier.
16 h 35 Le journal d'un siècle.
Edition 1897 : l'incendie du Bazar de la Charité ; Diesel met au point un nouveau moteur.
17 h 45 Récré A 2.
Poochie ; Les quat'z'amis ; Anim'A 2 ; Latulu et Lireli ; Sido Rémi ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 40 Cinéma : la Passante du Sans-Souci.
Film français de J. Rouffio (1981), avec R. Schneider, M. Piccoli, W. Werner, H. Griem, G. Klein, D. Labourier, M. Carrière.
En 1933, un jeune garçon juif victime des SA est emmené à Paris par la femme d'un éditeur berlinois qui attend en vain que celui-ci vienne les rejoindre, car il a été enfermé dans un camp de concentration. D'après un roman de Joseph Kessel publié en 1936, une tragédie du nazisme racontée à partir d'un fait divers de 1981. Réalisation intelligente et sensible, interprétation très homogène.
22 h 40 Mardi cinéma.
Avec Marie-José Nat et Roger Hanin.
23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités (1956) ; Bugs Bunny ; Julien Clerc annonce le premier film ; à 22 h 30 Tex Avery ; réclames de l'époque ; attractions ; annonce du deuxième film.
20 h 55 Premier film : Ecrit sur du vent.
Film américain de D. Sirk (1956), avec R. Hudson, L. Bacall, R. Stack, D. Malone, R. Keith, G. Williams.
Le fils alcoolique et névrosé d'un magnat du pétrole épouse une jeune secrétaire qui ne peut l'arracher à ses démons. Sa sœur provoque une catastrophe. Chez Sirk – dont c'est une des plus grandes œuvres, – ce mélodrame devient tragédie, avec la violence des rapports passionnels et des acteurs d'exception.
22 h 55 Journal.
23 h 15 deuxième film : les Passagers de la nuit.
Film américain de D. Daves (1947), avec H. Bogart, L. Bacall, B. Bennett, A. Morehead, T. d'Andréa (v.o. sous-titrée. N.).
Un homme s'évade de prison. Il a été condamné pour le meurtre de sa femme, qu'il n'a pas commis. Une jeune fille qui semble le connaître l'aide à échapper à la police et veut prouver son innocence. Atmosphère nauséeuse et angoissante d'un superbe « film noir » tiré d'un roman de David Goodis. Et l'amour d'un couple mythique.
0 h 55 Folies ordinaires : Charles Bukowski.
Série de Barbet Schroeder.
Buk raconte sa vie de galérien.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, Ellis Island ; 9 h 45, Document : les ateliers du rêve ; 10 h 40, l'Ombre rouge, de J.-L. Comolli ; 12 h 30, Cabou Cadin (Paul et les dizygotes) ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) : 14 h, *Cette sacrée vérité, film de L. McCarey* ; 15 h 30, New-York Connection, film de R. Butler ; 17 h 10, Cabou Cadin (Mister T ; Max Romana) ; 18 h 5, Slam : 19 h 15, Tous en scène (et à 0 h 25) ; 20 h 5, la Banquière, film de F. Girod ; 22 h 40, la Femme tatouée, *film* de Y. Takabayashi ; 1 h 10, la Justice des Hommes, film de G. Stevens.

FRANCE-CULTURE

7, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : parcours du secret ; (et à 10 h 50 : roman noir et révolution) ; 9 h 5, La matinée des autres : le Palio de Sienne (identité : porc-épic) ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : l'anxiété de l'enfant ou le bonheur difficile ; 11 h 30, Feuilleton : *Han d'Islande* ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Instantané, magazine musical : 14 h. Un livre, des voix : « la Mort refusée », de Gérard Houlet ; 14 h 30, « la Pluie à Rethel », de J.-C. Pirotte : 15 h 30, Les mardis du théâtre : Carlos Saura, un réalisme magique ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct d'Orléans ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue... ; à 19 h 15, Rétro : 1938 ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Greimas, aventures d'un linguiste (découvrir le langage) ; 20 h, Musique, mode d'emploi : l'enseignement du lied.
20 h 30 Pour ainsi dire : les revues de poésie.
21 h 30 Diagonale, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : l'argent du 7e art ; vo-vf.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Popp, C. Luypaerts, J. Arel, J. Kühn ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Arnold Schœnberg, œuvres de Schœnberg et Durieux ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton Gil Evans ; 12 h 30, Concert : œuvres de F. Liszt par Dominique Serve, orgue de l'église Saint-Stéphane de Boulay ; 14 h 2, Repères contemporains : Sean O Riada ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : aux rayons des sons ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Chabrier en son temps ; à 16 h, l'art de Tatum ; 18 h 2, Acousmathèque : œuvres de Levaillant, Varèse ; 18 h 30, Jazz-actualités : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : œuvres de Schubert, Verdi par Heirich Schlusnus, baryton (1888-1952) : 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : *Sonate pour piano nº 1 en fa mineur, Sonate pour piano nº 18 en si bémol majeur, Sonate pour piano nº 29 en si bémol majeur*, de Beethoven, par Daniel Barenboïm au piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugo Wolf » ; œuvres de Wolf, Debussy ; à 23 h 5, Jazz club, en direct du New-Morning : le Twenty Nine Street Saxophone Quartett.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 JANVIER

– *M. Robert Badinter*, ministre de la justice, répond aux questions des auditeurs, sur France-Inter, à 19 h 20.

A VOIR

Le goût d'agir

Pas question de sortir les mouchoirs ou de faire chanter les violons pour parler du chômage. Encore moins d'entonner, à tout bout de champ, le refrain de la crise. Le ton est au dynamisme dans le nouveau magazine « Modes d'emploi », que propose TF 1, deux mardis par mois, et dont la première diffusion aura lieu le 15 janvier. Là n'est pas la seule innovation : ce magazine sera aussi l'un des premiers de la télévision française à être relié, en continu, au Minitel. Il suffira à l'utilisateur de composer le 615-58-77 (TV Info) et d'appuyer sur la touche « *Envoi* » pour se remémorer ou obtenir, après coup, les renseignements dont fourmille « Modes d'emploi ».

Thèmes-clefs de cette émission produite par Alain Ilan-Chojnow et présentée par Jean-Marc Leblon : l'emploi, l'entreprise, la création et l'innovation. Sujet vaste et ardu. Une sorte de défi que le producteur a su relever – même si parfois on s'y perd un peu – en se fixant pour objectif essentiel de faire de « Modes d'emploi » un magazine de « *remues-méninges* ». Son intention n'est pas de donner des recettes-miracles, mais de retenir l'attention du téléspectateur, de lui donner (ou redonner), à travers des témoignages, des reportages (ils sont très vivants), des informations brutes, le goût d'agir. Bref, de se sentir moins démuni, moins isolé dans le monde du travail.

Deux formules alterneront : « Modes d'emploi magazine » (le deuxième mardi du mois) à thèmes multiples et « Modes d'emploi initiatives » (le quatrième mardi) portant sur un sujet unique, celui de la création d'entreprise. La première formule ouvre cette série.

C'est à la rédaction du *curriculum vitae* que s'attellent, cette fois-ci, les invités de l'émission. Une bonne idée, à en juger par le nombre d'erreurs – parfois surprenantes – que commettent beaucoup de candidats à un emploi, à commencer par celle de mal libeller leur nom. La séquence de la vie dans l'entreprise, consacrée aux rapports employeurs/employés, offre de savoureux moments. Un reportage y révèle, entre autres, une belle panoplie de définitions du patron ou du salarié « modèles ». Quant au troisième chapitre, où sont présentés deux intrépides créateurs d'entreprise, il galvaniserait un régiment de déprimés. Bravo ! Mais pourquoi avoir programmé cette émission en plein après-midi ?

ANITA RIND.

★ « Mode d'emploi magazine », mardi 15 janvier, TF 1, 15 h 15.

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

M. Hersant veut une chaîne nationale

Dans la brèche entrouverte le 4 janvier par le président de la République, et confirmée depuis par le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, les projets de télévisions privées continuent de s'engouffrer. Les municipalités de Grenoble et d'Angoulême demandent des fréquences hertziennes en avance su les futurs réseaux câblés. Le quotidien toulousain *la Dépêche du Midi* se dit prêt à émettre. Les dirigeants de l'économie sociale, après être rentrés dans le secteur des radios privées (89 FM à Paris) ont un dossier « bouclé ». M. Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays-de-Loire, réclame son canal régional, promis par un contrat de plan Etat-région, pour assurer la formation professionnelle agricole. A Paris, M. Jacques Chirac, s'apprête à rendre publique la vingtaine de candidatures qu'il a reçues après sa demande de trois fréquences hertziennes.

Les pionniers de la « télévision libre » ne sont pas en reste puisque Canal 5 pense réémettre prochainement et que TVL s'efforce de regrouper un grand nombre de professionnels et de sociétés de production vidéo de la capitale. Mais la palme revient à M. Robert Hersant, qui vient d'officialiser la création par son groupe de presse d'une chaîne de télévision nationale « *à vocation européenne* ».

« *Notre groupe de presse devient un groupe de communication multimédia. Nous créons immédiatement TVE (Téleurop), chaîne de télévision à l'échelle européenne.* » Le communiqué de M. Hersant figure à la « une » du *Figaro* du 14 janvier. Il est précédé par une courte analyse politique, qui attribue à l'opposition tout le mérite de la vague de libéralisation qui déferle aujourd'hui sur l'audiovisuel. Pour *le Figaro*, même le président de la République intervient dans le débat sur les télévisions privées le 16 janvier lors de son entretien sur Antenne 2, « *la vraie liberté est pour dans un an* ».

Ainsi « chapeautée », l'initiative de M. Hersant pourrait paraître essentiellement politique. Mais le président de la Socpresse a tenu à lui conférer une crédibilité plus importante, en révélant les noms des responsables de la chaîne. M. Philippe Ramond, ancien directeur de Canal Plus, assurera la direction générale de TVE. La responsabilité de l'antenne sera confiée à M. Jean-Marie Cavada, ancien directeur de l'information de TF 1 et précédemment responsable de la diversification audiovisuelle du groupe Parafrance. Enfin Patrice Duhamel, ancien chef du service politique de TF 1, prend la direction de l'information. Ces trois professionnels sont chargés par M. Hersant de recruter les collaborateurs de TVE en choisissant notamment « *parmi les sept cents trente journalistes du groupe de presse* ».

M. Hersant donne aussi quelques précisions sur les caractéristiques essentielles de sa future télévision : « *TVE sera une chaîne nationale émettant de 6 à 24 heures. Chaque jour, quatre heures de programmes seront consacrées à des émissions sur Paris et l'Ile-de-France. Ces même plages horaires seront mises à la disposition des stations régionales et locales aussi nombreuses qu'il sera possible d'en créer, en accord avec des confrères et des municipalités.*

Une entreprise de l'envergure envisagée sera menée avec des partenaires européens et en liaison avec un partenaire américain. En France nous nous associerons à d'autres entreprises de presse et à des groupes industriels et commerciaux souhaitant se diversifier dans la communication. »

Le président de la Socpresse à pris au mot les déclarations de M. Georges Fillioud : sans s'attarder au débat sur la viabilité financière des télévisions locales, il constitue d'emblée son propre réseau national. Il va même jusqu'au bout de la logique d'un tel processus en affirmant : « *Bien entendu, en 1986, nous serons sur les rangs lors de la privatisation du service public* ». Reste à savoir comment le gouvernement réagira à cette véritable déclaration de guerre qu'il a eu l'imprudence de susciter.

J.-F. L.

Télévisions pirates : non-lieu pour MM. Féry et Fiszbin

Une ordonnance de non-lieu a été rendue, vendredi 11 janvier, par M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de Paris, en faveur de MM. Eric Féry et Michel Fiszbin, responsables des émissions de la *télévision privée dite Antène 1*, qui étaient inculpés d'usage de fréquence radio électrique non autorisée à la suite d'une série d'émissions réalisées à Paris le 1er juillet 1983 puis les 15 janvier et 13 avril 1984, ainsi qu'à Caen le 24 mars 1984, à Bourges le 30 mars, et à Poitiers le 5 avril.

Les poursuites avaient été engagées à la demande du ministère public. Elles étaient fondées sur les articles 7 et 97 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle réprimant l'usage des fréquences sans autorisation. Les inculpés invoquaient, eux, l'article 79 de la même loi selon lequel « *les services de télévision par voie hertzienne destinés au public en général ne peuvent faire l'objet que de contrats de concession de service public conclus par l'Etat avec des personnes morales de droit public ou de droit privé* » et faisaient valoir que l'article 97 invoqué contre eux ne faisait aucune référence à cet article 79, seul applicable en matière d'émissions par voie hertzienne.

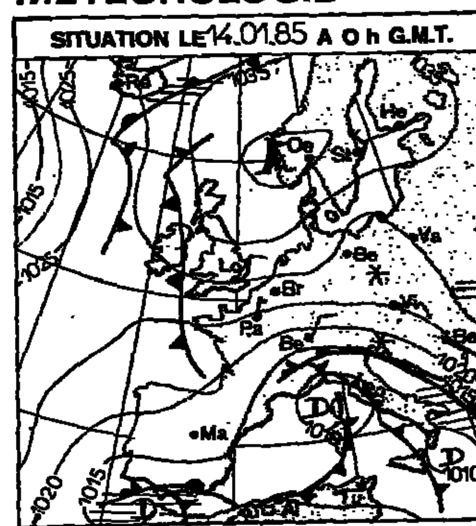
L'ordonnance de non-lieu se fonde sur la constatation par le magistrat instructeur d'une antinomie entre les notions de concession et d'autorisation. Il a estimé que la concession de service public n'est donc pas compatible avec l'autorisation prévue par l'article 7 de la loi.

On notera, toutefois, qu'une précédente ordonnance de non-lieu, rendue elle aussi par M. Grellier, le 29 août 1984, sur les mêmes bases en faveur de M. Jean-Louis Bessis, animateur de la télévision non autorisées Canal 5, a été infirmée, le 5 décembre 1984, par la chambre d'accusation, qui a ordonné le renvoi de ce prévenu devant le tribunal correctionnel.

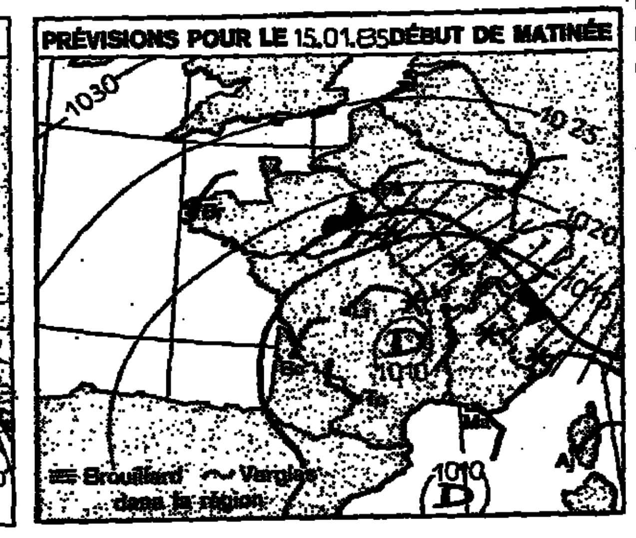
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.01.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 15.01.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps prévu en France entre le lundi 14 janvier à 0 heure et le mardi 15 janvier à 24 heures.

Les hautes pressions de la mer du Nord dirigent sur la France de l'air très froid poussé par un vent de nord-est. Les basses pressions de Méditerranée occidentale font remonter de l'air humide et plus doux. Tout cela nous donne des conditions hivernales très dures avec du froid vif et des chutes de neige.

Mardi, sur la Corse, les Alpes, le Jura, la vallée du Rhône, le Nord-Est, le nord du Massif Central et les régions de la Loire, temps couvert avec chutes de neige localement abondantes. En cours de journée, ce mauvais temps s'étendra vers les côtes de la Manche et le Nord.

Des averses de neige aussi sur les Pyrénées et le Massif Central. Ailleurs, ciel variable avec éclaircies en plaine.

Le matin, des éclaircies également sur la Bretagne, la Normandie et la Picardie.

Les températures toujours très basses. Le matin, – 10 à – 15 degrés sur la moitié nord-est, – 4 à – 8 degrés sur la moitié sud-ouest, avec tout de même un peu plus de zéro sur les côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée.

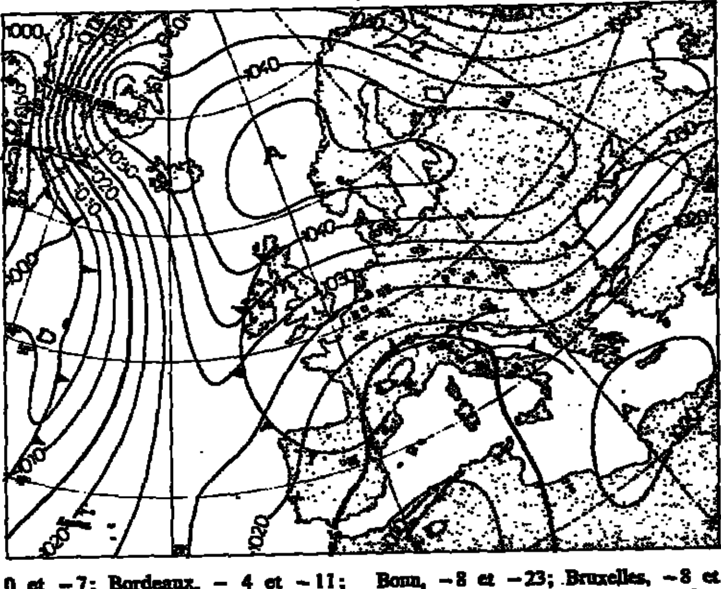
Dans la journée, 3 à 5 degrés sur la Bretagne côtière et sur le bord de la Méditerranée. Ailleurs, les températures resteront négatives, souvent comprises entre – 2 degrés et – 4 degrés, ponctuellement – 6 degrés dans le Massif Central et – 8 degrés dans l'Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 12 janvier, à 7 heures, de 1 023,9 millibars, soit 768 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14 janvier) : Ajaccio, 13 et 3 degrés; Biarritz, 0 et –7; Bordeaux, – 4 et –11; Bourges, –6 et –12; Brest, 3 et –5; Caen, – 4 et –10; Cherbourg, 0 et –3; Clermont-Ferrand, –8 et –10; Dijon, –10 et –13; Grenoble-St-M.-H., –6 et –8; Grenoble-St-Geoirs, –8 et –10; Lille, –7 et –13; Lyon, –8 et –11; Marseille-Marignane, 1 et –6; Nancy, –8 et –13; Nantes, – 1 et – 11; Nice-Côte d'Azur, 3 et 0; Paris-Montsouris, –4 et –12; Paris-Orly, –6 et –12; Pau, –2 et –7; Perpignan, 4 et –4; Rennes, – 1 et – 12; Strasbourg, –7 et –12; Tours, –3 et –12; Toulouse, –5 et – 8; Pointe-à-Pitre, 28 (max.).

Températures relevées à l'étranger : Alger, 10 et 2; Amsterdam, –6 et –10; Athènes, 10 et 6; Berlin, –9 et –12; Bonn, –8 et –23; Bruxelles, –8 et –16; Le Caire, 24 et 18; Iles Canaries, 21 et 15; Copenhague, – 7 et –8; Dakar, 23 et 17; Djerba, 13 et 8; Genève, –4 et –8; Istanbul, 3 et 2; Jérusalem, 18 et 13; Lisbonne, 7 et 3 ; Londres, – 1 et – 4; Luxembourg, –9 et –13; Madrid, 4 et –6; Montréal, –9 et –15; Moscou, –9 et –17; Nairobi, 25 et 10; New-York, 0 et –2; Palma-de-Majorque, 8 et – 3; Rio de Janeiro, 28 et 20; Rome, 9 et 3; Stockholm, –4 et –10; Tozeur, 11 et 3; Tunis, 12 et 3.

PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS

Deux anciens préfets jouent les médiateurs

Les Parisiens qui ont un litige avec les services municipaux mais qui ne souhaitent pas porter l'affaire devant les tribunaux n'ont *pas besoin d'écrire à M. Jacques* Chirac. Il leur suffit d'exposer leur affaire au médiateur municipal qui, depuis sept ans, s'efforce, souvent avec succès, de faciliter les rapports entre administrés et fonctionnaires de la Ville.

M. Michel Junot, soixante-huit ans, est un homme grand, à la calvitie distinguée, que sa carrière d'ancien préfet et son tempéra*ment conciliant désignaient* pour cette tâche. Il siège dans un vaste et confortable bureau au quatrième étage de l'Hôtel de Ville de Paris (1). Mille deux cents dossiers lui parviennent bon an mal an.

Le médiateur ne traite ni les affaires opposant deux personnes privées, ni celles qui concernent les rapports entre les citoyens et les services de l'État et moins encore les contentieux qui ont été portés devant les tribunaux. Non, M. Junot a une tâche bien précise : *résoudre à l'amiable les pro*blèmes surgissant entre les Parisiens et leur administration municipale.

Près de 30 % des demandes qu'il reçoit concernent le logement, qui reste le souci numéro un des habitants de la capitale. Les attributions ou renouvellement d'allocations constituent 15 % des affaires. Puis viennent, par ordre de fréquence, les questions liées aux conditions de travail des fonctionnaires eux-mêmes. La sécurité n'arrive qu'en quatrième position (il est vrai qu'elle est de la responsabilité de *la préfecture de police et non de* la mairie). Les litiges portant sur les permis de contruire (5 %), sur les impôts locaux (5 %), sur la voirie (3 %) viennent ensuite.

Les requérants doivent écrire à M. Junot en exposant clairement leur affaire et en joignant à leur *lettre une photocopie des docu*ments importants. Dans les dix jours, ils reçoivent un accusé de réception. Pendant ce temps, le médiateur demande des précisions au service mis en cause. Celui-ci doit répondre dans un délai d'un mois.

Si l'instruction du dossier se prolonge (l'Assistance publique et la voirie sont les plus longs à la détente), le requérant reçoit une *lettre d'attente. Enfin, si besoin* est, M. Junot convoque les parties dans son bureau, autour d'une table ronde. Puis il tranche car – à la différence de M. Robert *Fabre, le médiateur national* – il en a le pouvoir. La moitié des requêtes sont réglées dans les trois mois et 80 % avant un an.

Un quart de compromis

Dans le tiers des cas, il s'avère *que les Parisiens* ont entièrement raison. En revanche, 28 % des dossiers sont à l'avantage de l'administration municipale. Le quart des affaires aboutit à un compromis et dans 15 % des cas, les requérants abandonnent d'eux-mêmes.

Le propriétaire d'une brasserie, par exemple, avait demandé l'autorisation d'installer une terrasse sur le trottoir. Un abri-bus vint lui souffler la place. Grâce au médiateur, il a obtenu le déplacement de l'arrêt aux frais de la Ville.

Une dame qui s'était sérieusement blessée en trébuchant sur un trottoir mal entretenu demanda une indemnisation. La voirie reboucha le trou en effaçant ainsi toute preuve de sa responsabilité éventuelle. Sur intervention de M. Junot, on a admis la bonne foi de la plaignante et on l'a indemnisée.

Directrices de crèches injustement pénalisées par les loyers excessifs, propriétaire lésé par un acte de vente mal rédigé, vieux travailleurs qui n'arrivent pas à *toucher leur pension, telles sont* quelques-unes des personnes qui ont finalement obtenu gain de cause.

Les frères Lissac, par exemple, *ne pouvaient ouvrir un atelier* de lunetterie devant employer trente personnes, car le terrain était destiné à devenir un espace libre public. On a fini par trouver un ar*rangement laissant la propriété* à la Ville et l'usage des lieux pour vingt-cinq ans à l'entreprise.

Mais il est des dossiers que M. Junot n'a jamais pu régler. Tel est le cas de l'immeuble Grancanal érigé sur les bords du canal Saint-Martin et dont le permis de construire a été annulé. N'ayant plus d'existence légale, les appartements ne peuvent plus être revendus. Les banques ont même *retiré les prêts qu'elles* avaient consentis à leurs acheteurs. Cette situation ubuesque, qui fait depuis des années l'objet d'un procès, apparaît comme insoluble. Elle est *heureusement unique en son* genre.

Les Parisiens qui ont à se plaindre de services municipaux mais qui suspectent l'indépendance de *M. Junot (celui-ci est nommé par* le maire) ou bien qui ont maille à partir avec une entreprise publique ou une administration d'Etat peuvent faire appel à M. Robert *Fabre*, le *médiateur* national (*le Monde* des 10 avril et 24 octobre 1983).

Mais ils doivent lui transmettre leur dossier par l'intermédiaire d'un parlementaire parisien. Telle est la règle. En outre, s'il peut *suggérer tel ou tel arrangement*, M. Fabre n'a pas le pouvoir de décider lui-même. Environ cinq cents Parisiens s'adressent à lui chaque année dont cent-soixante environ reçoivent finalement satisfaction.Pour en savoir davan*tage et pour préparer leur dossier*, les requérants éventuels auront avantage à contacter M. Jean Gouazé, lui aussi ancien *préfet*, qui est correspondant pour Paris du médiateur national (2).

Enfin, ni le médiateur municipal ni le médiateur national ne sont des bureaux de renseignements. Rappelons que, à l'Hôtel de Ville, neuf services téléphoniques sont là pour cela (3).

MARC AMBROISE-RENDU.

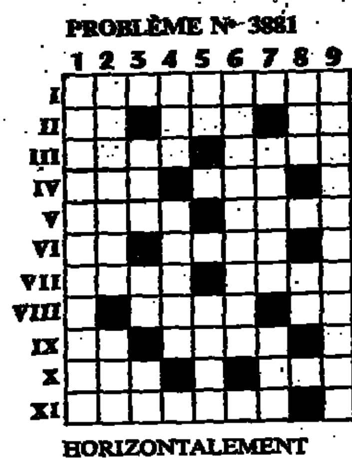
(1) M. Michel Junot, médiateur de Paris, Hôtel de Ville, 75196, Paris RP. Tél. : 276-41-73.

(2) M. Jean Gouazé, correspondant pour Paris du médiateur national, Préfecture de Paris, 50, av. Daumesnil, 75012, Paris. Tél. : 346-13-30.

(3) Services d'information téléphonique de la Ville de Paris : Allo Voirie : 276-52-52; Allo Travaux : 276-53-53; Allo Architecture (chantiers en cours) : 276-59-59; Allo Famille (*aides et droits*) : 634-10-66; Allo Propreté : 341-99-99; Allo Lo*gement : 271-31-31 ; Allo Sport :* 276-54-54; Allo Musées : 278-73-81; Allo Fiscalité : 887-08-15.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3881



HORIZONTALEMENT

I. Femme pouvant chanter fort à voix basse. – *II. Commence* un ornement ou parachève un décor. Souffle libérateur. Indéfini ou départ pour l'infini. – III. Sa hauteur de vue est limitée. Fait descendre l'anguille et *remonter le saumon*. – IV. Clés en main. Bon, chez une personne conciliante. – V. Titre porté par Barberousse. Prélude pour un duo. – VI. Participe passé. Salé. – *VII. Est inutile pour jouer* les utilités. Ville où la flotte disparut dès l'apparition des canons. – VIII. Terre collective au Maghreb. Préposition. – IX. Puérilité. Peut porter la mître à l'évêché. – X. Vocabulaire de charretier. Lourd, il allège le cœur du paysan. – XI. Discret quand il est petit.

VERTICALEMENT

1. Jeu sans frontières. – 2. Un préposé aux relations publiques. A de nombreux ponts, *mais son Pont* est unique. – 3. Indicateur de position. En Asie. Ne changent pas quand l'adolescent devient adulte. – 4. Il est mal élevé de l'élever. Discipline très *courante sur les pistes.* – 5. Mini-courant. Joli ou vilain, on le considère d'égale façon. – 6. Pour lui, les gourdes se trouvent dans les « caves ». – 7. Rassembla des impressions. Coule au pays du grenache. – 8. Priva de sa belle mort. Négation. – 9. Interprète à merveille le songe d'une nuit d'été.

Solution du problème n° 3880

Horizontalement

I. Atterrisage. Oc. – II. Rue. Lépiote. – III. Cyclope. Aguerri. – IV. Ha. Eta. Ulster. – V. Eucharistie. Et. – VI. Racoleuses. Ha! – VII. Aristote. Caen. – VIII. Qui. Aigle. – IX. Emmitouflée. – X. Es. Ie. Aériennes. – XI. OP. Vis. Tact. – XII. Fuite. STO – XIII. Idéal. Ere. Mot. – XIV Légumineuses. Ou. – XV. Exeat. Femelle.

Verticalement

1. Archevêque. Fils. – 2. Tuyau. Soude. – 3. Tec. Craie. Piège. – 4. Léhar. Mi. Taux. – 5. Rhotacisme. Elme. – 6. Paros. Ia. – 7. Ile. Ilt. Taisent. – 8. Se. Iséo. Oestre. – 9. SPA. Tuteur. Oeuf. – 10. Aiguisé. Fit. Se. – 11. Goulée. Aléa. Hem! – 12. Étés. Science. Se. – 13. Erte. Agent. – 14. Rethel: Pool. – 15. Cuir. Anesse. Tue.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 13 janvier 1985 :

DES ARRÊTÉS

- Portant approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques pour 1985.
- Fixant la valeur du coupon de l'emprunt d'Etat 7 % 1973 mis en paiement le 16 janvier 1985.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 JANVIER

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, Musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

« *Atelier insolite à Montparnasse* », 15 heures, 100, rue d'Assas (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CARNET DU Monde

Décès

– M. et Mme Marc Angelvy et leurs enfants,
M. et Mme Georges Petit et leurs enfants,
M. et Mme Paul Guyot et leurs enfants,
M. et Mme Christian Visseyrias et leurs enfants,
Les familles Silvestre, Curtillet, Lazarevitch et Campardon,
font part du rappel à Dieu de

M. Pierre ANGELVY,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
croix du combattant volontaire,
lieutenant-colonel d'artillerie de réserve,
ingénieur agronome INA Paris,
ancien maire de Tipasa,
ancien président en Algérie
de coopératives et assurances agricoles,
ancien président
de la Mutuelle centrale d'assurances,

le 11 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de la Rédemption, place Puvis-de-Chavannes à Lyon, le mardi 15 janvier, à 9 heures.

L'inhumation, précédée d'une bénédiction à l'église, aura lieu à la chapelle d'Angillon, le mercredi 16 janvier, à 10 heures.

« Les Grillons »,
18380 La Chapelle-d'Angillon.

– M. Bernard Barennes, son époux,
M. et Mme Jean-Paul Neveux et leurs enfants,
M. et Mme Hugues Le Bars et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Baptiste Barennes et leurs enfants,
Sœur Armelle Barennes,
M. et Mme Jean-Michel Magis et leurs enfants,
M. et Mme François Dupré et leur fille,
ses enfants, gendres, belle-fille et petits-enfants,
Mme Jean Barennes, née Bardinet, sa belle-mère,

Les familles de ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, F. Barennes, E. Noël, B. Bigourdan, R. Barennes, J. Capion, P. Fonrouge, J. Lafourcade, J. Duffillot, G. Crabit,

Ses oncles, tantes, cousins et alliés des familles Bardinet, Barennes, Casati, Dillemann, de Faucon, Guyot, Ragouet, Videau,

font part du décès de

Mme Bernard BARENNES,
née Bernadette Videau,

le 12 janvier 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

Ils invitent à partager leur peine de la séparation, mais aussi leur espérance dans la tendresse de Dieu et la Résurrection.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église Saint-Maurice de Bécon, à Courbevoie (92600), 216, rue Armand-Silvestre, le mardi 15 janvier, à 16 heures.

Le mercredi 16 janvier, à Bordeaux, en l'église Saint-Bruno, à 14 h 30, une messe sera dite et suivie d'une inhumation au cimetière de Talence, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes, offrandes pour le Secours catholique.

11, rue Paul-Bert,
92600 Asnières.
307, boulevard du Président-Wilson,
33200 Bordeaux.

– Mme Yvonne Courault,
M. et Mme Gérard Courault,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond COURAULT,
directeur des services abonnements
et expéditions du journal *le Figaro*
et de ses publications
de 1912 à 1962,

survenu le 9 janvier 1985, dans sa quatre-vingt-huitième année, à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, *le mercredi 16 janvier, à 10 h 30*, au cimetière de Bois-Colombes, rue de l'Egalité, à Asnières (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue Raspail,
92270 Bois-Colombes.
175, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.

– Mlle Françoise Gaujour,
M. et Mme Jean Gaujour,
Mme Thérèse Petit,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Robert GAUJOUR,
née Thérèse Durceau,
héroïne de la Résistance,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaillée de la Résistance,

veuve du général Robert Gaujour.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 janvier 1985, à 14 h 15, en l'église d'Herblay (95).

Cet avis tient lieu de faire-part.

27, rue Chanez,
75016 Paris.

– Guéret.

Mme Edouard Gaudriot,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
L'ensemble du personnel du cabinet d'études Gaudriot,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Edouard GAUDRIOT,
ingénieur-conseil,
gérant du cabinet d'études Gaudriot
ingénieurs-conseils.

La cérémonie religieuse a lieu le lundi 14 janvier 1985, à 14 h 15, en l'église de Guéret.

Ni fleurs ni couronnes.

Les personnes le désirant pourront verser un don à l'ARC (Association de recherche contre le cancer), BP 300, 94803 Villejuif-Cedex.

– Mme Antoine Jary,
Les familles Carron et Benoist d'Etiveaud,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine JARY,
président de chambre honoraire
à la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'ordre national
du Mérite,

rappelé à Dieu, le 11 janvier 1985, à l'âge de soixante-huit ans.

Le service religieux sera célébré le mardi 15 janvier, à 8 h 30, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, à Paris-4e.

L'inhumation aura lieu à Château-Chinon (Nièvre), dans le caveau de famille.

2, rue Roger-Verlomme,
75003 Paris.

Remerciements

– Mme M.-L. Gilbert-Jules et toute sa famille,

très touchées des nombreuses marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Gilbert-Jules,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée à la mémoire du

président Alexandre BONJEAN,

le mardi 15 janvier 1985, à 11 h 15, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, à Paris-8e.

Messes anniversaires

– *Toulouse.*

La messe habituelle de la communauté dominicaine de Toulouse-Rangueil, 1, avenue Lacordaire, sera célébrée le samedi 19 janvier 1985, à 12 h 5, autour et à la mémoire de

Gabriel-Ferdinand MATHIS,

qui nous a quittés, il y a un an, pour la maison du Père.

« En ses jours la justice fleurira et l'abondance de la paix. »
(Psaume 72.)

Communications diverses

– La conférence que *devait donner* le général Copel, dans les salons de l'Aviation-Club de France, 104, Champs-Elysées, le jeudi 17 janvier 1985, est reportée à une date ultérieure.

– L'Association protestante de liaison interuniversitaire (APLI) organise tous les mardis, à 20 h 30, des réunions-débats ouvertes à tous les étudiants quelles que soient leurs croyances. (Renseignements et inscriptions : APLI, 33, place *Maubert*, 75005 Paris. Tél. : (1) 326-71-51.)

Soutenances de thèses

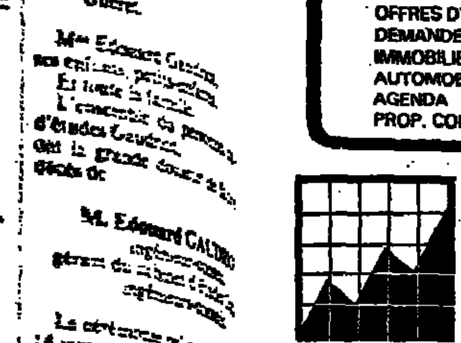
DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-I, lundi 14 janvier, à 15 heures, appartement Décanal (centre Panthéon), M. Georges Virassamy : « Les contrats de dépendance (essai sur les activités professionnelles exercées dans une dépendance économique). »

– Université Paris-II, lundi 14 janvier, à 15 heures, salle des Conseils, Mme Hélène Tsipouris : « Les conséquences économiques des dépenses militaires dans les États membres de la CEE. »

– Université Paris-II, mardi 15 janvier, à 16 heures, salle des Commissions, M. Michel Guenaire : « La fonction unificatrice du service public dans le droit administratif. »

– *Université Paris-II*, mercredi 16 janvier, à 15 h 30, salle des Conseils, M. Bernard Causse : « Eglise, finance et royauté. La floraison des décimes dans la France du Moyen Age. »



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

responsable du département télécommunications

Dans le cadre de la fusion entre les **Sociétés Internationales ICL et STC** (Standard Telephone Cables) - plus de 50.000 personnes en Europe, ICL FRANCE *recherche, pour son Siège à Paris, un* **INGENIEUR DE TRES HAUT NIVEAU SPECIALISE EN TELECOMMUNICATIONS.**

Ses missions :
- animer le département Télécommunications d'ICL France,
- être l'interface permanent vis à vis de STC,
- prendre en charge les modifications des matériels en provenance d'Angleterre en vue des agréments PTT.

Homme de contact et de communication, mais aussi apte à concevoir les plans stratégiques de son domaine, le candidat recherché *devra posséder de solides connaissances en téléphonie, faisceaux* hertziens, fibres optiques, transmission de données, protocoles et procédures de communications.

Le poste requiert une formation supérieure type SUPELEC ou SUP TELECOM. L'Anglais courant est indispensable.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. 33.07/TL/658 à ADEQUATION 62-64 *avenue Emile Zola 75015 Paris.*

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Adequation

direction informatique

300.000 F + **B.T.P.**

Ce grand groupe français du Bâtiment Travaux Publics - possède de nombreuses agences et filiales en France et à l'étranger. Il mise sur l'**informatique technique** pour accroître ses *performances et faire face à son expansion : il met en place une informatique décentralisée* et développe ses ressources, il envisage en particulier de s'orienter vers la CAO. Il recherche le responsable de son informatique technique.

Directement rattaché à la Division Technique, et avec une équipe de 3 ingénieurs qu'il encadre, *anime et coordonne, il gère les grands projets techniques (planification, gestion des stocks ...) et* il assure le bon fonctionnement des applications existantes, en fonction des demandes exprimées par les agences et dans le cadre de la politique générale du groupe, il doit étudier et proposer un plan de développement informatique, fixer des orientations et des choix, concevoir, réaliser et mettre en place des applications et des systèmes nouveaux. Il assiste et conseille, en matière d'informatique, les directions générale et technique du groupe.

Le candidat est un homme d'études et de développement ; c'est un ingénieur grande école (Centrale, Mines, Ponts et Chaussées ...), possédant au moins 8 ans d'expérience en informatique. C'est un leader, dynamique, ouvert, capable de dialoguer, de convaincre et de s'imposer avec souplesse et fermeté. La connaissance du BTP est un atout.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence P171 M à B. Beaunoir, Sema-Sélection. **Centre Metra 16-18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse

PROUVOST SA - LAINIERE DE ROUBAIX

recherche pour sa marque

CLUB MEDITERRANEE

directeur de produit

SPORTSWEAR *HF*

Ce directeur : • élabore le plan de collection, • dirige l'équipe de style, • assure la réalisation des collections.

Il est assisté pour cette tâche par une équipe qui a en charge l'atelier de modèles, l'ordonnancement-lancement et la fabrication.

Une expérience concrète de la "Mode" est donc indispensable.

De très intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe sont ouvertes.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé à M. CHERMAT
PROUVOST SA
11, Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris

emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

INGENIEURS,

valorisez votre formation en faisant carrière dans l'Assurance

Factory Mutual System **Factory Mutual International,**

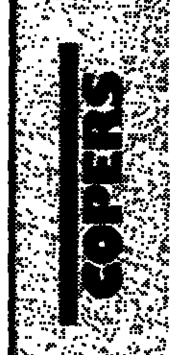
Nous sommes la branche française du **FACTORY MUTUAL SYSTEM,** l'un des premiers groupes Américains d'Assurances en risques industriels. Notre expansion constante est fondée sur notre expertise dans le domaine de l'Ingénierie des risques.

- *Après formation interne à nos techniques, votre rôle sera d'analyser les risques (incendie et divers) afin,* notamment, de proposer des programmes d'amélioration préventive aux Directions de notre clientèle. Nous souhaitons intégrer dans nos équipes en France, 2 Ingénieurs, Grandes Ecoles, parfaitement bilingues français (langue maternelle) / anglais, et disponibles pour les déplacements (fréquents mais de courte durée) en France et à l'étranger.
- Une expérience d'au moins 1 an dans une entreprise industrielle est indispensable, la connaissance de la prévention des risques peut constituer un atout supplémentaire.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo, salaire actuel), sous la référence 84042 M, seront étudiés en toute confidentialité par notre Conseil.

Sonia Lipszyc
HAY *Managers* 13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

HAY FRANCE



Dirigez une entreprise : brûlez les étapes si vous en êtes capable

Etre, au sein d'un Groupe important, responsable d'une Société, c'est une opportunité rare. Elle peut vous permettre *d'obtenir dès aujourd'hui ce que vous méritez déjà.*

Notre métier : les transports exceptionnels, les transferts *industriels, la manutention sur les foires-expositions. Un* esprit terrain, un matériel important, une équipe qualifiée et les pieds au mur tous les jours. Notre métier : l'impossible...

Votre métier et votre potentiel : celui d'un chef d'entreprise. *Nous vous confions le nôtre* (25 MF de C.A., 100 personnes). A vous de la faire tourner. Trouver les « chantiers », les organiser, animer les hommes, superviser la gestion, préparer l'avenir. Vous êtes à la fois directeur commercial, directeur technique, responsable du personnel...

Votre expérience : dans votre job, vous investissez à 100 % votre temps et votre énergie. Une bonne trentaine, vous avez su prouver que vous savez vendre (c'est votre priorité), diriger des actions commandos, gérer une logistique serrée et *un matériel complexe,* et animer des hommes de caractère. Par exemple dans les transports, la manutention, le bâtiment, la machine-outil, l'industrie ou toute branche d'activité impliquant une forte polyvalence commerciale et logistique.

Si vous êtes prêt à assurer le challenge, écrivez à notre Conseil P. GOMBEAUD - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS. Joignez une photo et indiquez votre *rémunération actuelle.*

MEDIA PA

En Afrique

La filiale africaine d'une société française, au tout premier rang mondial de son secteur d'activité (prestations de services) recherche son

SECRETAIRE GENERAL

Etabli au Gabon, celui-ci sera pleinement responsable des fonctions financière, juridique et administrative de cette société (160 personnes, 100 millions de F.F. de C.A.).

C'est un homme de formation supérieure, de haut niveau (**HEC, ESSEC**), ayant 10 années d'expérience d'une fonction semblable dans une PME ou un centre de profit autonome, capable de s'établir durablement sur le continent africain.

Il parle impérativement l'anglais.

Les conditions de vie locales sont agréables et les avantages ceux d'un expatrié de niveau élevé.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 412 067 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Société de gestion de parcs d'exposition à OYONNAX recherche son

Directeur

Responsable de la gestion et du développement de la société, il sera chargé du montage d'expositions dans l'industrie de matières plastiques (*recherche d'exposants, de prestataires de services...*) ainsi que des actions de développement économique de la ville (*services aux entreprises, promotion* interne et externe de la ville).

De formation HEC, ESSEC ou SUP de CO, il devra avoir une première expérience de gestionnaire commercial acquise si possible dans ce domaine.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 7358 à Media System 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour fonctions technico-commerciales

COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

HF

présentant le profil spécifique suivant :

- *expérience importante (d'au moins une vingtaine d'années) en milieu industriel ou financier, de préférence en relations avec les pays de l'EST,*
- *formation supérieure et parlant le russe couramment,*
- *acceptant de séjourner plusieurs années à MOSCOU.*

Adresser lettre + curriculum vitae et prétentions sous réf. 81345 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal ***75001 PARIS,*** *qui transmettra.*



HAVAS CONTACT

Société française d'ingénierie recherche pour prendre *la responsabilité d'un centre informatique en Afrique* francophone (micro-ordinateur multiposte, applications de gestion : stocks, matériel, etc.)



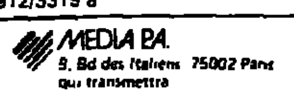
ayant impérativement :
- une première expérience réussie,
- une connaissance des mini et micro-ordinateurs,
- une pratique du BASIC.

De niveau maîtrise, DUT ou équivalent, le candidat retenu deviendra consultant dans une Entreprise Internationale.

Pour ce premier poste basé dans une capitale, des connaissances UNIX seraient un atout.

La rémunération est assortie de tous les avantages de l'expatriation.

Ecrire avec C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 1912/3319 à



(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



Débutez une carrière dans notre Groupe par l'audit international

JEUNE AUDIT DES FILIALES

Engagé par ESSO CHIMIE, il sera détaché (pendant 2 à 3 ans maximum) auprès du centre européen d'Exxon Chemical afin d'effectuer des missions dans l'ensemble des filiales du Groupe. Puis, il sera appelé vers d'autres fonctions au sein d'ESSO CHIMIE au siège à Paris ou dans son complexe pétrochimique de Notre Dame de Gravenchon.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école commerciale ayant, si possible, une formation complémentaire de gestion, type M B A. Il est débutant ou possède déjà une première expérience professionnelle.

Le centre d'Audit européen d'Exxon Chemical est basé à Bruxelles mais une résidence en région parisienne est souhaitée. Ce poste implique nécessairement de nombreux déplacements en Europe.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 11507 AE, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO
egor MONTREAL

MEMBRE DE SYNTEC

Europe — 300-400,000 French Frs

Nº 1 in distributed modern micro/mini/large computers and networks

SYSTEMS PORTFOLIO MANAGERS

European Responsibilities

To ensure a high quality service to a very fast growing business in Europe, this leading manufacturer is making a tremendous effort in many kinds of state-of-the-art systems in the areas of manufacturing, engineering, repair, field service and distribution of hardware and software materials.
Men are key to define, develop, implement, maintain those sophisticated applications with the help of European subsidiaries, through computers systems.
We will interview in London, Dusseldorf and Paris, 30/35 year old candidates fluent in English, hi-tech oriented, aware of logistical problems and projects management, computers and packages experts, understanding cross functional and cross geography organisations.
Home will initially be in Germany and can be negotiable after first phase project implementation in North Europe.
Compensation plan is very attractive and salary will be negotiable around 300-400,000 French Frs currency to be defined.
For further details, please send CV, photograph and salary details, precising Réf. M 26/1262 A to :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.



média-system

Filiale d'un des premiers groupes internationaux leader sur le marché des TEXTILES EN AFRIQUE NOIRE nous recherchons deux collaborateurs.

• INGÉNIEUR TEXTILES

(ENSITM, ENSAIT ESITE, ...)

• DIPLOMÉ

D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Agés d'environ trente ans, ils devront posséder une expérience du marketing et de la commercialisation de produits textiles (imprimés pour pagnes, tissus en pièces, autres articles d'habillement...).

La connaissance de la langue anglaise est impérative, celle de l'Afrique noire constitue un atout.

Après une période de formation, ils auront en charge, au sein d'une de nos sociétés opérationnelles d'Afrique, la responsabilité commerciale et de gestion d'un département textiles.

A la rémunération motivante s'ajouteront les avantages liés au statut d'expatrié.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 178 à CURRICULM, 26, rue du 4 Septembre, 75002 Paris.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN sollicite des candidatures pour des postes de Professeurs dans les domaines de :

INSTITUTIONS POLITIQUES, PARTIS, ET PROCESSUS LÉGISLATIFS (référence SPS/85-1)

et de la THÉORIE POLITIQUE ET SOCIOLOGIQUE (réf. SPS/85-2). Ces postes sont à pourvoir à compter du 1er octobre 1985 ; la date limite de candidature est fixée au 1er mars 1985. L'un des postes (professeur A4/A3) est comparable à celui de professeur de première classe des universités françaises ; l'autre (Professeur A8/A6) à celui de Maître de Conférences (Maître assistant) ; les recrutements seront opérés sur la base des qualifications et de l'expérience des candidats sélectionnés.
Les contrats sont de trois années, avec possibilité de renouvellement.
Les renseignements sont disponibles au :

Service Académique,
Institut Universitaire Européen,
Badia Fiesolana, I-50016
S. Domenico di Fiesole (FI), Italie.
Mentionner la référence adéquate.

DIRECTIONS



Nous fabriquons plus de 180 produits de maintenance industrielle (détergents spéciaux, lubrifiants, décapants, agents de protection, aérosols, etc...).
Nous recherchons notre

DIRECTEUR DU LABORATOIRE DE RECHERCHE

pour :
- le développement de notre laboratoire de recherche,
- la mise au point de nouveaux produits,
- le contrôle de nouvelles applications,
- l'appui technique en clientèle.

Nous demandons :
- une expérience de 15 ans dans des postes similaires,
- le goût pour le contact en clientèle,
- le niveau doctorat ou équivalent.

Nous offrons :
- le statut cadre,
- la gestion du budget d'équipement du laboratoire,
- une rémunération en rapport avec votre expérience.

Lieu de travail : Région de VERNON (Eure).
Envoyer C.V et photo à J.C. CARTIER
CARAL - BP 452 - 27204 VERNON Cédex.

1 DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Entreprise vente au détail C.A.-500 millions, effectif 500 personnes.
Ecrire sous référence 8.079 à P. LICHAU SA, BP 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Ville banlieue Sud 40.000 habitants, recherche pour la direction de son Centre de Loisir

1 ANIMATEUR 1re classe

niveau DEFA ou équivalent. Expér. de direction souhaitée. Ecr. s/nº 8.808 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VILLE DE BLOIS
50.000 habitants
recrute, par concours sur titres,

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Diplômes exigés :
– Diplôme d'un institut d'études politiques ;
– ESSEC ;
– Certificat de fin de cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'ENA, etc.

Tous renseignements pourront être communiqués par le Service du Personnel à la Mairie de BLOIS.
Les candidatures, avec CV détaillé, sont à adresser à M. LE MAIRE DE BLOIS, Service du Personnel, 41012 BLOIS, avant le 1er mars 1985.

emplois régionaux — emplois régionaux



Nous sommes un important Groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Notre Division Accumulateurs Etanches, nº 2 mondial, qui connait un développement important, recherche pour ses usines proches d'ANGOULEME, un

CONTROLEUR DE GESTION USINES
(HEC, ESSEC, ESCP, formation Universitaire)

En liaison fonctionnelle avec le Contrôleur de Gestion de la Division, vous assisterez le Directeur des Usines dans ses décisions à caractère de gestion.

Vous effectuerez les prévisions et l'analyse des variations de l'activité des Usines, participerez à l'élaboration des plans et budgets, établirez les tableaux de bord Usine.

Pour un candidat à fort potentiel, ayant une première expérience de gestion en milieu industriel, c'est l'opportunité de prendre la responsabilité du contrôle de gestion, de deux unités industrielles en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.20.38 LM à SAFT - Direction des Ressources Humaines 57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY S/SEINE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65



Pour développer une section analytique au sein de son centre de Recherche de Dunkerque

La Société Française des Pétroles BP

recrute un

ingénieur chimiste (ENSCP, ESPCI) ou un docteur d'état

ayant de bonnes connaissances en CATALYSE. Anglais et informatique indispensables.

Envoyer C.V. détaillé, photo au Service du Recrutement Développement
10, Quai Paul Doumer 92412 Courbevoie Cedex.

BP

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65





Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Notre Division Accumulateurs Etanches, Nº2 mondial, qui connaît un développement important, recherche pour ses usines près d'ANGOULEME (750 personnes), un

INGENIEUR D'ETUDES
(CENTRALE, ARTS & METIERS, INSA..)

Dans une perspective permanente d'innovation, de satisfaction du client et de recherche de solutions industrielles performantes, vous assurerez la responsabilité du Groupe de Développement des batteries étanches (nickel/cadmium).

Pour un candidat à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience, c'est l'opportunité de valoriser une formation de généraliste sur le terrain, dans une activité industrielle en pleine expansion favorisant de larges possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.11.21 LM à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers 92200 NEUILLY S/SEINE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.65

CENTRE REGIONAL D'INFORMATIQUE HOSPITALIERE DE LIMOGES

recherche

INFORMATICIENS CHEFS DE PROJET
(Ingénieurs diplomés)

- METHODE
- APPLICATION

Env. c.v. et photo à M. le Directeur du CRIH Hôpital du Cluzeau 51, av Dominique Larrey 87043 Limoges Cedex.

AXIAL Publicité

Entreprise d'importance nationale exploitante de services publics d'eau, d'assainissement, et assurant les travaux publics connexes, recherche :

INGENIEURS CONFIRMES
diplômés Grandes Ecoles

ayant de 5 à 10 ans d'expérience sur le terrain, dans la distribution d'eau, l'assainissement ou les Travaux Publics.
Ils devront être motivés pour assurer à terme des responsabilités importantes.
Les postes à pourvoir sont basés dans des villes moyennes de Province.
Disponibilité pour une mutation dans toutes régions de Métropole, éventuellement à l'Etranger, souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous Réf. 161 M à CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre, 75002 Paris.

Pour faire face à son expansion

FERRANTI

Leader britannique en C.A.O.-F.A.O. MECANIQUE
recherche

2 ingénieurs d'affaires

pour ses bureaux de PARIS et VITROLLES (près d'Aix-en-Provence)
De formation ingénieurs diplômés à dominante mécanique, ayant une première expérience de la négociation et de la vente à haut niveau, ils auront la charge de la vente de SYSTEMES C.A.O. de haut de gamme pour l'industrie mécanique.

2 ingénieurs d'application

pour son centre de démonstration de VITROLLES
De formation ingénieurs diplômés à dominante mécanique, ayant une première expérience de la C.A.O. mécanique, et capables de s'intégrer à une jeune équipe.
Adresser au plus vite C.V. à Monsieur GROS.
FERRANTI INFOGRAPHIQUE
Z.A. La Bastide Blanche, Bât. B. 13127 Vitrolles

P.R.B.

Chef du Personnel

Alsace

Filiale d'un groupe international, nous recherchons pour l'une de nos unités de production (450 personnes) située à proximité d'une grande ville d'Alsace, un Chef de Personnel confirmé pour prendre en charge l'ensemble des domaines de la fonction. Il participera avec le Directeur des Relations Humaines à l'élaboration de la politique sociale qu'il animera dans l'établissement, assurera les contacts avec les partenaires sociaux, mettra en place, en fonction des besoins, les organisations nécessaires à la vie de l'entreprise (réglementation, outils de formation et d'information, etc...), enfin, il supervisera les services généraux. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, maîtrisant bien les aspects opérationnels de la fonction et possédant une personnalité à la fois mûre et affirmée. La pratique de l'Allemand serait appréciée. Ces qualités lui assurent une évolution intéressante au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 501323M.

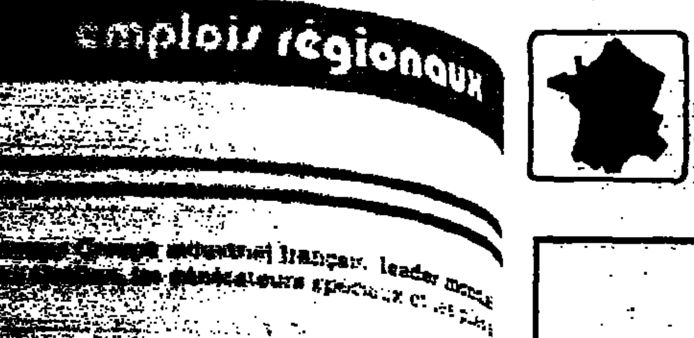
35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Manager, à Monaco, une Informatique de Pointe en Gestion Industrielle

Un "challenge" pour un Chef de Projet à fort potentiel

L'ORÉAL De formation de type Ingénieur ou MIAGE + IAE..., vous avez acquis en entreprise ou/et SSII, de préférence sur HP 3000, une expérience de réalisation complète de systèmes décentralisés de gestion, y compris en production, depuis l'analyse des besoins jusqu'à l'exploitation.
Vous avez maintenant pris la mesure de vos capacités et de votre potentiel.
Dans ce cas, vous pouvez, sur le site monégasque (effectif : 115 personnes ; environnement HP 3000), assumer les responsabilités de CHEF SERVICE INFORMATIQUE.
Rattaché au Directeur d'Etablissement et en liaison étroite avec tous les services utilisateurs, vous serez le garant du maintien et du développement *des systèmes d'information au top niveau de fonctionnement au sein* du Groupe. Vous animerez une petite équipe pilote.
Ce poste clé pour le développement de nos activités peut évoluer à terme vers des responsabilités élargies au sein du Groupe.
Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner ou d'écrire sous référence 85 9101 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE — GRENOBLE

Cette société qui a toujours associé dans ses efforts de développement, innovation et souci de la qualité, possède une excellente notoriété.
Pour compléter son équipe technique, elle vous propose aujourd'hui les postes suivants :

Responsable Industrialisation et Qualité

Produits surgelés

Adjoint au Directeur Technique, il est responsable de toutes les étapes de la vie des produits surgelés : mise au point en laboratoire, industrialisation, qualité des process, amélioration de la gamme, vieillissement des produits... Il est secondé dans sa mission par les Responsables Qualité et les personnels *des laboratoires des unités de production concernées. Le poste convient à un Ingénieur ENSIA ou équi*valent, désireux de valoriser dans un contexte professionnel motivant une première expérience d'industrialisation de produits surgelés. *Réf. 4060M*

Responsable Recherche et Développement

Produits Surgelés

Sous l'autorité du Directeur Technique, il prend *en charge, pour l'ensemble des produits froids :*
— La gestation des produits nouveaux, depuis le recueil des idées nouvelles jusqu'à l'essai semi-industriel réussi ;
— La recherche fondamentale et documentaire des tendances de la gamme des produits existants.
Il travaille en étroite collaboration avec les services Marketing et Achats ainsi qu'avec les autres départements de la direction technique. Le candidat recherché, diplômé de l'enseignement *supérieur agro-alimentaire, est un bon praticien* du domaine des produits surgelés. *Réf. 4061M*

Responsable Recherche et Développement

Emballages

Rattaché au Directeur Technique, sa mission est *de rechercher et de mettre* au point les produits nouveaux de la ligne emballage (emballages, bouchons, étiquettes, flacons, ...) pour l'ensem*ble des produits de l'entreprise. Il participe égale*ment activement à l'amélioration des emballages existants tant au plan des prix de revient que de la qualité. Ce poste, qui convient à un diplômé ou à un autodidacte, suppose une excellente maîtrise des aspects industriels de la fabrication de composants retenus. Il implique une bonne connaissance des différents types de matériaux d'emballages ainsi que leur compatibilité avec le contact alimentaire *Réf. 4062M*

Responsable Qualité

Sous l'autorité de l'Adjoint du Directeur Technique pour la ligne de produit considéré, le Responsable Qualité a la charge, au sein de l'unité de production, du contrôle des matières premières, du suivi des *process, de la mise en place des cercles de qualité* et de l'animation du personnel du laboratoire. Le candidat recherché a complété une formation supérieure agro-alimentaire par une expérience dans le secteur professionnel de référence. **Ce poste, à pourvoir pour l'unité de Grenoble, l'est également sur Agen et la région d'Angers.** *Réf. 4063M*

Ces fonctions s'insèrent dans une structure de travail souple favorisant l'initiative personnelle et la polyvalence des interventions.

Merci d'adresser lettre man., C.V. et prétentions s/réf. choisie à GUY PELLAÉ Sélé-CÉGOS Rhône-Alpes
2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Publival

LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-MARNE recrute par voie de concours sur titres

UN HYDROGÉOLOGUE

- Expérience souhaitée.
- Diplômé de l'enseignement supérieur : diplôme d'ingénieur en géologie (spécialité hydrogéologie).
- Ou doctorat en 3e cycle, option hydrogéologie.

Les candidatures, accompagnées d'un c.v. complet, devront être adressées avant : le 31 janvier au plus tard à
M. le Président du Conseil général de la Haute-Marne,
bureau du personnel,
89, rue Victoire-de-la-Marne,
52011 CHAUMONT Cedex.
Tél. (25) 03-65-00, pte 22-18.

Cabinet de conseils juridiques et fiscaux Région NORD, recherche

FISCALISTE CONFIRMÉ

Rémunération attractive.

Écrire avec curriculum vitae au nº 8.827 LE MONDE Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

555-91-82

---

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

FOREIGN EXCHANGE CONSULTANCY

THE COMPANY
The European subsidiary of a major U.S. Bank, recognized as a world leader in international financial consultancy, is seeking Consultants/Senior Consultants to join their young and highly successful consultancy team based on the Continent.
He/she will join a fast expanding operation with a large client base in Europe, the Middle East and Africa.

THE JOB
The work is wide ranging and entails providing a professional consulting service to major international companies and financial institutions on all foreign exchange and treasury related transactions. Consultancy is given at the highest corporate levels in an international environment with frequent travel.

THE QUALIFICATIONS
He/she will have a degree in economics and/or finance or equivalent experience. Our candidate will be in his/her late twenties to late thirties and must have gained professional experience with the international currency and money markets. Absolute fluency in at least three European languages (Spanish, Italian, French) is essential.

EXPERIENCE
The candidate should have worked with a European company/bank for at least 3 years in an international treasury/finance position. Foreign exchange dealing experience would be an asset. The candidate could also have worked as an advisor with active consulting responsibilities. He/she must be a self-starting individual, who likes to sell successfully a high-priced consultancy product. This position represents very attractive benefits (fringe, tax, etc.) and an exceptional career potential for the qualified individual.

Write in fully confidence with curriculum vitae under reference H 55 to Agence Havas, 13 Boulevard. Ad. Max, B - 1000 Brussels / Belgium

---

Banque privée, filiale d'un très important groupe bancaire international

recherche pour MONACO

SOUS-DIRECTEUR

en charge de son département clientèle privée - classe VI +

Profil souhaité :

Diplôme d'Ecole Commerciale (Sup. de Co, Essec...) 6/8 années d'expérience bancaire notamment en agence. Sens de l'innovation et du marketing.

Adresser C.V. avec rémunération actuelle + lettre manuscrite et photo à SOCOPRESSE, Nº 145, 37, rue des Acacias, 75017 PARIS, qui transmettra.

Pour unité à taille humaine (450 pers.), nous recherchons :

UN INGENIEUR METALLURGISTE (réf. 909)

responsable de l'atelier d'élaboration d'aciers spéciaux et de traitements thermiques : 3 fours électriques de fusion, 10 de traitements.

UN INGENIEUR MECANICIEN (réf. 910)

responsable de l'atelier grosse mécanique et usinage : 75 personnes - 40 machines-outils.

Dans chacun des postes, où existe une maîtrise techniquement compétente, la mission est d'abord d'ANIMATION, en motivant et fédérant les hommes, et d'ORGANISATION, en poussant l'informatisation.

De jeunes ingénieurs, -pensée claire, abord ouvert, caractère constant- ayant au moins 6 ans d'expérience, trouveront dans l'exercice d'un métier fort l'occasion de donner et de recevoir une *réelle plus-value.*

Merci d'adresser, sous les références correspondantes, votre CV avec indication de salaire et si possible photo, au



CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES
56270 PLOEMEUR

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
- Groupe Caisse des Dépôts-Développement -
recherche pour

AFFECTATIONS RESIDENTIELLES OUTRE-MER

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

– diplômés grandes écoles – option informatique

- expérience de plusieurs années en informatique de gestion
- références dans la conduite de grands projets administratifs et financiers
- *connaissance de l'anglais.*

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité s/réf. 8871 à

SINORG *RECRUTEMENT*
7 RUE ROYALE 75008 PARIS

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

UNITE D'ANNECY
recherche pour sa section
CONTROLE ELECTRONIQUE

UN INGENIEUR

AM - ENSI ou équivalent

Une première expérience industrielle a permis au candidat de prouver ses capacités d'encadrement tout autant que ses connaissances techniques.

Une formation complémentaire interne lui sera apportée.

Envoyer candidature manuscrite + CV (et photo) au Service du Personnel USINE D'ARGONAY - BP 236 - 74009 ANNECY CEDEX

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

---

l'informatique vous attire...

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 4, *Ecole de Commerce,...)*
- Vous souhaitez donner de l'avenir à vos diplômes

Nous vous offrons :
- une FORMATION COMPLETE à l'informatique,
- à terme un poste d'analyste programmeur.
- *ultérieurement, une évolution de carrière au sein de notre entreprise.*

Si vous êtes intéressé

... rejoignez nous au



de BEAUVAIS

Merci d'adresser votre c.v., photo et prétentions au Service du Personnel du C.R.C.A.M. de l'Oise
18, rue d'Allone - 60026 BEAUVAIS.

ARABIE SAOUDITE

recherchons

EXPERTS PORTUAIRES ET MARITIMES

de haut niveau ayant :
soit au moins dix ans d'expérience portuaire dans l'un des domaines suivants :
– Génie civil ;
– Equipements ;
soit au moins huit ans d'expérience *portuaire dans l'un* des domaines suivants :
– Opérations ;
– Matériel naval ;
– Aides à la navigation ;
– Lutte contre la pollution ;
– Statistiques ;
– Conseils juridiques ;
– Formation professionnelle ;
soit au moins cinq ans d'expérience en informatique.

Anglais excellent impératif.

Contrat de 3 ans. Basés à Riyadh. Nombreux avantages.

Ecrire avec C.V. sous nº 8.832 au *Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris

---

IMPORTANT SERVICE PUBLIC
(Région Rhône-Alpes)
recherche

2 INGENIEURS D'APPLICATION

de préférence avec une première expérience, connaissance DPS 7, PAC 700 et / ou DPS 6 souhaitée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHAU S.A., s / réf. 3927
12, rue du Président Carnot
69002 LYON
qui transmettra.

RESPONSABLE MARKETING

Clermont-Ferrand

Une société d'économie mixte ayant une assise sur deux régions du Centre où elle a pour objet l'étude et la réalisation d'aménagements dans les secteurs du tourisme, de l'industrie (bois et agro-alimentaire) et de l'énergie, étend ses activités à d'autres régions de France et à l'étranger et elle recherche UN RESPONSABLE MARKETING. En liaison avec les différentes divisions de la Société, il sera chargé de concevoir et faire appliquer une politique marketing. Il aura à définir les prestations en matière de produits et de prix et il participera à leur *promotion auprès d'une clientèle publique et privée pour le compte* de laquelle il réalisera également des études de marketing. Ce poste sera confié à un homme âgé d'environ 28 ans, issu d'une Ecole Supérieure de Commerce et possédant quelques années d'expérience professionnelle de la fonction Marketing, acquise dans une société de prestations de services, d'ingénierie, de biens d'équipement, ou de l'agro-alimentaire. Ecrire sous référence 741/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Produits Grand Public

JEUNE RESPONSABLE METHODES

Ouest-Atlantique

Cette entreprise industrielle performante (2 000 personnes - 900 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un groupe français de dimension internationale, est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits grand public de grande série. Face à son développement, *elle recherche aujourd'hui un jeune ingénieur Méthodes capable* d'assurer la croissance d'une nouvelle unité de production.

Responsable des temps et des prix de revient, il participera à la définition des futurs produits et à la mise en place des nouveaux équipements, assurera la gestion des investissements, et devra être rapidement à même de faire des propositions visant à l'*amélioration de* la productivité, *en* autorité sur une petite équipe, et en relation étroite avec les différents services (études, fabrication,...) de l'unité.

Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel des méthodes, de formation ingénieur (Centrale, AM, ENSL...), et possédant déjà une première expérience des automatismes, *lui ayant permis d'acquérir de solides notions en mécanique et électro-mécanique*. La réussite à ce poste exige un esprit rigoureux et inventif, lié à un souci constant de rentabilité. La taille du Groupe autorise de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M1/1006 G, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system

PLASTIMO

RESPONSABLE SERVICE METHODES

Bretagne Sud

Cette jeune société (300 personnes), filiale du groupe international JOHNSON, et spécialisée dans la fabrication d'accessoires destinés à la Marine de Plaisance, recherche le Responsable de son service Méthodes.

En autorité sur plusieurs techniciens, il aura à structurer et organiser son service, dans une grande autonomie. Responsable des temps et des prix de revient (gestion des nomenclatures, création des gammes opératoires, analyse des éléments...), il devra être rapidement à même de faire des propositions visant à l'amélioration *de la productivité*, et ce, *en relation étroite* avec les différents services (notamment fabrication et bureau d'études) de la société.

Ce poste, basé à Lorient, doit motiver un professionnel des méthodes, âgé de 28 ans *minimum, diplômé de l'enseignement supérieur* (AM ou équivalent), et pouvant justifier d'une expérience similaire, de trois années au moins, acquise de préférence en production de petites et moyennes séries. La réussite à ce poste implique une bonne autorité naturelle, un esprit pratique et créatif, ainsi qu'une *grande faculté d'adaptation*. La pratique de l'anglais est souhaitée. Des connaissances en textile constitueraient un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous *référence* M 1/1055 D, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes.

egor — PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

média-system



le Crédit d'équipement des PME

a pour vocation de financer le développement des entreprises.

Il recherche pour renforcer son action commerciale dans la région

POITOU - CHARENTE à POITIERS

délégué commercial

DIPLOME SUP DE CO, MAITRISE SCIENCES ECO à ORIENTATION FINANCIERE.

Après formation, il pourra développer son aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Mr CAMY
Directeur Régional CEPME
1, rue du Petit Bonneveau - 86000 POITIERS.

Technologie des moteurs

Rhône-Alpes - Cette société, filiale d'un groupe international, est le leader français de son secteur d'activité. Elle recherche :

Chef du service études produits

Il aura pour mission de participer à la définition des axes de recherche, de développer et de mettre au point des nouveaux produits et d'assurer l'interface avec les bureaux d'études constructeurs. Il animera une équipe d'une dizaine de personnes. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (ENSPM, AM, ECL, ETACA...) ayant acquis 5 ans d'expérience minimum en études, développement ou essais des moteurs ou de leurs composants chez un constructeur *automobile ou un équipementier*. Réf. A/3867M

Jeune ingénieur d'études

Il prendra en charge un projet de recherche lui permettant d'approfondir ses connaissances sur les produits et de se familiariser avec la spécificité des techniques pour évoluer vers le développement produit. Ingénieur diplômé (AM, ESME....), il aura acquis 2/3 ans d'expérience en études dans le secteur automobile. Réf. A/3868M

Des évolutions de carrière sont prévisibles à terme. *La pratique de l'anglais est fortement souhaitée.* Les *rémunérations*, liées à l'*expérience*, sauront motiver des candidats de valeur. Pour ces deux postes, écrire à M. LE GOUEFF à Villeurbanne en précisant la référence du poste choisi.

PA

78, bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Soyez bien!

Le ***CENTRE TECHNIQUE*** *(Europe) situé à Valbonne Sophia-Antipolis recherche*

Responsable Système

De niveau Ingénieur, vous avez été responsable d'un Centre Informatique. Vous possédez des connaissances approfondies en VMS et Hardware et le sens de l'organisation.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Vous assurerez la coordination des ressources informatiques d'un département de Consultants de haut niveau.
2 VAX 785 + 1 VAX 750 + 1 VAX 8600

Nous attendons votre correspondance sous Réf. 139M Digital Equipment, CENTRE TECHNIQUE EUROPE, SOPHIA ANTIPOLIS BP 29 - 06561 VALBONNE Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

BOUYER
PROFESSIONNEL

Ingénieur électronicien, futur Directeur adjoint...

... Et dans le Sud-Ouest. Quand on parle électro-acoustique professionnelle, on pense, en effet, naturellement Bouyer. Voilà sept ans que nous développons aux côtés de notre société mère, et également à Montauban, une activité d'ingénierie électro-acoustique. Sur un marché ouvert et très porteur, nous concevons, fabriquons et livrons clef en mains des systèmes et des matériels spéciaux : de l'atelier ou la salle de conférences (éventuellement équipée en interprétation simultanée) à l'hôtel ou l'hôpital, *et jusqu'au métro* ! Dans ce domaine, *tout nous intéresse. Notre activité* (CA 25 MF) *est déjà orientée pour moitié vers l'export.*

Pour faire face convenablement à notre forte croissance, nous devons nous renforcer. Et voilà peut-être l'opportunité qui va vous intéresser, à un stade de votre carrière où vous réfléchissez à votre orientation. Après un temps limité - de l'ordre de deux ans - comme ingénieur d'affaires, dans une position charnière entre les études, la fabrication, le suivi et la gestion des affaires, vous accéderez à des responsabilités supérieures auprès du directeur de la filiale. C'est à un ingénieur praticien à solide compétence électronique que nous pensons pour ce poste. Compétence acquise dès sa formation (ESE, etc) ou par son expérience ultérieure (AM, etc) ; une expérience d'une dizaine d'années, plus de terrain que d'études ou de recherche, qui aurait porté, par exemple, sur les systèmes et/ou qui aurait comporté l'animation d'une équipe technique.

Voilà un parcours qui mérite que vous y réfléchissiez. En vous rappelant la qualité de vie que vous pourrez *trouver à la fois en ambiance* PMI *et dans cet environnement* régional. Et, sans tarder, une lettre sous référence 280 257M, aux consultants de Sirca en précisant rémunération actuelle et délai de disponibilité en confirmant que votre anglais est opérationnel.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE

recherche pour exercer les fonctions de

DIRECTEUR DU SERVICE DÉPARTEMENTAL DES AFFAIRES SOCIALES

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

Il sera responsable de la mise en œuvre de la politique sociale du Conseil général.
(Budget de 350 millions de francs. Service de plus de 200 personnes).

PROFIL RECHERCHE :

- Fonctionnaire recruté par voie de détachement ayant une solide expérience professionnelle dans les services de l'Etat ou des collectivités publiques (un administrateur civil serait notamment souhaité) ;
- ou fonctionnaire exerçant déjà ces mêmes fonctions ou remplissant les conditions pour les exercer (Décret nº 77.359 du 27 mai 1977).

Adresser le plus rapidement possible candidature avec C.V. détaillé à :
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
43, avenue de la Libération — 87031 LIMOGES Cedex.

EI

L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

3ème Groupe en France de Travaux Electriques

La conquête de nouveaux marchés nous conduit à intégrer rapidement à notre
DEPARTEMENT AUTOMATISME ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEUR D'AFFAIRES *(Référence M.1)*
Expérimenté en mini - micro-informatique et automatisme pour étudier, négocier et conduire *projets d'automatisme en process* industriels (débutant accepté).

CHEF DE PROJET informatique industrielle *(Référence M 2)*
avec expérience sur matériels DEC, SOLAR ou MOTOROLA (débutant accepté).
Postes basés à **LYON.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et référence du poste, à l'attention de Madame Danièle JEUNOT
L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE 29, rue de Rome - 75008 Paris

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Des chiffres et des contacts : l'optimisation des stocks.

180 000

Dans la fonction logistique, la gestion dynamique des stocks est, dans le meilleur des cas, ce que l'huile est au moteur et, dans le pire, le talon à Achille : indispensable et vulnérable. Pierre d'achoppement classique des systèmes les plus sophistiqués, elle requiert maintenant des professionnels de talent... comme vous ?

Formé(e) aux meilleures écoles de gestion, ayant acquis une première expérience de la fonction au sein d'une entreprise structurée, par exemple dans le secteur alimentaire. Homme de chiffres, certes, mais aussi homme de communication, interface entre les services commerciaux, les unités de production et les centres de distribution. L'oeil fixé sur sa console, mais ne négligeant pas de passer quotidiennement au service des commandes pour prendre la température des ventes. Parlant stock maximum, seuils de déclenchement, courbes optimales, écarts-types... mais sachant aussi prendre son bon vieux téléphone pour expliquer gentiment - mais fermement - au chef de produits qu'il *a encore été* trop optimiste sur les résultats de sa promotion - miracle.

Si la notion de performance vous est familière, vous ne serez pas dépaysé dans cette entreprise industrielle de 1 500 personnes, filiale d'un puissant groupe multinational. En attendant de faire plus ample connaissance, *merci d'écrire sous référence* 279 540M aux conseils du cabinet SIRCA *qui garantissent une totale confidentialité*. Dernier détail, qui en ravira certains : le poste est localisé en région lilloise.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Etas DAT

MINISTERE DE LA DEFENSE

L'ETAS recherche un

INGENIEUR EN INFORMATIQUE DE GESTION

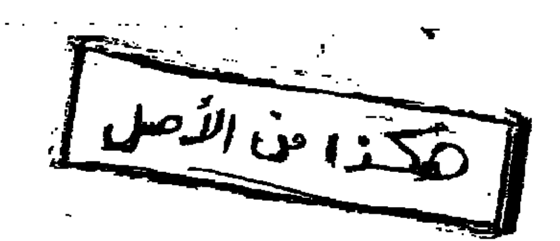
- pour conduire ou réaliser des projets en particulier dans les domaines de la comptabilité, de la gestion et du personnel ;
- connaissant les langages COBOL et BASIC à mettre en œuvre sur Mini 6, Micro MBC Alcyane (MMS) et Micral 90 - 50 et 90 - 20.

Nationalité française exigée.

Adresser lettre + C.V. + photo et rémunération souhaitée à :
Monsieur le Directeur de **l'Etablissement Technique d'Angers**
Boîte Postale 4107 - 49041 ANGERS Cédex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



هكذا من الأصل



emplois régionaux

Hennessy ... A Cognac

Notre production de prestigieux cognac est commercialisée dans le monde entier. 850 personnes, 1,3 milliard de F de CA... pour mieux maîtriser notre développement nous complétons notre équipe informatique (30 personnes, BULL DPS 7) en recrutant un Chef de Projet de haut niveau qui, outre ses fonctions, deviendra rapidement

Responsable des Etudes informatiques

Chef de Projet confirmé, il saura mener à bien avec dynamisme et efficacité un important projet de gestion tout en se préparant à diriger le département Etudes (15 personnes) et à mettre en oeuvre le plan directeur.

Manager informaticien, homme de contact et d'entreprise, tout en appréciant une certaine qualité de vie, vous voulez vous impliquer dans un système de gestion moderne, au sein d'un groupe français de notoriété internationale.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant votre souhait de rémunération, sous réf. 1902 à ERNST & WHINNEY Conseil - 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM

Responsable de Production
Adjoint Directeur Usine

Alsace

VOUS êtes doté d'une personnalité affirmée, entreprenante et mûre, vous voulez jouer à moyen terme un rôle en première ligne et vous souhaitez à plus longue échéance évoluer dans un Groupe à vocation internationale. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez 5 ans d'expérience avec de réelles responsabilités dans un ou des postes impliquant des relations avec l'ensemble des secteurs de la production (Méthodes, par exemple).

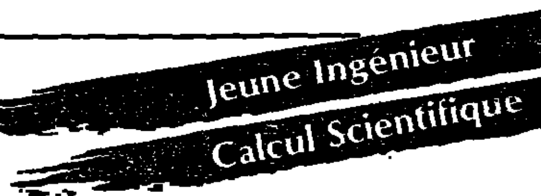
NOUS sommes, à proximité d'une grande ville à caractère international, une Unité de 450 personnes fabriquant en grande série des équipements thermiques commercialisés sous des marques réputées. Dans le cadre d'une politique de développement et de réorganisation, nous souhaitons confier à l'Adjoint du Directeur de cette Usine la responsabilité de la Production et plus particulièrement -en raison des investissements prévus- des Méthodes.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M 501350.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM



ORLEANS

Filiale d'un Groupe de dimension internationale, nous sommes **Le Spécialiste Français** de la fourniture "clés en mains" d'ensembles complets de stockage et de manutention intégrant structures, engins, automatismes, informatique.

Pour nos réalisations, nous mettons en œuvre **les technologies les plus récentes.**

Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons un Ingénieur Grande Ecole Débutant possédant de bonnes connaissances de base en anglais.

Il sera chargé, pour les projets à l'étude, de **paramétrer les données permettant de simuler sur ordinateur le fonctionnement** des divers systèmes de magasins de stockage et installations de productique.

Il trouvera au sein de notre société d'intéressantes opportunités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature à Danièle AUGÉ sous référence CG/73 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



UVI TOURNAY/ASSCOM

Chef Unité Production
Jeune Ingénieur à fort potentiel

230.000 +

ORLEANS. Cette importante filiale (1100 personnes) d'un des tout premiers groupes français produit et commercialise des biens de consommation durable de marque réputée. Elle désire confier à un jeune ingénieur d'environ 30 ans, issu d'une Grande Ecole (**Centrale, Arts et Métiers, etc...**), ayant acquis une première expérience industrielle, la responsabilité d'une unité complète de production de 500 personnes -Méthodes, Planning, Ordonnancement-Lancement, Fabrication, Contrôle. Le candidat retenu trouvera dans cette entreprise, outre un bon climat social, **une équipe de Direction motivée, jeune (moyenne d'âge: 36 ans) et dynamique, soutenue par des moyens importants et bien décidée à se hisser au tout premier rang dans son domaine d'activité.** Un candidat ambitieux et à fort potentiel trouvera dans l'Entreprise et le Groupe **les perspectives de carrière** qu'il souhaite.

ORION, à qui a été confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser sous réf. M 501352 votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

OFFRES D'EMPLOIS

Chef de projet utilisateur

Devant l'importance de ses besoins informatiques et dans un contexte de mutation de ses orientations, la Direction Technique crée un 4ème poste de Chef de projet utilisateur.

Outre les aspects habituels de la fonction, mise en oeuvre de systèmes nationaux pour l'organisation après-vente, la personne retenue devra être à l'écoute des besoins, promouvoir et assister le lancement des projets. Ceci avec des utilisateurs déjà très sensibilisés aux moyens de gestion informatisée.

Il assurera l'élaboration et l'introduction des nouveaux projets internationaux dans le cadre de la participation de Rank Xerox France au groupe international.

A priori, nous pensons à un candidat ayant une **formation supérieure en informatique** qui lui a permis de s'imposer et de réussir la mise en oeuvre de projets et la maintenance de plusieurs systèmes (macro, mini et micro).

Il aura autant de facilités de communication (en français comme en anglais) que de compétences dans les différentes possibilités qu'offre l'informatique aujourd'hui.

Lieu de travail habituel : Nord de la Région Parisienne.

Envoyer dossier de candidature complet en mentionnant le salaire souhaité, sous réf. C.L.M. 19, à Jean-Pierre Brun, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

RANK XEROX

NOTRE BANQUE : UN MONDE DE GRANDES ENTREPRISES

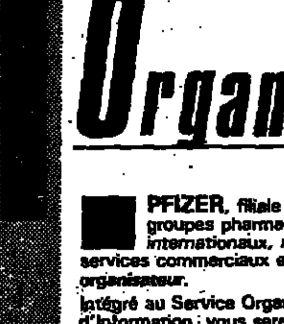
Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience d'au moins 6 ans dans un établissement bancaire. Votre compétence dans la vente des produits de trésorerie, le montage de crédits internationaux ou la négociation de projet de financement, vous a permis de développer au cours des 3 dernières années, les relations de la banque auprès d'une clientèle française et étrangère.

Rejoignez notre département des grandes entreprises. Parce que nous multiplions nos ouvertures technologiques et géographiques, parce que nous privilégions la mobilité, de réelles opportunités de carrière s'offrent à vous.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre CV) sous référence BO 27 à

Banque Indosuez, Service recrutement, carrières, formation, 44 rue de Courcelles - 75008 Paris.





Organisateur HF

PFIZER, filiale de l'un des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, recherche pour ses services commerciaux et marketing un organisateur.

Intégré au Service Organisation et Systèmes d'Information, vous serez chargé de la formation et de l'assistance du personnel dans l'utilisation de la micro-informatique.

Vous développerez des outils d'aide à la décision et l'automatisation des procédures administratives.

Jeune diplômé de formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion...), vous êtes passionné par la micro-informatique et possédez un bon niveau d'anglais.

Aux qualités d'analyse et de synthèse que nécessite ce poste doivent s'ajouter le goût du contact et un sens de la pédagogie.

Des perspectives d'évolution dans d'autres fonctions de l'entreprise sont ouvertes à des candidats de valeur.

Le poste est situé à ORSAY.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous la réf. DC/FM, à Laboratoires PFIZER - Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY Cedex.



MEDIA BA

Nous sommes une des GRANDES BANQUES ETRANGERES EN FRANCE.

Nous recherchons

Le responsable du Département Marketing — Réf 555

Profil du poste :

- formation supérieure, âge environ 35 ans ;
- connaissance concrète de l'exploitation, de la conception, de la mise au point du lancement des produits bancaires et financiers destinés à une clientèle d'entreprises et d'investisseurs institutionnels ;
- aptitude à l'animation et au travail de groupe ;
- maîtrise des problèmes de communication externe ;
- connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand indispensable.

L'adjoint au responsable du Contrôle Gestion — Réf 556

Profil du poste :

- formation supérieure ;
- expérience concrète du contrôle de gestion dans une banque à vocation commerciale : planification, suivi des objectifs, conception et gestion des outils de mesure...
- sens de la communication.

Monsieur A. Dannenberger (1) 267.81.24 vous assure la discrétion et transmettra votre candidature.

CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 Paris

LES LABORATOIRES



LABORATOIRES DELAGRANGE. Nous sommes une société pharmaceutique d'implantation internationale (85 % de notre CA réalisés à l'exportation) qui connaît une expansion régulière. Notre équipe informatique a aussi contribué à cet essor en élaborant un système d'information de pointe (deux IBM 4331, un 3083, base de données). Elle souhaite accueillir son

Chef de service études et développements informatiques HF

Rattaché à notre Chef de Département et en étroite collaboration avec les utilisateurs, vous aurez pour missions :
- de diriger et animer les actions de notre Service Etudes (18 personnes) en les coordonnant avec celle de notre groupe Infocentre,
- de définir, planifier et faire assurer la mise en place de nos développements,
- de participer activement aux décisions de notre politique générale informatique.

Agé de 35/40 ans et de formation supérieure, vous avez acquis une expérience confirmée de Responsable Etudes en milieu industriel et souhaitez faire valoir votre compétence dans une entreprise internationale. Le poste est situé à Chilly-Mazarin.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions) sous la référence L/CPD/LM à notre Conseil Thierry de CARNE qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS













Notre Société, cotée en Bourse, réalise un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de francs dans UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE EN PLEINE MUTATION.

La réorganisation qu'elle a entreprise l'amène à développer son équipe de Contrôle de Gestion et à rechercher un

Jeune CONTROLEUR DE GESTION à fort potentiel

pour prendre en charge et faire évoluer le système d'information et de contrôle de son principal réseau de distribution : 2 milliards de chiffre d'affaires, 2000 personnes.

Notre candidat aura la trentaine, une excellente formation supérieure et déjà une réelle expérience. Il pourrait avoir débuté sa carrière dans un service structuré de contrôle de gestion ou d'audit.

Ses capacités d'organisation et d'animation, son esprit de rigueur et de discernement, son goût du « challenge » lui confèrent l'autorité naturelle d'un professionnel à fort potentiel.

La mission stratégique du Contrôle de Gestion dans le projet d'Entreprise fait de cette proposition UNE REELLE OPPORTUNITE POUR UN CANDIDAT AYANT LA VOLONTE DE S'INVESTIR et de s'intégrer rapidement au sein d'une équipe résolue à réussir.

Ce poste est à pourvoir en Région Parisienne.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manusc., C.V. dét., photo et rémunér.) à notre Conseil ss réf. 8161 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE TECHNIQUE EN PLEINE EXPANSION, ASSISE TRÈS SOLIDE
cherche pour son secteur
ÉDITIONS SOCIALES
et produits nouveaux

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Les candidats devront posséder :
- De solides connaissances en droit du travail ;
- Une expérience professionnelle d'une dizaine d'années dans cabinet de conseil, entreprise ou dans l'administration ;
- Un goût prononcé pour la rédaction.

Salaire important et évolutif.

Candidature à envoyer à Madame MELCHIOR
(totale discrétion assurée). (1) 246-82-30.
Société européenne de presse fiscale et juridique
(groupe Revue fiduciaire)
100, rue Lafayette, 75010 PARIS.

Délégué à la communication

HF

Notre vocation est le logement social, notamment celui des travailleurs immigrés. Le propos est d'actualité et - vous en conviendrez - la communication de l'entreprise à l'intérieur comme au dehors est une mission prioritaire.

Il faut donc être sensibilisé à ces problèmes pour bien tenir ce poste. Apporter en plus quelques années d'expérience des relations publiques d'entreprise, connaître déjà la presse, avoir une culture générale et industrielle suffisante pour assurer les contacts avec les pouvoirs publics, consulats et ambassades - Etre disponible.
Pour travailler avec vous : une documentaliste, une assistante de presse.

SEFOP, notre Conseil, vous apportera toutes précisions sur notre organisation et votre mission.
Merci d'adresser votre dossier sous référence DC 112M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

Forts de beaux succès que nous connaissons depuis plusieurs années, nous nous sommes hissés au rang des plus grands constructeurs. Les marchés sur lesquels nous intervenons (publics et privés) constituent probablement les premiers facteurs de développement de notre économie.

Pour relever ce défi, nous devons inévitablement passer par un MARKETING plus pointu, et c'est à ce titre que nous recherchons pour nos PRODUITS BUREAUTIQUES :

CHEF DE PRODUIT

A 35 ans environ, il est dôté d'incontestables compétences techniques et marketing informatique ou bureautique. Son expérience va lui permettre de coordonner les activités de notre Direction Technique, de notre Direction Industrielle et de notre Réseau Commercial. En fin stratège, il détermine les spécifications de nos produits, les objectifs du marché. Il planifie l'ensemble des actions à mener, et prête une oreille attentive à nos clients. Une expérience de chef de produits est un atout certain pour bien tenir ce poste. Anglais courant requis. (réf. 4755M)

PROMOTEUR PRODUIT

Il pilote le lancement des nouveaux produits, détermine la tarification, définit les argumentaires de vente.

Il veille ensuite au succès commercial du produit (relance commerciale, suivi des stocks). (réf 4756M)

ANIMATEUR RESEAU

En contact avec un important réseau de distribution il anime les marchés bureautiques et sectoriels en FRANCE et à l'étranger. (réf. 4757M)

ANALYSTE CONCURRENCE

Il intervient en tant que support auprès du responsable marketing. A l'écoute du marché, de la concurrence, il détecte ses faiblesses et ses atouts, en tient compte pour définir nos argumentations de vente.

Ce poste peut convenir à un ingénieur technico-commercial, astucieux, curieux, et qui aurait pu faire ses preuves au sein d'une SSII par exemple. (réf. 4758M)

Ces opportunités sont à pourvoir en proche banlieue parisienne (Accès direct RER).

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. correspondante à Lenaick de Erauso, 69 rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra directement

NOUVELLE DIMENSION POUR LA DIRECTION MARKETING D'UN GRAND CONSTRUCTEUR

Jeune négociateur international

Cette fonction est à pourvoir dans une société française **au tout premier rang mondial** de son secteur d'activité (prestations de services).

Le titulaire établira et entretiendra les contacts directs avec les décideurs, définira et négociera les prestations et en suivra les réalisations.

*La qualité de cette entreprise, le niveau de ses interlocuteurs et la complexité des problèmes posés nous font recher*cher un diplômé d'une grande école commerciale de classe A **(HEC, ESSEC)**, ayant quelques années d'expérience professionnelle incluant obligatoirement des relations commerciales permanentes avec l'étranger. Il est capable de travailler en anglais et, si possible, dans une autre langue.

De courts mais nombreux voyages dans le **monde entier** sont à prévoir.

Le poste est situé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence **412 068 M** (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 115, rue du Bac - 75007 PARIS

---

emplois régionaux

auditeur interne

Nous sommes un important groupe privé du tertiaire, leader français dans l'Assurance - C.A. 10,8 milliards de F - implanté à l'étranger, Europe, Amérique du Nord, Afrique.
Nous recherchons un **AUDITEUR OPERATIONNEL** pour renforcer *notre petite équipe au siège social* à **ROUEN.**
Il devra analyser les procédures administratives, financières et informatiques.
Nous souhaitons confier le poste à un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent) ou un Ingénieur + formation en gestion, ayant une première expérience (Audit, contrôle de gestion, organisation...). Des connaissances en informatique seraient appréciées.
Réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe.
Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence AG 04 à :

mutuelles unies



MUTUELLES UNIES
Melle Pavageau
Service du Personnel
76029 ROUEN CEDEX



Dans le cadre de ses réalisations en matière de génie logiciel :
LTR3 et ADA C.R.2.A. recrute

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

expérimentés

pour prendre part à des études et des développements d'outils logiciels LTR3 et ADA.

C.R.2.A. dispose :
- **d'un Atelier logiciel « ENTREPRISE » (LTR3)**
- **d'un Atelier logiciel ADE DE ROLM (ADA).**

Adresser votre candidature à :
Mme CLAUDEL Réf. 001
C.R.2.A.
22, rue d'Arras - 92000 NANTERRE

Premier Constructeur Européen d'instruments opto-électroniques de haut de gamme (optique, vision de nuit, périscopes, mesures, analyse d'images), spécialiste également de l'hydraulique (servo-valves, pompes, systèmes d'asservissement) 1200 personnes dont 140 ingénieurs et cadres répartis en 4 établissements à PARIS et en PROVINCE, recherche pour sa Direction Technique à PARIS

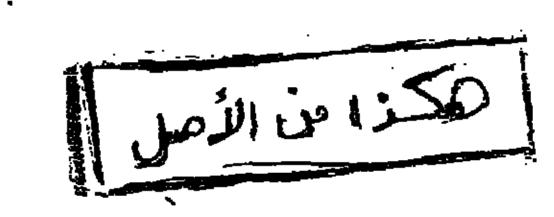
INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous êtes jeune ingénieur de SUPELEC, TELECOM, CENTRALE, ENSTA. Vous êtes imaginatif et créatif.

Nous vous proposons, assisté par un petit groupe d'ingénieurs et de techniciens, de coordonner nos projets et de mener à bien les études et le développement de nos produits faisant appel à la Vision Assistée par Ordinateur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Monsieur Le Directeur Technique SOPELEM 125, bld Davout 75020 Paris

sopelem



INFORMATIQUE

INTERTECHNIQUE

LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS D'ORDINATEURS DE GESTION



recherche :

1) POUR SA DIRECTION ORGANISATION ET INFORMATIQUE, A PLAISIR :

- **CHEF DE PROJETS CONFIRMÉ** (Réf. DOI-3).

Chargé de la conduite de projets d'envergure développés sur IN 5000 et de l'encadrement de responsables de projets intervenant dans divers domaines de la gestion. Les techniques de mise en œuvre (base de données réparties, réseaux, bureautique...) offrent de larges perspectives de développement personnel.
Le candidat retenu sera Ingénieur Informaticien Grande Ecole et aura quelques années d'expérience dans la conduite de projets.

2) POUR SA DIRECTION DES ÉTUDES, A PLAISIR :

- **INGÉNIEURS DE FORMATION GRANDES ÉCOLES, DEA INFORMATIQUE**

et ayant une expérience de 2 ans au minimum dans le ou les domaines suivants :

a) **Logiciel systèmes de gestion** (Réf. DE-4)
- Bureautique (messagerie, traitement de texte...).
- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes de télécommunications.
- Systèmes de gestion de bases de données.
- Techniques de compilation.

b) **Logiciel systèmes d'instrumentation** (Réf. DE-5)
- Systèmes d'exploitation.
- Systèmes d'acquisition de données.
- Applications traitement du signal.

c) **Système VAX/VMS** (Réf. DE-6)
- Logiciels de développement sous VMS.

3) POUR SON SERVICE CLIENTS, RÉGION PARISIENNE :

- **INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS**

Ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'informatique de gestion. Ils seront chargés de la maintenance de nos systèmes.
Lieu de travail :
- CLAMART (92) (Réf. SC-7)
- CLICHY (92) (Réf. SC-8)

- **AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS** (Réf. SC-9).

Titulaires du DUT ou BTS, option électronique pour travaux de réparation en laboratoire.
Lieu de travail :
- CLAMART (92).

Adresser c.v. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B.P. nº 1, 78374 PLAISIR Cedex.

EVOLUER Nous sommes une société française filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons vite dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs. Participant à notre croissance, vous assurez donc votre développement personnel.

VIVRE Nous sommes une société à taille humaine qui privilégie la communication. Nos clients sont des partenaires et tissent avec nous des liens étroits de confiance mutuelle. Autonome sans être isolé, vous participez à la vie de votre équipe.

CREER Nos collaborateurs sont des professionnels compétents et nos moyens informatiques des outils performants. Nous concevons et réalisons des solutions novatrices à des problèmes variés (finance, marketing, personnel,...). Utilisant pleinement vos connaissances, vous créez dans une société qui innove.

Diplômé Grande Ecole Scientifique ou Gestion

Si vous avez 2 à 4 années d'expérience commerciale en informatique ou une forte motivation pour la négociation, rejoignez-nous comme
INGÉNIEUR MARCHÉ
Responsable d'affaires, vous aurez à promouvoir les services de CEGI-TYMSHARE dans les grandes entreprises françaises et internationales et à gérer le développement de vos clients. *Réf. 1044*

Débutant ou une à deux années d'expérience, si l'informatique et ses applications vous attirent, rejoignez-nous comme
INGÉNIEUR CONSULTANT
vous prendrez progressivement la responsabilité d'une clientèle de grandes entreprises auprès desquelles vous exercerez un métier de conseil, d'assistance et de mise en place d'applications. *Réf. 1045*

Si vous avez de solides connaissances en informatique et une réelle expérience de la programmation, rejoignez-nous comme
INGÉNIEUR LOGICIEL
vous participerez à des projets variés dont vous prendrez progressivement la responsabilité complète, de la conception à la mise en place. *Réf. 1046*

cegi tymshare

Nous vous formerons aux nouvelles techniques de l'informatique : langages de 4ème génération, micro-ordinateurs, télécommunications, applications réparties.
Envoyez à l'attention de Mr Dominique DURAND, un bref C.V. en mentionnant le poste qui vous intéresse.
CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213, SAINT-CLOUD — Tél. 602 70 12

LA VILLE DE NOISY-LE-GRAND
(45.000 habitants)
VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA VALLEE
RECRUTE :
1º SELON CONDITIONS STATUTAIRES :

— 3 ATTACHÉS COMMUNAUX ;
— UN ADJOINT TECHNIQUE ;
— UN SURVEILLANT DE TRAVAUX PUBLICS

2º PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRE :

UN CHEF DE SERVICE CULTUREL.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Madame le Maire de NOISY-LE-GRAND
Secrétariat Général.
93160 NOISY-LE-GRAND.



KONTRON

de l'électronique aux Sciences de la Vie

INGENIEURS D'ETUDES

Notre société d'électronique médicale emploie plusieurs centaines de personnes réparties entre ses sept centres industriels et commerciaux et ses antennes techniques régionales.

Pour renforcer notre Bureau d'Etudes, nous recherchons

INGENIEUR MECANICIEN

Diplômé A & M, INSA,...
Expérience de la conception de mécanique de mouvement (automates, robots, mécanique de précision) et de l'analyse de la valeur.
Connaissance des technologies modernes, y compris l'utilisation des plastiques.
Anglais souhaité. Réf. IM/5

INGENIEUR INFORMATICIEN D'ETUDES

Formation supérieure (ENSI, université,...)
Expérience d'au moins 5 ans sur des applications temps réel sous moniteur multitâches sur micro-processeurs. Réf. IE/5

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite avec c.v., photo et prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse au Service du Personnel - KONTRON S.A.
2, avenue du Manet - 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX.

Axial Publicité



LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, C.A. doublé en 2 ans, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands Systèmes temps réel dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale, de l'Industrie.

Recherche des :

INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Supelec - Sup'Aéro - ENST - Centrale Mines...
Débutants ou première expérience attirés par l'informatique.

- Dès votre arrivée, vous recevrez une formation approfondie à l'informatique, comportant notamment des aspects théoriques (Téléinformatique, Temps Réel, Méthodologie...) et pratique (Réalisation d'un projet pédagogique, utilisation d'UNIX et du langage C).
- A l'issue de cette formation, vous serez affecté à l'une de nos équipes de développement travaillant sur des projets tels que Télématique, Réseau de transmission de données, Application Temps Réel.
- L'expansion actuelle de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière en France (Paris et Province) et à l'étranger. Disponibilité mi-Mars exigée.

Merci d'adresser votre candidature à SESA.
Direction des Affaires Sociales 30, quai de Dion-Bouton 92806 PUTEAUX.
Bien préciser sur l'enveloppe la réf. 221.M.



Groupe Pharmaceutique Français
cherche pour son Centre de Recherche en nutrition artificielle (CERNEP)
Banlieue Ouest de Paris

UN CHEF DE PROJET EN BIOLOGIE
ROMPU A L'EXPERIMENTATION ANIMALE
(Docteur ès sciences, Vétérinaire...)

pour prendre en charge la mise au point de nouvelles techniques d'évaluation des produits de nutrition, plus particulièrement dans le domaine de la cancérologie.

Il devra notamment, avec une équipe de quelques techniciens :
- élaborer des protocoles d'expérimentation,
- mettre en œuvre les techniques d'intervention,
- analyser les résultats,
- rédiger les conclusions.

C'est un diplômé niveau 3ème cycle, ayant, si possible, une bonne connaissance des cultures cellulaires.

Une bonne maîtrise de l'anglais ainsi qu'une bonne expérience de l'industrie pharmaceutique constitueraient des atouts supplémentaires.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 04 à l'attention de D. VOLTZ
SYNTHELABO
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

BANQUE SPÉCIALISÉE
à fort potentiel de développement

FILIALE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE nationalisé, rech. pour son Siège à PARIS-Centre

Futur CADRE FINANCIER

QUI APPRENDRA SON MÉTIER
A LA FOIS FINANCIER ET MONÉTAIRE
(une spécialité recherchée)
AU SEIN D'UNE ÉQUIPE TRÈS PROFESSIONNELLE ET PERFORMANTE

Débutant mais...
- INDISPENSABLE D'AVOIR UNE FORMATION SUPÉRIEURE SCIENTIFIQUE ou économique : ENSAE, Ingénieur, Maîtrise de gestion...
- Très intéressé par une carrière financière, il a les moyens d'assumer sa réussite rapide.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8163 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ORGANISME DE PREVOYANCE

Siège à Paris, recherche :

AUDITEUR OPERATIONNEL CONFIRME H/F

(5 ans d'expérience)

Pour coordonner et assurer les missions d'Audit technique et administratif de nombreuses délégations réparties sur l'ensemble du territoire.

Adresser CV manuscrit avec photo (restituée) et prétentions s/réf. 3280 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

MID

Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie d'entreprise en forte expansion

- Nous travaillons à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Nous intégrons dans notre démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Nous assistons nos clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Nous avons la volonté de devenir l'un des leaders du marché.

Nous recherchons des

consultants de haut niveau

Diplômés de l'enseignement supérieur
(type grandes écoles commerciales ou scientifiques françaises)

— Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
— Ayant une expérience professionnelle réussie (même brève) dans les domaines de la stratégie, de la gestion, de la production.
— Maîtrisant parfaitement l'Anglais et une autre langue étrangère (de préférence l'Allemand).
— Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
— Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.
— Désirant s'impliquer fortement dans le développement de notre Société.

Adresser votre dossier de candidature à Mme Dominique LODS
MID
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc.

INFORMATIQUE...
DEPART POUR UNE CARRIERE

JEUNES DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
(Ecoles de Commerce, Ecoles d'Ingénieurs, DEA...)

Commencez votre carrière comme

ANALYSTES

Selon vos compétences et affinités, vous trouverez ensuite de nombreuses possibilités d'évolution de carrière, dans les différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.



Des passerelles entre métiers, entre pays, entre sociétés

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo)
sous référence 1075 à **Saint-Gobain Informatique**
— Les Miroirs — Cedex 27 — 92096 Paris La Défense.

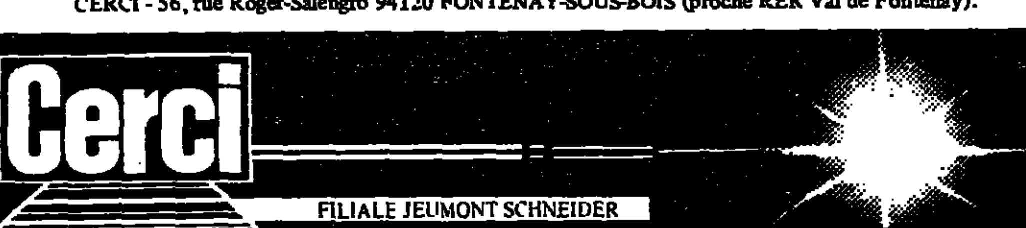
CHEF DE SECTEUR RESEAUX INFORMATIQUES

Notre métier :
Ingénierie Informatique Industrielle - mini et micro temps réel.
Nos domaines d'activité :
Energie, Industrie, Transport, Communication.
Notre Richesse :
450 personnes dont 260 ingénieurs.
A leur disposition, notre atelier logiciel Vulcain.

INGENIEUR CONFIRMÉ avec expérience en informatique temps réel, vous avez de bonnes connaissances techniques en matière de réseaux locaux. *Responsable de l'activité réseaux comprenant 10 à 12 personnes* vous orienterez et coordonnerez le développement de votre secteur : suivi des affaires, propositions et réponses à appels d'offres.

Axial Publicité

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 8412 à Elisabeth Picard - Direction du Personnel
CERCI - 56, rue Roger-Salengro 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS (proche RER Val de Fontenay).



Société française très performante, leader national de la distribution de matériels frigorifiques destinés aux professionnels (CA 350 MF, 185 personnes), nous recherchons notre nouveau

Chef du Service Comptabilité

Dépendant directement du Secrétaire Général, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, de l'établissement des comptes de résultats et du bilan. Il sera chargé des problèmes fiscaux et de la gestion financière. Il participera à la définition et à la mise en place de nouvelles procédures dans le cadre de la réorganisation de la comptabilité, dans un environnement informatique. De larges perspectives d'évolution pourront être offertes à un candidat de valeur.

Ce poste exige une formation comptable supérieure (DECS indispensable) et une expérience de 5 à 8 ans, acquise en entreprise dans un poste similaire ou en cabinet d'audit.
Il est basé à Bagnolet.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 36501 à Nicole Marichez, TEG, 18 Place Henri Bergson, 75008 PARIS.

DESSEIN

division de SYSTEMA



Concevoir la promotion de nos solutions informatiques

— VOUS avez l'expérience de la conception et de la réalisation de documentations commerciales dans le milieu informatique.
— Vous voulez vous orienter vers des activités variées de communication et de promotion.
— Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur.

NOUS sommes une Société de Services en Informatique, filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas. Nous progressons rapidement dans un marché dynamique : l'informatique des utilisateurs.
Nous vous proposons de rejoindre notre Service Marketing et Promotion.



Adressez vos C.V., photo et rémunération souhaitée à
D. MAILLARD - CEGI-TYMSHARE
106, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD (Tél. 602.70.12).

Quand on invente des cerveaux, on a besoin d'intelligences... **intel**

Avec 26.000 collaborateurs répartis dans le monde entier, et un C.A. de 1.122 millions de dollars en 1983, INTEL est un leader sur le marché des microprocesseurs et des systèmes micro-ordinateurs. Le siège d'Intel France et Intel Europe, basé actuellement à Rungis s'installera en mai 85 à Saint-Quentin-en-Yvelines dans son nouvel immeuble en cours de construction.

INGENIEURS FORMATION-CONSEIL

avec une première expérience des systèmes d'exploitation et de la programmation en langage évolué, ils auront la responsabilité de la formation technique client.
Nous leur offrons la possibilité de se familiariser avec notre gamme produits avancés, afin de la faire découvrir à une audience de concepteurs confirmés. Cette compétence constamment entretenue par des spécialistes leur permettra également d'assurer des missions de conseil auprès de nos clients.
Une formation continue de haut niveau est assurée en Europe et aux U.S.A. Anglais nécessaire.

Merci de faire parvenir votre C.V. à : Intel Corporation, Direction du Personnel, Silic 223, 5 place de la Balance, 94528 Rungis Cedex.

SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENT
Leader sur son marché, pour faire face à son expansion
recrute
pour l'exportation

DES INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX

pour prendre en charge l'animation et le suivi d'une zone geographique (grande exportation) anglais impératif. 5 ans d'expérience souhaitée de la vente de produits destinés à une clientèle industrielle.

Pour marché Français

RESPONSABLE de son agence Ile de France

pour animer une équipe de vendeurs, négocier les contrats importants auprès engineering connaissance de la robinetterie industrielle appréciée. Anglais souhaité , expérience similaire exigée.

Écrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales" 40, rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

Leader dans sa branche d'activité, une société du secteur tertiaire recherche un

Chef de Projet en Organisation

Diplômé d'une Grande Ecole ou de Formation Universitaire, et justifiant d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, le candidat retenu conduira ou participera à des actions dans tous les secteurs d'activité d'un groupe d'assurances (1600 personnes) largement décentralisé.
Ce poste pourrait intéresser des hommes ou des femmes de terrain, aptes à prendre pleinement en charge des projets et rompus au travail en équipe.
Une réelle expérience du travail en relation avec l'informatique est indispensable.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, rémunération actuelle et photo sous référence CDO à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

CERG UNE VOLONTE DE LEADER UN ESPRIT DE PIONNIER

MEMBRE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES UTILISATEURS D'UNIX.

CERG HF

L'une des plus importantes SSII de gestion - 140 personnes - CA 80 millions - recrute dans le cadre de sa division LOGICIEL

DES INGENIEURS INFORMATICIENS UNIX

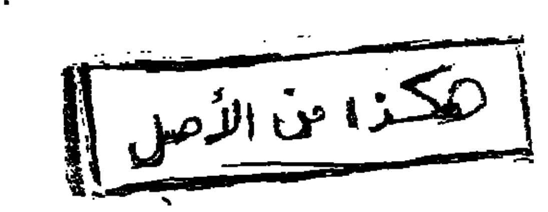
FORMATION GRANDES ECOLES OU UNIVERSITE.

- *Expérience en développements système ou applications*
- *La connaissance du système UNIX, du langage C ou des S.G.B.D. relationnels seraient un plus.*

Nous attacherons une attention toute particulière aux capacités des candidats :
— à s'intégrer dans une équipe,
— à s'adapter à des environnements techniques variés et évolutifs.

Nous étudierons également les candidatures de débutants à fort potentiel et très motivés par UNIX.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel · CERG Logiciel - 4, avenue Laurent Cély 92606 Asnières.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Expert Comptable

Un groupe industriel français leader dans son activité et fortement exportateur recherche l'adjoint du Directeur de la Comptabilité.

Il prendra en charge des missions touchant à l'ensemble des problèmes comptables d'un groupe important sous leurs différents aspects, à des rachats ou prises de participation, à la consolidation des résultats du groupe.

En position fonctionnelle au départ, ce poste est néanmoins très opérationnel dans son esprit et très *évolutif au sein du groupe.*

Le candidat recherché, âgé d'environ 35 ans, a nécessairement un formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP) complétée par l'expertise comptable. Il a une expérience solide de la comptabilité française, acquise en cabinet d'Audit ou dans un groupe important. Il parle couramment l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 36601 M à Nicole Marichez TEG, 18, place Henri Bergson 75008 Paris.

division de SYSTEMA

DESSEIN





Société de recherche pharmaceutique du groupe Synthélabo recherche pour son département de recherche chimique, groupe développement :

Un Chargé de recherche doctorat troisième cycle

Synthèse Organique

Il aura nécessairement une expérience en synthèse organique, si possible acquise en milieu industriel.
Il maîtrisera les méthodes d'analyse modernes (HPLC, IR, RMN...).
Il prendra en charge la synthèse de produits pharmaceutiques et la mise au point de nouvelles méthodes.
Les travaux qui lui seront confiés exigent une très grande rigueur.
Lieu de travail : Porcheville (Yvelines), 50 km Ouest Paris.
Merci d'envoyer lettre et CV, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6322, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.



COLGATE-PALMOLIVE (3 sites industriels, 3 000 personnes, 3 milliards de C.A.) leader sur de nombreux marchés de grande consommation avec les marques : *AXION, GAMA, SOUPLINE,* AJAX, CALINES, TENDRESSE, PALMOLIVE, CADUM, TONIGENCYL, ULTRABRITE, etc... recherche pour son unité de fabrication et de conditionnement de Courbevoie La Défense

Chef d'atelier d'entretien

Sa mission :
• Assurer la maintenance des installations de fabrication et de conditionnement automatiques, l'entretien des bâtiments et la gestion des utilités.

Ses moyens :
• *Humains :* **diriger un groupe** *de 4 agents de* maîtrise et 25 professionnels (tous corps de métiers).
• Financiers : **assurer la gestion** optimale d'un budget annuel de 8 millions de francs.

Son profil :
• de formation mécanicien : DUT ou équivalent (BAC + 2).
• justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans de la fonction entretien en unité de production.
• ayant le goût des innovations techniques.
• présentant de **réelles aptitudes à l'animation et à la formation des hommes.**

Nous remercions les candidats intéressés par cette opportunité de nous faire parvenir leur dossier (C.V., lettre manuscrite et prétentions) au *Service Central de l'Emploi et des Carrières,* 55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex, sous référence LM 7345.



Jeune Ingénieur d'Avenir

CHEF FABRICATION 160.000 +

Province proche de Paris. *26-29 ans et Chef de Fabrication* d'une unité performante et moderne de 150 personnes au sein d'une Entreprise de 900 personnes, réalisant un CA d'un milliard de francs, disposant des plus grosses unités de production d'Europe, conquérant le marché américain, investissant 100 millions de francs *pour maintenir son outil au plus haut niveau de productivité.* Nous sommes exigeants, car nous offrons beaucoup : d'importantes perspectives de carrière (notre Groupe est international et représente 100.000 personnes...), une fonction de premier plan, un excellent climat social. Nous fabriquons et commercialisons des biens *d'équipement destinés à l'électronique et à l'aérospatiale.* Vous êtes ingénieur, issu d'une Grande Ecole (Centrale, Sup Aéro, Arts et Métiers, etc...), vous êtes débutant (nous vous formerons...) ou non, vous avez si possible de bonnes connaissances en anglais afin de pouvoir vous exprimer sans problème lors de vos voyages *d'études à l'étranger, et vous êtes...* ambitieux, curieux, excellent animateur et motivé !

ORION, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M 501354 en précisant si vous le désirez les sociétés *auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis.*

35, rue du Rocher 75008 Paris

AFCOREM



Gérer, développer et fidéliser

C'est votre projet professionnel en tant qu'

exploitant entreprises

Votre formation supérieure, votre connaissance du marché et vos qualités de contact, font *de vous un conseiller efficace et compétent bien que jeune* (2 à 3 ans d'expérience), et adapté au service personnalisé d'un établissement bancaire privé.

Nous vous confierons la direction d'un guichet. Ce poste, d'un niveau classe V est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. DM à : BANQUE SUDAMERIS FRANCE, Service Central du Personnel – Recrutement Carrières – 12, rue Halévy – 75009 PARIS.

BANQUE SUDAMERIS FRANCE

Spécialiste thermicien, si vous avez la fibre commerciale... H/F

Nous sommes filiale d'un puissant groupe traditionnellement implanté dans le métier du négoce de combustibles. Notre société a prospéré avec force dans l'import-export, la distribution de charbon et de produits pétroliers.

Notre action commerciale va dans le sens de la politique énergétique actuelle et favorise le redéploiement du charbon dans le domaine industriel. *C'est un objectif plein d'avenir qui exige certaines compétences techniques.*

Aussi, nous recherchons un SPECIALISTE THERMICIEN pour promouvoir nos ventes au travers d'un suivi technique de qualité.

Il a pour mission de conseiller notre clientèle, de l'assister à l'utilisation ou dans l'optique d'une reconversion charbon.

En contact étroit avec la force de vente, il lui apporte l'appui technique nécessaire à ses actions commerciales. Dans ce sens, il définit des supports de formation et d'informations, renforce leur connaissance, se tient lui-même au courant du marché auprès des prescripteurs.

Ce poste convient à un technicien de formation supérieure justifiant d'une première expérience d'au moins 3 à 5 ans dans le métier de l'énergie. Homme de communication, il justifie d'une bonne maîtrise des problèmes de *combustion. La connaissance du charbon sera particulièrement appréciée.*

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4785 à Organisation et Publicité - 2, rue marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieurs mécaniciens-concepteurs

NOUS SOMMES une société de 350 personnes, faisant partie d'un très grand groupe industriel européen, fabriquant et commercialisant des BIENS D'EQUIPEMENTS de très haute technicité.

Notre vocation est l'AUTOMATISATION des MOYENS de PRODUCTION.

Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience.

• VOUS ETES ingénieur-mécanicien de formation Grandes Ecoles (A.M. - INSA - ENSI...).

• VOUS ETES débutant ou avez une expérience dans le domaine de la conception de moyens automatiques d'assemblage.

• NOUS vous proposons de participer à l'étude de nouveaux équipements. Notre société se situe à environ 30 km au sud de Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 4728 à : Organisation et Publicité - 2, rue *Marengo - 75001 PARIS,* qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE TAILLE HUMAINE TRAVAILLANT
AVEC LA DÉFENSE NATIONALE
recherche
POUR SON SIÈGE SOCIAL PARIS

UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

35 ANS MINIMUM
ANGLAIS COURANT EXIGÉ

Une connaissance des milieux officiels est nécessaire.
Homme de terrain, *il sera dans un premier temps appelé à suivre l'évolution des affaires avec les Ministères intéressés.*
Le poste est susceptible d'évolution pour candidat de valeur qui devrait être appelé à remplacer le DIRECTEUR COMMERCIAL.
Nombreux déplacements *de courte durée à prévoir.*

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à
RÉGIE PRESSE sous numéro 299.906 M
7, rue de Monttessuy — 75007 Paris, qui transmettra.

Réponse et discrétions assurées.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour prendre progressivement en charge le service commercial (vente et après-vente).

Ce poste conviendrait à un ingénieur d'au moins 30 ans ayant une bonne connaissance des équipements et outillages pneumatiques et de réelles aptitudes aux contacts avec une clientèle diversifiée.

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence 81585 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

JEUNE ASSOCIATION

recherche

1 animateur (trice) social (e)

pour la mise en place dans une commune de la proche banlieue parisienne d'un projet D'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE et D'ACCUEIL de personnes âgées.

Ayant une expérience du secteur social et si possible de la vie associative, il (elle) sera chargé (e) dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique, de l'animation, de la coordination de bénévoles en fonction d'un projet défini et du suivi de la réalisation de ce projet.

Adres. c.v. détaillé avec lettre manuscrite et photo à : C.I.P.E.S (réf. 92) 6, pl. de la Madeleine 75008 Paris, qui transmettra.

responsable marketing direct



L'INSTITUT FRANÇAIS de GESTION est leader sur le marché de la Formation des Dirigeants et Cadres.

Le Directeur du SERVICE MARKETING du GROUPE crée au Siège à PARIS, le poste de RESPONSABLE MARKETING DIRECT.

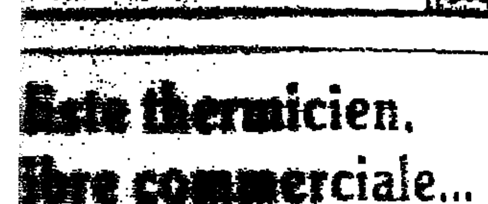
Sollicité par les Directions opérationnelles des différentes plateformes, il les aide à résoudre leurs projets de conception de brochures, de mise au point de documentations, de lancement d'actions publicitaires en synergie avec des consultants extérieurs ou internes.

Il prend en charge et propose des opérations commerciales au niveau du GROUPE. Il assure la gestion et la mise à jour du fichier central Clients sous-traité sur informatique.

Ces fonctions s'adressent à un candidat diplômé d'une Ecole Commerciale ou équivalent, qui *a déjà une bonne expérience du MARKETING DIRECT. Intégré dans la cellule Marketing* (5 personnes), il faut avoir l'autonomie, le sens relationnel, la souplesse, mais aussi la rigueur *dans l'organisation d'un prestataire de service.*

Votre dossier sera traité confidentiellement, lorsque vous ferez parvenir un courrier manuscrit avec CV détaillé, photo et salaire souhaité, sous réf. M 4121, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, « Service Recrutement », 35 rue des Couteliers 31000 TOULOUSE, qui rencontrera les Candidats à PARIS pour les entretiens.

marie-françoise lautrec lepy
Conseiller d'entreprise Toulouse



Nous sommes un important groupe d'ingéniérie français. Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service de réalisations complexes et diversifiées. Notre Direction Ingéniérie de Systèmes Industriels recrute un

ingénieur d'affaires ingéniérie de systèmes industriels

Ingénieur de formation ou cadre expérimenté, vous maîtrisez la mise en place de systèmes d'informations techniques dans les domaines de l'organisation, de la gestion et du pilotage de productions manufacturières. Vous mènerez auprès de nos clients l'ensemble des actions nécessaires au développement de votre activité. Vous aurez la responsabilité directe de l'établissement des propositions et des négociations liées à l'exécution des contrats. Très autonome, vous serez en relation avec l'ensemble des services commerciaux et techniques de Serete. Le salaire, d'un bon niveau sera lié à l'expérience. Le poste est basé au Siège (Paris). Déplacements fréquents en Province à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la réf. 85.03 M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



l'ingéniérie construit l'avenir

Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service d'activités industrielles diversifiées : mécanique, électricité, automatismes, génie civil, agro-alimentaire.

jeunes ingénieurs futurs chefs de projet

VOUS ETES INGENIEUR GRANDE ECOLE. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 ou 2 ans dans un des domaines suivants : mécanique, électricité, automatismes, génie civil, agro-alimentaire. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge l'étude de systèmes complexes et le suivi de leur réalisation. Vous déterminerez leurs conditions optimales d'exploitation. *Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés ayant le goût d'une activité* réunissant tous les aspects du métier d'ingénieur : travail en équipes polyvalentes, relations avec les clients, expériences sur sites...

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 85.00 M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



Nous sommes un important groupe d'ingéniérie français. Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service de réalisations complexes et diversifiées. Notre Direction des Services Techniques recrute un

ingénieur électricité confirmé

Vous êtes un professionnel en électricité. Vous recherchez un poste technique motivant. Avec notre service électricité, vous aurez la responsabilité des études de conception et la réalisation de projets techniques en courants forts ou faibles, production d'énergie, réseaux électriques, équipements électriques de bâtiments publics et industriels. Ce poste est basé à Paris et conviendrait à un très bon ingénieur ayant de 5 à 10 ans d'expérience.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 84.54 M à Serete, Service Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



GRANDE BANQUE REGIONALE OUEST DE PARIS

renforce sa **STRUCTURE COMMERCIALE**
pour appuyer son développement et recherche

DES PROFESSIONNELS DE LA BANQUE

disposant d'une solide formation
(Ecole de Commerce et/ou B.P. de BANQUE et ITB)
- ayant réussi dans l'exploitation BANCAIRE
- connaissant bien les produits et services BANCAIRES
- à l'aise face à toutes les clientèles :
  PME - PMI - Artisans, Commerçants, Particuliers haut de gamme,

pour leur confier un poste dans une de ses succursales.

Ils seront placés sous l'autorité immédiate du Directeur de succursale qui est responsable d'un groupe de 6 à 10 agences.

2 catégories de postes sont à pourvoir :

ANIMATEUR COMMERCIAL

(Réf. A 1)

- il a pour mission d'animer, de conseiller, de former les équipes de vente des agences
- il participe à la définition et à la réalisation des objectifs
- il propose et met en place les actions commerciales appropriées.

ATTACHÉ COMMERCIAL

(Réf. A 2)

- il a pour mission de développer de manière extensive la clientèle des agences en menant des actions de prospection ciblées auprès :
  - des professions libérales
  - des PME - PMI
  - des particuliers haut de gamme.

Pour ces 2 catégories de poste, les candidats retenus devront faire preuve d'un potentiel évolutif leur permettant à terme d'assurer des responsabilités de Direction d'Agence.

- Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence du poste à :
N. 4360 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Société d'études commerciales spécialisée dans les produits de grande consommation recrute

son Gérant
(Homme ou Femme)

Il s'agit d'une société nouvelle créée par deux groupes aux activités complémentaires MARKETING OFFICE et DIACTION.

- La personne retenue aura à développer et à animer cette entreprise.
- Elle possèdera une solide expérience du marketing des produits de grande consommation, acquise, soit dans une entreprise de production, soit dans un cabinet d'études de tout premier plan.
- Elle sera capable de concevoir, de présenter et de réaliser des projets d'études dans les domaines du développement, de la commercialisation et de la promotion des produits.
- Elle sera aidée par les structures terrain et conseil des 2 sociétés-mère.

Cette proposition peut permettre à une personnalité de tout premier plan de réaliser un challenge passionnant.

Envoyer CV + photo à Mr Marc SMIA
34, rue Truffaut, 75017 Paris

LEVI TOURNAY/ASSCOM

ORGANISATEUR,
vous êtes aussi passionné de microinformatique

Nous avons conçu ***STD/EXPORT***, premier ***PROGICIEL EXPORT*** respectant les normes internationales ONU et ISO. Déjà présenté à 520 entreprises, notre produit a un gros succès. Nous recherchons:

Chef de Projet
ORGANISATION, MICROINFORMATIQUE, RESEAUX.

De formation supérieure, **INGENIEUR ou DUT**, 3 ans d'expériences réussies, vous prendrez totalement en charge des affaires: Négociation, Cahier des Charges, *Adaptations du Progiciel (Paramètrages/Intégration, éventuellement Développements)*, Installation, Formation, Maintenance. Si vous êtes doué: Etudes Produit.

Venez rejoindre une petite équipe solide et dynamique. Organisateur et pragmatique, *expérimenté en microinformatique* (IBM/PC-XT, DIGITAL RAINBOW 100) et en transmissions, vous aimez aussi les contacts, les négociations. Connaissance impérative de CP/M ou MS/DOS. Bonnes connaissances de l'Anglais, et si possible de l'Administration Export/Transit/Douane.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo. J.C. VIALLE, Directeur Général, suivra votre dossier. Discrétion assurée.

COSMOS Consultants S.A. (18, rue Tronchet 75008 Paris - Tél. 742.70.69

AVIS DE CONCOURS DE CHERCHEURS AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR 1985

Des concours sont ouverts pour le recrutement de chercheurs au centre national de la recherche scientifique :
Les épreuves de sélection se dérouleront au 15, quai Anatole-France, Paris-7e

Le nombre des postes mis au concours s'établit comme suit :

7 DIRECTEURS
DE RECHERCHE DE 1re CLASSE.

341 DIRECTEURS
DE RECHERCHE DE 2me CLASSE

40 CHARGES
DE RECHERCHE DE 1re CLASSE

379 CHARGES
DE RECHERCHE DE 2me CLASE.

Ces concours sur titres et travaux donnent lieu à l'établissement par les candidats des deux sexes d'un dossier de candidature qui peut être retiré au 15, quai Anatole-France, Paris-7e, bureau central des chercheurs ou au siège des administrations déléguées du Centre national de la recherche scientifique dans les régions.

La date limite de retrait des dossiers est fixée au 8 février 1985.

Les candidats peuvent adresser leur dossier par la poste ou les déposer au bureau prévu à cet effet au Centre national de la recherche scientifique, 15, quai Anatole-France, Paris-7e.

La date limite de dépot des dossiers est fixée au 11 février 1985, le cachet de la poste faisant foi.

Telemecanique
les solutions de progrès

leader européen dans la fabrication de produits et systèmes électroniques destinés à la réalisation d'équipements d'automatismes, 11 300 pers., 28 usines dont 6 à l'étranger, CA : 4,4 milliards de F, renforce son équipe au sein de la Direction Recherche et Développement et crée le poste :

Ingénieur informatique et automatismes

Rattaché au Responsable du groupe « Robotique et systèmes d'automatisation de la production », il sera chargé, en collaboration avec les différents services de recherche, de la conception et de la réalisation d'un système de traitement de l'information permettant l'étude et la simulation de divers procédés d'assemblage de pièces, ainsi que la commande et la gestion de ligne de montage correspondant aux procédés retenus.

Ce poste, convenant à un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, nécessite une première expérience dans la conception de logiciels graphiques, et/ou de méthodologie d'automatismes, ou dans la mise en pratique industrielle des techniques CFAO. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour cette fonction autonome qui comporte d'intéressantes perspectives d'évolution.

Adresser confid. C.V., photo et courte lettre manuscrite en précisant votre nº de tél. sous réf. 860 LM à Rosie SCHWARTZ.



Carrières
47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS

Rowntree Mackintosh

1500 personnes
1,2 Milliard de F

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT
recherche pour son Siège Social
(site agréable - 20 minutes à l'Est de Paris)

contrôleur budgétaire

Lion — Nuts — Folky — Kit Kat — Smarties — After Eight — Quality Street — Rêve Noir — Lanvin — Menier...

Rattaché au contrôleur de gestion, vous prendrez en main l'ensemble des opérations de reporting (réalisations budgétaires et prévisions en comptabilité anglo-saxonne). Vous superviserez au départ deux personnes et bénéficierez des meilleurs équipements informatiques (IBM PC...).
Vous assumerez progressivement des études ponctuelles et diverses *missions sur les autres aspects du contrôle de gestion.*
Très bon technicien, rigoureux, créatif, vous saurez dialoguer avec l'ensemble de la direction financière, les membres du comité de direction, les 2 directeurs d'usine et leurs contrôleurs budgétaires, les chefs de service...
Pour ce poste de confiance, nous souhaitons accueillir un diplômé ESC disposant d'une première expérience semblable de 3 à 5 ans, parlant anglais.
Merci d'écrire (lettre, C.V., photo et salaire actuel) à Michel DASSE - ROWNTREE MACKINTOSH SA, NOISIEL, 77422 MARNE LA VALLEE Cedex 2, qui traitera confidentiellement votre courrier.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Ingénieur
Mécanisation conditionnement

4 P EMBALLAGES (200 MF de CA, 300 personnes) réalise des emballages cartons et des systèmes de conditionnement. Son service systèmes est composé de 25 personnes (techniciens, dessinateurs, dépanneurs) travaillant dans un secteur de l'entreprise en forte croissance.

L'ingénieur que nous recherchons sera chargé de la création - développement de nouveaux systèmes de mécanisation et de leur automatisme, dans le domaine du conditionnement (boîtes pliantes, packs de regroupement pour bouteilles, pots).

Le candidat retenu sera de formation ingenieur (ENSAM, ECP, IDN, ECL, Mines) et aura de préférence une expérience professionnelle de 2 à 4 ans.

Goût de la négociation avec différents types d'interlocuteurs, capacités d'innovation et connaissance de l'anglais seront déterminants. Le poste est situé près de Beauvais (Oise) et la formation initiale prévoit un sejour en Allemagne et en Angleterre. Les possibilités d'évolution de carrière sont à la dimension d'un Groupe International.

Vous êtes interessé ? Adresser votre C.V. - photo à Patrick LONGUECHAUD Departement Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcasse 75384 PARIS CEDEX 08 sous la référence I 85 M.

Contact-plus



Christofle
Orfèvre à Paris

recherche pour son Département Création
à SAINT-DENIS (Mº Porte de Paris)

CHEF DE SECTION CREATION DE PRODUITS

pour animer équipe de 4 projeteurs et 2 prototypistes.
Expérience de 5 à 10 ans dans le métal, le bijou ou les produits de luxe.
Sens créatif très développé.
Formation Ecole Supérieure d'Arts souhaitée.
Rémunération 140.000 F + avantages sociaux.

Adresser C.V. au Chef du Personnel - CHRISTOFLE
112, rue Ambroise Croizat 93206 SAINT DENIS CEDEX 01

Groupe Industriel et Commercial
3 000 personnes - 2,5 Milliards de C.A.
recherche

AUDITEUR INTERNE

Vous effectuerez des missions de contrôle des procédures, de vérification des comptes, de conseil et d'assistance auprès des filiales notamment en matière juridique et fiscale.

Vous êtes titulaire du D.E.C.S. complet (minimum - ou équivalent) et pouvez justifier d'une *expérience approfondie* en entreprise ou en cabinet.

Vous avez le goût des déplacements et du travail en équipe.

Adresser C.V. (préciser rémunération actuelle) à **PIERRE LICHAU S.A.,**
sous réf. **4381** - BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Chef de projet
CAO/DAO

Banlieue Ouest- Travaillant pour une société (chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs) d'un *important* groupe industriel français du secteur métallurgique très bien implanté dans le domaine des équipements mécaniques pour l'automobile, ce centre de recherches situé en proche banlieue Ouest de Paris souhaite recruter un chef de projet CAO/DAO. Au sein d'une équipe homogène et dynamique, et en liaison avec l'ensemble des usines concernées, *il* sera chargé, dans un contexte scientifique avancé, de mettre en place un projet cohérent d'implantation CAO/DAO. Interface entre les utilisateurs et le système qu'il devra construire et mettre au point (matériel, logiciel, formation....), il s'appuiera sur l'acquis scientifique important (en éléments finis par exemple) développera également des logiciels adaptés aux besoins particuliers. Ce poste évolutif s'adresse à un ingénieur ou universitaire diplômé, une première expérience (2 à 5 années) lui ayant permis de valoriser de très bonnes compétences en CAO/DAO (matériels et opérations) dans des domaines équivalents. Esprit pragmatique, aisance dans les contacts et disponibilité sont nécessaires à la réussite dans cette fonction. La rémunération sera fonction de l'acquis *professionnel*. *Ecrire à J. MOUNIER* en précisant la référence *A/2592M*



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Rowntree Mackintosh

1500 personnes
1,2 milliard de F.

Lion – Nuts – Folky – Kit Kat – Smarties – After Eight – Quality Street – Rêve Noir – Lanvin...

Filiale d'un puissant groupe international leader sur le marché français du chocolat

recherche pour son siège social (site agréable - 20 mm à l'Est de Paris)

INGENIEUR
Développement Process

En relation avec le service développement produit, le service ingénierie et les fournisseurs, il participe à l'élaboration du cahier des charges pour de nouveaux matériels et recommande les solutions possibles.

De formation type ENSIA, ENSBANA, ENSAIA... les candidats posséderont une première expérience dans l'industrie alimentaire.

Notre préférence ira à un cadre méthodique et sensibilisé aux problèmes de communication.

Anglais apprécié.

Merci d'envoyer CV (photo) et prétentions à M. Denis MOITEAUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66

MEMBRE DE SYNTEC

IB International Management

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Une entreprise parmi les premières sur le marché français de l'agro-alimentaire recherche pour la région parisienne un

RESPONSABLE DES METHODES ET LOGICIELS COMPTABLES DU GROUPE

- Vous êtes de formation ESSEC/ESC/Maîtrise de gestion ou équivalent + D.E.C.S.
- Vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet d'audit et vous maîtrisez réellement les techniques comptables et l'outil informatique.
- Vous avez des aptitudes à la négociation et au dialogue.
- Vous aimez les responsabilités et votre anglais est plutôt fluent.

Venez rejoindre notre Direction financière pour laquelle vous devrez
- Adapter notre système d'information financière aux contraintes économiques et législatives.
- Assurer l'interface au sein de la Direction financière entre les utilisateurs et les fournisseurs de logiciels.
- Mettre en œuvre des actions de formation pour les populations concernées.
- Promouvoir la productivité en informatisant des tâches encore manuelles.

Si vous pensez que votre créativité, votre goût et expérience des systèmes d'information comptable correspond à notre recherche adressez rapidement une lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre conseil Patrick BRUNETEAU sous référence MC/81.

AFCOREM

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE

recherche pour sa Direction des Grandes Entreprises à **PARIS**

EXPLOITANT ENTREPRISES *HF*

Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans et de formation supérieure, devra justifier d'une expérience bancaire d'environ 4 ans, dont 2 ans minimum dans l'exploitation clientèle entreprises.

Il devra posséder une excellente connaissance des produits bancaires, le sens du risque, l'aisance du contact avec la clientèle, et maîtriser parfaitement l'anglais.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à **PIERRE LICHAU S.A.** - s / réf. **11804** - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherché pour Paris

Cambiste clientèle

Sous la supervision du trésorier, il sera responsable, au sein de la salle des changes, et en liaison avec les chargés de compte, de maintenir et de développer une clientèle de grandes sociétés.

Ce poste évolutif et très motivant, nécessite une expérience de 5 ans minimum dans l'activité cambiste et relations clientèle, ainsi que l'habitude des contacts à haut niveau.

La connaissance de l'anglais est indispensable dans le contexte international du groupe.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Media System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02. sous réf. 7320-M. Discrétion assurée.

Chef service entretien - travaux neufs
(AM - ICAM - ECAM...)

Vous souhaitez intégrer une Société à taille humaine (300 personnes) et en même temps prendre un poste comportant une ouverture internationale. Nous sommes la filiale française d'un Groupe international dont le G.A. s'élève à 5 milliards. Nous fabriquons et commercialisons des produits destinés à la métallurgie : activités dans les domaines de la fonderie et de la sidérurgie.

Nous recherchons l'homme qui participera activement à l'amélioration des installations existantes et aux investissements : études et réalisation. Il sera responsable de l'entretien préventif et mettra en œuvre les moyens nécessaires à l'accroissement de la productivité et de la rentabilité.

Ingénieur diplômé d'une Ecole type AM, vous avez 3 à 4 ans d'expérience d'un service entretien. En contact direct avec l'équipe que vous animerez, vous ferez preuve de qualités réelles "d'homme de terrain". En même temps, vous montrerez votre capacité à vous intégrer à l'équipe de Direction.

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Poste basé dans le Nord-Est de la France.



Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence C024 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS

Paris - Lille - Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

ORGANISME FINANCIER PARIS

recherche

CADRE JURIDIQUE *HF*

pour assurer le **CONTENTIEUX DE SES DOSSIERS DE CREDIT BAIL IMMOBILIER.**

Le candidat devra justifier d'une solide formation juridique et d'une première expérience de l'ordre de 2 années dans un service contentieux, un cabinet d'avocat ou de syndic.

Le poste, **à pourvoir immédiatement**, requiert *des qualités de contact, le sens de la rigueur et de l'organisation.*

Veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à **PIERRE LICHAU S.A.**, sous référence 3577 - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Depuis 14 ans, nous sommes l'un des leaders dans les domaines de l'ingénierie informatique et des techniques de pointe.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement :

Ingénieurs informaticiens confirmés

De formation Grande Ecole ou universitaire (BAC + 4) ils possèdent une expérience minimum de trois ans acquise dans le domaine du temps réel et travailleront sur des applications de simulation, de systèmes embarqués, de logiciels de commande et de contrôle, de traitement d'images.

Compétences recherchées : LTR, ADA, FORTRAN, PASCAL, ASSEMBLEUR, - PRODUITS DE TRAITEMENT D'IMAGES sur matériels MITRA, NORSK DATA, SPS 9.

Chef de projet télécommunications

Connaissant bien les protocoles de transmission et les réseaux, le candidat recherché a une bonne expérience de la conduite de projets (dimensionnement, gestion des temps...). Homme de contact, sa mission consistera à assister techniquement le chef de département dans l'ouverture de marchés et à manager des équipes techniques.

Ces postes sont basés à Paris et à Toulouse.

Ecrire sous référence D2/1 à Marie-France BURQ - **EUROSOFT** - 38, boulevard Henri Sellier - BP 145 - 92154 SURESNES CEDEX.



Opérations de diversification et de suivi de filiales pour

Jeune cadre financier

Vous aurez en charge le contrôle et le suivi financier de filiales françaises et étrangères du Groupe.

Vous participerez aux opérations de prises de participation ou de création de filiales.

Jeune professionnel de haut niveau (HEC, IEP, + formation juridique) vous avez une expérience financière de 3 ans environ dans le secteur bancaire ou industriel.

Ce poste évolutif basé à Paris implique de fréquents déplacements. L'anglais pratique est impératif, l'allemand souhaité.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions* à SNPE - Marie-Renée QUILLIEN - 12 quai Henri IV 75181 Paris cedex 04.

SNPE

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

recherche

VENDEUR EXPORT
Afrique/Moyen Orient

Chargé de la vente de produits chimiques industriels.

Ce poste est basé à PARIS et implique environ 40% du temps passé sur le terrain.

Le candidat recherché doit correspondre au profil suivant :
- **être parfaitement bilingue français/anglais,**
- **niveau ingénieur chimiste ou école supérieure de commerce,**
- **première expérience de la vente nécessaire (grande exportation si possible),**
- **28 ans environ.**

Nous offrons à ce jeune cadre, *qui renforcera* notre équipe de vente, un vaste champ d'action, la possibilité de nouer des contacts très variés et une autonomie étendue.

Envoyer votre C.V. détaillé au Directeur Général,
***OLIN* Europe S.A.**
108, Bd Haussmann - 75008 PARIS.

JRP/Jean Regnier Publicité

---

jeune biologiste moléculaire

Le directeur de la recherche d'une entreprise pharmaceutique, leader mondial sur son marché, cherche pour son UNITÉ DE RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE, un biologiste moléculaire. Il est, au sein d'une équipe de biologistes, l'adjoint d'un chef de projet.

C'est un homme ou une femme de 24 ans minimum, docteur 3ᵉ cycle, ingénieur agro, pharmacien, PHD, souhaitant faire une carrière dans la recherche appliquée.

Le biologiste que nous souhaitons trouver retiendra d'autant plus notre intérêt qu'il manifestera une forte motivation, une grande disponibilité et un solide enthousiasme. Résidence dans une grande ville universitaire française.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 395 LM, à Catherine de La Roche, JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach, 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

HAVAS CONTACT

EVRY (91)

Jeune Filiale Société Internationale

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Il s'insérera dans une équipe dynamique. Il sera expérimenté *dans la vente de composants électroniques*, électrotechniques ou électriques.

Bonnes connaissances du *marché français* et si possible des réseaux de distribution dans ce domaine.

Une voiture est fournie pour les déplacements. Salaire fixe + intéressement.

Envoyer C.V. photo et prét. à L.T. CONSEIL 36 rue de Villiers 91880 BOUVILLE

LAMBERT FRERES ET CIE

Société Mère d'un Groupe Industriel de premier plan - C.A. 2 milliards

recherche

SUP. de CO.
+ DECS ou Expertise Comptable

pour assurer la responsabilité de son Service Comptabilité Centrale et Consolidation du Groupe.

MISSION :
- *harmonisation et organisation des comptabilités des différentes sociétés* du Groupe,
- contrôle des arrêtés de comptes en relation avec les commissaires aux *comptes*,
- consolidation des sociétés au niveau du Groupe.

EXPERIENCE :
3 à 5 ans dans un cabinet d'expertise comptable et/ou service Audit Interne en Entreprise (consolidation, fiscalité et regroupements de sociétés).

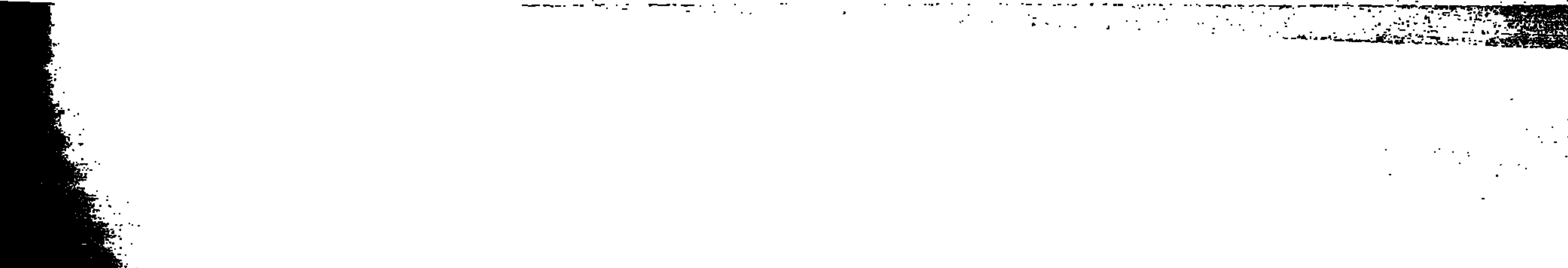
Poste *basé* à Paris avec déplacements fréquents de courte durée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo récente et prétentions sous référence 8847 à Madame LEREDE.



LAMBERT FRERES ET CIE

5, RUE VERNET 75008 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Ingénieurs informaticiens

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MAITRISE (0 A 5 ANS D'EXPERIENCE)

Syséca : société de services et d'ingénierie informatique de 780 personnes au C.A. de 280 MF, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, vous propose dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, pour exercer votre activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V, photo et prétentions, sous réf. 7354 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cédex Tél. 602.70.47.

GROUPE SYSECA

Vendre à l'export : l'affaire d'un AM-INSA...

Une affaire à mener pour Sereg, filiale industrielle du groupe Schlumberger, secteur **Mesure et Régulation.** Une affaire à mener pour l'un des leaders européens pour la construction de vannes destinées à l'industrie et au pétrole. Nous exportons *80% de notre production, notamment en* **Asie du Sud Est**, un marché que vous connaissez bien.

Nous considérons cette partie du monde comme promise à la plus belle expansion. Notre Direction Commerciale Export y fonde de grandes ambitions.

Pour réussir, nous devons mettre en place un réseau d'intermédiaires commerciaux et d'agents. Ce sera votre mission. Vous avez les meilleures chances de la mener à bien si vous êtes ingénieur (AM, INSA,...) et si vous avez une expérience commerciale d'au moins 5 ans en vente d'équipements industriels et pétroliers, ou en ingénierie... Cela doit vous donner l'assurance et les compétences suffisantes pour établir des contacts aussi divers que de haut niveau : Directions Générales, Ambassades, Ministères... Bien entendu, au cours de vos déplacements (50% du temps), vous vous exprimez parfaitement en anglais, peut-être même dans une autre langue, ce qui constituerait un atout pour votre évolution de carrière.

Adressez rapidement vos candidatures (CV, **photo**, rémunération actuelle) à Sereg Schlumberger, Direction du Personnel, 100 rue de Paris, 91302 Massy Cx.

SEREG
Schlumberger

Société d'Ingénierie performante et dynamique, implantée en France et à l'étranger recherche :

JEUNE CADRE DE GESTION ADMINISTRATIVE

attaché à la Direction Générale

Profil :
Agé de 30 ans environ, vous possédez :
- un excellent niveau de culture générale, complété par de sérieuses connaissances juridiques et comptables,
- une année d'expérience universitaire ou professionnelle aux Etats-Unis,
- *deux ans de pratique professionnelle en entreprise à un niveau opérationnel* vous ayant sensibilisé aux techniques modernes de gestion,
- des qualités d'imagination, d'initiatives, de contacts et d'organisation sont *indispensables.*

Mission :
Responsable de la gestion administrative et de l'organisation du système d'information et de communication de la Société, vous prendrez aussi en *charge les dossiers juridiques (personnel, fournisseurs et clients).*

Fonction évoluant vers un poste de Direction Administrative et Financière pour un candidat de valeur.

Adresser C.V., lettre et photo à Melle Sieglinde Boch, Centi Profile, 128 rue de Rennes 75006 Paris.

centi profile

Conseil en Recrutement Informatique

Créer notre banque de données

Entreprise française multinationale, nous recherchons un tempérament commercial pour créer une banque de données informatisée à usage tant interne qu'externe. Celle-ci concernera exclusivement le domaine de l'assurance.

Recenser et centraliser de façon cohérente et organisée l'information dont vous avez mis en place le système de collecte, définir les moyens informatiques requis et participer étroitement à leur mise en oeuvre, gérer et exploiter l'outil créé, sont les aspects essentiels de la mission confiée. Ce poste évoluera ensuite vers une fonction commerciale.

La trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur (droit, sciences-po, écoles de commerce ou d'ingénieurs) votre expérience de l'assurance, votre connaissance de l'informatique et aussi de l'anglais, vous permettent de prendre en mains notre projet avec la certitude de le mener à bien.

Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo). Merci d'écrire sous référence 2128M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Chef du personnel

HF

SODEXHO, N° 1 français de la restauration collective et l'un des leaders mondiaux, recherche pour l'une de ses divisions (2 000 personnes) un Chef du personnel.

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie dans la fonction personnel, soit dans une PME en tant que responsable du service, soit dans une grande entreprise en tant qu'Adjoint au Directeur du personnel.

Votre mission sera :
- Entretenir le dialogue avec les partenaires sociaux.
- Améliorer les conditions de travail et de sécurité.
- Sensibiliser l'encadrement à son rôle social et, de façon générale, anticiper et innover dans les relations humaines.

Une certitude, le dynamisme de notre Groupe et notre forte expansion (+ 25 %) favoriseront l'élargissement de vos fonctions vers des responsabilités sans-cesse accrues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), *sous la réf. LM/14CPL* à SODEXHO - Service Recrutement - B.P. 36 - 78391 BOIS-D'ARCY Cedex.



SODEXHO

MEDIA BA

Un important Groupe de dimension internationale, comprenant une centaine de filiales, recherche pour son siège de Paris :

un Cadre juridique HF

Vous avez entre 25 et 30 ans. Titulaire d'une Maîtrise de Droit des Affaires, vous êtes spécialisé en Droit des Affaires et des Sociétés.
Bilingue français/anglais, vous connaissez bien la fiscalité et la comptabilité.
Vous avez acquis votre expérience depuis plus de 2 ans, au sein du service juridique d'un groupe ou chez un Conseil Juridique spécialisé «Droit des Sociétés».
Nous vous proposons d'intégrer notre division juridique et fiscale, comprenant une quinzaine de personnes.
Vous serez directement rattaché au Directeur de cette division.
Progressivement, vous assurerez, en relation avec les Directions opérationnelles et fonctionnelles, le suivi de la vie juridique (créations, fusions, restructurations de sociétés de toutes formes) d'une partie de nos filiales relevant principalement du droit français.
A terme, votre évolution devrait vous permettre de prendre la responsabilité du service Droit des Sociétés.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., *+ photo en précisant sur* l'enveloppe la référence 6323, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET - AVIATION





recherche pour

INGENIEUR

pour coordination systèmes et suivi équipements avion.

Fonction : suivi des équipements électroniques du système navigation
Traitement des modifications, relation avec les équipementiers.
Etablissement des fiches techniques pour présentation du dossier.

Connaissance de l'Anglais.

Expérience souhaitée : 2 ans.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite s/réf. DGT/PER2 Service du Personnel - 18 quai Carnot 92214 ST-CLOUD

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 288.10.65

SECONDER NOTRE DIRECTEUR FINANCIER

AUDIT INTERNE

Filiale Française d'un important groupe mondial, en progression constante (+ 40 % en 84), nous recherchons pour notre Direction Financière un collaborateur de haut niveau AUDIT INTERNE. 1er collaborateur de notre directeur financier, vous vous verrez également confier des missions par notre Président.

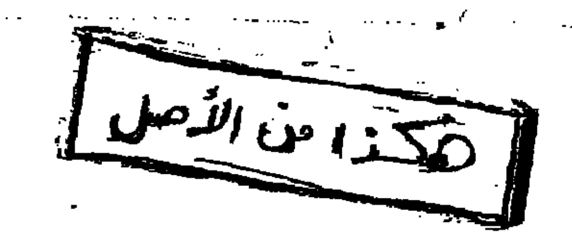
Votre rôle consistera notamment à préparer les budgets, en exerçant un contrôle systématique à l'aide des comptes mensuels, et à intervenir sur l'organisation de la procédure administrative.

Vous êtes titulaire d'un DESS et vous pouvez justifier d'une expérience d'1 ou 2 ans dans une fonction d'audit comptable et financier au sein d'un cabinet conseil.

Vous êtes utilisateur de l'informatique et de la bureautique et la pratique des budgets anglo-saxons et du nouveau plan français vous est acquise. Enfin, vous possédez un sens certain de l'analyse et de la synthèse.

Des déplacements occasionnels sont à prévoir en France et à l'étranger.
Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Jean-François BERNARD, Directeur du Personnel, 60, rue Berthelot 92402 COURBEVOIE CEDEX



International S.A.
LE SPÉCIALISTE DE LA COMMUNICATION DYNAMIQUE

Bleu

CONSULTANT CONFIRME

Recrutement de Cadres Paris **HF**

Fondée en 1969, la Société FRANCE CADRES a pour vocation la recherche de cadres expérimentés. Elle jouit d'une bonne image de marque auprès d'une clientèle fidèle et d'un vaste réseau de prescripteurs.

Son activité initialement orientée vers la PME de province se développe vers les entreprises parisiennes.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie de tous les problèmes que pose un recrutement pour l'entreprise et une information précise des candidats.

Cette responsabilité, exercée avec une grande autonomie, convient à un professionnel confirmé travaillant en cabinet ou comme indépendant et déjà bien introduit en clientèle. Formation supérieure. Minimum 32 ans. Débutants s'abstenir.

Adresser CV détaillé s/réf. 242/99 à

France Cadres 22, rue St Augustin 75002 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

BANQUE NEUILLY
recherche
POUR DEPARTEMENT CREDIT DOCUMENTAIRE

NEGOCIATEUR(TRICE) DE DOCUMENTS GRADE(E) DE BANQUE

diplômé(e) Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.
Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à
PIERRE LICHAU S.A. - s/réf. 8086 - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Société audio visuel en plein essor, recherche pour PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL 250.000 F +

35 ans environ. Formation technique. Connaissance du matériel audio visuel grand public (TV et magnétoscopes).

MISSION :
- assurer la liaison entre les services techniques et commerciaux de la société,
- informer, conseiller et persuader les fabriquants de matériels et les distributeurs.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 32164 (à préciser sur enveloppe) à JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

JRP/Jean Regnier Publicité

REJOINDRE L'« ÉTAT-MAJOR » D'UN GROUPE INDUSTRIEL EN PLEINE EXPANSION

C'est l'opportunité offerte à une candidate âgée de trente ans, diplômée d'une grande Ecole de Commerce (HEC, Sc. Po. ECOFI...), ayant le goût des contacts humains à haut niveau et désireuse, après une première expérience, de s'investir dans un projet d'avenir.

ASSISTANTE DU PRÉSIDENT

Elle prendra en charge la conception des dossiers industriels, la documentation économique et la stratégie de communication.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions : sous réf. 299824 M, RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris

DIGILOG GROUPE DIGITONE — **L'innovation en électronique et informatique**

recrute un INGENIEUR DE RECHERCHE EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE. Conviendrait à informaticien ayant quelques années d'expérience en logiciel de base.
Seront particulièrement appréciées des connaissances sur :
- UNIX, • LISP, • Les techniques de compilation, • Le matériel (micro-processeur Motorola 68000 particulièrement)

Poste à pourvoir à Paris pendant quelques années puis sur Aix-en-Provence.
Merci d'envoyer votre CV et prétentions, à DIGILOG, 21 rue Frédéric Joliot ZI, 13763 Les Milles Cedex.

Important Groupe Industriel
recherche pour l'une de ses filiales

JEUNE CADRE

FORMATION :
H.E.C., ESCAE, ESSEC, Sup de C.O.
- Il aura la charge d'un secteur de vente à l'exportation.
- *Il devra avoir une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans et parler couramment Anglais et Espagnol.*
- La connaissance du secteur Agro-alimentaire serait appréciée.

Déplacements à prévoir : 1 semaine/mois environ
Lieu de travail : La Défense.
Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Cabinet Avenir Services
5, rue Jouffroy - 75017 PARIS

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs.
Nous souhaitons accueillir :

2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (télétraitement et bases de données).

3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et/ou CICS-DL 1.

Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

Assistance
Conseil
Organisation
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :
Gérard MIARA - ACOR Informatique
26, rue Vivienne 75002 Paris.

Demande
PROFESSEUR D'ANGLAIS
Poste fixe
ÉCOLE SAINT-MICHEL
Téléphone : 374-79-52.

M.J.C., recherche
ANIMATEUR
Coordinateur des activités.
Connaissance en vidéo souhaitée DEFA exigé.
Env. dossier de candidature à :
M. le Président de la M.J.C.
Club de Créteil.
Rue Charpy. 94000.

Organisme format. cher, PROF. *Angl/All., pour départ. 93-94*
Téléphone : 226-52-30.

Importante entreprise d'électricité bâtiment recherche pour son bureau d'études commerciales

UN INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT

en études de prix électricité bâtiment, avec 3 ans d'expér. au moins dans le même poste.
Ecr. nº MO 84.052 BLEU, 17, r. Label, 94307 Vincennes. Cedex, qui transmettra.

Un organisme important rech. à Paris ou Versailles
SES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H.F.)
Si vous avez le goût des contacts et des responsabilités, si vous avez de l'ambition et du dynamisme rejoignez-nous.
Tél. 500-24-03, poste 40.

ENTREPRISE DE PRESSE recrute

JOURNALISTE

confirmé ou débutant, connaissant et intéressé par les *problèmes de la communication,* pour s'occuper particulièrement *du secteur de la publicité.*
Adresser candidatures avec *références à :*
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

URGENT
ETS SOUS CONTRAT
recherche

PROFESSEUR E.M.T.

(TECHNOLOGIE)
Connaissance informatique souhaitée. Temps partiel.
Adrés. C.V. s/nº 299.900 M à
RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR, PDP. 68.000, 60/86... pour grands projets.
Téléphone : 806-35-80.

Société de formation recherche

SPÉCIALISTES EN FORMATION A L'EXPRESSION ORALE ET MANAGEMENT

Bonne connais. de l'entreprise.
Pour vacations.

Envoyer curriculum vitae à :
RÉGIE PRESSE
sous numéro 299.901 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Pour dossiers petites entreprises, recherchons pour durée déterminée

PERSONNE *connaissant NPC* et possédant bonnes notions analyse financière. BTS ou DUT gestion options comptabilité vivement appréciés.

Envoyer CV, lettre et prét. sous *réf. 11.809 à P. LICHAU SA,* BP 220, 75063 Paris Ce-*dex 02, qui transmettra.*

BVA

l'une des premières sociétés de sondage et d'études de marchés
recherche pour VIROFLAY (78)

UN STATISTICIEN

- Débutant IUT ou équivalent ;
- Il aura pour mission d'assister un chargé d'études dans le cadre d'un contrat longue *durée (plan d'échantillonnage, analyse des résultats) ;*
- *Il devra posséder le goût des chiffres et le sens de l'organisation.*

Envoyer CV, photo et prétentions à *M. LE GALL, BVA,* 4 bis, impasse de Toulouse, 78005 VERSAILLES Cedex.

Importante Société de Prestation Services *Comptables recrute* pour missions :

DIX COMPTABLES

BAC G2, *BTS, DUT de gestion.* Lieu : INVALIDES. Durée : trois mois. Travaux : analyses déclarations revenus *professions libérales.*
Envoyer CV et photo sous *réf. 4.356 JR à AMP, 40, rue* Olivier-de-Serres, PARIS (15e), *qui transmettra.*

SODEL CONSEIL recherche CADRE ETUDES MARKETING
Formation et expérience marketing souhaitées.
Ecr. *s/nº 6.826 le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Laboratoire de recherche *à Paris* recrute

UNIVERSITAIRE ou INGÉNIEUR

en vue d'un doctorat sur l'usinage à grande vitesse. Durée deux ou trois ans. Bourse industrielle CIFRE assurée. Adresser rapidement lettre avec photo et CV à CERMO, 21, rue Pinel, 75013 Paris.

ORGANISME PUBLIC A PARIS vocation recherche, recrute d'urgence
INGENIEUR INFORMATICIEN OU EQUIVALENT DIPLOME
Poste chef de projet gestion *matériel* GCOS 64-TDS.
Possibilité complément de formation. Nationalité française, libéré O.M.

Disponibilité immédiate.
Rémunération : 135.000 F-an.
Tél. 552-46-57.

Société d'expertise comptable Saint-Lazare recherche

CHEFS DE MISSION ASSISTANTS

Ayant DECS + 3 ans d'expérience Cabinet minimum
Env. lettre manuscrite avec C.V. à INTERCONSEIL,
39, rue d'Amsterdam,
75008 PARIS.

Constructeur informatique recherche pour postes immédiats

INGENIEURS

HARD ou SOFT conn. impératives 8086 et ou PLM ou PASCAL pour applications sur réseaux ou bureautique.

INGENIEURS

SYSTÈME connaissant CTOS et ou MINI 6

INGENIEURS

Téléinformatique connaiss.
BSC – X 25 – HDLC
Tél. pour R.-V. 784-74-52.

---

représentation offres

Imprimerie pédagogique internationale cherche un représentant pour la France. Connaissance des éditeurs français nécessaire. Anglais indispensable, bonne rémunération. Assurance maladie.
Réponses détaillées à env. à :
M. John Green, 58 Mall Road,
London W 6, England.

SOCIETE D'ENGINEERING OFFSHORE
recherche d'urgence

UN INGENIEUR MECANICIEN

- débutant, ou avec une première expérience
- formation Arts et Métiers ou équivalent. réf. IM

UN INGENIEUR CONFIRME EN ARCHITECTURE NAVALE

- formation *ENSTA* ou équivalent
- expérience en chantier naval (conversion de tankers, par exemple) très appréciée. réf. IA

UN CHEF DE PROJET ADJOINT

- formation Grandes Ecoles
- bonne connaissance des problèmes contractuels des grands projets à l'exportation et des questions de fabrication
- expérience *en supervision de construction appréciée*
- déplacements à l'étranger de courte durée mais fréquents. réf. CP

Pour tous ces postes, l'anglais courant, lu, écrit, parlé est indispensable.
Lieu de travail : 92 puis 95.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi, sous numéro 52525 à PROJETS
12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui transmettra en toute discrétion.

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs de très haut niveau avec de substantiels compléments en expérience industrielle.
Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez un goût certain pour le Management.
Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses astreintes, elle vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.
Notre Cabinet, adhérent de Syntec, se situe à un niveau d'intervention des plus élevés.
Nos clients sont de grandes sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève.

Si vous souhaitez nous rejoindre, écrivez à AXIAL (sous réf. 8886)
27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.
Votre dossier sera traité confidentiellement.

Les Editions Nathan

recherchent pour un poste de

Direction Editoriale
(COLLECTIONS ENCYCLOPEDIQUES ET LIVRES ILLUSTRES-ADULTES)
COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Ayant une expérience confirmée de directeur de collections, excellente culture générale, créativité, connaissances techniques et graphiques indispensables.

Adresser références détaillées et CV à J.B. BOUTRY
Editions Nathan - 9, rue Méchain - 75686 Paris Cedex 14.

---

secrétaires secrétaires

SECRETAIRE RELATIONS EXTERIEURES

Importante Société Commerciale, recherche pour son *secteur Relations Extérieures* une Secrétaire confirmée, chargée du suivi de manifestations et du secrétariat de la presse.
Allemand indispensable. Anglais apprécié.
Grande disponibilité et déplacements à prévoir.
Lieu de travail : Ouest de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 3154 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

FORMATION Gordon FRANCE
22, rue Royale, 75008 PARIS, 260-16-16
PRÉSENTE LES SÉMINAIRES
CADRES ET DIRIGEANTS EFFICACES
Communication - Négociation - Médiation.
Résolution de conflits sans perdant.
Invitation au dialogue
les mardis 5/02, 5/03, 2/04
de 18 heures à 20 heures.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE
PRÉPARATION AU **D.E.C.S.**
AUTRES FORMATIONS
INFORMATIQUE
MARKETING
DROIT
L'ECOLE CHEZ SOI
Enseignement technique privé à distance
1, rue Thenard - 75240 Paris Cedex 05
ECS INFO – 634.21.99

STAGE 3
INSTITUT D'INFORMATIQUE
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS DE GESTION
Crédit étudiant 100% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
initiation, langages BASIC ou COBOL.
28, rue Bergère-Paris 9ème M° Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

26/27/28 FÉVRIER 85 A PARIS
PRATIQUE DE LA GRAPHOLOGIE
OBJET :
APPLIQUER LA GRAPHOLOGIE DANS LES PROCÉDURES DE RECRUTEMENT
CONCERNE :
PME/PMI, SERVICES DU PERSONNEL...
Stage avec convention animé par
CHRISTIAN GOTH
DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE
Inscription 343-37-70.

SÉMINAIRE PARIS Les 30 et 31 janvier 1985
La carte à mémoire
un outil de gestion opérationnel
IS institut telesystemes
11-15, rue Sarrette, 75014 Paris. Tél. (1) 390.14.98.

Assistance et Conseil International en Logiciel

Formation professionnelle
d'ANALYSTE PROGRAMMEUR
Opportunités de placement
Tél.: 723.55.18 - 38, rue de Bassano - 75008 PARIS
Métro - Etoile - George V.

20 H STAGE INTENSIF D'INITIATION
A LA MICRO-INFORMATIQUE
les 18 et 19, 20 et 21 février, les 1 et 2, 3 et 4 avril.
Autres horaires possibles.
Prix : 990 F.
Tél. 824-21-25.

capitaux propositions commerciales

Rech. ASSOCIÉ, BON COMMERCIAL ET GESTIONNAIRE pour distribution (France, étranger) et vente magasin Paris, produits textiles, articles cadeaux. 343-97-70, 893-29-46

DEMANDES D'EMPLOIS

H. 34 a., licencié en droit, 10 a. d'exp. gestion du personnel (paies, ressources humaines, formation, relations sociales) ch. emploi chef ou directeur du personnel et (ou) des ressources humaines, juriste droit social. Libre rapidement. Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous No T 069.562 M 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

JURISTE AUTRICHIEN, 38 ans, langues allemande, anglaise, française, hongroise, expérience commerciale, cherche travail dans l'exportation. Ecrire sous chiffre V. 18 115005 PUBLICITAS, CH. 1211 GENÈVE 3.

PROFESSEUR certifié, ARTS PLASTIQUES, sous contrat IPES (reste 3 ans) recherche tous postes à Paris. Ecrire sous n° 114 à NETA, 19, r. Bergère, 75009 Paris, qui transmettra.

COLLABORATRICE COMMERCIALE
Disponible immédiatement.
48 ans, CADRE.
ANGLAIS COURANT.
Tél. : h. bureau 579-74-69.

DIRECTEUR PERSONNEL
54 a., rech. travail région paris: ou PROVENCE.
Ecr. s/n° 1.740 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 19 a. Notions angl., esp. ch emploi bureau. Préf. tourisme, assurances, imp. exp. commerce.
MOBILLE, 637-07-16.

F. attachée direction, 43 a. Exp. ass., immobilier, mark., compt. et secrétariat. R. pub. Ecr. s/n° 6.711 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. dipl. DUT gestion, option personnel, ch. emploi administ. Paris et banlieue Sud. MARTINS, 6, r. Gustave-Courbet, 91000 EVRY.

PORTUGAL, BRÉSIL
Pays de langue portugaise, H. 38 ans. DESS communication politique et social. Maît. lettres, dipl. d'études audio-visuel. Français, portugais, connais. anglais, ch. emploi.
J. CORREIA, 88, r. J.-d'Arc, 13e.

Assistante de direction exp. et dynamique, capable d'encadrer 3-4 pers., bonne not. angl.-esp., ch. Paris poste temporaire ou elle pourra utiliser ses connaissances en anglais.
Téléphone : 277-70-72.

12 ans organisation, H. 34 ans, PSYCHO + GESTION + INFORMATIQUE. Exp. industrie-services banque, ch. poste secrét. général, chef. Apt restr. dévelop. Paris-province. Ecrire sous le n° 1.807 RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Hme 38 ans, adjoint au Directeur du personnel, expérience acquise en milieu industriel métallurgie, effectif actuel 350. Désire donner un nouvel essor à sa carrière. Ecrire n° 80 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes cedex qui transmettra.

J.H. 28 a. DOCTEUR EN DROIT. exp. barreau et entreprise, parl. angl.-espagn. ch. sit. banque, cab., sté commerc. Ecr. J. VIVIER, 96, r. de Longchamp, 92200 Neuilly.

J.H. 27 ans, formation supérieure agricole, courte expér. mais prêt à tout entreprendre, ch. à s'intégrer dans équipe dyn. Tél. (3) 443-69-53.

VOUS dirigez une PME dynamique
VOUS avez besoin d'un
DIRECTEUR DES VENTES ET MARKETING
UN CADRE DE DIRECTION
Pour vous seconder
33 ANS
Meneur d'hommes, négociateur, gestionnaire de haut niveau, je souhaite vous rencontrer.
Ecrire à *RÉGIE PRESSE* sous n° 299.891.
7, rue de Monttessuy – 75007 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. 24 ans. Formation secondaire + stage dactylo (83). 12 mois d'expérience administrative, relations clientèle et banque (standard + petit secrétariat courant) dans le secteur immobilier. Grande disponibilité, adaptabilité.
RECHERCHE : Situation auprès de tous responsables PME désirant s'adjoindre une collaboratrice de confiance à former pour tâches administratives. Paris-banlieue. Ouest. (Section BCO/JCB 602.)

COLLABORATRICE DE DIRECTION, 44 ans, sténodactylo, stages techniques contrôle de gestion + informatique s/petits systèmes, 15 ans expérience secrétariat comptable au sein de grandes entreprises nationales et PME dont 3 ans comme comptable unique + portefeuille de placements à court terme. Habitude relations milieu bancaire et assurances.
RECHERCHE : Situation auprès de responsable PME-PMI désirant s'adjoindre une collaboratrice polyvalente en vue d'être secondé des tâches administratives et/ou commerciales. (Section BCO/JCB 603.)

DIRECTEUR ADMINISTRATIF, 49 ans, autodidacte, *ICG (2 ans)*, italien, espagnol, anglais, 30 ans expérience gestion PME : personnel, contrôle gestion. Sces GX informatique (mise en place gestion informatisée : cofomt., budgets, production, trésorerie, vente...).
OFFRE : Services à PME-PMI désirant collaboratrice haut niveau pour accroissement rentabilité en améliorant ses performances. Paris, R. P., déplacements acceptés. (Section BCO/JCB 604.)

INGÉNIEUR ENSA 1973 + IAE 1974. Anglais courant, 7 ans expérience prof. Ingénieur organisation puis responsable d'ateliers d'embouteillage.
RECHERCHE : Dans groupe agro-alimentaire, cosmétiques, pharmacie poste logistique, achats, production, organisation. Tres propositions acceptées y compris étranger. Disponible immédiatement. (Section BCO/GR 605.)

ANPE
ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09.
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

INFIRMIÈRE D.E., CAP panseuse, 15 ans bloc opératoire, aimant rigueur et sens respons., ch. place chef de bloc ou équivalent. Paris ou rég. par. Tél. : 604-03-02 le soir.

ING. génie atomique, I.N.S.T.N. + DEA physique, du solide. Débutant, ch. emploi. Région indifférente. *Ecrire sous n° T 069.548 M* RÉGIE-PRESSE 7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

J. Fme, 30 ans, assistante de direction confirmée, administrative et juridique, polyvalente, dynamique, cultivée, formée traitement de textes, ch. poste évolutif. Paris ou proche. Téléphone : 246-53-99.

Cadre 40 ans
RESPONSABLE BUREAUTIQUE
15 ans d'expérience professionnelle administrative et commerciale. Études et mise en place d'applications, formation et encadrement utilisateurs sur *micro-ordinateurs* cherche poste similaire
Etudie toutes propositions.
Ecr. s/n° 6.709 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame cinquantaine, papetière spécialisée (30 ans expérience) sérieuses références cherche place stable. Tél. 834-64-46.

H. 45 ans, diplômé lettres arabe, exp. traduction, adaptation, radio, rech. collaboration. Ecr. s/n° 8.820 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Psycho sociologue, 29 ans, exp. d'animation formation, d'accueil, entretiens, ch. emploi dans secteurs : insertion jeunes, réinsertion chômeurs, form. des adultes. M. VINCENT - 545-50-90.

JOURNALISTE professionnel, 27 ans, expér. quotidien et mensuel, rédact. et secrétariat de rédaction, étudie toutes propositions.
Téléphone : 251-21-78.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). BP 291, 75009 Paris.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), BP 402, 75009 Paris.

traduction demande

Mme Grace HOU, traductrice C/O Claudel, 72, av. Galliéni, 93130 Noisy-le-Sec, cherche travaux de traduction français, anglais, chinois. Langage chinois : mandarin et cantonais.

occasions

4 GÉNÉRATEURS
AIR CHAUD
35 et 85.000 K.cal.
OCCASION DISPONIBLE.
Tél. M. KERMANN, (26) 65-41-41.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS
Duplex, 180 m², décoration prestigieuse, 7 pces, 2 bains chbre de service. 2.300.000 F. Immo Marcadet. 252-01-82.

4e arrdt

SAINT-PAUL
CARACTÈRE TT CONFORT. Haut. ss plaf. Poutr. 800.000. *MATIMO* 272-33-25.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate.
Reste 2 appts de 4 et 5 PCES + *UN DUPLEX* 6e et 7e ét. 5 P. avec 158 m² de TERRASSE. Vis. témoin ts jours 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

Prox. Odéon, 90 m². 703-32-44.
TRAVAUX.

SÈVRES-BABYLONE
imm. ancien GD 3 P. CFT parfait état, prof. libérale 1.500.000 F. 542-40-90.

BOULEVARD FLANDRIN
100 m² à rénover
Très bel immeuble
GARBI. 567-22-88.

7e arrdt

TOURVILLE 180 m²
GD STANDING 703-32-31.

RAPP-UNIVERSITÉ
Beau 5 P., tt cft, imm. p. de t., ascenseur. 1.850.000 F. Ét. SAINCLAIR. 567-01-22.

COGNACQ-JAY 218 m²
ét. élevé, BELLE RÉCEPT. + 4 CHBRES, 2 bains, park. + studio de service
EMBASSY SERVICE
Téléphone : 562-16-40.

13e arrdt

GOBELINS, pptaire vend plusieurs bx 2 P., ref. neufs à partir 360.000 F. Imm. p. de t. ravalé. 526-99-04.

14e arrdt

RUE D'ALÉSIA, imm. 1960 3 P., tout confort. 526.000 F. *Immo Marcadet*. 252-01-82.

DAGUERRE, MAISON d'artiste 120 m² dont gd atelier, calme très clair. *BURON*. 296-58-88.

15e arrdt

CAMBRONNE
Beau loft en duplex
100 m² à rénover
GARBI, 567-22-88.

PARC G.-BRASSENS
5 P., 2 bains, 90 m², soleil, 2 *park. Prix* : 1.380.000 F. Téléphone : 705-45-55.

CONVENTION-VAUGIRARD
particulier vd ds immeuble pierre de t., double living 2 chbres, cuisine, s. de bains w.-c., dressing, parfait état 90 m² + 2 caves
Prix : 970.000 F.
Tél. 530-07-59, apr. 19 h 30.

17e arrdt

PTE ST-CLOUD, très beau 2 P., tt cft, ref. neuf, plein soleil. 475.000. 322-81-35.

18e arrdt

Sortie M° LAMARCK
RARE 169.000 F.
2 P., kitch., w.-c., s. d'eau Immo Marcadet. 252-01-82.

78-Yvelines

PARC DE
ROCQUENCOURT
SPLENDIDE 5 PIÈCES étage élevé, *VUE IMPRENABLE*, TERRASSE PLEIN SUD. EMBASSY. 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY CHEZY 2 P., cuis., bains, état impec., calme, verdure. GÉRANT 233-04-30.

Asnières studio 35 m², tout confort, très clair, balcon, cuisine, salle de bains, très proche du métro, 5e ét. sans ascens. Prix 150.000 F. T. 790-82-27.

94 Val-de-Marne

PRÈS BOIS VINCENNES
M° Charenton-Écoles, appt en duplex, séj. 58 m², 2 chbres, mezzanine, faibles charges. 1.180.000.
MAS IMMOBILIER 346-88-53.

Province

Dans chalet stand., 5 km, MEGÈVE, station hiver, été sur pistes. Vue Mont-Blanc. Appt 44 m² + balcon, séj., chbre, cuis., bns aménagé, w.-c., cave, box skis placards, park. couvert. Prix 585.000 F. Tél. : (50) 58-71-98.

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 8 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
FNAIM de Paris-Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS, tél. 227-44-44.

appartements achats

URGENT
JEUNE MÉDECIN cherche appartement 2 pièces minim., calme, dans le sud de Paris. Tél. 589-01-83 tous les soirs à partir de 19 h.

Recherche 1 à 3 P. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

BCB 727-89-39
correspond. Sté Aulis (Montréal)
RECHERCHE POUR CLIENTÈLE internationale 200 à 300 m² 16e, 8e, Neuilly, Rive Gauche.

GROUPE DORESSAY
rech. POUR DIPLOMATES
APPTS 150 A 300 m²
ACHAT OU LOCATION
Rive Gche, 8e, 16e, 17e, Neuilly.
624-93-33.

AGENCE DE L'ÉTOILE
rech. appts de BON STAND.
POUR CLIENTÈLE FRANÇ. ET ÉTRANGÈRE
Mme de DIESBACH. 380-26-08.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et employés mutés, importante Sté française Pétroles rech. en permanence appts ttes catégories et studios, villas Paris, environs. Téléphone : 503-37-00.

Cherche 2 P. tt cft, quartier Ouest de Paris, toutes garanties financières et bancaires fournies. Tél. : 747-36-99.

Ch. logement pour expatriés japonais, Paris et région Paris. Tél. : 954-47-63 apr. 18 h.

Région parisienne

ETUDE cherche pour CADRES villas ttes banl. Loyer garanti. 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par STÉS ou AMBASSADES. 285-11-08.

J.F., *moralité*, bonne éducation, très bonne situation cherche personne possédant gd appt luxueux pr partager loyer. Ecrire sous le n° 14.123 M *RÉGIE-PRESSE* 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 296-58-46
91, rue de Richelieu (2e).

NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-05-46
68, rue du Chemin-Vert
75011 Paris. M° St-Ambroise.

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers
Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard
PARIS-5e. M° CENSIER.

504-20-00
24 h sur 24 h, les offres de locations de l'assoc. franç. des pptaires, 3, r. Montevideo-16e.

Région parisienne

COLOMBES
Loue studio 1.300 F. M° BOYAULT.
745-17-25, p. 403, H.B.

viagers

F. CRUZ, 266-19-00
8, RUE LA BOETIE, 8e
Conseil 47 ans d'expérience.
Px rentes indexées garanties.
Étude gratuite discrète.

Ach. app. Paris ou pav. près Paris si bien desservi. Ec. Leroy 11, rue Primatice, 337-97-07.

Libre de suite, grand studio, tt cft, imm. récent, M° Abbesses. 175.000 cpt + 3.700, couple 81/83 ans - Cruz. 266-19-00.

pavillons

GIF-SUR-YVETTE
800 m centre ville, pavillon 6 p. 160 m² habitables, séj. 32 m² + cheminée, cuis. 11 m² aménagée, 4 chambres, lingerie, bains, WC, salle d'eau, grenier, sous-sol complet, garage, 650 m² terrain. 1.220.000 F. IMMOBILIÈRE DADRIER, 91400 Orsay. T. (6) 928-68-00

PAVILLONS
JUSQU'A 120. KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM DE Paris-Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS, tél. 227-44-44.

maisons individuelles

BOIS-D'ARCY
Proximité gare, solide construction sur 446 m², clos, séjour double, cuisine, 2 chambres, s. de bains, grenier, sous-sol. 525.000 F T.M. 045-29-09.

terrains

ORSAY
Proximité M° Le Guichet, 545 m² par 13 m façade, COS 0,36 plat clos viabilisé. 440.000 F HT. Immobilière DADRIER, 91400 ORSAY, tél. 928-68-00.

Recherche TERRAIN A BATIR banlieue SUD Paris, même avec petite maison. Tél. 938-87-27.

propriétés

Vds 4 km Sud Chartres, fermette 2.000 m², 10 pces, tt cft. Tél. (37) 28-34-77.

Achète propriété de chasse Sologne ou région limitrophe. Ecr. ss n° 202.826 à ORLET, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY CEDEX.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AV. VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT TÉL. TÉLEX
CIDES. 500-64-32.

Siège social r. ST-HONORÉ, *constitution stés, tous serv.* PARIS-ILE-DE-FRANCE INITIATIVES - 260-91-63.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e
Domiciliation RM - RC - SARL.
Constitution Sté 763-47-14.

VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau ou domiciliation avec secrétariat partagé
(1) 346-00-56.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex.
Téléphone : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50

ST-GERMAIN-EN-LAYE, près RER, imm. neuf, 330 m², bureaux + park. 555-20-00.

8e, MIROSMESNIL PRESTIGE 245 m², *6 bureaux + 2 salles* conférence 555-20-00.

locaux commerciaux

Locations

PARIS (13e), à louer local 300 m² au sol (possible 150 m² en plus), 6 m sous plafond, idéal hall d'exposition, *atelier de fabrication, bureaux*, stockage. Tél. 329-58-65.

locaux industriels

Locations

PARIS 8e
Av. Franklin-D.-Roosevelt
Local exclusivement professionnel, rez-de-chaussée, 80 m². Loyer mensuel 7.850 F, charges 406 F hors chauffage (électrique), conviendrait à cabinet avocat, juridique, etc. Tél. *pour rd.-vs* 588-82-82. *Heures bureau* M. LE MÉE.

SAINT-DENIS
Aux portes de Paris
- Une zone industrielle de 500 ha. Locaux neufs, anciens, terrains nus.
- De multiples possibilités d'implantation.

Pour tous renseignem. L'Antenne Municipale de Promotion de la Z.I. de Saint-Denis
Mme LE MOAL
820-63-83.

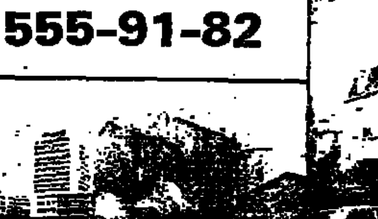
fonds de commerce

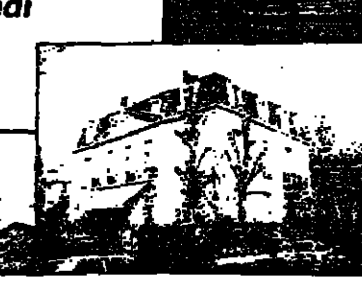
Ventes

Cause maladie affaire à saisir vends AUTO-MOTO ÉCOLE à 93200 Saint-Denis (très bon emplacement, bien desservi). Prix à débattre.
T. 827-32-16 de 14 h à 19 H.

A vendre, Sochaux-Montbéliard, pays natal de la 205 Peugeot, fonds
HOTEL 20 Nos
+ 2 meublés, rest.-bar + maison rustique avec dépendances (fonds + maison + 4 appart.), *Prix 3.300.000 F.*
Tél. 16 (81) 94-52-67.






L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

REPÈRES

Tourisme : excédent record en 1984

La balance touristique française a enregistré un solde positif record de 27 milliards de francs en 1984, a annoncé M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Tel qu'il ressort des comptes provisoires de la Banque de France, cet excédent marque une progression de 20 % par rapport à 1983 (22,5 milliards de francs), ce qui constituait déjà un record (12 milliards en 1982), dû en grande partie, il est vrai, au *renforcement du contrôle des changes et à la hausse du dollar*. Ce résultat place le tourisme au deuxième rang des industries exportatrices françaises, juste derrière l'agro-alimentaire (28 milliards de francs en 1984).

Nucléaire : deux nouveaux réacteurs aux Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais a proposé, le 11 janvier, au Parlement, malgré l'hostilité de l'*opinion*, la construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires de forte puissance (900 à 1 300 *mégawatts*). *Depuis 1980, le gouvernement tente de faire* adopter un programme nucléaire, mais il se heurte à l'opposition des mouvements anti-nucléaires très importants aux Pays-Bas. Ce pays possède actuellement deux réacteurs, l'un de 477 mégawatts à Borsselle, au sud-ouest du pays, et l'autre, expérimental, de 55 mégawatts.

Productivité : les Etats-Unis devant le Japon

A en croire l'European Management Forum, fondation genevoise *d'études économiques à but non lucratif, qui publie une étude* comparative annuelle sur vingt-huit pays, le Japon a perdu, en 1984, sa première place en matière de productivité et de compétitivité au profit des Etats-Unis et de la Suisse. Motif : diminution de la capacité à créer des emplois, freinage des investissements et manque de ressources naturelles (surtout par rapport aux Etats-Unis, désormais numéro un).

Obligations : accord banquiers-agents de change sur le futur marché à terme

La Commission des opérations de Bourse, la Compagnie des agents de change et les représentants de la place se seraient mis d'accord sur le schéma général du futur marché à terme d'instruments financiers comportant, dans un premier temps, la création d'un marché à terme obligataire (*le Monde* daté 18-19 novembre 1984). *La Chambre syndicale des agents de change s'occuperait du* montage technique de l'opération et il serait prévu la création d'un conseil du marché à terme, qui associerait des représentants des banques, des institutions financières et des agents de change. L'une des missions de cet organisme serait de définir les conditions de fonctionnement de ce marché à terme d'instruments financiers, ou « *futures* », selon la terminologie anglo-saxonne.

Monnaies : *dollar ferme (9,70 F)*

Sur des marchés des changes animés, le dollar s'est raffermi lundi 14 janvier, passant de 3,15 deutschemarks à 3,1650 et de 9,64 F à 9,70 F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	9,7085	9,7115	+ 190	+ 200	+ 320	+ 340	+ 550	+ 650
$ can.	7,3051	7,3129	+ 38	+ 57	+ 59	+ 91	+ 29	+ 120
Yen (100)	3,8140	3,8167	+ 147	+ 154	+ 258	+ 271	+ 724	+ 773
DM	3,0636	3,0655	+ 133	+ 141	+ 232	+ 244	+ 627	+ 670
Florin	2,7130	2,7146	+ 112	+ 118	+ 198	+ 207	+ 540	+ 577
F.B. (100)	15,2926	15,2997	− 38	+ 14	− 50	+ 29	− 335	− 84
F.S.	3,6519	3,6544	+ 183	+ 196	+ 331	+ 347	+ 918	+ 972
L (1 000)	4,9868	4,9879	− 198	− 181	− 344	− 315	− 1002	− 917
£	10,7959	10,8089	− 168	− 99	− 258	− 167	− 833	− 645

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/4	8 3/8	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 7/8	9
DM	5 3/8	5 5/8	5 9/16	5 11/16	5 5/8	5 3/4	5 3/4	5 7/8
Florin	5 3/4	6	5 3/4	6	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16
F.B. (100)	10 1/2	11	10 9/16	10 7/8	10 1/2	10 13/16	10 9/16	10 7/8
F.S.	2 3/4	3 1/4	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	4 7/8	5
L (1 000)	14	15	14 5/8	14 7/8	14 1/2	14 3/4	14 3/8	14 5/8
£	9 1/8	9 3/8	11 1/2	11 5/8	11 3/4	12	11 3/4	12
F. franç.	10 1/2	10 3/4	10 1/4	10 1/2	10 5/16	10 9/16	10 1/2	10 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

LE FINANCEMENT CONTESTÉ DE L'USINE PAPETIÈRE DE LA CHAPELLE-DARBLAY

Un dossier délicat pour M. Delors

De notre correspondant

Bruxelles, Communautés européennes. — M. Jacques Delors, à peine arrivé à Bruxelles, se trouve confronté à un dossier particulièrement délicat. La nouvelle Commission européenne, présidée par l'ancien ministre de l'économie et des finances, doit se prononcer à bref délai sur la compatibilité du plan de sauvetage de l'entreprise papetière de La Chapelle-Darblay, près de Rouen, avec les règles de concurrence du Marché commun.

L'argumentaire de Paris n'a pas jusqu'ici, loin s'en faut, convaincu les responsables européens. A la fin de l'année dernière, la Commission avait été sur le point de lancer une *procédure d'infraction* contre la France. Les commissaires français *n'étant plus en poste* à Bruxelles — M. François-Xavier Ortoli avait déjà pris *la tête* de la Compagnie française des pétroles et M. Edgard Pisani était *dépêché en* Nouvelle-Calédonie, — il avait été finalement décidé de transmettre *le* dossier à la Commission Delors.

Le principal reproche adressé au programme d'investissement du gouvernement, adopté alors que M. Laurent Fabius était ministre de l'industrie, est le pourcentage de l'aide publique dans le coût global de l'opération (3,2 milliards de francs), y compris le plan social. Les experts européens estiment à 70 % *ce taux* contre un peu plus des 50 % annoncés à Paris. Bruxelles comptabilise *en effet les conditions avantageuses* des prêts bancaires pour aboutir à cette conclusion.

L'argument français selon lequel il s'agit d'un projet européen dans la mesure où il est réalisé en coopération avec le groupe néerlandais PARENCO, contrôlé depuis peu par HAINDL, le numéro un du papier journal en RFA, n'a pas non plus à Bruxelles le poids escompté à Paris. Le fait que la collaboration ne se traduise que par des accords techniques sans participation financière de PARENCO *affaiblit*, pour les milieux communautaires, le raisonnement des pouvoirs publics.

Bien que la CEE soit largement déficitaire en papier journal et que la production de La Chapelle-Darblay (240 000 tonnes de papier journal et 130 000 tonnes de papier dit papier « boucher ») permette de couvrir les deux tiers des besoins français, le plan de restructuration *suscite une réaction négative* chez les partenaires européens. Le *Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale*, l'Italie et le Danemark ont déjà fait part à *la* Commission de leur préoccupation.

M. Delors pourra-t-il empêcher la commission de suivre les recommandations de ses services ? Chacun sait à Bruxelles que, au moment de la décision du gouvernement Mauroy, *l'ancien ministre des finances s'était* montré réservé, notamment en ce *qui concerne le montant des subventions* au regard des emplois préservés (930 contre 1 400 aujourd'hui et 2 500 avant la déconfiture de l'ancienne société).

M. Delors peut difficilement entamer son mandat de président de la commission par un coup d'éclat contre le gouvernement Fabius. *Aussi recherche-t-il, comme on le dit* à Bruxelles, une solution de compromis avec les autorités françaises. En d'autres termes, il se doit de convaincre Paris d'aménager le programme actuel, surtout dans sa partie financière. Dans le cas contraire, on peut craindre que la commission ne soit conduite à ouvrir une *procédure d'infraction* aux dispositions du traité de Rome, qui peut conduire la France, *si elle ne se conforme pas* aux injonctions de Bruxelles, devant la Cour européenne de justice de Luxembourg.

MARCEL SCOTTO.

Création d'une société de conversion des activités de Creusot-Loire

La délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) a annoncé, le 11 janvier, un certain nombre de mesures pour venir en aide, dans le cadre du protocole de protection sociale du 18 octobre 1984, aux salariés de Creusot-Loire qui ne seront pas repris par Framatome et Usinor.

Une association pour le reclassement et la formation des anciens salariés de Creusot-Loire va être créée. « *Cette association constitue la structure de droit privé qui accueillera les salariés non repris. Elle est composée dès à présent du cabinet Algoe, Creusot-Loire SA, Framatome et Usinor, et sera définitivement constituée à la fin de janvier 1985. Son président sera nommé à cette date. Elle sera dotée de moyens de fonctionnement dans le cadre d'une convention passée avec l'Etat* », indique la DATAR.

D'autre part, Usinor et Framatome ont accepté de participer à la création d'une société de conversion industrielle. Son président sera M. Jacques Dussart, président de Sodinor (la société de conversion d'Usinor).

« *Cette société, filiale commune des deux repreneurs, recevra des pouvoirs publics une dotation initiale de 40 millions de francs. La vocation principale de cette société sera de participer à l'animation et au renforcement du tissu économique des bassins du Creusot-Montceau-les-Mines, de Chalon-sur-Saône et du département de la Loire* », ajoute la DATAR.

Au Creusot, la section *métaux* CGT des usines Creusot-Loire a mis en place une « *structure d'action et de défense des travailleurs licenciés* » dont la mission est « *d'intervenir au niveau des directions pour que la réintégration des licenciés se fasse le plus rapidement possible* ». S'exprimant le 11 janvier à Mâcon, M. Paul Marchelli, *président de la* CGC, a estimé que les mesures prises par le gouvernement en faveur des salariés licenciés de Creusot-Loire lui paraissaient « *bonnes* ». « *Il y a un effort considérable*, a-t-il ajouté, *en faveur de la formation et de la reconversion, mais aussi de la réindustrialisation du bassin d'emplois.* »

● **Le CID-UNATI appelle les commerçants à la « révolte fiscale ».** — Le *CID-UNATI* a appelé le 13 janvier « *l'ensemble* » des commerçants, artisans et membres des professions libérales à la « *révolte fiscale* » pour protester contre la recrudescence des contrôles fiscaux. L'organisation de commerçants souhaite obtenir une rencontre avec le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. *Pierre Bérégovoy*, et menace, si elle n'obtient pas satisfaction, d'appeler ses 25 000 adhérents à faire « *la grève de l'impôt et en particulier la grève du reversement de la TVA* ».

LA REPRISE DU GROUPE AMREP PAR BOUYGUES

Bataille pour le contrôle de Doris

Le groupe Bouygues, qui s'apprête à *racheter, pour une somme de* 160 millions de francs, fixée par un *comité d'experts du tribunal* de commerce de Paris, une partie des *actifs et des sociétés filiales* du groupe Amrep, en règlement judiciaire, pourrait voir *lui* échapper le contrôle de la société Doris (Compagnie générale pour les développements opérationnels des richesses sous-marines). Cette société, l'un des principaux constructeurs de plates-formes off-shore de France, dont Bouygues avait déjà vainement tenté de prendre le contrôle en 1981, est actuellement détenue à 34 % par Amrep (reprise par Bouygues), à 4 % par GTM-Enterpose et à 47 % par la Société des réservoirs sous-*marins, elle-même contrôlée par la* Société Générale d'entreprise Sainrapt et Brice (SGE-SB). Or cette dernière société, filiale du groupe Saint-Gobain, est sur le point de céder sa participation à GTM-Enterpose, ce qui lui donnerait le contrôle de 51 % du capital de Doris.

Il est probable, dans ce cas, que le *rachat d'une part minoritaire du capital* de Doris n'intéresse guère le groupe Bouygues, *dont l'un des buts* principaux en reprenant Amrep, *était le contrôle de Doris. Reste que* le groupe de M. Francis Bouygues, déjà très engagé puisqu'il a repris en location-gérance une partie des actifs et sociétés de l'Amrep, peut difficilement faire aujourd'hui marche arrière. L'ensemble qui devrait être racheté par Bouygues comprend, outre la participation dans Doris, la société Technigaz, société d'ingénierie spécialisée dans le traitement et le transport du gaz liquéfié, les activités d'off-shore profond d'Amrep (chantiers de Cherbourg et de la Clyde en Ecosse), plusieurs sociétés de maintenance (Camom et Petrom) ainsi que les filiales pétrolières *d'Amrep au Cameroun*, au Congo, au Nigéria et en Angola.

Ces apports, précise le groupe Bouygues, devraient porter en 1985 l'activité parapétrolière du groupe à un chiffre de plus de 2 milliards de francs.

M. Bernard Tapie va fabriquer des skis

La société Look, qui fabrique à Nevers des fixations de skis et qui a été *reprise* en août 1983 par M. Bernard Tapie, se lance *dans la production de skis alpins* et de skis de fond, avec, pour objectif *immédiat, 40 000 paires* pour chacune de ces deux catégories. La fabrication sera effectuée dans l'usine de Saint-Dié (Vosges) de Karo-France, filiale du groupe hollandais Trak, qui a été rachetée par lui, en décembre *dernier*, et qui produisait des skis de fond.

L'objectif de M. Tapie est d'accroître sa part de marché dans les équipements pour le ski avec deux axes, la sécurité et le marketing. Il lance, d'abord, une nouveauté pour la saison 1985-1986, à savoir une fixation XM *efficace, également, en cas de* chute arrière (20 % des cas). Ensuite, il va privilégier la distribution dans les grandes surfaces avec la fourniture d'un « ensemble » skis, fixations et bâtons d'un prix unique étagé entre 400 F et 1 200 F pour le ski alpin et 300 F à 600 F pour le ski de fond.

M. Tapie, dans l'immédiat, vise les gammes moyennes et basses et veut se *lancer, plus tard*, dans le haut de gamme, *avec une technologie totalement* nouvelle, prenant une participation minoritaire dans une firme italienne, Fabriquant, déjà, des chaussures de ski de fond, il a aussi « envie » de faire des chaussures de ski alpin.

Numéro trois mondial de la fixation de ski avec sept cent mille paires prévues pour 1985 (Salomon, le numéro un en produit plus de deux millions), Look, qui pense utiliser à nouveau sa marque ancienne Nevada, prévoit, pour l'année en cours, un chiffre d'affaires de 200 millions *de francs, pour la France seule*, contre 150 millions en 1984, et une marge brute de 30 millions, contre 20 millions en 1984, au lieu d'une perte de 54 millions de francs en 1983 (dont 20 millions de francs en indemnités de licenciements). — *F. R.*

Sacilor et Usinor : fusion probable

(Suite de la première page.)

M. Fabius, à son arrivée au ministère de l'industrie, en mars 1983, découvre que les réductions de capacité de production proposées séparément *par Usinor et par Sacilor ne* concordent pas. Pis, elles s'opposent le plus souvent. *Il* en est ainsi du fameux train de laminage universel que Sacilor souhaite bâtir à Gandrange, en Lorraine, pour conforter ses positions sur le marché mondial des rails et des palplanches. Usinor y voit une menace directe contre son usine de Valenciennes.

« Vacheries »

Le conflit est général : chaque investissement de l'un est considéré comme une déclaration de guerre par l'autre. *Et il ne peut, à vrai dire*, en être autrement puisque les deux entreprises sont concurrentes. *De* surcroît, leurs mentalités se heurtent depuis toujours. Personne n'oublie, le long de la Moselle, que les « *usines sur l'eau* » de Dunkerque et *de Fos-sur-Mer, construites* dans les années 60, devaient ouvrir une nouvelle ère et marquer *la fin de la sidérurgie* enclavée dans les étroites vallées lorraines. Depuis, c'est-à-dire depuis plus de vingt-cinq ans, cette région se considère en permanence menacée et s'embrase à la moindre initiative d'Usinor. M. Fabius a beau exiger une « *coordination* » des deux groupes, il n'obtient que procès d'*intention* et « *vacheries* » réciproques. Après une année de valse-hésitation, l'autorité de tutelle, c'est-à-dire lui-même, doit trancher.

La décision fut prise en conseil des ministres le 29 mars 1984, dans un état de tension extrême on s'en souvient : fermeture de plusieurs sites et fusion, sous la tutelle de Sacilor (avec *51 %* des parts) des fabrications de produits longs dans Unimétal et de celles des aciers spéciaux de construction dans Ascométal. Près de la moitié de la production d'acier en France était regroupée sous la même bannière, sans compter l'usine de Solmer à Fos, partagée, dès avant, à 50/50.

Or une « coordination » s'avère également nécessaire dans les activités qui restent séparées. C'est le cas des produits plats (où la France occupe une bonne position en Europe) mais également du fer blanc, où les groupes ont des projets concurrents. Usinor et Sacilor doivent aussi s'entendre sur une politique commune d'approvisionnement en minerai. Mais, là encore, les deux entreprises s'affrontent, cherchant *chacune pour son compte, comme il* est naturel, les meilleurs marchés. Elles réclament à l'Etat l'autorisation et les moyens financiers d'investir. Un exemple : les constructeurs automobiles utilisent des tôles désormais galvanisées. Une ligne de gal*vanisation coûtant 400 millions* de francs, et le gouvernement n'ayant pas une bourse inépuisable, à qui doit-il l'attribuer ? A Sacilor-Sollac ou à Usinor-Dunkerque ? Question subsidiaire : est-il bien judicieux que l'Etat arbitre ainsi à tout propos ?

> **USINOR**
>
> CHIFFRE D'AFFAIRES : 33 milliards de francs dont 23 dans la sidérurgie.
> EFFECTIFS : 59 500.
> PRODUCTION : 8,6 millions de tonnes d'acier brut dont principalement :
> — 5,6 de produits plats.
> — 2 de produits longs.
> PERTES : 5,4 milliards de francs.
> (Chiffres 1983)
>
> **SACILOR**
>
> CHIFFRE D'AFFAIRES : 31,5 milliards de francs dont 26,2 dans la sidérurgie.
> EFFECTIFS : 66 400.
> PRODUCTION : 8,4 millions de tonnes d'acier brut dont principalement :
> — 5 de produits longs.
> — 2,4 de produits plats.
> PERTES : 5,6 milliards de francs.
> (Chiffres 1983)

Coordination

Un deuxième pas en faveur de la fusion a été franchi à l'automne dernier lors de la définition des plans Unimétal et Ascométal. Loin de se comporter comme chiens et chats, les hommes venus d'Usinor et de Sacilor ont réussi à faire taire leur querelle avec une facilité inattendue. Le « choc » du 29 mars les avait convaincus de la nécessité de s'entendre au mieux des intérêts de la sidérurgie française dans son ensemble et non plus de l'intérêt de leur blason d'origine. Bref, la fusion « ça marchait », alors que pendant *ce temps les négociations* sur les produits plats « capotaient » complètement. A *la* fin d'octobre, *MM. Dollé* et Loubert arrivaient à la conclusion qu'une « coordination » était impossible sans fusion. Usinor ne s'en cache pas et dès lors organise la filialisation de ses activités de produits plats, prélude au rapprochement.

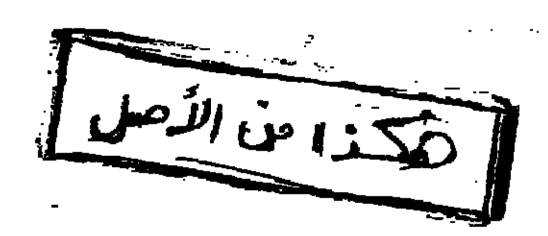
Les PDG l'écrivent officiellement au gouvernement un mois plus tard, après s'être mis d'accord sur les modalités. Pour éviter la perte de marchés et la constitution de dangereux monopoles, il faudra créer une *société holding qui coiffe le tout* mais sans fusionner chacune des activités similaires des groupes, cela afin de maintenir une concurrence interne.

Au passage, lors des apports d'actifs à la société holding, l'Etat *pourrait décider d'un moratoire* sur les énormes dettes des groupes, problème qu'il *doit résoudre*, de toute façon, dans l'année 1985 (*le Monde* du 4 octobre 1984). Ce ne serait pas là le moindre avantage d'une fusion.

Le dossier est aujourd'hui à Mati*gnon et à l'Elysée. Rien n'est encore* décidé mais on y est sensible aux arguments des présidents. *Le* premier ministre *sait*, pour l'avoir vécu, qu'une coordination sans fusion est impossible. L'intervention de l'Etat pour trancher les différends, va à l'encontre de l'autonomie de gestion des groupes nationalisés dont il s'est *fait une règle. Et, surtout*, l'argent manque.

Regroupée dans ce qui serait le premier groupe européen et le numéro deux mondial derrière Nippon Steel, avec en 1984 une production de près de 19 millions de tonnes, la *sidérurgie française peut* constituer une sorte de cuirassé ingouvernable. *Les risques inhérents à ceux* d'un monopole ne sont pas à exclure. *Si Usinor et Sacilor jouissaient* de bonnes positions financières, il ne faudrait sans doute pas les fusionner. Mais, hélas !, tel n'est pas le cas. Les deux sociétés auront accumulé des déficits d'exploitation de 8,5 milliards de francs en 1984. Ils ont besoin de 30 milliards d'aides publiques avant d'espérer sortir du rouge, dont 13 *milliards cette année*. L'Etat doit donc faire des choix, arbitrer entre les investissements, éviter les « doublons » et la guerre fratricide.

ÉRIC LE BOUCHER.



TRANSPORTS

Aux Etats-Unis

LA DÉCONFITURE DE NORTH-EASTERN LAISSE IMPAYÉE UNE CRÉANCE DU CONSORTIUM AIRBUS-INDUSTRIES

Washington (*AFP*). – La compagnie aérienne nord-américaine Northeastern International Airways a demandé à bénéficier de la procédure de suspension des poursuites judiciaires pour mettre au point un plan de réorganisation financière.

Northeastern, qui fait partie des compagnies nées en 1981 de la déréglementation du transport aérien aux Etats-Unis, avait connu un développement accéléré. Mais au cours du seul troisième trimestre de 1984 elle a perdu 4,4 millions de dollars. Le principal créancier de Northeastern est le consortium européen Airbus Industries qui lui avait vendu, en janvier 1984, deux appareils A-300 pour 10,5 millions de dollars (100 millions de francs), auxquels s'ajouterait une facture impayée de 1,5 million de dollars présentée par Aéroformation, centre de formation d'Airbus.

● **50 millions de dollars pour Sir Freddie Laker.** – Une douzaine de grandes compagnies aériennes offrent à Sir Freddie Laker, ancien fondateur du « train du ciel » sur l'Atlantique nord, 50 millions de dollars (485 millions de francs) pour qu'il renonce à son action judiciaire devant les tribunaux américains. Sir Laker, dont la compagnie aérienne a fait faillite en 1982, demandait à ses concurrents 1 milliard de dollars de dommages et intérêts pour concurrence déloyale. Cette procédure inquiétait particulièrement British Airways, dont la privatisation, en 1985, pourrait être rendue difficile par cette menace judiciaire. Sir Laker n'a pas encore répondu à cette proposition d'arrangement à l'amiable. – *(AFP, UPI.)*

SOCIAL

LA NÉGOCIATION SUR LA FLEXIBILITÉ

Quelques espoirs de recoller les morceaux

Derrière le tintamarre des déclarations le plus souvent négatives, peut-on imaginer que les parties intéressées par le protocole d'accord *sur la flexibilité de l'emploi* – le patronat, les syndicats, le gouvernement – aient effectivement abandonné tout espoir de renouer les fils du dialogue et, mieux encore, renoncé à toute reprise d'une discussion qui se substituerait à la négociation proprement dite ?

Malgré l'écran de fumée de ces derniers jours, cela paraît hautement improbable. Alors que chacun s'évertue à occuper le devant de la scène avec des propos savamment contrôlés, les prises de contact se multiplient en coulisse. Entre syndicats favorables à un arrangement, c'est-à-dire entre la CFDT, FO, la *CFTC et la CGC, les coups de fil* ont succédé aux rencontres secrètes. Souvent consultés, les ministères, à commencer par celui du travail, n'ont jamais cessé de suivre pas à pas chacune des initiatives.

Indication prometteuse : MM. Delebarre et Fabius, *« à ce stade »*, s'interdisent d'intervenir au lieu et place des partenaires sociaux et se déclarent l'un et l'autre soucieux de sauvegarder ce qui peut l'être de la politique contractuelle. *Rien ne leur paraît donc plus urgent* que d'attendre.

Il est vrai que les pouvoirs publics *balancent également entre deux exi*gences inconciliables : plus de souplesse dans les conditions d'emploi pourrait produire des effets dans la lutte contre le chômage, ce qui serait politiquement satisfaisant, mais indiquer soi-même les éléments de flexibilité à introduire dans la législation ferait courir de grands risques politiques, l'État se substituant aux partenaires sociaux dans un domaine particulièrement important. Pis, ne pouvant arrêter des dispositions qu'en deçà du contenu du protocole d'accord, le gouvernement se placerait dans la position la plus inconfortable, en butte aux critiques du patronat qui lui reprocherait d'être incapable de répondre à ses besoins *mais aussi s'exposant aux* mouvements de colère de la CGT comme des *« quatre »* (CFDT, FO, CFTC et CGC) qui l'accuseraient d'avoir cédé aux injonctions du CNPF.

Dès lors, on comprend que les cabinets ministériels se préoccupent actuellement d'explorer toute solution qui pourrait permettre de sortir de l'impasse. On recevra officiellement ou officieusement tout interlocuteur qui se présentera. On acceptera de prendre des initiatives, *« même limitées »*, pourvu qu'on ait l'assurance qu'elles ouvrent la possibilité pour tous d'un retour à la table des négociations avec, cette fois, la *« volonté d'aboutir »*.

Au-delà, si le pire devait se produire, on imagine d'autres hypothèses moins assurées encore. Ce pourrait être comme cela avait pu se faire lors de l'échec des négociations *sur la réduction du temps de travail* en 1980, la nomination d'un médiateur qui tenterait de rapprocher les positions. Le cas échéant, on pourrait publier le décret limitant le recours au chômage partiel total qui donnerait satisfaction aux syndicats après une longue attente. Pour faire pendant, et cette fois en direction partiellement du patronat, on signerait des textes qui faciliteraient l'usage des contrats à durée déterminée pour les chômeurs de longue durée et les commandes à l'exportation.

Enfin, en dernière extrémité, on ferait tout pour que des négociations de branches s'engagent de façon que des accords, même modestes, aient valeur d'exemple. *« Compte tenu des hommes en présence »*, la branche de la métallurgie pourrait jouer ce rôle, l'organisation patronale (UIMM) et les Fédérations syndicales (FGMM pour la CFDT, les Fédérations de FO et de la CGC) s'étant montrées parmi les plus favorables au projet.

Mais pour que l'attentisme actuel du gouvernement soit couronné de succès encore faut-il que les partenaires sociaux trouvent une porte de sortie sans pour autant perdre la face. Tel est l'enjeu des semaines à venir.

ALAIN LEBAUBE.

● **La CFDT de la CGCT-Rennes invite le président de la République.** – La CFDT de la Compagnie générale de construction électrique (CGCT) a invité le président de la République à visiter l'usine rennaise de ce groupe, lors de sa visite à Rennes le 1er février prochain. *« En visitant la CGCT de Rennes (quatre cents salariés), le président constatera les prouesses techniques d'une reconversion industrielle réussie. »* Elle entend aussi faire part de son *« inquiétude et de sa réprobation »* quant au traitement du dossier industriel de la CGCT.

DÉCÈS DE M. CORENTIN CALVEZ ANCIEN DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE LA CGC

M. Corentin Calvez, ancien dirigeant de la CGC et ancien député européen, est décédé, le 12 janvier, à Pornic (Loire-Atlantique), à l'âge de soixante-quatre ans.

Né le 26 juin 1920, à Telgruc-sur-Mer (Finistère), M. Calvez a été chef de service à la raffinerie Antar Pétroles de l'Atlantique, à Donges, puis administrateur d'ELF-Erap; mais il a surtout joué un rôle important dans l'histoire de la CGC. De 1949 à 1964, il est vice-président puis délégué général de l'Union régionale de Nantes il dirige ensuite l'Union parisienne de la CGC.

Membre du bureau de la confédération depuis 1965, il devient secrétaire général en 1969, aux côtés d'André Malterre, puis, en 1973, délégué général. En 1975, il se porte candidat à la présidence lors du départ d'André Malterre, mais il n'obtient que 11 % des voix.

Le nouveau président, M. Charpentié, conserve M. Corentin Calvez à ses côtés jusqu'en 1979 comme délégué général. Il quitte alors la CGC pour se présenter aux élections européennes, où il est élu sur la liste de Mme Veil. En 1984, il est écarté de cette liste et essaie en vain avec son association Initiatives européennes de constituer sa propre liste.

Elu conseiller municipal en mars 1983, il était adjoint au maire de Pornic.

M. FRANÇOIS DALLE AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

Quelques recettes pour créer des emplois

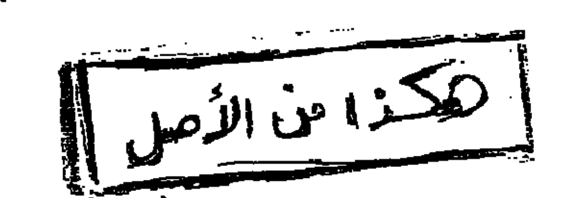
Parce que la *« France ne vit pas mal en dehors de son chômage »*, M. François Dalle, ancien président-directeur général de L'Oréal, invité le 13 janvier au « Grand Jury RTL-*le Monde* », s'est efforcé de montrer les moyens qui permettront de créer des emplois. Il est vrai que cet ami du président de la République *(« M. Mitterrand et moi-même ne nous sommes pas quittés avant la guerre pendant quatre ans »)* a été nommé par M. Fabius, alors ministre de l'industrie, à la présidence de la commission nationale de l'industrie. Ce qui n'empêche pas M. Dalle de rappeler qu'il n'a *« pas voté pour* [François Mitterrand] » et qu'il n'est *« pas socialiste »* parce qu'il est *« foncièrement antimarxiste »*. *« Ce qui m'agace*, dit-il, *dans le marxisme, c'est cette espèce de vision historique* (...) : *l'on veut perpétuellement prédéterminer l'avenir. On connaît les plans quinquennaux marxistes ; or je ne crois pas à la planification. »*

Faute de prédétermination, M. Dalle, qui se dit inquiet de la *« fracture »* – les gains de productivité issus de la modification des méthodes de gestion qui vont plus vite que la croissance et ne laissent aucune chance à la création d'emplois dans les industries traditionnelles, – propose des recettes. *« D'abord il y a les nouveaux modèles de vie »* et de citer la *« restauration »*, le *« gardiennage »*, la *« démassification des hôpitaux »*, les *« parcs de loisirs »*, la *« restauration de l'urbanisme »*.

Le deuxième moyen de créer des emplois c'est la qualité. *« La qualité est consommatrice d'emplois* (...), explique-t-il. *Quand on trouve le produit, on fait un malheur. La 205 Peugeot fait un malheur, la R 25 va faire une réussite. »*

Enfin, modifier les manières de penser, ne pas se laisser aller aux modes du moment *(Dans trois ou quatre ans l'informatique sera un métier traditionnel)*. L'important c'est de *« mettre de la pointe dans les métiers traditionnels »*. Hors de ces méthodes, à en croire M. Dalle, point de salut, pas même la croissance : *« Je ne dis pas que du point de vue macro-économique cela ne servira à rien, mais je crois que cette fracture dans le domaine de la productivité est telle qu'il faut se tourner vers de nouveaux modèles de production. »*

Avant la création de ces nouveaux emplois, il y aura *« un délai de latence »* et des sacrifiés de cette fracture (notamment dans l'automobile). C'est le *« rôle de la solidarité nationale »* que de les prendre en charge.



هكذا من الأصل

AGRICULTURE

LES MINISTRES DES DIX SONT RÉUNIS A BRUXELLES

Une première épreuve pour le commissaire européen chargé du dossier agricole

Bruxelles (Communautés européennes). – *Les ministres de l'agriculture des Dix, réunis, les 14 et 15 janvier, à Bruxelles pour délibérer de la gestion des quotas laitiers, des aménagements à apporter à la réglementation du marché du vin, des importations de viande bovine, vont faire la connaissance de M. Frans Andriessen, le nouveau commissaire chargé des affaires agricoles.*

Ce Néerlandais de cinquante-six ans n'est pas un spécialiste. Député au Parlement de La Haye de 1958 à 1980, il y a présidé, pendant sept ans, son groupe politique, le Parti chrétien-démocrate, avant de devenir ministre des finances de 1977 à 1979. Mais, aux Pays-Bas, l'agriculture, à la fois traditionnelle et moderne, servie par une industrie de transformation puissante, n'est jamais étrangère.

En outre, M. Andriessen, qui appartenait à la précédente commission où il était responsable de la politique de concurrence – c'est-à-dire aussi des aides à l'agriculture, – a eu quatre ans, de 1981 à 1984, pour se familiariser avec les subtilités de la politique agricole commune (PAC). Il a vécu ainsi activement la mise en place difficile de la réforme de l'Europe verte.

Nul doute que cet homme d'ordre, de rigueur, qui a démissionné jadis du gouvernement de coalition auquel il appartenait comme ministre des finances pour marquer son opposition à un budget trop laxiste, entendra poursuivre sur la voie de la décision des ministres de l'agriculture du 31 mars 1984. C'est alors, on s'en souvient, que les Dix avaient approuvé le contingente-

De notre correspondant

ment de la production laitière. Sa première épreuve approche : il s'agit, comme chaque hiver, de fixer les prix agricoles, ainsi que les principales orientations à donner à la gestion de la PAC. Il lui faudra manœuvrer avec souplesse s'il veut éviter de trop vives tensions.

La politique de stabilisation de la production, que les plus hautes instances de la Communauté affirment vouloir pratiquer, exigerait, par exemple, une baisse sensible des prix en ECU des céréales, c'est-à-dire, compte tenu de la situation monétaire respective des Etats membres, une baisse des prix en marks... opération difficile ! La mise en œuvre de la nouvelle réglementation applicable au vin, dont le principal objet est d'en terminer avec la course au rendement et le développement de la production qui en résulte, ne va pas manquer de susciter, on s'en aperçoit aujourd'hui, des réactions sévères.

Pour naviguer au milieu de tels écueils, M. Andriessen, dont on peut deviner qu'il aura l'oreille de M. Delors, a l'intention de reprendre un dialogue constructif avec les organisations professionnelles.

Ce grand blond à la silhouette jeune connaît bien la France, où il passe ses vacances dans une maison de campagne qu'il possède près d'Angers. Il parle bien notre langue, de même que son chef de cabinet, un homme de terrain, M. Carlo Trojan, qui fut directeur général adjoint de l'agriculture aux Pays-Bas avant de venir travailler à Bruxelles avec M. Pierre Lardinois, un des prédécesseurs de M. Andriessen. Sa tâche sera d'autant plus difficile que le directeur général de l'agriculture de la Commission, un Français, M. Claude Vilain, qui maîtrise ses dossiers avec autant d'autorité qu'il conduit son administration, s'apprête à quitter Bruxelles pour prendre la direction de la SOCOPA, la principale entreprise française de commercialisation de la viande.

PHILIPPE LEMAITRE.

● **La manifestation viticole de Montpellier reportée.** – La manifestation des viticulteurs du Midi, qui se promettait d'être importante, ce lundi 14 janvier a été reportée *in extremis*, en raison des conditions atmosphériques. La neige qui est tombée sur le Midi de la France a rendu les routes de l'Hérault, de l'Aude et, dans une moindre mesure, celles du Gard impraticables ; la région et ses habitants n'étant pas habitués à ces inconvénients.

Le Comité régional d'action viticole a préféré reporter à une date ultérieure le rassemblement qui était prévu, au moment où les ministres de l'agriculture de la Communauté reprenaient l'étude du compromis de Dublin (des 3 et 4 décembre 1984), sur la limitation de la production de vin, plutôt que de courir le risque d'avoir peu de monde à cette manifestation.

Les responsables viticoles méridionaux se réuniront dans la semaine à Narbonne. Ils feront le point sur les négociations européennes. Ce report de la manifestation pourrait en fait se traduire par un regain de tension, si les décisions prises à Bruxelles entérinent la totalité de l'accord de Dublin.

ÉTRANGER

POUR FREINER LA CHUTE DE LA LIVRE

La Banque d'Angleterre porte son taux d'intervention de 11 % à 12 %

La Banque d'Angleterre, lundi 14 janvier, a relevé, à nouveau, d'un point son taux d'intervention, le portant de 11 % à 12 %. Vendredi 11 janvier, elle l'avait déjà porté de 10 % à 11 %, pour freiner la chute de la livre sterling. Le cours de cette dernière, qui était tombé à 1,11 dollar, record historique, est remonté à 1,12 dollar.

Londres. – Comment éviter que très bientôt la livre ne s'échange contre dollar (cours déjà pratiqué dans certains hôtels new-yorkais), alors que voici moins de cinq ans elle valait le double et, il y a encore douze mois, 1,42 dollar ? Faut-il agir à tout prix ? Le cabinet de Mme Thatcher est dans l'embarras. Voilà longtemps qu'il se refuse à intervenir de manière décisive. Mais si la baisse de la livre s'est accélérée ces derniers mois et davantage encore ces dernières semaines – cette fois plus seulement par rapport au dollar – sans provoquer pour autant un mouvement dynamique dans la City ni un grand mécontentement de l'opinion il risque d'en être différemment maintenant qu'un seuil psychologique est sur le point d'être franchi.

L'événement pourrait être impopulaire, alors que l'opposition travailliste ne manque pas de protester contre l'attitude de « *laisser faire* » manifestée par le gouvernement. Pour celui-ci, qualifié de « *monétariste* » et souvent dénoncé pour l'être à l'excès, il semble en effet difficile d'expliquer ce qui est appa-

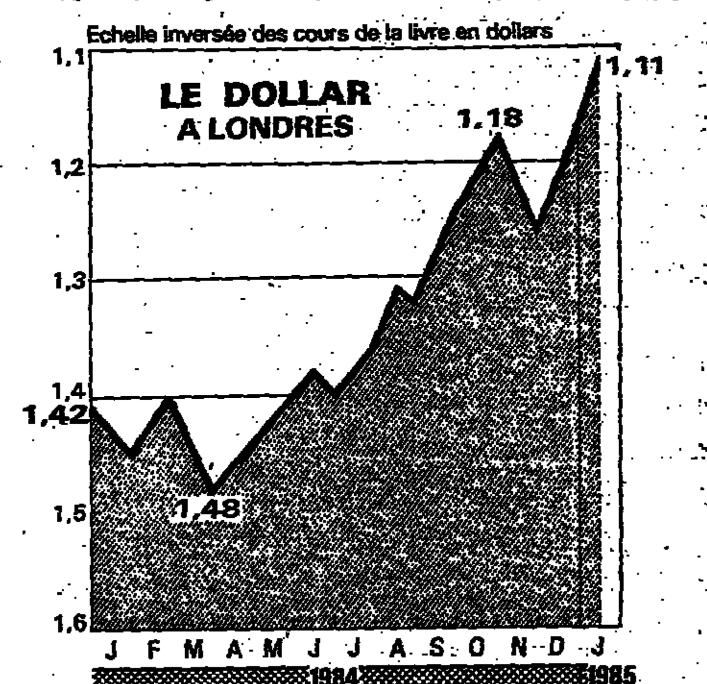
De notre correspondant

remment le choix délibéré de ne pas défendre la monnaie. Le paradoxe commence à être très mal compris.

Jusqu'à présent le cabinet de Mme Thatcher n'a même pas puisé dans les réserves afin de décourager de temps à autre la spéculation comme l'a fait le gouvernement allemand pour le mark. Depuis la dernière forte attaque contre la livre en juillet, le gouvernement a retardé au maximum l'emploi du principal moyen à sa disposition : le relèvement des taux d'intérêt qui entraîne inévitablement à brève échéance le renchérissement des prêts hypothécaires, très largement utilisés par les Britanniques (Bulding Societies).

amers. Un journal populaire comme le *Sun* invite le premier ministre à *regarder attentivement le billet* d'une livre pour y voir l'effigie de *Britannia* voguant sur les sept mers. « *Elle est en train de sombrer* », affirme le journal, qui conclut par cet appel : « *S'il vous plaît, Maggie, sauvez-là !* »

Parmi les quotidiens dits « de qualité » le Daily Telegraph déclare que la « *négligence* » dont souffre la livre n'« *est plus soutenable* ». Pour le « cabinet fantôme » travailliste, M. Roy Hattersley, a déclaré que la « *passivité* » du gouvernement était « *inadmissible* », et il a affirmé que plus le cabinet tardait à agir, plus les « *contre-mesures* » seraient graves et coûteuses parce qu'elles risque-



De telles mesures ne peuvent que remettre en cause la lutte actuellement réussie contre l'inflation. Or le gouvernement n'a manifestement pas renoncé à cette priorité. C'est donc à regret qu'il a laissé vendredi les principales banques nationales augmenter leur taux de base de 1 %. Cette demi-mesure s'est avérée insuffisante. Les pressions sur la livre se sont maintenues, et la monnaie britannique est descendue quelques heures plus tard endessous de 1,12 dollar à New-york à la clôture du marché. Le ministre des finances, qui a réuni ses collaborateurs pendant le week-end dans une retraite de campagne pour mettre la dernière main au prochain budget présenté en mars, s'est résolu à accepter la publication d'un communiqué pour faire savoir qu'il était « *consterné* » par les allégations selon lesquelles il serait « *totalement indifférent* » à la situation de la livre. Il affirme qu'il est au contraire « *tout à fait inquiet* ».

Les commentaires de la presse étaient lundi matin particulièrement

raient de remettre en cause la reprise de la croissance économique. Sur ce point les dirigeants du patronat (la Confédération de l'industrie britannique (CBI) sont d'accord. Or, cette reprise est précisément, avec la politique anti-inflation et la limitation des dépenses publiques, un atout que le gouvernement ne voudrait pas perdre.

Le gouvernement fait valoir pour tenter de calmer les esprits que l'industrie a bénéficié ces derniers temps, grâce à la baisse de la livre, d'une amélioration très sensible des exportations. Mais pourra-t-il imposer sa patience en faisant comprendre que la spéculation actuelle est essentiellement due à une crainte d'une nouvelle guerre des prix du pétrole, puisque avec l'or noir de la mer du Nord la livre est devenue une « pétromonnaie », donc, particulièrement vulnérable ? Le gouvernement feint, il est vrai, d'ignorer que sa volonté de ne pas intervenir a été aussi une cause de spéculation supplémentaire.

FRANCIS CORNU.

Les mineurs non grévistes du Nottinghamshire refusent de plier devant le Syndicat national

Les délégués des mineurs modérés du Nottinghamshire, deuxième région minière de Grande-Bretagne, qui refusent depuis dix mois de faire grève, ont décidé samedi 12 janvier d'ignorer une menace d'expulsion de la direction nationale de leur syndicat (NUM).

Le conseil du NUM pour le Nottinghamshire (centre de l'Angleterre), qui représente trente mille mineurs, pour la plupart non grévistes, a confirmé la validité d'une modification des règles locales du syndicat, qui donne aux mineurs de la région une quasi-indépendance par rapport à la direction nationale. Les dirigeants nationaux ont menacé d'expulsion le conseil régional NUM si cette modification des statuts n'était pas abandonnée d'ici le 29 janvier.

Les trente et un délégués du Nottinghamshire, réunis à Mansfield, ont également suspendu leur secrétaire général, M. Henry Richardson, personnalité située à la gauche du NUM et proche de la direction nationale. Selon les délégués de la région, la rupture avec les instances nationales est maintenant pratiquement inévitable.

Le président du NUM, M. Arthur Scargill, a vivement regretté la décision des mineurs du Nottinghamshire, qui risque de « *détruire le syndicat* ». La suspension de M. Richardson « *semble annoncer le début d'une chasse aux sorcières* », a-t-il ajouté.

Les mineurs du Nottinghamshire reprochent à M. Scargill d'avoir refusé d'organiser un scrutin national sur la poursuite de la grève, qui a démarré le 12 mars dernier. – (*AFP.*)

Dans les pays de l'OCDE

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT MINIMAUX SUR LES CRÉDITS A L'EXPORTATION

Les taux d'intérêt minimaux des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public baisseront à partir du mardi 15 janvier dans tous les pays de l'OCDE.

Les taux minimaux à long et moyen terme (de deux à cinq ans, de cinq à huit ans et de huit ans à dix ans) destinés au groupe des « pays relativements pauvres » reviendront à 9,85 % (10 % jusqu'à maintenant).

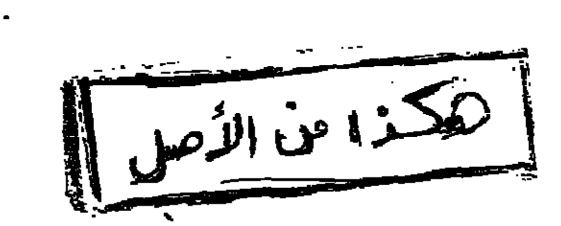
Pour les crédits aux « pays relativement riches », les taux passeront de 13,35 % à 12 % pour les durées de deux à cinq ans, et de 13,6 % à 12,25 % pour les durées entre cinq et huit ans. Pour les « pays intermédiaires », les taux seront respectivement de 10,7 % (contre 11,55 %) et de 11,2 % (contre 11,9 %).

Cette révision des taux résulte de l'application d'un mécanisme automatique adopté le 15 octobre 1983 par les participants à l'arrangement sur les crédits à l'exportation au sein de l'OCDE. Les taux minimaux peuvent être modifiés tous les six mois, et le présent ajustement est le second depuis octobre 1983. Les taux avaient été relevés le 15 juillet 1984. – (*AFP.*)

LA CHUTE DE LA LIVRE
...e d'Angleterre
...rvention de 11 % à 12 ...

LE DOLLAR A LONDRES

...ineurs non grévistes du ...
...ent de plier devant le Syndicat



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE PARISIENNE DE CREDIT

Société anonyme au capital de F 52.054.720
Siège social : 56, rue de Châteaudun - 75009 PARIS
R.C.S. PARIS B 542.079.041 - A.P.E. 8902

*

bpc

AU CŒUR DE LA VIE DES P.M.E.

ÉMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS DE 100.000.000 DE FRANCS

- **Prix d'émission :** le pair soit 1.000 F par titre.
- **Date de jouissance et de règlement des souscripteurs :** 28 janvier 1985.
- **Rémunération annuelle :** payable le 28 octobre de chaque année et pour la première fois le 28 octobre 1985.
- **Partie fixe égale à 45 % du TMO.**
- **Partie variable égale à 30 % du TMO** et qui variera suivant l'évolution du résultat net consolidé de la société (part du groupe).
- ***Rémunération globale minimum*** : 90 % du TMO pendant les cinq premières échéances ; 80 % du TMO les échéances suivantes.
- **Rémunération globale maximum :** 125 % du TMO.

- **Cotation :** Bourse de Paris.

Une note d'information (visa COB n° 84-303 du 11 décembre 1984) est à la disposition des souscripteurs au siège social : 56, rue de Châteaudun, 75009 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. *BALO* du 7 janvier 1985.



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1984

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions au	1.168.166 (Nominal de 100 F)	2.946.452 (Nominal de 100 F)	1.284.616 (Nominal de 100 F)	1.090.900 (Nominal de 200 F)	807.614 (Nominal de 200 F)
Actif net par action	757,21	403,99	251,04	352,28	248,15
Actif net total	884.547.590	1.190.328.076	322.493.318	384.303.628	200.412.979
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
– Disponible	1,97	5,57	3,59	9,05	9,70
– Obligations françaises	33,32	28,11	30,43	55,69	90,30
– Obligations étrangères	4,00	0,26	–	33,03	–
– Actions françaises	23,00	54,56	63,26	2,22	–
– Actions étrangères	37,71	11,50	2,72	0,01	–
Rappel : – Dividende par action :					
– Montant net et avoir fiscal	44,28 + 2,88	25,29 + 1,17	17,21 + 1,78	25,53 + 1,60	26,25 + 2,30
– Date de paiement	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984	4 mai 1984

AU 31 DÉCEMBRE 1984, L'ACTIF NET TOTAL DES CINQ SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE A 2 982 MILLIONS DE FRANCS

Souscriptions : Service des transferts, 87, rue de Richelieu, 75060 PARIS CEDEX 02 et Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.

DUNLOP FRANCE

A la suite des accords intervenus en juin 1984, Dunlop France a racheté l'ensemble des actifs de l'ancienne société Dunlop SA, dont elle a été locataire-gérant du 1er juillet au 31 décembre 1984.

Depuis le 1er janvier 1985, les activités Pneumatiques, *Dunlopillo*, Sports, Caoutchouc Industriel se trouvent ainsi assurées par Dunlop France, dont le capital a été porté à 50 millions de francs en août 1984, les autres fabrications de roues, rechapage et ameublement étant exercées par ses filiales Dunlop Roues, SEIA, Ranguen Duchesne et SAS Editions, dont le capital sera augmenté au cours des prochains mois.

Rappelons que le capital actuel de Dunlop France est détenu par un ensemble d'actionnaires figurant parmi les sociétés les plus importantes du Groupe Sumitomo et par des banques japonaises.

Ce groupe a également repris le 1er janvier le secteur pneumatiques de Dunlop Angleterre et les neuf sociétés de vente situées en Europe, permettant ainsi à Dunlop France de s'intégrer dans un ensemble européen et mondial.

forinter

(Société d'investissement, ordonnance du 2 novembre 1945)

Compte tenu du paiement du coupon le 17 décembre pour 76,50 F, assorti d'un avoir fiscal de 4 F, aux 182497 actions anciennes ainsi que de l'incorporation le 27 décembre de 45 millions de francs représentant le produit de l'augmentation de capital, la valeur liquidative de FORINTER s'élevait à 1157,31 F à fin décembre 1984, sur la base d'un dollar-titre évalué à 10,04 F. A la fin novembre, ces chiffres étaient respectivement de 1 148 F (valeur ajustée après coupon et incorporation de l'augmentation de capital) et 10,13 F.

Pour mieux apprécier la performance de FORINTER, société d'investissement spécialisée dans la gestion d'un portefeuille d'obligations internationales, on peut rappeler que la valeur liquidative ajustée à fin décembre 1983 était de 1 144,27 F avec un dollar-titre à 10,87 F, soit une prime du dollar-titre [à] ce moment de 29,4 % contre 4,6 % à f[in] décembre 1984.

Les actifs de la société se réparti[s]saient à fin décembre 1984, par mo[n]naies, de la façon suivante : dollar am[é]ricain 55 %, yen 10 %, franc frança[is] 31 %, diverses 4 %. Les positions, sel[on] la nature des titres, se répartissaie[nt] ainsi : obligations convertibles 9 %, ob[li]gations à coupon zéro 9 %, obligations [à] taux fixes 30 %, obligations à taux vari[a]bles 20 %, liquidités 32 %.

Il est rappelé qu'en ce qui concer[ne] l'encaissement du coupon n° 24 mis e[n] paiement le 17 décembre aux actio[ns] anciennes, chaque actionnaire y aya[nt] droit peut opter, jusqu'au 17 janvie[r] pour le paiement en espèces ou en titre[s]. Le cours de souscription retenu pour [le] remploi en titres est de 1 109,13 F.

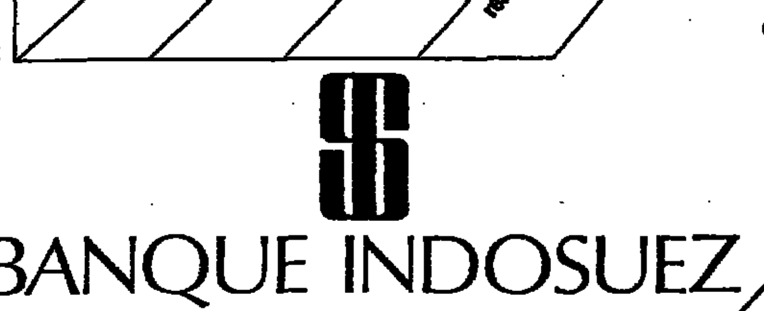
INFORMATION SICAV

Information trimestrielle

une gamme de SICAV adaptées à vos besoins

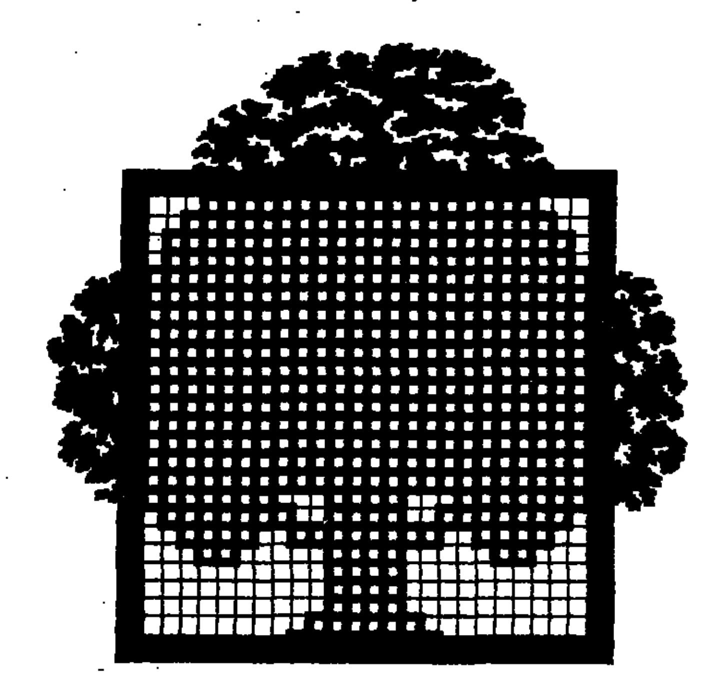
	actif net au 28.12.84 (Millions de Francs)	valeur de l'action au 28.12.84 (Francs)	revenus distribués (crédits d'impôt inclus) du 28.12.79 au 28.12.84 (Francs)	résultats obtenus (dividendes et crédits d'impôt inclus) du 28.12.79 au 28.12.84
INDOSUEZ VALEURS actions et obligations France et étranger	1 486	549,66	119,09	+148,33%
UNIGESTION actions et obligations France et étranger	385	629,64	93,13	+180,32%
GESTION SÉLECTION (1) (France) actions françaises	1 292	401,79	86,61	+105,33%
GESTION RENDEMENT obligations françaises et étrangères	1 643	458,88	168,21	+ 82,20%
SÉCURITÉ MOBILIÈRE obligations de première catégorie (garanties par l'Etat)	1 159	359,38	175,43	+ 71,72%
MULTIOBLIGATIONS obligations françaises et étrangères (création avril 80)	425	396,66	122,70	+104,42%
SICAVIMMO actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	615	492,24	123,00	+ 85,56%
IMSI actions et obligations du secteur immobilier France et étranger	892	393,01	77,32	+119,26%
UNIJAPON actions japonaises	1 805	1 049,46	89,72	+288,32%
AMÉRIQUE GESTION actions américaines	1 170	417,40	66,69	+179,27%

(1) SICAV Monory et Compte d'Epargne en Actions (CEA)



BANQUE INDOSUEZ
tout un monde d'opportunités
Direction des Particuliers :
96, bd Haussmann 75008 Paris. Tél. : 561.29.61

INVESTIR EN QUALITE



LA COMPAGNIE DES MACHINES BULL EMET UN EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F 700 000 000

140 000 OBLIGATIONS DE F 5 000 NOMINAL

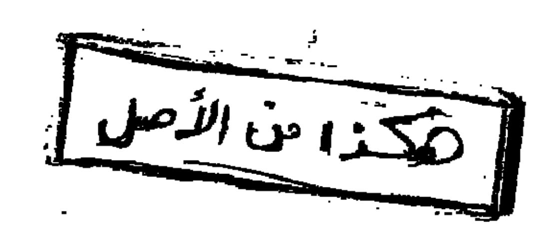
Prix d'émission : 99,60% soit F 4 980 par obligation. **Jouissance :** 4 février 1985. **Intérêt :** égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Cet intérêt sera payable le 4 février de chaque année. Le minimum garanti est de 6,5%.

Durée : 10 ans. **Amortissement :** par remboursement au pair, en totalité le 4 février 1995. Amortissement anticipé interdit sauf par rachats en Bourse (dans la limite chaque année de 10% des titres en circulation notamment) et par offres publiques d'achat. **Cotation** demandée à la Bourse de Paris.

BALO du 14 janvier 1985. Une note d'information (visa COB N° 84 - 265 en date du 30 octobre 1984) est tenue à la disposition du public.



EURORG



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3-1
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	412 003
dont :	
Or	255 913
Disponibilités à vue à l'étranger	63 564
ECU	73 172
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 352
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 370
dont :	
Concours au Trésor public	11 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	241 341
dont :	
Effets escomptés	88 608
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 406
5) DIVERS	8 514
Total	754 636

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	201 606
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 753
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	56 567
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	94 392
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	25 737
5) ECU A LIVRER AU FECOM	73 172
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	10 993
Total	754 636

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	4 janv.	11 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	99,5	103,6
Valeurs industrielles	99,8	103,9
Valeurs étrangères	100,7	106,9
Pétroles-Énergie	99,1	103,6
Chimie	98	101,7
Métallurgie, mécanique	100	104,4
Électricité, électronique	100,7	103,6
Bâtiment et matériaux	102,7	107,6
Ind. de consommation non-alimentaire	100,5	107,3
Agro-alimentaire	99,5	102,3
Distribution	98,5	102,2
Transports, loisirs, services	99,2	109,1
Assurances	100,9	108,1
Crédit banque	98,4	101,9
Siconi	98,7	100,9
Immobilier et foncier	99,7	102,9
Investissement et portefeuille	99,4	105,4
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	100,8	102
Emprunts d'État	101,1	101,2
Emprunts garantis et assimilés	100,7	102,4
Sociétés	100,2	101
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1564,2	1618,2
Valeurs étrangères	3182,1	3378,04
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	224,3	233,5
Valeurs étrangères	430,5	456,9
Base 100 : 31 décembre 1980		
Ind. des valeurs françaises à revenu fixe	110,8	112,09
Emprunt d'État	110,9	112,30
Emprunts garantis et assimilés	110,8	112,2
Sociétés	11,3	112,21

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	181,4	190
Produits de base	163,7	170,7
Construction	119,1	123,8
Biens d'équipement	160,9	167,6
Biens de consom. durables	173	183,1
Biens de consom. non durables	248,2	283,5
Biens de consom. alimentaires	240,4	247,2
Services	158	162,2
Sociétés financières	230,9	247,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	169,2	172,9
Valeurs industrielles	179,4	187,2

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	170,2	172,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LESIEUR. – La société annonce la mise en paiement, le 4 mars prochain, d'un acompte sur dividende de 13,30 F par action (soit 19,95 F, avoir fiscal compris). Les 46 295 actions nouvelles Lesieur SA créées à l'occasion de la fusion-absorption de Sofilad, et portant jouissance à compter du 1er janvier 1984, bénéficieront également de cet acompte, précise la firme.

CHAMPAGNE MUMM. – Le Canadien Seagram, l'un des plus importants groupes mondiaux de liqueurs et de spiritueux, a finalement lancé l'offre publique d'achat (OPA) attendue sur la société champenoise Mumm, dans laquelle il détenait déjà une participation majoritaire (56 % directement et indirectement). Selon un avis de la Chambre syndicale des agents de change, Seagram Ltee se propose d'acquérir en Bourse de Paris toute action Mumm, au prix de 775 F, et ce jusqu'au 14 février prochain. La cotation des actions Mumm avait été suspendue, le 12 décembre 1984, à la Bourse de Paris dans l'attente des modalités de cette OPA, le titre cotant 598 F avant sa suspension de cotation. (*Le Monde* du 13 décembre dernier.)

CRÉDIT SUISSE. – Le Crédit suisse a conclu un accord de principe pour acquérir une participation de 29,9 % dans la société de courtage londonienne Buckmaster and Moore, indique un communiqué de la banque publié à Zurich. Second établissement bancaire helvétique, le Crédit suisse suit ainsi l'exemple de l'Union de banque suisse (UBS), qui avait acquis, au mois de novembre dernier, la société de courtage anglaise Philips and Drew.

Cet accord doit encore être approuvé par le conseil d'administration du Crédit suisse et les autorités de la Bourse de Londres. La participation sera portée à 85 % au maximum dès que l'autorisation britannique le permettra, ajoute le communiqué. Selon la Banque zurichoise, Buckmaster and Moore est une société bien implantée, disposant de quatre-vingts ans d'expérience en Bourse, comptant deux cents collaborateurs et environ trente partenaires. Le rôle majeur du courtier londonien s'exerce dans la gérance de fortunes. Le Crédit suisse précise, en outre, que les transactions boursières opérées par Buckmaster ont dépassé, rien qu'en Angleterre, 4 milliards de livres sterling en 1984.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	10 janv.	11 janv.
Valeurs françaises	103,1	
Valeurs étrangères	105,6	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 30 déc. 1981)

	10 janv.	11 janv.
Indice général	184	184,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 janvier .... 10 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 janv.	14 janv.
1 dollar (en yens)	253,60	254,90

BOURSE DE PARIS Comptant 11 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27 60	0 847
5 %	42 70	4 727
3 % amort. 45-54	71 50	1 348
Emp. 7 % 1973	8150	..
Emp. 8,80 % 77	116 41	5 842
9,80 % 78/93	97 60	4 940
8,80 % 78/86	97 40	0 747
10,80 % 79/94	99 80	3 847
13,25 % 80/90	104 60	8 096
13,80 % 80/87	106 90	3 327
13,80 % 81/99	108	13 687
16,75 % 81/87	112 80	5 690
16,20 % 82/90	117 33	16 156
16 % juin 82	117 50	9 512
E.D.F. 7,8 % 61	145	14 949
E.D.F. 14,5 % 80-92	105 50	8 152
Ch. France 3 %	138 10	..
CNB Bques janv. 82	102 40	0 361
CNB Paribas	102 70	0 361
CNB Suez	102 70	0 361
CNI janv. 82	102 30	0 361

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Escaut-Meuse	600	....
Eurocom	770	770
Europ. Accumul.	29 30	30 40
Eternit	431	431 50
Félix Potin	1661	1670
Ferm. Vichy (Ly)	102 30	102 30
Finalens	127 50	129 50
FIPP	104 20	104
Fnac	410	410
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	305	314
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1800	1800
Foncina	246	253
Forges Strasbourg	175	172
Fournier	1200	1200
Fougerolle	49	51
France I.A.R.D.	179 80	187 d
France (La)	1206	....
Frankel	201 30	....
Fromageries Bel	1071	1113
From. Paul Renard	482	482
GAN	2165	2261 d
Gaumont	480	499
Gaz et Eaux	1610	1599
Gerty S.A.	400 40	410
Gér. Arm. Hold.	42 60	45 70
Gerland (Ly)	504	506
Gévelot	242	225 30
Gr. Fin. Constr.	241	245
Gds Moul. Corbeil	95	93 60
Gds Moul. Paris	390	395
Groupe Victoire	1258	1308
G. Transp. Ind.	175	176
Hutchinson	245	282 50 d
Hydro-Énergie	263 10	....
Hydroc. St-Denis	37 40	38 50
Immindo S.A.	270	285
Imminvest	198	200
Immobail	368	368
Immobanque	576	617
Immob. Marseille	2941	3058
Immofice	452	453
Industrielle Cie	1008	1048 d
Invest. (Sté Cent.)	779	810
Jaeger	166 10	165
Lafitte-Bail	395	395
Lambert Frères	57 10	65
Lampes	140 10	145
La Brosse-Dupont	158 20	169 50
Lille-Bonnières	300	300
Locabail Immob.	580	585
Loca-Expansion	245	245
Locafinancière	342	334
Locatel	325	317
Lordex (Ny)	120	118
Louis Vuitton	685	713
Louvre	651	651
Luchaire S.A.	351	353 50
Machines Bull	31	34 d
Magasins Uniprix	108	106
Magnant S.A.	75	....
Maritime Part.	167	169
Marocaine Cie	36 20	37 20
Métal Déployé	320	333
M. H.	79 70	82 90

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	301	289
S.E.P. (M)	200	....
Serv. Equip. Véh.	32 30	31
Sicli	41	42
Sicotel	355	359
Sinro-Alcatel	538	538
Sinvim	157 40	151
Siph (Plant. Hévéas)	232	248
SMAC Aciéroïd	141 80	147 50
Sté Générale (c. inv.)	570	568
Sofal financière	520	522
Soffo	225	225
Soficomi	560	560
S.O.F.I.P. (M)	90 10	90 10
Sofragi	842	845
Soudure Autog.	95	95
Sovabail	613	621
Speichim	125	123
S.P.I.	365	378
Spie Batignolles	176	174 90
Stemi	364	365
Taittinger	1000	1039
Testut-Aequitas	434	439
Tour Eiffel	341	344
Ufiner S.M.D.	105 10	100 80
Ugimo	279 50	275 50
Ugine Gueugnon	28 40	33 25 d
Unibail	669	669
Unidel	116	119 60 d
U.A.P.	2704	2812 d
Union Brasseries	65	....
Union Habit.	345	346
Un. Imm. France	329	332
Un. Ind. Crédit	398	415
Usinor	5 90	7 d
U.T.A.	439	439
Vicat	253	254
Virax	95 80	99
Waterman S.A.	307 20	310
Brass. du Maroc	155	....
Brass. Ouest-Afr.	31 25	30

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1780	1782
Calberson	349 50	345 10
C.D.M.E.	620	630
C. Equip. Elect.	264	272
Dafsa	335	337
Dauphin O.T.A.	1980	1980
Filipacchi	558	564
Guy Degrenne	710	701
Merlin Immobilier	335	334
Métallurg. Minière	182	179 60
M.M.B.	308	308
Om. Gest. Fin.	294	294
Petit Bateau	350	350
Petrofigaz	800	810
Pochet	1599	1635
Poron	303	312
S.C.G.P.M.	288	288
Sofibus	200	200
Sovac	675	700

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	221	....
B.G.L. (ex Sogepal)	....	....
Boris	295	295
Cellulose du Pin	48 30	48 30
C.G.M.	10	10
Cochery	12	....
C. Sabl. Seine	115	....
Coparex	531	539
Dunlop	....	....
F.B.M. (LI)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	200	202
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	110	....
Ripolin	36 10	....
Rorento N.V.	129	127 60
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	143	144
Thann et Mulhouse	100	92
Total C.F.N.	43	....
Ulinex	315	....

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	47 40	52 d
A.G.F. (St Cent.)	910	1005
A.G.P. Vie	8250	8290
Agr. Inc. Madag.	82 80	82 80
Amrep	71 50	74
André Roudière	276 30	287 40 d
Applic. Hydraul.	305	310
Arbel	64 60	67 20 d
Artois	770	780
At. Ch. Loire	8	8 70 d
Aussedat-Rey	67 80	72 50 d
Avenir Publicité	800	800
Bain C. Monaco	113 60	125 50
Banania	420	421
Banque Hypoth. Eur.	315	315
Blanzy-Ouest	570	570
B.N.P. Intercontin.	158	151 70
Bénédictine	2390	2400
Bon-Marché	238	....
Calf	540	540
Cambodge	330	325
C.A.M.E.	105	105
Campenon Bern.	189	185
Caout. Padang	435	....
Carbone-Lorraine	108	112 d
Carnaud S.A.	291 50	348 d
Caves Roquefort	1000	1005
C.E.G.Frig.	307	310
C.E.M.	38	38
Centen. Blanzy	887	852
Centrest (Ny)	105	....
Cerabati	37 90	40 60
C.F.C.	174	178 10
C.F.F. Ferrailles	279	290 10
C.F.S.	737	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	337	370
Akzo	299	....
Alcan Alum.	282	....
Algemeine Bank	1115	1114
Am. Petrofina	800	....
Arbed	245	240
Asturienne Mines	130	....
Banco Central	102	102
Banco Santander	82	83
Bco Pop Español	115	120
Banque Ottomane	805	845
B. Régl. Internat.	30000	....
Barlow Rand	57 10	48
Blyvoor	85 10	88
Bowater	....	....
Br. Lambert	321	324
Caland Holdings	91	89
Canadian-Pacific	386 40	391 40
Commerzbank	585	....
Dart. and Kraft	888	933
De Beers (port.)	41 50	....

SICAV 11/1

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	271 73	259 41	Japacic	106 49	101 66
Actions-Investiss.	279 54	266 86	Laffitte-crt-terme	120880 54	120880 54
Actions sélectives	394 93	377 02	Laffitte-Expansion	682 76	651 79
Audificandi	409 53	390 96	Laffitte-France	222 38	212 28
A.G.F. 5000	269 63	257 40	Laffitte-Japon	232 71	222 16

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

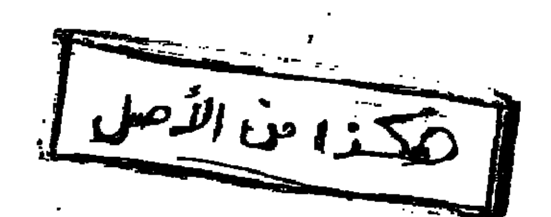
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1642	4,5 % 1973	1660	1656	1655 50	– 0 27
4044	C.N.E. 3 %	4100	4090	4085	– 0 36
1476	Électricité T.P.	1460	1450	1450	– 0 68
2880	Essilor	2910	2940	2940	+ 1 03
510	Esso S.A.F.	525	518	518	– 1 33
1080	Eurafrance	1172	1172	1172	....
280	Ericsson	316	327	327	+ 3 48
425	Exxon Corp.	468 50	476	473	+ 0 96
440	Ford Motors	470	484	483	+ 2 76
210	Free State	240	246	244 50	+ 1 87
119	Gencor	121 60	122	122	+ 0 32
270	Gén. Belgique	290	290	290	....
560	Gén. Electr.	610	623	623	+ 2 13
740	Gen. Motors	810	841	838	+ 3 45
54	Goldfields	57 50	57 10	57 10	– 0 69
36	Gd Metropolitain	38 20	37	36 80	– 3 66
128	Harmony	137 10	139 10	138 50	+ 1 02
26	Hitachi	37 10	37 05	36 95	– 0 40
575	Hoechst Akt.	634	640	639	+ 0 78
84	Imp. Chemical	89 60	88 95	88	– 1 67
106	Inco. Limited	132 50	134	133 80	+ 0 98
67	Rio Tinto Zinc	71 80	72 60	72 60	+ 1 11
165	St Helena Co	180	183	183 50	+ 1 94
360	Schlumberger	380	394	389 50	+ 2 50
73	Shell transp.	78	76 80	76 80	– 1 53
1460	Siemens A.G.	1690	1688	1681	– 0 53
144	Sony	183 70	183	182	– 1 03
200	T.D.K.	222	214 50	210 10	– 5 36
17	Toshiba Corp.	18 05	18 35	18 35	+ 1 66
860	Unilever	958	961	961	+ 0 31
360	Unit. Techn.	384	397	397	+ 3 38
815	Vaal Reefs	859	878	879	+ 2 32
340	West Deep	370	374 80	374 80	+ 1 29
280	West Hold.	296	299 40	294	– 0 67
380	Xerox Corp.	395	412	412	+ 4 30
1 88	Zambia Corp.	1 67	1 69	1 68	+ 0 59

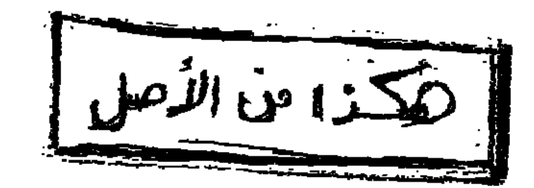
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	9 656	9 643	9 300	9 800
ECU	6 812	6 806	....	....
Allemagne (100 DM)	306 380	306 500	294	314
Belgique (100 F)	15 308	15 310	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	271 280	271 870	260	280
Danemark (100 krd)	86 350	85 800	80	88
Norvège (100 k)	106 800	105 790	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	10 982	10 892	10 400	11 300
Grèce (100 drachmes)	7 520	7 499	6	7 500
Italie (1 000 lires)	4 984	4 975	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	365 100	365 750	356	376
Suède (100 krs)	106 920	106 670	103	110
Autriche (100 sch)	43 680	43 720	42 800	44 400
Espagne (100 pes.)	5 547	5 536	5 200	5 800
Portugal (100 esc.)	5 650	5 615	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 323	7 307	7 080	7 420
Japon (100 yens)	3 805	3 807	3 670	3 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/1
Or fin (kilo en barre)	94500	94700
Or fin (en lingot)	94600	94900
Pièce française (20 fr)	595	585
Pièce française (10 fr)	451	....
Pièce suisse (20 fr)	561	565
Pièce latine (20 fr)	548	554
Souverain	698	692
Pièce de 20 dollars	4200	4140
Pièce de 10 dollars	2050	2075
Pièce de 5 dollars	1300	.....
Pièce de 50 pesos	3715	3700
Pièce de 10 florins	561	569





Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Lundi 14 janvier, 19 h 25
Le guêpier canaque
JEAN-MARIE COLOMBANI et ALAIN ROLLAT
répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

LE PCF ET LE DÉSISTEMENT A GAUCHE

PCF : le dossier d'accusation

Le Parti communiste, qui n'avait trouvé pratiquement rien à redire jusqu'à présent sur la politique du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, ajoute, maintenant, cette pièce à son dossier d'accusation contre la *gestion socialiste. La mort* d'Eloi Machoro justifie, en effet, selon M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, le doute sur la version des faits donnée par le haut commissariat de la République à Nouméa et l'exigence d'une enquête *« contradictoire »* sur les conditions dans lesquelles *le ministre de la sécurité du* FLNKS a été tué.

Invité du « Club de la presse », le dimanche 13 janvier sur Europe 1, M. Lajoinie, conformé*ment à une* habitude maintenant bien établie lors de ses interventions publiques, s'est montré sévère pour *le gouvernement*, accusé de pratiquer une politique ne permettant pas de sortir de la crise et favorisant les intérêts capitalistes. *C'est au point que* M. Lajoinie, qui, en novembre dernier, avait indiqué, au sujet des élections cantonales, que les *électeurs communistes avaient* toujours *« barré la route à la droite »* (*le Monde* du 13 novembre), s'est refusé, cette fois, à tout *propos clair sur ce que sera* l'attitude du PCF.

Alors que M. Lionel Jospin avait récemment affirmé la fidélité du PS à la *« discipline républicaine »,* la direction du PCF laisse planer un doute. En fait, il s'agit pour elle d'échapper à l'ar*gumentation de ceux qui, au sein* du Parti communiste, font valoir que le discours antisocialiste d'aujourd'hui s'effacera, au len*demain du congrès,* lorsqu'il s'agira de préparer les désistements nécessaires pour les élections cantonales.

M. Lajoinie, qui se prépare à répondre, au nom de la *direction* du parti, à la contribution de M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, publiée dans *l'Humanité* le 10 janvier, *n'a pas* formellement démenti la rumeur selon laquelle il pourrait accéder à un poste de secrétaire général adjoint auprès de M. Georges Marchais. En revanche, le président du groupe communiste de *l'Assemblée nationale a rejeté* comme une *« affabulation »* et une *« crapulerie »* les affirmations de l'hebdomadaire *le Point selon lesquelles* la publication de notes inédites de Jean Kanapa, dans le livre *Kremlin-PCF*, et les interventions des auteurs de cette publication sous le pseudonyme de « Jean Fabien » auraient été orchestrées par la direction du parti. *L'hebdomadaire* met plus particulièrement en cause M. Roland Leroy, membre du bureau politique, directeur de *l'Humanité,* et M. *Pierre Blotin,* membre du comité central, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise. Lundi, le quotidien *Libération ajoute à ces deux noms* celui de M. Bernard Vasseur, membre du secrétariat de M. Marchais.

De nombreux opposants à *l'actuelle direction* du PCF estiment que l'affaire Fabien est une provocation montée par celle-ci pour déconsidérer ses adversaires. *Le Point* n'apporte à l'appui de son hypothèse aucune preuve, et le raisonnement qui prétend l'étayer n'est guère convaincant. La thèse de la provocation n'est pas à écarter, mais elle reste à démontrer.

PATRICK JARREAU.

LES ÉLECTIONS SE JOUENT AU PREMIER TOUR déclare M. Lajoinie

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, le dimanche 13 janvier, au « Club de la presse » d'*Europe 1*, que les élections cantonales *de mars prochain « se joueront, comme toutes les élections (...), au premier tour ». « Nous appelons les électrices et les électeurs*, a dit M. Lajoinie, *à voter pour les candidats du Parti communiste, afin d'appuyer le combat que nous menons contre la crise. (...) Quant au désistement, le moment venu, les organisations du parti décideront. »*

Interrogé sur les critiques formulées par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, dans la tribune de discussion de *l'Humanité*, M. Lajoinie a déclaré que *« ceux qui essaient d'insinuer qu'il y a une dépendance de* [la] *politique* [du PCF] *vis-à-vis des pays socialistes (...) avancent des calomnies qui n'ont pas lieu d'être »*.

Au sujet d'un article de l'hebdomadaire *le Point* (daté 14-20 janvier), affirmant que M. Pierre Blotin, membre du comité central, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise du PCF, serait le « pivot » de l'affaire Jean Fabien, M. Lajoinie a déclaré qu'*« il s'agit d'une affabulation, d'une opération menée contre le Parti communiste »* et que *« c'est une crapulerie »*.

● *La direction n'entend pas et n'est plus entendue estime M. Karlin.* – M. Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel, écrit, dans une contribution signée avec M. Tony Lainé, psychiatre, et dont des extraits sont publiés dans *l'Humanité* du lundi 14 janvier, que *« la plupart »* des militants communistes qu'il rencontre *« sont inquiets, voire, souvent, désemparés »*.

Selon M. Karlin, *« tout se passe, depuis quelques années, comme si la direction considérait comme négligeable ce qui vient d' « en bas » (...). Elle élabore en son sein et elle annonce la bonne parole ; pour le reste, une intolérance totale à ce qui vient de l'extérieur répond à un silence quasi absolu sur ce qui se passe vraiment dans notre parti depuis plusieurs mois. Le problème que cela pose est que si la direction n'entend pas, elle ne peut plus être entendue. »*

Deux élections cantonales

GARD : canton de Saint-Ambroix (1er tour).

Inscr., 10 805 ; vot., 5 942 ; suff.ex., 5 754. MM. Biet, PC, 2 231 ; Dugas (RPR-UDF), 1 177 ; Boyac, PS, 914 ; Blache (opp.), 751 ; Di Bernardo (s. étiq.), 364 ; Argillier (opp.), 317. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Gilbert Blanc, conseiller général communiste, décédé. Il avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982 avec 5 092 voix contre 2 958 à M. Argillier pour 8 50 suffrages exprimés, 8 379 votants et 10 879 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 10 880 ; vot., 8 270 ; suff. ex., 8 057. MM. Blanc, 3 839 ; Courtial, PS, 1941 ; Argillier, 2 277.

Le candidat communiste, M. Charles Biet, est arrivé en tête avec 38,77 % des suffrages. Il ne fait pas aussi bien que Gilbert Blanc au premier tour des cantonales de mars 1982 (47,64 %). Le PS enregistre également un recul de plus de 8 points, son candidat a recueilli 15,88 % des suffrages au lieu de 24,09 % en 1982.

En dépit de la progression de l'opposition, la gauche est restée majoritaire à l'issue de ce premier tour de scrutin : le candidat communiste et le candidat socialiste ont en effet recueilli ensemble 54,65 % des suffrages exprimés.]

MAYENNE : canton de Laval-Sud-Est (1er tour).

Inscr., 5711 ; vot., 1696 : suff. ex., 1628. – MM. Gouabeau, RPR, 782 ; Minzières, PS, 679 ; Poirier, PC, 167. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Michel Favard, div. d., survenu en octobre dernier. Il avait été élu conseiller général de ce canton au second tour des élections cantonales de mars 1979 avec 3789 voix contre 3547 à M. Rille, PS, pour 7256 suffrages exprimés et 7579 votants. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 12306 ; vot., 7448 ; suff. ex., 7017. – MM. Favard, 3236 ; Rille, 2913 ; Paris, PC, 868.

Le taux record des abstentions, 70,30 %, rend difficile une analyse des résultats de ce premier tour de scrutin. Cette très faible participation s'explique moins par le mauvais temps qui sévit actuellement que par le fait que les électeurs devront retourner aux urnes le 10 mars prochain, puisque ce canton est renouvelable. Pour succéder au docteur Favard, le RPR et l'UDF s'étaient mis d'accord pour soutenir la candidature de M. Gouabeau, conseiller municipal d'opposition de Laval, municipalité à majorité socialiste.]

DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DES JEUNES GISCARDIENS

M. Giscard d'Estaing : la désunion, c'est le malheur

Les quelque trois cent cinquante responsables départementaux du Mouvement des jeunes giscardiens – que préside M. Patrick Gérard, – réunis dimanche 13 janvier à Paris en conseil national, ont procédé au renouvellement de leur bureau politique et lancé leur campagne pour les élections cantonales autour de deux idées : *« Le socialisme, une idée qui a fini son chemin ; la liberté, une idée qui va tenir la route. »* Mais surtout ils ont réservé, comme à leur habitude, un accueil des plus chaleureux à leur vedette préférée : M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'ancien chef de l'Etat a profité de cette occasion pour parler des principaux thèmes qu'il souhaite développer lors de sa conférence de presse du 21 janvier.

Il a annoncé notamment qu'il s'apprêtait à prendre un certain nombre d'initiatives pour consolider l'union de l'opposition *« au sommet »* et pour contribuer à l'élaboration d'un projet de gouvernement favorisant le *« redressement »* de la France après les élections législatives de 1986.

Aux Jeunes giscardiens qui *« ont tenu bon quand on est entré dans le tunnel en 1981 »*, M. Valéry Giscard d'Estaing a trouvé *« trois grands atouts : vous avez l'idée la plus forte, celle du progrès libéral de la France. Vous avez, avec vous ou dans les formations voisines, les dirigeants les plus jeunes de la vie politique française* (coup de chapeau, au passage, à M. Léotard, très applaudi par les Jeunes giscardiens). *Les idées que vous défendez ont le soutien de la jeunesse française. »*

« Au printemps, a annoncé l'ancien chef de l'État, *je ferai paraître une brochure de quelques pages présentant un plan de redressement pour l'emploi »*. De ce plan, M. Giscard d'Estaing a indiqué quelques-unes des *« orientations »* : la première, *« rechercher un taux de croissance plus élevé pour la France »* ; la seconde, *« engager la France plus avant dans la mutation vers les activités du monde de demain »*.

A ses jeunes supporters, M. Giscard d'Estaing a aussi demandé de *« traduire leur refus de la politique politicienne ». Elle se reconnaît,* a-t-il précisé, *à la priorité donnée aux questions de personnes sur les idées (...), à la priorité donnée à l'élection sur l'action qui suivra. Je vous demande de servir une cause et pas des intérêts »*, a-t-il répété.

L'ancien chef de l'Etat n'a pas manqué non plus de plaider pour l'union de l'opposition. *« Il n'y aura pas de redressement sans union »* a-t-il affirmé, avant de souhaiter que les Jeunes giscardiens deviennent *« les croisés de l'union »*. Pour sa part, il s'efforcera de *« résoudre le problème de l'union au sommet »* en formulant, lors de sa conférence de presse du 21 janvier, une proposition. *« La désunion*, a ajouté M. Giscard d'Estaing, *c'est le malheur. Ceci est une constatation pour le passé et une prophétie (...). L'union, c'est la préface de la réconciliation de la France. La plus grande période pour la France sera celle où il y aura une atmosphère de réconciliation. Je l'ai vécue au début de la Ve République. Je souhaite qu'en 1986-1988 vous connaissiez cette forme de bonheur. »*

M. Giscard d'Estaing s'est promis de venir sur le terrain, pendant la campagne des élections cantonales, *« soutenir les plus jeunes candidats »* et révélé qu'il avait écrit une préface pour l'édition de poche de son livre *Deux Français sur trois* qui sortira au printemps ; préface qui *« décrira l'enjeu de 1986 pour la France »*. Voilà qui permettra aux Jeunes giscardiens de trouver de nouveaux thèmes de campagne. Mais, d'ores et déjà, l'ancien président de la République leur recommande, quand on leur parle de *« l'héritage »*, d'apporter à leurs adversaires cette *« réponse très simple : rendez-nous l'héritage qui vous a été laissé en 1981 car, dans ce cas, nous pourrions résoudre les problèmes de la France »*.

Enfin, l'ancien président de la République a proposé aux militants un nouveau geste de ralliement qui symboliserait à la fois *« la victoire et l'union »* : les deux mains serrées et levées à hauteur du visage.

C.F.-M.

Le numéro du « Monde » daté 13-14 janvier 1985 a été tiré à 421 183 exemplaires

A B C D F G H

Sur le vif

Dégage !

Ça se passe aux Champs-Elysées vers 5 heures de l'après-midi, à la sortie des bureaux. Il fait un froid de loup. On se hâte, emmitouflés jusqu'aux yeux, à petits pas précautionneux, pressés et frileux, le nez baissé sur la chaussée verglacée. Et voilà que deux olibrius se plantent brusquement devant vous, micro au poing : un mot gentil, s'il vous plaît, madame.

– Quoi ? Comment ? Qu'est-ce qui vous prend ? Vous êtes malades ?

– Non, on voudrait un mot, c'est tout, un mot gentil.

– Non, mais ça va pas la tête !

– Allez quoi... un mot gentil, n'importe lequel.

– Je ne sais pas, moi... Quel mot voulez-vous que je vous dise... J'en connais pas...

Je passe mon chemin. Je me retourne. Et je les vois aux prises avec un monsieur qui les envoie promener, lui aussi. Renseignement pris, il s'agissait d'un mini-reportage, pour une radio libre, sur l'amabilité toute spontanée de l'homme et de la femme de la rue. Du coup, amusée, j'ai suivi pendant quelques instants leur manège. Qu'est-ce qu'ils ont dégusté ! En fait de mots doux, ils n'ont récolté que des gros mots, si gros et si courts que j'aurais scrupules à les rapporter ici. Question grossièreté, je vais vous dire, les nanas n'ont rien à envier aux mecs. Elles étaient encore plus agressives si possible.

D'ailleurs, aux Etats-Unis, les femmes ont décidé de décrocher cet éternel sourire qu'elles s'épinglent aux tempes de mère en fille. Elles ont établi des statistiques. Elles ont calculé – je lisais ça dans *Time magazine* – que, dans les soirées, les femmes souriaient pendant 89 % du temps, et les hommes 67 % seulement. Pis : 26 % des mecs ne se donnent même pas la peine de rendre le sourire qu'on leur fait. Alors, basta ! Terminé toutes ces chatteries, ces lèvres entrouvertes, humides et offertes, ces mines séduites et coquettes. Même les hôtesses de l'air distribuent leurs plateaux-repas avec des gueules de gardiens de prison. Idem pour les mannequins. Vous n'avez qu'à voir le look sombre et vachard des filles qui font de la pub au cinéma. Elles, pour le mot gentil, on repassera. Le seul qu'elles connaissent c'est : dégage !

CLAUDE SARRAUTE.

En Espagne

POUR AVOIR FAIT L'ÉLOGE DE FRANCO
Le gouverneur militaire de Leon est destitué

De notre correspondant

Madrid. – Pour la troisième fois depuis son arrivée au pouvoir en décembre 1982, le gouvernement socialiste a destitué un haut responsable militaire qui a fait des déclarations politiques jugées *« incompatibles »* avec ses fonctions. Il s'agit cette fois du gouverneur militaire de la région de Leon, le général David Fernandez Teijeiro, qui a été mis en disponibilité le vendredi 11 janvier.

Sa destitution semble liée à des propos qu'il avait tenus le 20 novembre dernier, après une cérémonie militaire. En présence d'un petit groupe d'officiers, le général Fernandez Teijeiro avait alors affirmé, devant un buste de Franco, que le Caudillo *« était un homme exceptionnel, héroïque, un militaire couvert de médailles dont tout Espagnol doit prendre exemple et qui doit rester dans la mémoire de tous »*.

Le ministre de la défense, M. Narcis Serra, a fait preuve de la fermeté déjà manifestée à l'égard des lieutenants-généraux Fernando Soteras et Manuel Alvarez Zalba, eux aussi relevés de leurs fonctions, respectivement en septembre 1983 et en octobre 1984, après des déclarations jugées « intempestives ». Le rôle positif joué par le général Fernandez Teijeiro lors de la tentative de putsch manqué du 23 février 1981 – il avait interdit que son régiment, celui d'Aranjuez, se joigne aux insurgés, – n'a pas suffi à lui éviter une sanction.

Th. M.